

La Responsabilité Civile en matière d'Accidents et de Dommages provoqués par le Courant Electrique

Compétence, Jurisprudence Administrative et Judiciaire
Assurance

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Décembre 1937 à 14 heures

PAR

Robert BEINEIX

Lauréat de la Faculté de Droit de Bordeaux

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { MM. AMIAUD, professeur
CASSIN, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1937

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

La Responsabilité Civile en matière d'Accidents et de Dommages provoqués par le Courant Electrique

Compétence, Jurisprudence Administrative et Judiciaire
Assurance

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Décembre 1937 à 14 heures

PAR

Robert BEINEIX

Lauréat de la Faculté de Droit de Bordeaux

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { *MM. AMIAUD, professeur*
CASSIN, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)



INTRODUCTION

I

*Importance et Nature des accidents et dommages qui
peuvent être provoqués par les courants électriques.
Responsabilités qui peuvent en découler.*

1. — TRANSFORMATION DES RÈGLES JURIDIQUES. —
Le développement scientifique et industriel considérable qui a marqué l'évolution économique et sociale des cent dernières années ne pouvait manquer de laisser une trace profonde sur l'ensemble des règles de droit : la multiplication et la diversification des rapports juridiques, comme l'accroissement des moyens matériels mis en œuvre, devaient, en particulier, augmenter le nombre et l'importance des conflits d'intérêts entre particuliers et entre collectivités : le perfectionnement des moyens de transport, consécutif à l'apparition des moteurs mécaniques, s'est révélé, en même temps qu'était accrue la richesse sociale, générateur de nombre d'accidents et de dommages.

La législation introduite en France par la loi du 9 avril 1898 résultait de la nécessité de protéger les victimes d'accidents survenus dans les ateliers industriels. A l'augmentation du nombre des accidents cor-

porels et matériels, a correspondu, en effet, une sévérité croissante des règles de la responsabilité.

Lorsque le législateur n'est pas personnellement intervenu, le juge s'est efforcé d'adapter à de nouvelles nécessités des textes élaborés pour les besoins d'une Société dont l'activité économique était singulièrement plus ralentie et les moyens matériels plus réduits.

Le souci dominant du juge et du législateur a été de répartir, toutes les fois que cela a été possible, la charge de l'accident entre l'auteur du dommage et la victime : l'indemnisation de cette dernière venant, sinon supprimer, du moins atténuer dans une large mesure, le préjudice subi.

Ainsi, quel que soit le fondement de cette répartition ou de ce déplacement des charges, la substitution de la responsabilité présumée à la responsabilité aquilienne paraît indiscutablement liée au danger toujours plus grand que devait présenter, pour les personnes et pour les biens, la modernisation des conditions de la vie humaine.

Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de rappeler combien le poids des règles de la responsabilité civile a été atténué par le développement de l'assurance. La notion d'assurance de responsabilité, si elle n'a pas indiqué la voie à suivre au juge ou au législateur, a tout au moins facilité l'introduction des nouveaux principes ; elle s'est adaptée sans retard aux obligations éventuelles de tous ceux dont l'activité était susceptible de devenir fréquemment génératrice de dommages.

2. — ACCIDENTS ET DOMMAGES PROVOQUÉS PAR LE COURANT ÉLECTRIQUE. — Le progrès industriel est caractérisé par l'asservissement de l'énergie sous toutes ses formes ; énergie chimique, énergie thermique, énergie électrique, réciproquement transformables, sont venues vivifier les mécanismes créés.

Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur l'utilisation des différentes formes d'énergie.

Qu'il suffise de rappeler que l'électricité, dont le rôle industriel est relativement récent, est la forme d'énergie dont l'utilisation s'est généralisée de la façon la plus rapide, depuis la fin du siècle dernier.

On doit reconnaître qu'en revanche, l'électricité, imparfaitement disciplinée par l'homme, est susceptible de produire accidents et dommages d'une remarquable diversité.

Nous indiquerons, à titre d'introduction à la présente étude et pour expliquer l'importance des questions de responsabilité qui s'y rattachent, un certain nombre des méfaits du courant électrique.

3. — Les accidents provoqués par l'électricité ne sont pas rares dans l'industrie ou sur les lignes de chemins de fer ou de tramways électrifiés ; le législateur s'est préoccupé de cette situation et est intervenu à diverses reprises en vue de protéger les travailleurs ¹.

Quelle que soit l'efficacité des mesures préventives adoptées, des accidents, souvent dûs d'ailleurs à l'imprudence des victimes, ne peuvent manquer de se produire ².

Empruntons les conclusions d'une étude du Docteur

3. — (1) Voir notamment : Décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale, en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en jeu des courants électriques. — Arrêté ministériel du 9 octobre 1913, fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques. — Plus récemment est intervenu le décret du 7 août 1935, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements utilisant l'énergie électrique.

(2) Voir notamment à titre d'exemples : Trib. Civ. d'Alençon 26 août 1931, Rev. Conc. 1932, p. 37 ; Grenoble 6 novembre 1906, R. Per. des Ass. 1907, p. 34, D. P. 1909.2.30 ; Toulouse 9 février 1910, Rec. Per. des Ass. 1910, p. 326, S. 1910.2.275 ; Grenoble 4 avril 1911, Rec. Grenoble 1911, p. 766 ; Lyon 10 mai 1914, Mon. Jud. 21 juillet 1914, Rec. Per. des Ass. 1915, p. 473 ; Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145, Rec. Gaz. Pal. 1924.2.245.

UZAC ³ pour préciser d'une façon sommaire la nature et le caractère des accidents corporels qui se produisent : « Les phénomènes d'inhibition par lesquels se traduit l'électrocution, pouvant aller de l'état lipothymique à la syncope, et jusqu'à la mort apparente et à la mort réelle, sont en rapport avec le passage à travers le corps d'une quantité d'électricité assez faible, semble-t-il, au-dessus de laquelle le passage du courant se manifeste de préférence, et souvent à l'exclusion de tous autres symptômes généraux immédiats, par des brûlures plus ou moins profondes résultant de l'effet Joule.

La quantité d'électricité étant elle-même fonction de la tension et des résistances, la dose produisant l'électrocution peut être obtenue avec n'importe quelle tension, si les résistances sont appropriées ; c'est ainsi que les basses tensions coïncidant avec des résistances minimales, peuvent produire des effets d'électrocution mortels, et même, lorsque la résistance est très faible, parce que le courant n'intéresse par exemple que deux points rapprochés du corps humain, on peut obtenir par elles des intensités assez fortes pour qu'en résultent des brûlures par effet Joule.

Avec les hautes tensions, 30.000 volts et au-dessus, il est rare que les résistances soient assez grandes pour que l'intensité passant par le corps humain reste dans les limites qui créent l'électrocution ; le phénomène qui se produit alors le plus souvent est la production de brûlures résultant de l'arc qui s'établit à l'extérieur du corps, entre le conducteur sous tension et la voie de retour déterminée par la position de la victime ».

Ainsi se trouvent exposés les dangers des courants électriques, même lorsque le voltage en est relativement bas.

(3) Dr Uzac, Accidents produits par l'électricité sur un réseau de Chemins de fer électrifié, Réflexions, à propos de 105 observations, Annales de Médecine Légale 1936.

4. — Mais le courant électrique est également susceptible de provoquer des dommages matériels d'importance : la production d'étincelles ou l'amorçage d'arcs électriques, par suite notamment de rupture de fils sous tension, peut faire naître des incendies. Le sinistre pourra résulter encore, soit du contact d'un fil et d'une toiture métallique, soit de l'existence d'installations intérieures insuffisamment isolées, soit de la dérivation anormale d'un courant à haute tension sur des lignes à basse tension, résultant d'un contact de fils de haute et basse tension ou de la détérioration de transformateurs, etc. ¹.

Les dommages n'atteindront pas toujours l'importance d'un incendie et se limiteront d'ailleurs très fréquemment aux effets d'une surtension, d'une surintensité, d'un mélange de phases sur les appareils électriques, lampes, postes de T.S.F., etc. et à la mise hors de service de tout ou partie des installations.

5. — Le courant électrique provoque parfois des effets plus curieux : ces effets résultent des phénomènes d'électrolyse.

Comme l'a notamment signalé M. ISSARTE ¹, « depuis longtemps déjà l'attention des concessionnaires de services publics d'éclairage, de traction, de distribution d'eau ou de gaz, a été appelée sur les méfaits des courants dits « vagabonds ».

Il s'agit là d'électricité provenant le plus souvent des rails de chemins de fer ou de tramways électrifiés, par

4. — (1) Voir Toulouse 11 juin 1913, D. 1914.2.174 et la note de M. Planiol, R. P. des Ass. 1913, p. 320.; Trib. Civ. Tours 9 décembre 1920, Rec. Per. des Ass. 1921, p. 220, Rec. Gaz. des Trib. 1921.2.454 ; Trib. Civ. Bordeaux 9 juillet 1897, J. des Ass. 1898, p. 84 et Bordeaux 22 février 1899, J. des Ass. 1899, p. 481 ; Trib. Civ. de la Seine, 10 décembre 1900, J. des Ass. 1901, p. 206 ; Cass. req. 20 novembre 1918, S. 1920.1.151, Gaz. Pal. 1918 et 1919.1.682 ; Trib. Civ. de Tours 9 décembre 1920, R. P. des Ass. 1921, p. 220.

5. — (1) Cours de dangers des courants électriques, 7^e édit., p. 51

lesquels s'effectue le retour du courant : une partie de ce courant abandonne éventuellement les rails ou les conducteurs insuffisamment isolés sur une certaine portion du parcours, pour suivre des chemins de moins grande résistance électrique et produit fréquemment sur les corps rencontrés des altérations qui résultent des phénomènes de l'électrolyse.

Ainsi se trouvent attaquées des conduites d'eau ou de gaz, les enveloppes de plomb des conducteurs électriques de lumière ou de force motrice, de téléphone ou de télégraphe ².

L'attaque des conduits d'eau ou de gaz est susceptible de provoquer des fuites qui elles-mêmes peuvent avoir pour résultat des explosions ou des affouillements avec les affaissements qui peuvent en être la conséquence.

6. — L'électricité peut, d'autre part, engendrer des phénomènes dommageables d'influence ou d'induction, dont l'importance ne doit pas être négligée ¹.

La victime la plus fréquente sera encore ici l'administration des P.T.T. Une ligne électrique donne en effet naissance, dans l'espace qui l'environne, à un champ électrique ainsi qu'à un champ magnétique susceptibles d'influencer les lignes télégraphiques et téléphoniques qui se trouvent dans le champ, sur une certaine longueur.

Les troubles seront surtout importants si le courant qui parcourt la ligne inductrice est lui-même variable : il en est ainsi en particulier lorsqu'il s'agit de variations

(2) Voir Cons. d'Et. 5 août 1908, S. 1911.3.15, D. 1910.3.49 ; Cons. d'Et. 25 février 1910, S. 1912.3.110, D. 1912.3.14 ; Cons. Préf. Seine 15 mars 1911, J. des Cons. de pr. 1911, p. 269, Rev. Gén. Admin. 1912, T. I, p. 86 ; Cons. d'Et. 10 décembre 1924, Rev. Conc. 1925, p. 112 ; Cons. d'Et. 28 novembre 1924, Rev. Conc. 1925, p. 163, D. P. 1925.3.69 et la note.

6. — (1) Voir notamment une espèce assez particulière : Cons. d'Et. 10 janvier 1908, Rev. Conc. 1908, p. 219 : Le pavillon magnétique d'un observatoire servant à l'étude du magnétisme terrestre a cessé de pouvoir remplir sa destination par suite de l'établissement dans le voisinage d'une ligne de tramways électriques.

brutales et accidentelles. Sont susceptibles de se produire de la sorte des bruits dans l'audition téléphonique d'une telle violence que certains téléphonistes ont pu subir des ébranlements nerveux d'une certaine gravité, ou même des dommages matériels. De ces accidents ou de ces dommages, il faut rapprocher les parasites qui troublent les auditions radiophoniques et peuvent même les rendre impossibles ².

Les ondes parasites ne sont pas, en effet, seulement émises par l'électricité atmosphérique, mais encore par le fonctionnement, soit normal, soit défectueux, de certains appareils électriques tels que commutateurs, moteurs, enseignes lumineuses, etc.

7. — Le préjudice peut, enfin, résulter de l'interruption d'un courant sur lequel il était possible de compter normalement : il est vrai qu'il ne s'agit pas ici de dommages provoqués par le courant électrique, mais par le défaut de courant. Toutefois, d'une part, au point de vue économique, une pareille privation de jouissance ne peut résulter que de l'existence du rôle industriel du courant, d'autre part, au point de vue juridique, la privation de courant électrique sera génératrice de dommages assimilables aux dommages provoqués directement ou indirectement par le courant lui-même.

L'interruption peut d'ailleurs produire parfois des dommages matériels, notamment si elle survient au cours de manipulations ou opérations industrielles, torréfactions, etc.

(2) Voir Douai 1^{er} décembre 1930, Rec. Douai 1931, p. 25, Rec. G. des Trib. 1931, 1^{er} Sem. 2.189 ; Trib. de Versailles 8 février 1933, Gaz. Pal. 1933.1.599 ; Lyon 15 mars 1932, Gaz. Pal. 1932.1.603 ; Trib. Com. Seine 8 février 1932, Gaz. Pal. 1932.1.511, 14 novembre 1933, S. 1934.2.23 ; Amiens 22 novembre 1932, Gaz. Pal. 1933.1.603 ; Trib. Com. Morlaix, 1^{er} avril 1932, Gaz. Pal. 1933.1.322 ; Voir aussi l'article de Cazals de Fabel, Ingénieur des Télégraphes, Docteur en Droit, Rev. Conc. 1934, p. 150.

8. AGGRAVATION DES RÈGLES DE LA RESPONSABILITÉ DES DISTRIBUTEURS. — Ainsi avons-nous passé en revue les différentes atteintes que peuvent subir les individus ou les biens du fait du courant électrique.

Le juge de la responsabilité s'est trouvé en face de formes nouvelles de causes de dommages.

Il s'est efforcé d'appliquer, à des notions nouvelles, des textes vieillis pour lesquelles il n'avait pas été possible de les prévoir : l'ensemble de la responsabilité des distributeurs est en effet basée soit sur le principe de la loi du 28 Pluviose an VIII, soit sur le code civil de 1804.

Au danger nouveau de l'électricité s'est opposé le souci du juge de ne pas laisser la victime sans protection ou sans réparation : le distributeur n'a pu qu'accepter le fardeau de la responsabilité qui lui était imposée, en s'efforçant, il est vrai, de l'alléger toutes les fois qu'il lui a été possible.

Il a trouvé lui-même, dans l'assurance, le moyen de régulariser les charges de la responsabilité, la possibilité de les incorporer dans les frais généraux de son entreprise.

Le juge a adapté les principes du droit aux nécessités et aux exigences de la vie moderne, plus encore qu'il n'a plié, comme l'a dit M. MESTRE ¹, les contingences contemporaines aux lois de la pensée juridique traditionnelle : c'est cette interaction des données sociales, économiques et scientifiques et du droit normatif que nous allons étudier en ce qui concerne les dommages provoqués par le courant électrique.

8. — (1) Achille Mestre : Les problèmes juridiques de l'électricité, *Revue politique et parlementaire* 1925, Tome 123, p. 215.

II

Nature juridique de l'électricité. Intérêt de la question au point de vue des règles de la responsabilité.

9. POSITION DU PROBLÈME. — Le problème de la nature juridique de l'électricité s'est parfois posé d'une façon assez insistante.

Il apparaît en effet que la solution de diverses questions de droit est liée de façon étroite à la définition juridique de l'électricité.

Ce problème a été posé sur son véritable plan par M. PILON¹, qui a rappelé que « ce n'est pas dans la nature physique de l'électricité qu'il faut en chercher la solution, d'abord parce que, dans l'état actuel de la science, la nature physique de l'électricité n'est qu'une hypothèse, ensuite parce qu'en règle générale, la loi envisage les choses qui sont objets de droit, sans se préoccuper de leur nature physique ».

10. PROBLÈME DE LA NATURE JURIDIQUE DE L'ÉNERGIE. — Il semble toutefois qu'il ne soit pas inutile de faire appel aux sciences physiques pour traiter le problème dans toute son ampleur.

L'énergie électrique est une forme d'énergie facilement utilisable, mais n'est qu'une forme d'énergie, au même titre que l'énergie mécanique, l'énergie chimique, l'énergie thermique, formes dont la mutation réciproque est possible, conformément au « principe de la conservation de l'énergie ».

Au lieu de poser le problème de la nature juridique de

9. — (1) Le problème juridique de l'électricité, Revue trimestrielle de Droit Civil 1904, p. 11.

l'électricité, il semble qu'il soit plus expédient de poser le problème de la nature juridique de l'énergie.

Il convient toutefois de remarquer que les différentes formes d'énergie se conçoivent plus ou moins aisément détachées des corps qui en sont pourvus.

Alors que la transmission à distance de l'énergie électrique est devenue une chose fréquente, le courant étant véhiculé indépendamment de ses générateurs, il n'en est pas de même des autres formes d'énergie : l'énergie chimique du gaz est transportée dans les conduites avec le corps lui-même, qui est susceptible de dégager cette énergie ; de même l'eau d'un chauffage central urbain transporte avec elle de l'énergie thermique ; l'air des conduites d'une distribution publique d'air comprimé transporte avec lui de l'énergie mécanique. Ainsi, dans ces derniers cas, les problèmes de propriété en matière de vol ou de recherche de la nature des contrats, comme les problèmes de garde ou de surveillance en matière de responsabilité se posent de façon plus concrète, sinon plus exacte, pour le véhicule de l'énergie que pour l'énergie elle-même qui présente cependant un intérêt essentiel : en effet, un horloger par exemple souscrit un contrat de distribution d'air comprimé en vue d'animer les moteurs qui actionneront son outillage ; il ne prend pas principalement en considération l'air qui lui est distribué par les conduites, mais bien la pression de cet air par rapport à celle de l'atmosphère et son débit maximum qui caractérisent l'énergie mécanique utilisable. Il en est de même du souscripteur d'un contrat d'abonnement au gaz qui se préoccupe surtout de l'énergie thermique que pourra dégager le gaz qui lui est livré.

De même, enfin, le bénéficiaire d'un contrat de chauffage central urbain ne s'intéresse pas à la vapeur qui est distribuée dans ses radiateurs, mais à l'énergie thermique qu'est susceptible de développer cette vapeur.

Comme on peut le voir, cette différenciation de

l'énergie et de son véhicule n'apparaît pratiquement, sinon théoriquement, qu'en ce qui concerne l'énergie électrique.

Nous ne devons pas cependant nous dissimuler, dans les autres cas, l'analogie profonde qui peut exister, au point de vue juridique, entre la distribution de l'énergie électrique et celle des autres formes d'énergie.

Cette analogie apparaîtrait de façon indiscutable pour l'énergie thermique, s'il était possible, pratiquement, de distribuer la chaleur sans déperdition par des conducteurs, de la même façon que l'électricité, ce qui peut se concevoir au moins pour les besoins du raisonnement.

Il convient cependant de ne pas s'exagérer l'importance de ces ressemblances : l'énergie non libérée de la matière pourra être considérée comme une des caractéristiques de la matière ; l'opération juridique relative à l'énergie se confondra avec l'opération juridique relative à la matière.

11. NATURE ET CARACTÈRES JURIDIQUES DE L'ÉLECTRICITÉ. — L'énergie électrique, au contraire, apparaîtra plus difficilement au point de vue juridique comme une des caractéristiques de son conducteur.

La différenciation justifiera la nature donnée au contrat de distribution d'électricité et sera d'ailleurs examinée ultérieurement, de façon plus complète, à propos de l'étude de la responsabilité qui peut découler de ce contrat ¹.

Quoi qu'il en soit, à n'en pas douter, on peut considérer l'énergie électrique comme assimilable à une chose mobilière au point de vue juridique : comme l'a dit M. PILON, « il est inutile pour le jurisconsulte, de chercher à découvrir le mystère de l'électricité, et de vouloir se montrer plus physicien que les physiciens

11. — (1) Voir n° 190 et S.

eux-mêmes... Dès qu'on abandonne les considérations physiques ou métaphysiques sur la nature de l'électricité et de la matière pour s'en tenir aux faits, aux résultats, on arrive à cette conclusion que l'électricité, parce qu'en fait elle se comporte comme une chose mobilière susceptible d'appropriation privée, doit, au point de vue du droit, être traitée comme telle » ².

12. — La jurisprudence, comme la doctrine, n'a pas d'ailleurs manqué de faire bon marché des conceptions en vertu desquelles l'électricité ne serait point le produit du travail de l'homme, qu'elle serait une force ou un agent répandu dans la nature, dont le pouvoir de l'homme se bornerait à opérer la manifestation ¹, et qu'elle ne serait pas susceptible d'appropriation privée.

Pour les tribunaux, quel que soit l'aspect sous lequel l'électricité doit être envisagée, elle est susceptible d'une appropriation privée par la direction qu'on lui donne et l'usage auquel on l'emploie ².

En conséquence, l'électricité ne peut être considérée que comme une marchandise susceptible de comptage, de mesurage et scientifiquement aussi de pesage ³; en raison de sa nature propre, indépendante de la canalisation, elle est assujettie à des droits de douane ⁴, peut être l'objet d'un vol ⁵ et d'une vente ⁶.

De ce que l'eau courante utilisable à la production de l'énergie électrique est une chose commune, il ne résulte

(2) *Op. cit.* p. 13.

12. — (1) Lyon 4 juillet 1890, S. 1892.2.275, D. 91.2.81.

(2) Nancy 13 juillet 1890, S. 1904.2.304 ; dans le même sens Rouen 7 mars 1890, Dijon 2 juillet 1890, S. et P. 1892.2.57, Limoges 16 février 1899, S. et P. 1900.2.91.

(3) Trib. Civ. de la Seine 24 juin 1935, G. des Trib. 3 et 4 janvier 1936.

(4) Rapprocher Trib. Correctionnel de Belfort 22 mars 1929, Gaz. Trib. 28 mai 1929.

(5) Voir Cass. crim. 12 juin 1929, Gaz. Pal. 1929.2.251.

(6) Trib. Civ. Seine 24 juin 1935 précité, Grenoble 31 janvier 1922, La Loi 17 mars 1922.

pas en effet que l'énergie électrique présente les mêmes caractères.

On peut faire remarquer, non seulement que l'électricité peut être tirée de sources d'énergie susceptibles d'appropriation privée, comme le charbon, mais encore qu'il y a appropriation privée de la force motrice des chutes d'eau dans les turbines des usines génératrices, aussi bien que l'eau elle-même devient propriété privée lorsqu'elle est retirée de son lit par une Société au moyen de machines, et amenée dans des conduites et des réservoirs.

13. L'ÉLECTRICITÉ ET LA RESPONSABILITÉ. — Il n'est pas contestable d'ailleurs, en matière de responsabilité, que l'électricité ne soit une chose susceptible, non seulement d'appropriation privée, mais aussi de direction et de surveillance, de contrôle et de garde : L'électricité peut être canalisée dans des conducteurs, transformée, et de façon normale les précautions prises pour éviter accidents et dommages suffisent à les empêcher.

Mais, nous l'avons vu, les accidents et dommages se produisent en fait, en raison des imperfections inhérentes à toute organisation, des cas fortuits ou de force majeure, associés au caractère dangereux de l'énergie électrique. Ce caractère dangereux a d'ailleurs été considéré par certains auteurs comme devant accroître la responsabilité du distributeur : ainsi M. Marcel PLANIOL ¹ estime qu'un réseau de câbles électriques qui est par lui-même une cause fréquente d'incendies est une chose essentiellement dangereuse dont la société qui en est propriétaire conserve nécessairement la surveillance.

S'il en était ainsi, la responsabilité se justifierait par le fait qu'elle serait la charge du profit, en vertu du

13. — (1) Note sous Toulouse 11 juin 1913, D. 1914.2.174.

principe « ubi emolumentum, ibi onus », ou comme la contre-partie du danger exceptionnel créé.

Nous aurons à examiner l'accueil que la jurisprudence administrative ou judiciaire a réservé à ces idées.

14. OBJET DE L'ÉTUDE. — Nous devons d'ailleurs signaler, au seuil de cette étude, que, le plus souvent, l'examen des règles de responsabilité en matière d'accidents et de dommages provoqués par le courant électrique, se limitera à celui de la responsabilité du distributeur en pareil cas.

Le distributeur est en effet le plus exposé, par les obligations qui résultent de sa fonction, à encourir une responsabilité à la suite des dommages provoqués par le courant, en raison des présomptions de responsabilité que lui impose la garde de son réseau.

PREMIÈRE PARTIE

LA COMPÉTENCE

CHAPITRE PREMIER

INTÉRÊT DE L'ÉTUDE PRÉALABLE DES RÈGLES DE COMPÉTENCE

15. — L'importance pratique aussi bien que théorique des règles de compétence a été maintes fois mise en lumière ¹.

L'échec d'une procédure peut, en effet, résulter de l'inexacte application des règles relatives à la compétence, en raison de l'incompétence finale qui peut être déclarée par la juridiction saisie ou des lenteurs qui peuvent en être la conséquence ; d'autre part, dans les cas où il existe pratiquement une double compétence administrative et judiciaire, il pourra se faire que la juridiction administrative fasse état de principes opposés à ceux qui eussent été appliqués par les tribunaux judiciaires. Il s'agit là de cas relativement exceptionnels et le plus souvent, en matière de responsabilité, les juridictions administratives et judiciaires rendent des décisions comparables, en dépit des fondements différents du droit applicable ².

Il n'en demeure pas moins vrai que l'attribution de compétence aux tribunaux administratifs signifie la

15. — (1) Cf. Hauriou, note sous C. d'Etat 26 juillet 1918, *Lemonnier*, S. 1918.19.3.41 ; Mestre, note sous Cass. Civ. 27 novembre 1918, C^{ie} des Tramways de Nice, S. 1921.1.353 ; Mathiot, *op. cit.* n° 30.

(2) Voir notamment les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Latournerie, Cons. d'Etat 25 janvier 1929, Sous-Secrétaire d'Etat aux P.T.T. C. Sté du Gaz de Beauvais, S. 1929.3.81.

mise en jeu des règles particulières de la responsabilité de la puissance publique, c'est-à-dire l'exclusion des règles qui résulteraient des articles 1382 et suivants du Code civil dont la juridiction administrative ne fait pas état ³.

Dans ce cas, le juge, indépendant de toute contrainte résultant des textes du Code civil, peut émettre des décisions plus souples et plus plastiques, mais peut-être aussi plus variables encore que celles des tribunaux judiciaires.

Les règles de fond applicables à un litige dépendront ainsi étroitement des règles de compétence ⁴.

C'est en raison de cette dépendance qu'il a pu paraître bon de traiter rapidement, tout d'abord, des règles de compétence qui régissent la question que nous avons le dessein d'étudier.

(3) Lalou, *op. cit.* n° 1383 et 1537.

(4) Voir Aubry et Rau, Cours de Droit Civil français, 5^e édition, T. IV, § 447, note 18 *bis*.

CHAPITRE II

FORME ET CARACTÈRE JURIDIQUE DES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION

16. — La loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie a précisé certaines distinctions qui s'imposent aux distributeurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés.

Elle a entendu réglementer aussi bien les ouvrages de distribution proprement dits que les ouvrages de transport d'énergie.

Les lignes de transport à haute tension sont toutefois soumises à une réglementation particulière.

La loi de 1906 a posé le principe (article 2) qu'une distribution d'énergie électrique, n'empruntant en aucun point de son parcours des voies publiques, peut être établie et exploitée sans autorisation ni déclaration, sauf toutefois si les conducteurs se trouvent, en un point quelconque, à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne téléphonique ou télégraphique préexistante, auquel cas une autorisation administrative spéciale est nécessaire.

Les ouvrages de distribution qui empruntent au contraire, en un point quelconque de leur parcours, la voie publique doivent faire l'objet d'une autorisation administrative (article 3 de la loi du 15 juin 1906).

Cette autorisation est donnée soit sous forme d'une permission de voirie, soit sous forme d'une concession.

La permission de voirie est un acte unilatéral du maire ou du préfet, suivant la nature des voies empruntées et dérive des pouvoirs de police de l'un et de l'autre (article 5 de la loi).

Comme l'a dit M. MESTRE ¹, « le permissionnaire n'est point lié par un contrat à l'administration. Il procède à l'installation de son réseau sur la voie publique, en vertu d'autorisations unilatérales, et ne dispose, vis-à-vis des particuliers, d'aucun privilège, alors même qu'il gère un service public de distribution.

Les travaux qu'il entreprend ne sont jamais des travaux publics, car ils ne sont pas entrepris pour le compte d'une personne administrative.

Alors que le concessionnaire travaille, en réalité, pour la commune ou pour l'Etat, puisque c'est à eux qu'à l'expiration de la concession le réseau sera remis gratuitement, le permissionnaire ne travaille en principe que pour lui-même. Il n'est point lié par un cahier des charges à l'administration et ne peut, d'autre part, invoquer aucun privilège vis-à-vis des propriétaires dont il désire occuper les immeubles en vue de l'installation de ses ouvrages ».

La concession de distribution est, en effet, un contrat de droit public passé entre l'entrepreneur et l'autorité concédante et par lequel celle-ci impose certaines conditions au distributeur en échange de l'autorisation qui lui est accordée d'occuper la voie publique.

Nous avons supposé le cas de particuliers ou de sociétés privées qui bénéficient de permissions de voirie ou de concessions mais il peut exister des régies ayant pour objet l'établissement et l'exploitation de distributions d'électricité dans les communes par les soins de la

16. — (1) Note au S. 1924.1.289 ; V. aussi L'Huillier, *op. cit.* p. 9.

commune desservie ou par ceux d'un syndicat de communes ¹.

17. — Si nous admettons la définition de l'ouvrage public poposée par M. MATHIOT ¹, « toutes opérations de construction, d'aménagement, d'entretien d'un immeuble pour le compte d'une personne morale administrative, en vue d'un but d'utilité générale », nous verrons que la plupart des travaux et ouvrages des concessions de distribution d'énergie électrique correspondent à ce critérium.

Les installations d'une distribution d'énergie constituent, en effet, des immeubles, soit qu'il ait été nécessaire de creuser des tranchées en vue de l'établissement de canalisations souterraines, soit qu'il s'agisse de fils aériens; comme l'a dit M. PLANIOL ², « Les réseaux électriques sont réellement des constructions d'un nouveau genre, bâties sur le sol et constituant des immeubles de même que les « bâtiments » nommés dans l'article 518 du Code civil ». Ils constituent des ouvrages publics et les travaux de construction, d'aménagement et d'entretien qu'ils nécessitent, sont en principe des travaux publics.

L'autorité concédante pour le compte de laquelle le travail est exécuté est bien, par définition, une personne morale administrative.

Il s'agit d'un travail exécuté dans un but d'utilité générale, la distribution d'énergie, force et lumière ³.

(2) Le régime particulier organisé pour les régies de distribution d'énergie électrique par des décrets de 1917 a cessé de leur être applicable depuis la promulgation du décret-loi du 28 décembre 1926 réglant l'organisation et le fonctionnement des régies municipales de toute nature en application de l'article 68 de la Loi Municipale du 5 avril 1884, V. l'Huillier, *op. cit.* p. 233. Il peut, d'ailleurs, exister également des régies de distribution départementales admises notamment par un avis du Conseil d'Etat du 7 juillet 1926.

17. — (1) Mathiot, *op. cit.* n° 7, p. 15.

(2) Note sous Trib. Civ. Marmande, 6 mars 1913, D. P. 1914.2.97.

(3) Hauriou, Cours de Droit administratif, Tome 2, p. 131.

18. — La jurisprudence, même civile, ne s'y est d'ailleurs pas trompée, quel que soit le critérium qui ait été adopté par elle.

Il est vrai, en effet, que si le Conseil d'Etat considère actuellement comme travaux publics les travaux exécutés pour le compte d'une personne publique dans un but d'utilité générale, comme les travaux exécutés dans une église ¹ sans qu'ils aient été entrepris en vue du fonctionnement d'un service public, la jurisprudence civile paraît s'en tenir à l'idée d'affectation à un service public ².

Mais l'adoption de cette définition n'a pas une très grande portée pratique, la Cour de Cassation considérant que le concessionnaire remplit un service public.

Un arrêt de la Chambre civile du 3 décembre 1923 indique que la distribution d'énergie électrique, soit pour l'éclairage public, soit pour l'éclairage privé, présente le caractère d'un service public quand elle est faite en exécution d'un contrat de concession passé avec une commune.

Il importe peu, d'ailleurs, qu'en fait, une catégorie particulière d'habitants, telle que les industriels, ait seule utilisé l'énergie, si toute personne demeure investie du droit de la réclamer par la suite, suivant ses besoins ³. Décision qui ne faisait d'ailleurs que confirmer une jurisprudence antérieure ⁴.

L'Administration ⁵, comme le Conseil d'Etat ⁶ et le Tribunal des Conflits, ⁷ admet, au surplus, ce caractère

18. — (1) Cons. d'Et. 10 juin 1921, Commune de Monségur, S. 1921.3.49 et la note de M. Hauriou, R. p. 573 ; cf. Cass. Civ. 16 juillet 1936, S. 1936.1.326.

(2) Trib. Seine Inf. (Section du Havre) 11 mars 1927, Rev. Conc. 1927, p. 122.

(3) Cass. Civ. 3 décembre 1923, Gaz. Pal. 1924.1.234, D. P. 1924.1.168, S. 1924.1.289 et la note de M. Mestre.

(4) Voir Cass. Civ. 3 juillet 1919, D. P. 1920.1.172.

(5) Lettre circulaire du Ministre des Travaux Publics du 31 mars 1923 aux ingénieurs du contrôle.

(6) C. d'Etat 31 janvier 1921, Rapport de M. Corneille, Rev. Gen. Electr. 1922, p. 40.

(7) Trib. Confl. 30 juin 1894, D. P. 96.3.9.

de service public de la distribution concédée d'énergie électrique, au moins lorsqu'il s'agit de concessions d'utilité publique.

Ainsi, en résumé, les travaux de construction, d'aménagement et d'entretien des installations immobilières des distributions concédées qui correspondent à la définition donnée, constituent des travaux publics.

Par contre, les travaux entrepris par les distributeurs qui ne bénéficient que d'une permission de voirie, ne sont pas des travaux publics, leurs installations ne constituent pas des ouvrages publics.

CHAPITRE III

RÈGLES DE COMPÉTENCE

19. GÉNÉRALITÉS. — Le problème de la responsabilité du distributeur, nous l'avons laissé entrevoir, va poser celui, préalable, de la compétence administrative ou judiciaire.

L'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII donne compétence aux Conseils de Préfecture pour connaître des réclamations des particuliers qui se plaindront des « torts et dommages » causés par les travaux publics.

Il y a donc lieu de savoir dans quels cas les tiers victimes d'accidents et de dommages résultant du courant électrique pourront ou devront, en vertu du texte précité, porter leur demande devant le Conseil de Préfecture, dans quelles conditions la demande entrera-t-elle dans le cadre de la loi de Pluviôse.

Il sera, sans conteste, extrêmement difficile de faire appel au texte laconique et même incorrectement rédigé ¹ de la loi.

Mais il est également très délicat, bien que cela soit indispensable, de tirer des solutions nettes et simples de la jurisprudence, non seulement en raison de l'évolution constante du Conseil d'Etat en la matière ², mais encore de l'opposition de ses conceptions avec celles de

19. — (1) Cf. Laferrière, *op. cit.* T. I, p. 193 et T. II, p. 159.

(2) Voir Laferrière, *op. cit.* T. II, p. 165 et S. ; Mathiot, *op. cit.* p. 56 et S.

la Cour de Cassation et même, partiellement, avec celles du Tribunal des Conflits.

Mais à supposer déterminées les compétences administrative ou judiciaire, il s'agira de préciser, en ce qui concerne la première d'entre elles, si les affaires doivent être portées devant le Conseil de Préfecture ou devant le Conseil d'Etat, au sujet de la seconde, les cas où les procès éventuels doivent être portés devant les Tribunaux de droit commun ou devant les Tribunaux de Commerce.

Pour la commodité de notre étude de la compétence administrative ou judiciaire, il conviendra de distinguer les règles applicables :

1^o Suivant que le distributeur est un concessionnaire ou un permissionnaire ;

2^o Suivant qu'il existait ou non, avant l'accident, des rapports juridiques pouvant influencer sur la responsabilité entre le distributeur et les tiers lésés ;

3^o Suivant le caractère et la nature des faits générateurs de responsabilité ;

4^o Suivant la nature et la situation des fils ou conduites qui ont provoqué les dommages.

SECTION I

DISTINCTION DE LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE

§ I. — DISTINCTION DE LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE, SUIVANT QUE LE DISTRIBUTEUR EST UN CONCESSIONNAIRE OU UN PERMISSIONNAIRE.

20. — Nous avons examiné précédemment la distinction qu'il y a lieu de faire entre le concessionnaire et le bénéficiaire d'une permission de voirie.

Les travaux du premier, seuls, peuvent avoir le caractère de travaux publics. En conséquence, la loi du 28 pluviôse an VIII ne vise qu'eux, lorsqu'elle attribue compétence au Conseil de Préfecture pour connaître des réclamations des particuliers à raison des torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs.

Au contraire, les permissionnaires n'entreprennent pas des travaux pour le compte d'une personne morale administrative, ils ne travaillent en principe que pour eux-mêmes et, comme l'a dit M. MESTRE ¹, les litiges qui peuvent s'élever entre eux et les propriétaires lésés « ne donnent lieu qu'à un contentieux de pur droit privé qui sera déféré aux tribunaux ordinaires ».

C'est d'ailleurs là la solution admise par la jurisprudence : Ainsi lorsque l'Etat, actionné en dommages-intérêts par la victime d'un accident dû à la rupture d'un fil téléphonique, a appelé en garantie une compagnie concessionnaire de tramways et une compagnie d'électricité, en se fondant sur ce que l'accident était dû au contact du fil téléphonique avec les fils conducteurs d'énergie électrique appartenant à ces compagnies et insuffisamment entourés de la matière isolante réglementaire, le Conseil de Préfecture est incompétent pour statuer sur l'action en garantie en tant qu'elle est dirigée contre la Compagnie d'électricité, alors que les fils électriques de cette dernière n'ont pas été placés par elle en qualité de concessionnaire, et que ses installations, faites uniquement en vertu d'une permission de voirie, n'avaient pas le caractère d'ouvrages publics ².

L'Etat avait prétendu, en l'espèce, que la Société d'électricité fournissait le courant à certaines communes

20. — (1) Note au S. 1924.1.289.

(2) C. d'Etat 30 juillet 1909, C^{ie} Electrique de la Loire et C^{ie} des Tramways électriques de St-Etienne C. l'Etat, Rev. Conc. 1909, p. 144, R., p. 796, D. P. 1911.3.70, S. 1912.3.44 et la Note ; Voir aussi Bourges, 8 juin 1892, D. P. 1892.2.536 ; Cons. d'Etat 15 avril 1910, D. P. 1912.3.69 ; Cons. d'Etat 17 mai 1934, Soc. Sud Lumière, S. 1934.3.81.

suburbaines, mais il était relativement facile de démontrer que le distributeur agissait vis-à-vis de ces communes comme vis-à-vis de clients ordinaires et passait avec elles des contrats d'abonnement sans que l'on puisse assimiler de tels rapports juridiques à une concession.

21. — Il faut remarquer que le Conseil de Préfecture n'est compétent que parce que le concessionnaire est substitué à la collectivité publique pour l'exploitation de l'ouvrage public et dans la mesure de cette substitution, telle que l'établit le contrat de concession ; la compétence du juge administratif ne saurait donc s'étendre à l'examen de dommages causés par des ouvrages autres que ceux prévus par la concession.

C'est ce qu'a décidé le Conseil d'Etat dans une affaire *Ministre de la Guerre contre Soulier* : les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour apprécier la responsabilité pouvant incomber à des concessionnaires de Services publics, du fait des conditions dans lesquelles ceux-ci ont utilisé, en vue de la transmission du courant d'une concession à une autre, un fil électrique appartenant à l'Etat, mais extérieur à leurs concessions.

Par suite, en cas d'accident dû à la chute de ce fil électrique, le Conseil de Préfecture est incompétent pour statuer, tant sur la demande d'indemnité formée par la victime contre les concessionnaires, que sur le recours que l'Etat, mis en cause à raison de cet accident, prétend diriger contre les concessionnaires ¹.

21. — (1) Cons. d'Et. 13 mars 1936, S. 1936. 3. 49 et la note.

Les circonstances de cette affaire sont un peu spéciales : Un commerçant de St-Etienne, circulant dans les rues de la ville en camionnette avait été arrêté par un fil électrique tombé à terre, était descendu de voiture, et avait été grièvement blessé par le courant au contact du fil. Or ce fil appartenait à une ligne construite au cours de la Grande Guerre par le Comité de Réseaux représentant l'Etat dans la gestion des voies ferrées, en vue de raccorder deux réseaux indépendants de tramways de St-Etienne.

Or après la guerre, la Manufacture Nationale d'Armes de St-Etienne

Il n'est pas douteux, d'autre part, que la juridiction administrative est compétente pour statuer sur les cas de responsabilité des régies de distribution d'électricité, au moins depuis que l'incompétence des Tribunaux judiciaires pour statuer sur la responsabilité extra-contractuelle des collectivités publiques a été reconnue de la façon la plus large ¹.

§ II. — DÉTERMINATION DE LA COMPÉTENCE SUIVANT QU'IL EXISTAIT OU NON AVANT L'ACCIDENT DES RAPPORTS JURIDIQUES D'ORDRE CONTRACTUEL, POUVANT INFLUER SUR LA RESPONSABILITÉ, ENTRE LE DISTRIBUTEUR ET LES TIERS LÉSÉS.

22. — Il est possible que la victime des dommages provoqués par le courant ait eu des rapports juridiques d'ordre contractuel avec le distributeur.

Ces rapports sont susceptibles d'influer non seulement sur les règles de la responsabilité, mais encore sur les règles de la compétence. Il en sera ainsi lorsqu'aura été conclu un contrat d'abonnement avec la victime : ces contrats sont, en effet, ceux qui lient les distributeurs à leur clientèle et qui précisent les conditions de la livraison du courant.

qui avait été chargée par le Ministre de la Guerre de la liquidation des opérations du Comité de Réseau, et de la suppression des travaux établis par lui, avait négligé le câble générateur de l'accident, dont elle ignorait l'existence.

Ce câble oublié par l'Etat, et qui lui appartenait, était cependant connu des Compagnies de Tramways qui l'utilisaient dans certaines circonstances pour le passage du courant.

Cette situation explique le recours dirigé contre l'Etat et l'action qu'à son tour il prétendait exercer contre les concessionnaires. Le Conseil d'Etat ne s'est reconnu compétent qu'en ce qui concerne l'action dirigée contre l'Etat seul pour les raisons indiquées.

(2) Arrêts T. Confl. 8 février 1873, Blanco, R. p. 61, S. 1875.2.153 ; T. Confl. 29 février 1918, Feutry, S. 1908.3.97 ; C. d'Etat 6 février 1903, Terrier, S. 1903.3.25 ; Cons. d'Et. 4 mars 1910, Théraud, S. 1911.3.17.

D'autre part, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail a prévu une procédure et des règles spéciales qui ont été déclarées applicables aux salariés liés à l'Administration par un simple contrat de travail ¹.

I. COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE CONTRATS D'ABONNEMENT

23. — PRINCIPE DE LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE

Il n'est pas nécessaire de faire appel aux principes généraux de la répartition des attributions respectives des juridictions administratives et judiciaires, pour admettre la compétence judiciaire en matière de contrats de distribution.

On sait, en effet, que, si jusque vers le milieu du XIX^e siècle, le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire fut considéré comme interdisant de façon absolue aux tribunaux judiciaires la connaissance du contentieux administratif et comme réservant toutes les questions y ayant trait au Conseil d'Etat, cette rigidité de doctrine s'est fortement atténuée par la suite ¹.

Après avoir admis qu'il convenait de réserver au Conseil d'Etat la connaissance des actes administratifs de la puissance publique par opposition aux actes de gestion, on a estimé que le critérium de la compétence devait être de conférer au Conseil d'Etat la connaissance du contentieux des Services publics, sous certaines réserves.

Or, parmi ces réserves, une des plus importantes paraît être celle qui consiste à reconnaître la compétence des tribunaux judiciaires pour trancher les litiges relatifs aux contrats de l'Administration qui ne stipulent pas une participation du particulier au fonctionnement du

22. — (1) Cons. d'Etat, 31 janvier 1930, D. H. 1930, p. 167.

23. — (1) Cf. Bonnard, *op. cit.*, p. 153.

Service public et qui, d'autre part, ne contiennent que des clauses ordinaires, susceptibles de se rencontrer dans des contrats entre particuliers ¹.

24. — Il est beaucoup plus simple de remarquer, en outre, que la loi de l'an VIII a déterminé une compétence d'attribution et que les questions qui ne sont pas visées par ses dispositions doivent être soumises aux juges du droit commun qui seront, en l'espèce, les tribunaux judiciaires, au moins lorsqu'il s'agira de simples concessionnaires ¹.

Il suffira alors de constater que les obligations qui peuvent être imposées au concessionnaire par un contrat d'ordre privé ne sont pas visées par les dispositions de la loi de l'an VIII.

Il apparaît en effet qu'en cette matière, comme en beaucoup d'autres, il convient d'opposer la responsabilité contractuelle à la responsabilité extra-contractuelle ². C'est cette dernière seulement que concerne la loi de l'an VIII : cette loi ne prend en considération et n'a entendu protéger que les tiers, au sens strict du terme, c'est-à-dire ceux vis-à-vis desquels le distributeur n'a pas pris d'engagements spéciaux dont l'étendue dépend avant tout des conventions réciproques des parties.

Ces mêmes règles sont valables en ce qui concerne la responsabilité de l'Administration, mais on peut dire, dans ce cas, que cette compétence des tribunaux judiciaires se rattache en outre à la théorie générale de la compétence administrative.

Comme l'a dit M. APPLETON ³, en employant les pro-

(2) Bonnard, *op. cit.* p. 156.

24. — (1) Féraud-Giraud, *Traité des voies rurales*, 4^e édit. T. I, p. 516 ; Roux, *Limite des compétences judiciaires et administratives en matière de propriété*, Thèse Montpellier 1898, p. 311 ; Contra Mathiot, *op. cit.* n^o 46, p. 76.

(2) Note Blaevoet, C. d'Et. 21 janvier 1927, D. P. 1928.3.57.

(3) Note, Cass. Civ. 3 février 1925, D. P. 1925.1.113.

cédés du droit privé, l'Administration se place, pour ainsi dire, dans le cercle d'application de ce droit et se soumet aux juridictions chargées de l'appliquer.

25. NATURE DU CONTRAT D'ABONNEMENT. — Aussi bien, la principale difficulté est de savoir si l'abonné est dans une situation contractuelle : la police d'abonnement a parfois été définie comme un acte-condition ¹, acte à portée individuelle, qui interviendrait pour rendre applicable aux intéressés des règles générales et impersonnelles, et pour leur attribuer la situation juridique résultant de ces règles.

Or l'usager d'un Service public resterait toujours dans une situation légale ou réglementaire qui se rattacherait au principe de l'égalité devant la loi et qui s'expliquerait par la nécessité de créer une situation identique à tous les usagers : ainsi les rectifications de tarifs et les modifications du service sont applicables immédiatement aux abonnements en cours ².

Pour d'autres, l'existence d'un accord de volonté suffirait à caractériser un contrat et la situation de l'usager serait individuelle et contractuelle. Le contrat d'abonnement n'aurait d'autre caractéristique que d'être un contrat d'adhésion.

Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les critiques qui ont été adressées à la distinction que l'on a prétendu établir entre les contrats d'adhésion qui présupposeraient la fixation unilatérale des clauses de l'acte par l'une des parties et les contrats ordinaires comportant la libre discussion des conditions de l'accord. La difficulté de définir exactement ces contrats et leur caractère véritable est d'ailleurs considérable ³.

25. — (1) Vr Duguit, *Droit Constitutionnel*, 3^e édit. T. I, p. 325 ; Jèze *op. cit.*, 3^e édit. I, p. 25 et S.

(2) Vr Bonnard *op. cit.* p. 77 et 79.

(3) Cf. Antoine Missol, *L'assurance contrat d'adhésion et le Problème de la Protection de l'assuré* 1934, p. 33 et S.

M. AULAGNON a étudié la situation juridique des usagers titulaires de polices d'abonnement à l'égard des Compagnies concessionnaires d'un Service public ⁴. Il a reconnu que « la notion de service public pénètre la police-type d'abonnement ». Selon ses propres termes, « Il y a prédominance d'une situation institutionnelle sur la situation contractuelle. Par la qualité de l'utilisateur et par les buts intéressés que poursuivent respectivement le concessionnaire et son client, la police-type d'abonnement est exclusivement régie par les règles du droit privé. Mais, en tant qu'elle se réfère au cahier des charges et par conséquent aux tarifs à appliquer, elle participe de la nature administrative du traité de concession. Ce serait donc le lieu d'observer ici que la situation contractuelle se trouve débordée par une situation réglementaire ».

Cet auteur ne conteste pas le système de M. DEMOGUE, mais estime qu'il doit être complété.

Pour ce dernier, en effet ⁵, il existerait une hiérarchie des contrats, de la même façon qu'il existe une hiérarchie des actes réglementaires : arrêtés, décrets, lois, lois constitutionnelles.

Le contrat d'abonnement serait, en quelque sorte, encadré par le contrat réglementaire de concession dont la portée serait plus large.

M. AULAGNON estime que le caractère contractuel ou réglementaire prédomine suivant que l'on envisage la situation du concessionnaire ou celle de l'utilisateur.

La situation du premier serait dominée par l'idée de contrat : durée de la police d'abonnement, conditions et clauses de distribution.

Par contre, le cahier des charges représenterait vis-à-

(4) L. Aulagnon, De la situation juridique des usagers titulaires de polices d'abonnement à l'égard des compagnies concessionnaires d'un service public, *Revue Trim. de droit civil* 1924, p. 5.

(5) Demogue, *Sources des obligations* 1923, T. I, 23 bis, p. 64.

vis du public une sorte d'acte réglementaire. On se trouverait en présence d'un contrat de réglementation.

M. MESTRE a déjà signalé le caractère réglementaire de certaines des dispositions du cahier des charges ⁶. Cette opinion est celle du Conseil d'Etat qui admet que toutes les clauses du cahier des charges relatives à l'organisation du Service public présentent, à l'égard des acheteurs d'énergie, un caractère réglementaire, et qu'à ce titre, leur observation s'impose à ceux-ci, bien qu'ils n'aient été ni parties, ni représentés au contrat de concession.

Il convient d'ailleurs de distinguer entre les diverses dispositions du cahier des charges : certaines d'entre elles, considérées comme d'ordre public, s'imposeraient aux abonnés même en l'absence de toute référence dans le contrat d'abonnement ⁷.

26. CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA NATURE DU CONTRAT D'ABONNEMENT. — La jurisprudence reconnaît aux polices d'abonnement le caractère de contrats de la compétence des tribunaux judiciaires, mais par contre elle admet, comme nous l'avons déjà indiqué, que les modifications d'ordre général, comme les variations de tarifs, sont applicables aux contrats en cours.

Il est vrai qu'il convient de ne pas exagérer l'importance de cette caractéristique : toute obligation implique l'adoption d'une situation légale ou réglementaire ; c'est ainsi que l'effet d'une convention dépend plus ou moins de la loi qui en précise la portée (art. 1134 du Code civil) ou qui peut, par moratoire, en suspendre l'exécution ; la législation des loyers fournit un exemple de l'application de règles générales à des situations existantes et, bien que la différence demeure assez sensible, il n'en subsiste pas moins que les polices d'abonnement parais-

(6) Note sous Cass. Civ. 20 fév. 1923, S. 1923.1.193.

(7) L'Huillier, *op. cit.* p. 121.

sent susceptibles d'entrer dans le cadre des contrats d'ordre privé, sans qu'il y ait lieu de rechercher d'ailleurs ici la nature exacte de l'acte qu'elles représentent.

27. — Les tribunaux administratifs eux-mêmes ont depuis longtemps jugé que, si les polices d'abonnement souscrites par les particuliers se rattachent, par leur origine, à la convention passée entre le concessionnaire et une collectivité publique pour la fourniture du gaz à livrer, soit à la ville elle-même, soit aux habitants, elles n'en constituent pas moins un contrat distinct et indépendant, en ce qu'il a essentiellement pour but d'établir un lien d'obligations réciproques entre la Compagnie et ses abonnés, et elles ont, par cela même, le caractère d'un contrat d'ordre civil et d'intérêt purement privé ¹.

La solution est évidemment la même, qu'il s'agisse de polices d'abonnement au gaz ou de polices d'abonnement à l'électricité ², ou que le contrat ait été conclu par le distributeur avec un particulier ou avec une collectivité publique.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a décidé que les conventions par lesquelles les communes consentent des concessions d'eau à des particuliers sont des contrats de droit commun ; par suite, la contestation née d'un pourvoi, en tant que ce pourvoi est dirigé contre le retrait d'une concession d'eau, se rattache aux conditions d'exécution d'un contrat de droit commun, et ressortit à la juridiction judiciaire ³.

L'autorité judiciaire sera, en particulier, compétente pour connaître d'une demande d'indemnité dirigée par

27. — (1) A. Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.* p. 200, n° 985 ; *Vr Note C. d'Et.* 30 janvier 1868, D. 69.3.19 et 14 nov. 1879, D. 80.3.30 ; 15 février 1884, D. 85.3.9 et la note ; 6 août 1910, R. p. 728 ; Cons. préf. Seine 12 février 1926, *Rev. Conc.* p. 197 ; Cons. préf. Versailles, 25 avril 1927, *Rev. Conc.* 1929, p. 77.

(2) Cons. préf. Seine 22 mai 1905, J. C. préf. 1906, p. 226.

(3) Cons. d'Et. 6 mai 1931, Tondut, R. p. 477.

un abonné contre le concessionnaire de la distribution d'électricité, même si elle est fondée sur ce que l'accident dont il a été victime par l'effet de la foudre serait imputable aux canalisations électriques desservant son immeuble ⁴.

28. — Les Tribunaux judiciaires ont, de leur côté, toujours affirmé leur compétence avec la plus grande énergie.

La Cour de cassation estime, en effet, que la police d'abonnement constitue uniquement un contrat d'ordre privé et que les tribunaux judiciaires sont, en conséquence, qualifiés pour en connaître ¹.

Ce n'est plus le traité de concession qui détermine la compétence comme dans les relations entre villes et Compagnies, c'est la police d'abonnement, contrat civil et privé.

29. — D'ailleurs le tribunal des conflits lui-même, lorsqu'il a eu à se prononcer, a admis, en la matière, la compétence des tribunaux judiciaires ¹. Il a confirmé récemment cette jurisprudence à la suite d'une double déclaration d'incompétence du Tribunal civil de Lyon et du Conseil de Préfecture interdépartemental ².

30. — LIMITATION DE LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE PAR L'ÉTENDUE DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.

(4) Cons. d'Et. 14 mai 1937, Soc. des F. M. de la Tarde S. 1937.3.70.

28. — (1) Cass. 24 juillet 1867, S. 67.1.395, D. 68.1.33 ; Cass. 16 déc. 1878, D. 79.1.118, 88.1.30 et la note ; Cass. 26 avril 1883, G. Pal. 83.2.20 ; Cass. 14 avril 1885, S. 86.1.63, D. 86.1.30 ; Cass. 21 janvier 1890, S. 90.1.159, D. 91.1.112 ; Cass. 6 février 1899, D. 99.1.280 ; Cass. 10 décembre 1919, Gaz. Pal. 1920.1.31 et la note ; Paris 31 mars 1920, Gaz. Pal. 1920.2.469 et les renvois ; Paris 6 novembre 1923, Gaz. Pal. 1924.1.28 ; Cass. 26 novembre 1924, Rev. Conc. 1925, p. 159 ; cf. Trib. Civ. de Sarlat, 23 mai 1935, Rev. Conc. 1935., p. 306.

29. — (1) Trib. Confl. 12 déc. 1885, D. 87.1.52, S. 86.1.63, 90.1.159-96.1.195, 1905.1.361, 1911.1.33.

(2) Trib. Confl. 1^{er} juillet 1935, Rev. Conc. 1935, p. 299, R. Gaz. des Trib. 1935.2.433.

Mais ce serait une erreur de croire le problème ainsi résolu. A supposer admis le principe de la compétence judiciaire, il est indispensable de se demander quelle est l'étendue de cette compétence : cette étendue dépendra elle-même de celle des obligations qui résultent du contrat.

La compétence judiciaire est, en effet, définie par l'existence d'obligations réciproques d'ordre privé ; toutes les fois que l'on se trouvera en dehors du domaine de ces obligations, la compétence des tribunaux administratifs reprendra ses droits, les rapports de l'abonné et du distributeur étant devenus des rapports extra-contractuels, c'est-à-dire des rapports de parties non liées, au moins en ce qui concerne le problème qui les oppose, par des obligations réciproques d'origine contractuelle.

Ainsi se trouve posé en notre matière, et à propos de la question de la compétence, le problème si complexe de l'étendue du domaine de la responsabilité contractuelle par rapport à celui de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle.

Il y a lieu d'écarter tout d'abord les cas qui n'offrent pratiquement pas de difficulté au point de vue qui nous préoccupe : il est bien évident, par exemple, que si l'automobile d'un concessionnaire renverse dans la rue un abonné, on ne saurait parler de responsabilité contractuelle en raison de la préexistence d'un contrat d'abonnement entre le responsable et la victime ¹.

Si, par contre, le distributeur s'est engagé dans la police d'abonnement à livrer un courant à basse tension, et si nous admettons, par hypothèse, qu'à la suite d'une erreur de branchement il distribue du courant à haute

30. — (1) La question de compétence ne se pose d'ailleurs pas en l'espèce, car il ne s'agit pas de dommages résultant de travaux publics.

tension et détériore ainsi les installations de l'abonné qui n'avaient pas été prévues pour une telle tension, la responsabilité engagée sera indiscutablement contractuelle.

Mais, dans certains cas, il sera nécessaire d'analyser les obligations respectives du distributeur et de l'abonné et d'examiner si elles doivent ou non être étendues jusqu'à ce qu'on a appelé « l'obligation de sécurité » ².

Si ce problème peut paraître théoriquement très complexe, il ne semble pas avoir arrêté fréquemment l'attention des tribunaux judiciaires qui n'hésitent pas à reconnaître leur compétence de la façon la plus large.

Il est vrai que l'usage qui s'est généralisé, de justifier cumulativement les décisions par les principes de la responsabilité délictuelle et contractuelle et contre lequel certains auteurs se sont vainement élevés, ne paraît pas avoir habitué les tribunaux à se préoccuper longuement de la question de la discrimination de la responsabilité contractuelle.

31. — Aussi, les décisions sur la question sont-elles relativement rares : on peut citer, toutefois, un arrêt récent de la Cour de cassation ¹ qui a estimé que lorsqu'un incendie est survenu sur la propriété d'un abonné, par

(2) V. H. et L. Mazeaud, *op. cit.* T. I, n° 151 et S.

31. — (1) Cass. Req. 22 juin 1936, Sté d'Eclairage Electrique du Pont-du-Bois contre C^{ie} d'Assurances l'*Union* et autres Rev. Conc. 1936, p. 350 et S.

La Cour a d'ailleurs décidé que le fait, pour le demandeur en dommages-intérêts, de ne s'être fondé, devant les Juges de Première instance, que sur une responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, n'interdit pas à la Cour d'Appel de retenir sa compétence sur le fondement d'une responsabilité contractuelle, le demandeur étant en droit d'opposer tous moyens, même en cause d'appel, à une exception d'incompétence soulevée contre lui et la Cour ayant, d'autre part, la possibilité, s'agissant d'une incompétence « *ratione materiae* » de les suppléer d'office dans les limites de l'assignation.

Cf. c. d'Etat 14 mai 1937, Société des F. M. de la Tarde, S. 1937.3.70.

suite de la chute d'un câble de haute tension sur le branchement particulier conduisant le courant électrique dans l'immeuble de cet abonné, le dommage peut être considéré comme n'étant pas la conséquence de la défectuosité du travail public, mais doit être attribué à la faute commise dans l'exécution d'un contrat de droit privé et comme postulant, en conséquence, la compétence des tribunaux judiciaires.

Le Tribunal des Conflits ² a également fait état des règles de la compétence contractuelle dans une affaire où la fille de la victime d'une intoxication par le gaz invoquait, contre la Compagnie concessionnaire, la mauvaise qualité du gaz fourni qui aurait contenu une trop forte proportion d'oxyde de carbone, et l'existence, dans la canalisation établie à l'intérieur de l'appartement par la Compagnie et dont celle-ci était propriétaire, d'une fissure par où le gaz s'était échappé.

Par contre, lorsque le souscripteur d'un contrat d'abonnement à la fourniture d'énergie électrique est victime d'un dommage causé par l'établissement du réseau de distribution qui doit le desservir, le litige, étranger à l'exécution du contrat d'abonnement, relève de la compétence du Conseil de Préfecture ³.

On peut remarquer que la jurisprudence paraît ici prendre parti dans la question du cumul ou du non cumul de la responsabilité contractuelle et de la responsabilité délictuelle : il semble bien, en effet, au cas tout au moins où aucune autre raison n'imposerait la compétence judiciaire, que l'on devrait admettre, si le cumul était accepté, la possibilité d'exercer à la fois une action contractuelle devant les tribunaux judiciaires, et une action du chef de la loi de l'an VIII devant les tribunaux administratifs.

(2) Trib. Confl. 1^{er} juillet 1935, Rev. Conc. 1935, p. 299, Rec. Gaz. des Trib. 1935. 2.433.

(3) C. d'Etat 16 octobre 1935, Rev. conc. 1935, p. 331.

Une telle possibilité ne paraît pas avoir été admise, avec raison d'ailleurs, par la jurisprudence.

Remarquons, d'autre part, qu'il n'est pas nécessaire qu'une police, acte écrit, ait été dressée pour qu'il y ait véritablement un contrat d'abonnement.

M. MESTRE l'a déjà signalé⁴ : « Rien n'interdit au concessionnaire, à la suite d'un accord avec le consommateur, de lui vendre du courant, en vertu d'un contrat qui ne se présentera pas sous la forme sacramentelle de la police-type ». Il s'agit là de véritables contrats de vente d'énergie, validés à ce titre par la jurisprudence.

Il est bien évident que les tribunaux judiciaires devront être compétents de la même façon que s'il avait été dressé une police d'abonnement ; la difficulté de définir les obligations réciproques des parties ne s'en trouvera pas, il est vrai, diminuée.

32. INTERPRÉTATION DES CLAUSES DU CAHIER DES CHARGES. — Les tribunaux judiciaires demeurent-ils compétents lorsque le problème posé oblige le juge à examiner les conditions du cahier des charges dont la police dérive ?

La jurisprudence admet, d'une façon très ferme, cette compétence.

Les tribunaux judiciaires ont le droit d'appliquer ou d'écarter les clauses du cahier des charges qui n'offrent pas de difficultés d'interprétation¹ et ils ne sont nullement tenus de surseoir à statuer si le sens en apparaît avec netteté².

(4) Note sous Cass. Civ. 20 février 1923, S. 1923.1.193.

32. — (1) Cass. 16 déc. 1878, S. 1879.1.106 ; Cass. 8 août 1883, S. 1884.1.267 ; Cass. Req. 25 nov. 1883, D. P. 1885.1.35 ; Cass. Req. 29 avril 1885, D. P. 1886.1.239 ; Cass. Req. 21 janv. 1890, S. 1890.1.159.

(2) Lyon, 28 janv. 1904, D. 1904.2.121 ; Cass. 10 nov. 1908, D. 1909.1.392 ; Cass. 21 janv. 1890, S. 1890.1.159 ; Cass. 21 juill. 1890, D. P. 1891.1.112, S. 1891.1.169 ; Cass. 10 fév. 1932, Rev. Conc. 1932, p. 47.

Ils ne sauraient le faire, en particulier, sous prétexte qu'une clause claire et précise de la police intervenue entre un abonné et une Compagnie, serait contraire à une disposition du cahier des charges de la concession, alors qu'elle est, d'ailleurs, conforme à la police-type qui a reçu conformément aux précisions du cahier des charges, l'agrément de l'autorité concédante ³.

Par contre, les tribunaux judiciaires doivent surseoir à statuer sur le litige qui leur est soumis, si le problème soulevé nécessite une interprétation des clauses du cahier des charges ou de la police-type qui s'y trouve annexée ⁴, et le Conseil de Préfecture est compétent pour fournir cette interprétation, mais il n'a pas qualité pour trancher le litige ⁵.

Il faut, pour que le Conseil de Préfecture soit amené à donner l'interprétation des clauses de l'acte administratif de concession, que l'autorité judiciaire ait été préalablement saisie et ait ordonné le sursis qui est obligatoire, au moins quand les clauses de l'acte administratif de concession sont obscures ou ambiguës ⁶. Le Conseil de Préfecture n'a pas à donner à l'autorité judiciaire une interprétation qu'elle ne demande pas et qui peut ne pas lui paraître nécessaire ; il n'a pas davantage à fournir aux parties une consultation officieuse dépourvue de tout caractère obligatoire ou une décision qui affecterait, sous couleur d'interprétation, le caractère

(3) Cass. 10 fév. 1932 (2 arrêts), Gaz. Pal. 1932.1.754 ; Trib. Paix, Paris 4 mars 1932, La Loi 22 juin 1932.

(4) A Remaury et P. Trolley de Prévaux. *Op. cit.* p. 200, n° 988 ; Cons. d'Etat 23 déc. 1907, 5 janv. 1907, D. 1908.3.79 ; Cass. 15 mai 1912, Gaz. Pal. 1912.2.262 ; Nantes 23 févr. 1918, Rec. Nantes 1919.1.5, D. 1918.1.5 et la Note ; Cass. 10 déc. 1919, Rev. Conc. 1919, p. 271, D. 1920.1.7, Gaz. Pal. 1920.1.31 ; Cass. 4 mai 1921, D. 1922.1.41 et la note de M. Appleton ; Cass. 26 nov. 1924, Gaz. Pal. 1925.1.158 et la note ; Cons. Préf. Seine 12 févr. 1926, Rev. Conc. 1926, p. 197, Trib. Civ. Le Havre 29 oct. 1927, Gaz. Pal. 1927.2.941.

(5) Cons. Préf. Seine 22 févr. 1928, Rev. Conc. 1928, p. 211.

(6) Cass. 27 avril 1912, Gaz. Pal. 1912.2.287 ; Cass. 10 févr. 1914, Gaz. Pal. 1914.1.577 ; Cass. 4 juin 1919, Gaz. Pal. 1919.1.382 ; Adde, Cons. Préf. Seine 12 févr. 1926, Gaz. Pal. 1926.1.750, 22 févr. 1928, Gaz. Pal. 1928.1.670.

d'un règlement prohibé par l'article 5 du Code civil. Un concessionnaire n'est donc pas recevable dans son action tendant à faire interpréter directement le cahier des charges ⁷.

33. — Il est également possible de se demander si le Juge des Référé est compétent, même quand le différend donne lieu à l'interprétation de l'acte de concession, pour ordonner des mesures provisoires et urgentes.

On le pense généralement, et la Cour de cassation admet cette solution, tout au moins pourvu que ces mesures ne constituent pas un empiètement sur le pouvoir d'interprétation de l'autorité administrative ¹.

Ainsi, sous réserve de la question de fond de l'étendue de la responsabilité contractuelle, on voit qu'en principe, la victime de l'inexécution d'une obligation contractuelle du concessionnaire devra porter sa réclamation devant les tribunaux judiciaires, et que l'affaire sera jugée conformément aux règles du droit civil.

II. COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

34. — Parmi les contrats qui peuvent lier le distributeur à la victime, il faut surtout citer, outre le contrat d'abonnement, le contrat de travail, non seulement grâce au caractère qui est le sien, d'être très répandu, mais encore en raison de la fréquence des accidents qui frappent les ouvriers préposés à la construction et à l'entretien des lignes de distribution.

(7) Cons. Préf. Seine 6 mai 1910, B.S.F.H., n° 126, Gaz. Trib. 16 mai 1910 ; Vr A. Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.* p. 203, n° 1002 et S. ; Vr aussi Cons d'Etat 12 févr. 1926, Rev. Conc. 1926, p. 115 ; Cons. Préf. Seine 9 déc. 1929, Gaz. Pal. 1930.1.238 ; Vr aussi Cass. Civ. 2 juillet 1935, S. 1935.1.342.

33. — (1) Pau 28 mars 1923, Gaz. Pal. 1924.1. Table V° concession n° 1 ; Gaz. Trib. 23 nov. 1923 ; Cass. 26 novembre 1924, Rev. Conc. 1925., p. 159.

Le Conseil d'Etat ne pouvait manquer d'adopter, vis-à-vis de ce contrat, une attitude analogue à celle qu'il a prise envers les autres contrats d'ordre privé, même lorsqu'il est passé avec l'Administration, ce sera évidemment l'exception, et non avec un concessionnaire ¹.

Toutefois, avant la loi du 9 avril 1898 le Conseil d'Etat avait estimé que la juridiction administrative était compétente pour statuer sur les demandes en indemnité, formées contre l'Administration à raison des accidents survenus aux ouvriers et employés occupés à l'exécution d'un travail public, sans faire de distinction, quelle que soit la nature des rapports juridiques unissant la victime à l'Administration ².

La Cour de Cassation avait admis depuis longtemps la compétence judiciaire, considérant que les ouvriers et employés liés à l'Administration par un contrat de travail étaient soumis aux dispositions de la loi du 9 avril 1898, même s'ils avaient été victimes d'un accident au cours de l'exécution d'un travail public ³, contrairement au Tribunal des Conflits dont la jurisprudence était conforme aux anciennes décisions du Conseil d'Etat ⁴.

Actuellement la compétence judiciaire étant acceptée, même quand l'Administration est l'employeur, lorsqu'existe un contrat de travail, cette compétence ne saurait, a fortiori, faire de doute lorsqu'il s'agit d'un concessionnaire ⁵.

34. — (1) Cons. d'Et. 31 janv. 1930, Dolé c. Min. des Trav. Publics, S. 1930.3.119 et la note, D, H. 1930, p. 167.

(2) Cons. d'Et. 9 février 1900, Michéy et Dme Solnon, R. p. 120.

(3) Cass. Civ. 19 juin 1922, S. 1924.1.265 et la note ; Cass. Civ. 18 janvier 1928, S. 1928.1.159 ; Vr. aussi Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil*, T. 6, Les obl. par Esmein, p. 969.

(4) Trib. Confl. 8 novembre 1902, Loquen, S. 1905.3.75.

(5) Vr notamment Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du Travail*, Tome I, n° 153, 155, 241, Tome II, 1079, 1083, 1166.

35. — Il y a lieu de remarquer, d'ailleurs, que les règles qui précèdent ne portent pas obstacle à l'exercice de l'action de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, devant les Conseils de Préfecture. Aux termes de cet article, la victime conserve *contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers ou préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.*

L'indemnité allouée exonérant, à dûe concurrence, le chef de l'entreprise, celui-ci peut d'autre part exercer l'action, pour la part de réparation mise à sa charge.

La question de la compétence en ce qui concerne l'exercice de cette action a été posée de la façon suivante ¹ : « l'action de l'ouvrier, à lui réservée par l'article 7, c'est l'action en réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun ».

Ces termes, « d'après les règles du droit commun », impliquent-ils nécessairement une action devant les tribunaux ordinaires par application de l'article 1382 du Code civil ?

Comme l'a dit M. le Commissaire du Gouvernement TEISSIER ², « les mots « règles du droit commun » sont opposés aux règles de la législation spéciale sur les accidents du travail. Ils n'ont d'autre but que de réserver, en outre de l'action forfaitaire de la loi de 1898, l'action en séparation du dommage, telle qu'elle pouvait être antérieurement poursuivie par la victime de l'accident ».

En conséquence, peut être exercée contre un concessionnaire ou contre l'Etat, au titre de l'article 7 de la loi de 1898, l'action résultant de la loi du 28 pluviôse an VIII.

35. — (1) Conclusions de M. Teissier, Commissaire du Gouvernement, C. d'Etat 22 mai 1908, S. 1908.3.122, R. p. 546.

(2) Conclusions précitées.

§ III. — DISTINCTION DE LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE SUIVANT LA NATURE DES FAITS GÉNÉRATEURS DE LA RESPONSABILITÉ.

36. POSITION DU PROBLÈME. — Ce n'est pas le lieu de rapporter ici les innombrables difficultés auxquelles a donné lieu la répartition de la compétence entre les tribunaux administratifs ou judiciaires, suivant les faits générateurs de la responsabilité, en raison de l'interprétation divergente par le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation et le Tribunal des Conflits, du texte laconique de la loi de Pluviose.

Il est d'ailleurs difficile de parler d'interprétation d'un texte aussi bref et cependant aussi général dans une matière extrêmement complexe ; il est plus logique d'envisager un problème de répartition des compétences dont les juridictions n'ont pu, à défaut de texte précis, se faire une conception également objective.

Il semble au surplus que les discussions ne soient pas closes et que les divergences qui subsistent et qui font de cette question, comme l'a dit M. ROUAST ¹, « un labyrinthe redouté des plaideurs », ne soient pas prêtes à s'apaiser.

Il importe cependant, avant d'examiner le fond de la question, d'opérer une distinction préliminaire : Les dommages peuvent avoir été provoqués soit alors que l'exploitation de l'ouvrage public était assurée par l'Administration, soit alors qu'elle était assurée par un concessionnaire.

Nous étudierons successivement ces deux situations.

36. — (1) Rouast, Du fondement de la responsabilité des dommages causés aux personnes par les travaux publics, thèse Lyon 1910, p. 85.

37. -I. L'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE PUBLIC EST ASSURÉE PAR UNE PERSONNE MORALE ADMINISTRATIVE.—
De quels faits la juridiction administrative pourra-t-elle avoir connaissance ?

Dans cette situation particulière, nous trouverons une jurisprudence quasi unanime pour reconnaître, de la façon la plus large, la compétence de la juridiction administrative ; ceci s'explique d'ailleurs par la juxtaposition de deux règles de compétence administrative : Le principe général de la séparation des autorités administrative et judiciaire se combine avec le système de la loi du 28 Pluviose de l'an VIII.

Le Conseil de Préfecture est compétent pour connaître des dommages provoqués aussi bien par les travaux publics que par l'exécution défectueuse ou l'inexécution d'un ouvrage public ¹, par le défaut d'entretien ², le fonctionnement défectueux ³ ou la faute commise dans l'exploitation du dit ouvrage public ⁴.

Toutefois la Chambre criminelle de la Cour de Cassation admet que lorsque l'accident a été provoqué par une faute constituant une infraction pénale, les tribunaux judiciaires ont compétence pour connaître de l'action en indemnité dirigée contre l'Administration, à l'occasion de la faute personnelle de son agent ⁵.

Une telle jurisprudence est extrêmement controversée et ne paraît pas cadrer avec le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire. Les juridictions du Conseil d'Etat et du Tribunal des Conflits, la Chambre civile et la Chambre des requêtes

37. — (1) Cons. d'Et. 18 décembre 1931, Robin, D. P. 1932.3.33 et la note J. Appleton, S. 1932.3.41 et la note R. Bonnard.

(2) Cons. d'Et. 14 décembre 1906, Préfet de l'Hérault, R. p. 918, 7 juin 1929, Min. des Travaux Publics, R. p. 565.

(3) Cons. d'Et. 28 janvier 1914, Min. des Trav. Publics, R. p. 96.

(4) Cons. d'Et. 27 novembre 1931, Lemaire, S. 1932.3.41 et la note R. Bonnard.

(5) Cass. Crim. 23 janvier 1914, Gaz. P. 1914.1.540 ; Cette jurisprudence n'est d'ailleurs pas limitée aux travaux publics et s'applique également à la responsabilité générale de la puissance publique.

de la Cour de Cassation émettent des décisions plus conformes à ce principe ⁶ en reconnaissant que les rapports de l'Etat et de ses agents ne sauraient être régis par l'article 1384 du Code civil, comme ceux de commettant à préposé, et entraîner, même en cas d'infraction pénale, la compétence de la juridiction des tribunaux judiciaires pour statuer sur cette responsabilité ⁷.

38. — II. L'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE PUBLIC EST ASSURÉE PAR UN CONCESSIONNAIRE. — Dans ce cas, le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire, n'est plus en jeu : subsiste seul le principe de la compétence de la juridiction administrative pour connaître, en vertu de la Loi du 28 pluviôse an VIII, des dommages provoqués par les travaux ou ouvrages publics.

Il y aura lieu de distinguer, suivant les différentes circonstances à la suite desquelles peut se produire l'accident ou le dommage envisagé, la jurisprudence du Conseil d'Etat, celle de la Cour de Cassation et celle du Tribunal des Conflits.

L'Accident peut avoir été provoqué au cours de la réalisation d'un travail public, ou lors de l'entretien ou de la réparation d'un ouvrage public. Il peut également résulter du défaut d'entretien, du vice de construction de l'ouvrage public, ou même de l'inexécution d'un travail public alors qu'il ne préexiste aucun ouvrage public ¹.

Ces dommages résultent de l'existence de l'ouvrage public, dépendent de sa création, de son entretien ou

(6) Vr notamment Cass. Civ. 30 décembre 1930, S. 1931.1.217 et note R. Bonnard.

(7) La compétence des Tribunaux judiciaires pour statuer sur la faute personnelle de l'Agent au civil ou au pénal n'est pas contestée.

38. — (1) Au moins alors que l'Administration était en cause à la suite de l'inexécution du balisage d'une roche invisible dans le lit de la Seine et à laquelle s'était heurté un remorqueur : Cons. d'Et. 18 déc. 1931, Robin, S. 1932.3.41 note R. Bonnard, D. P. 32.3.33 et note J. Appleton.

de son fonctionnement défectueux ou ont été provoqués par l'imperfection de sa réalisation, et dans un cas limite, par le défaut de cette réalisation. Le Conseil d'Etat considère, en conséquence, que le Conseil de Préfecture est compétent, sans se soucier du fait qu'une faute a pu être génératrice de l'imperfection qui a provoqué le dommage : le Conseil d'Etat s'attache, avant tout, à l'idée d'ouvrage public.

L'intervention du travail ou de l'ouvrage public dans la genèse de l'accident suffit à donner compétence au Conseil de Préfecture pour connaître de l'action en réparation dirigée contre le concessionnaire ².

39. — ANALOGIES DE LA JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE. — C'est ainsi qu'en notre matière il a été jugé que lorsqu'un ouvrier de l'Administration des P.T.T., au cours des travaux de pose d'un fil téléphonique au-dessus d'une ligne de tramways électriques à trolley, a été atteint par le courant électrique, un contact s'étant produit entre le fil téléphonique et un fil tendeur du conducteur électrique aérien du tramway, insuffisamment isolé, l'accident doit être attribué à l'établissement des lignes concédées à la Compagnie de tramways, c'est-à-dire à l'exécution d'un travail public ¹.

Il en est de même lorsque l'Etat, actionné en dommages-intérêts par la victime d'un accident dû à la rupture d'un fil téléphonique, a appelé en garantie une compagnie concessionnaire de tramways, en se fondant sur ce que l'accident était dû au contact du fil téléphonique

(2) L'ouvrage public disait dans ses conclusions le Commissaire du Gouvernement Romieu, lors de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 août 1892, Min. des Trav. Publics, S. 1894.3.73, tel qu'il se comporte, par l'usage bon ou mauvais qu'en fait l'administration, devient dommageable. V. Cons. d'Et. 9 mars 1894, C^{ie} Parisienne du Gaz, S. 1895.3.105.

39. — (1) Cons. d'Et. 22 mai 1908, S. 1908.3.122 et les conclusions de M. Georges Teissier, Commissaire du Gouvernement.

avec les fils conducteurs d'énergie électrique appartenant à cette compagnie et insuffisamment entourés de la matière isolante réglementaire.

Le Conseil de Préfecture est en effet compétent pour statuer sur l'action en garantie dirigée contre la compagnie concessionnaire de tramways, la réclamation étant fondée sur la mauvaise exécution d'un travail public ².

De même la rupture d'un câble conducteur d'énergie électrique et sa chute sur une ligne téléphonique, ayant provoqué l'incendie d'un hôtel des postes, résultent de la construction ou du fonctionnement d'un ouvrage public, consistant en un réseau de distribution d'énergie électrique, et justifient la compétence du Conseil de Préfecture ³.

Les tribunaux judiciaires ont également admis la compétence du Conseil de Préfecture lorsque l'accident est dû à l'exécution ou à l'inexécution d'un travail public, au vice de construction ou au défaut d'entretien d'un ouvrage public ⁴.

C'est ainsi que cette règle a été appliquée notamment au cas d'intoxication par le gaz d'éclairage produite par la rupture d'une conduite appartenant à la Compagnie chargée de l'exploitation ⁵.

L'action intentée à un concessionnaire de distribution d'énergie électrique par la victime d'un accident survenu à la suite de la rupture d'un conducteur par le fait d'un tiers, échappe également à la compétence des tribunaux civils ⁶.

L'accident survenu à un ouvrier qui a subi une commotion, pendant qu'il travaillait à la charpente d'une

(2) Cons. d'Et. 30 juillet 1909, S. 1912.3.44.

(3) Vr les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Latournerie, Cons. d'Et. 25 janvier 1929, Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T., S. 1929.3.81.

(4) Mathiot, *op. cit.* p. 74 ; Vr Cass. Civ. 24 mars 1936, Rev. Conc. 1936, p. 3, S. 1936.1.171.

(5) Trib. Com. de St-Etienne, 10 février 1932, Rev. Conc. 1932, p. 101.

(6) Trib. Seine Inférieure, 11 mars 1927, Rev. Conc. 1927, p. 122.

maison en construction, au contact de fils électriques à haute tension établis à une si faible distance du toit de l'immeuble que leur installation rendait nécessairement dangereux tout travail exécuté sur le bord de ce toit, a été causé par une défectuosité dans l'exécution d'un travail public.

La Cour de Cassation décide qu'en conséquence, l'action en responsabilité engagée par la veuve de la victime contre la compagnie concessionnaire, est de la compétence de la juridiction administrative ⁷.

Elle a de même cassé un arrêt qui tranchait un litige au cours duquel, après un accident mortel survenu à un ouvrier par suite du contact avec des fils électriques à haute tension, établis sur le toit d'un immeuble à une distance inférieure à la distance légale, le patron de l'ouvrier et la Compagnie d'Assurances avaient assigné la compagnie concessionnaire de la distribution d'électricité en garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux, par application de la loi du 9 avril 1898 : Cette action étant uniquement fondée sur une prétendue défectuosité dans l'exécution d'un travail public ou sur un défaut d'entretien de ce travail, il n'appartenait qu'à l'autorité administrative d'en connaître ⁸.

40. — DIVERGENCES DE LA JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE. — Mais l'accord des deux juridictions ne va pas plus loin.

Si le Conseil d'Etat considère de la façon la plus large la compétence du Conseil de Préfecture, la Cour de Cassation la limite de façon beaucoup plus étroite par des distinctions qu'il est nécessaire d'envisager.

La Cour de Cassation croit pouvoir décider qu'il appartient aux tribunaux judiciaires de connaître de l'action basée sur la faute personnelle du concession-

(7) Cass. 26 décembre 1927, Rev. des Conc. 1928, p. 116.

(8) Cass. Civ. 11 janvier 1937, S. 1937.1.101.

naire et elle entend par là la faute commise en agissant indépendamment de « l'ordre ou de l'autorisation » de l'administration ou en contravention avec les prescriptions administratives ¹.

Et il en est ainsi soit que la faute personnelle du concessionnaire se juxtapose au défaut d'entretien ou au vice de construction de l'ouvrage public, soit qu'elle en ait été la cause ².

Les tribunaux judiciaires estiment, en effet, que les dommages occasionnés sont de leur compétence s'ils sont la conséquence d'une *faute personnelle* du concessionnaire, ne se rattachant par aucun *lien nécessaire et indivisible*, soit à l'établissement de l'ouvrage public, soit à son fonctionnement, tel que les pouvoirs concédants en ont réglé les conditions. Ils déclarent que la faute est *susceptible d'être appréciée isolément*, sans que l'autorité judiciaire ait à s'immiscer dans l'exécution du travail public ³.

Le tribunal de commerce de la Seine a même décidé que la juridiction civile est compétente, à l'exclusion de la juridiction administrative, pour connaître de l'action en dommages-intérêts intentée contre une compagnie de tramways par le propriétaire d'un cheval foudroyé en touchant un « plot » de la voie ⁴.

Il est nécessaire d'apporter ici une précision : les indications données ci-dessus concernent l'action dirigée contre le concessionnaire lui-même, personnellement responsable ; il n'est pas contestable que l'action dirigée contre l'agent qui a commis une faute détachable de la fonction, doit être portée devant les tribu-

40. — (1) Cass. Req. 18 février 1879, D. P. 1879.1.430, S. 1879.1.216 ; Cass. Req. 17 décembre 1901, D. P. 1902.1.184, S. et P. 1902.1.191.

(2) Cass. Civ. 12 avril 1910, S. 1910.1.511 ; Paris 16 décembre 1915, R. P. des Ass. 1916, p. 360 ; Cass. Req. 15 juillet 1903, S. 1905.1.97.

(3) Cass. 18 juin 1923, Rev. Conc. 1923, p. 235 ; Cass. Req. 8 juin 1937, Gaz. Pal. 13 juillet 1937.

(4) Trib. Com. Seine 14 décembre 1907, Rev. Conc. 1923, p. 235, La Loi 26 mars 1908.

naux judiciaires ; elle sera également dirigée compétamment contre le concessionnaire, devant les tribunaux judiciaires, si celui-ci est assigné en tant que commettant responsable de son préposé, en vertu de l'article 1384 du Code Civil.

Les discriminations des tribunaux judiciaires ne sont, en effet, discutables qu'en ce qui concerne l'action dirigée contre le concessionnaire, au moins partiellement, pour vice dans l'ouvrage ou le travail public.

41. — Les Tribunaux judiciaires affirment, d'ailleurs, surtout leur compétence quand l'action en dommages-intérêts est basée sur un crime, un délit ou une contravention commis par le concessionnaire ou son préposé, même quand il n'y a pas poursuite devant la juridiction répressive ¹.

Dans ces cas, les Tribunaux croient pouvoir invoquer l'article 3 du Code d'Instruction criminelle qui leur paraît autoriser la victime à exercer l'action civile contre le concessionnaire devant les tribunaux judiciaires ².

C'est, en quelque sorte, accessoirement et pour justifier la même compétence en ce qui concerne les dommages matériels ne motivant pas une action publique que la Cour de Cassation s'est attachée à l'idée de faute personnelle de l'entrepreneur, susceptible d'être appréciée isolément ³.

Il ne semble pas d'ailleurs, comme l'ont dit MM. H. et L. MAZEAUD ⁴, qu'il y ait eu un rapprochement très

41. — (1) Cass. Civ. 27 novembre 1918, Gaz. Pal. 1918 et 19.1.637, S. 1921.1.353 et la note de M. Mestre, D. 1919.1.21 et la note de M. Appleton.

(2) Cass. Req. 13 juin 1895, S. 1896.1.26, Refonte Sirey ; Cass. Req. 8 novembre 1897, D. P. 1898.1.541 ; Cass. Civ. 27 novembre 1918, S. 1921.1.353 et la note de M. Mestre, D. P. 1919.1.17 et la note de M. Appleton ; Voir aussi Cass. Civ. 7 février 1923, S. 1923.1.347 et la note.

(3) Voir note Appleton Cass. Civ. 8 et 24 janv. 1923, D. 1923.1.33.

(4) *Op. cit.* T. III, n° 2.007 ; Vr Trib. Com. Seine 25 août 1931, Gaz. Pal. 1931.2.721.

sensible, sur ce point, entre la jurisprudence judiciaire et celle des tribunaux administratifs.

Dans les espèces envisagées par les auteurs, la victime invoquait un défaut d'aménagement de l'ouvrage public et non une faute.

Cette jurisprudence ne pouvait manquer de recevoir application pour les accidents fréquents provoqués par le courant électrique.

Ainsi lorsque la victime de brûlures et blessures par décharges électriques a introduit contre le concessionnaire de l'éclairage électrique une action en réparation du préjudice qui lui a été causé, il ne saurait être soutenu que la juridiction civile est incompétente pour connaître d'une pareille action parce que le dommage est la conséquence de la chute d'un poteau supportant une canalisation électrique et est imputable à l'exécution d'un travail public, dès lors qu'il a été constaté que, la ligne sur laquelle s'est produit l'accident ayant été mise en service sans qu'ait été délivrée l'autorisation préfectorale de la circulation du courant prévue par l'article 15 de la Loi du 15 juin 1906, l'accident résulte d'une infraction aux prescriptions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes réprimée pénalement par l'article 25 de la dite loi ⁵.

De même l'arrêté du Ministre des Travaux Publics, pris en exécution de la Loi du 15 juin 1906 et en vertu des pouvoirs que cette loi délègue au Ministre, constituant un règlement général relatif aux précautions à prendre dans l'entretien des lignes électriques de tramways, l'interprétation en appartient aux Tribunaux judiciaires, et ceux-ci sont compétents pour statuer sur une action en dommages-intérêts des ayants-droits d'un ouvrier électrocuté, fondée sur l'infraction

(5) Cass. Crim. 2 mai 1927, Sem. Jur. 1927, p. 779, S. 1927.1.272 et la note ; Rev. Conc. 1927, p. 132 ; cf. Limoges, 13 janvier 1931, Sem. Jur. 1931, p. 231 ; dans le même sens, Lalou, *op. cit.* n° 1622.

que la compagnie de tramways aurait commise à ces dispositions ⁶.

42. — Enfin l'accord règne, au moins quant au principe, en ce qui concerne l'attribution aux Tribunaux judiciaires, de la compétence en matière de dommages provoqués par les fautes d'exploitation.

On peut dire qu'il y a faute d'exploitation toutes les fois que la faute aura été commise à l'occasion du fonctionnement de l'ouvrage public achevé, de son utilisation en vue de l'accomplissement du service public auquel il est destiné. Précisons qu'il ne s'agit plus ici du fonctionnement défectueux et préjudiciable de l'ouvrage public lui-même, par suite d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, mais de la faute du concessionnaire dans la mise en activité de l'ouvrage public : Il en sera ainsi en cas d'accident uniquement dû à la faute du personnel, préjudiciant directement à un tiers, sans être seulement la cause d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien dommageable de l'ouvrage public ou lorsque le préjudice résultera du matériel non immobilier.

Le Conseil d'Etat admet que l'autorité judiciaire est seule compétente pour juger des fautes commises par l'entrepreneur dans l'exploitation de la concession ¹ mais il ne le fait que de la façon la plus restrictive et, toutes les fois qu'il juge que la façon d'être ou de se comporter de l'ouvrage public est intervenue comme élément de causalité, il déclare que la faute d'exploitation « se rattache par un lien indivisible » à l'exécution du travail public ou à l'entretien de l'ouvrage public.

(6) Cass. 28 juin 1920, Gaz. Pal. 1920.2.214, D. 1924.1.93.

42. — (1) Cons. d'Etat, 23 novembre 1909, D. 1911.3.269 ; Cons. d'Etat 8 janvier 1923, Rev. Conc. 1923, p. 210.

M. Georges TEISSIER, commissaire du Gouvernement, dans une instance survenue à la suite d'une électrocution provoquée par un contact entre un fil téléphonique et le fil tendeur insuffisamment isolé d'un conducteur électrique aérien de tramway, déclarait ² : « Pour soutenir qu'on est là en présence d'une faute d'exploitation, on peut alléguer que l'accident a été causé en dernière analyse par le courant électrique qui, comme la vapeur ou l'air comprimé, est l'agent moteur, la force qui actionne les voitures et en assure la circulation.

Mais la jurisprudence du Conseil d'Etat n'a point admis cette distinction subtile. Le bon sens répugne à accepter ce caractère hybride des ouvrages et à faire varier la compétence qui serait administrative tant qu'ils demeureraient inertes et judiciaire quand on les utiliserait conformément à leur destination... Il y a d'autant plus lieu de faire application dans la cause de cette jurisprudence, que ce n'est pas le câble conducteur lui-même que le fil téléphonique posé par la victime est venu toucher, c'est l'un des fils tendeurs lequel, de par le contrat de concession et d'après les règles les plus élémentaire de la prudence, devait être absolument isolé et inoffensif, de façon qu'aucune dérivation de courant n'aurait dû se produire à son contact. Le fait incriminé est donc soit l'installation défectueuse, soit le mauvais fonctionnement de l'ouvrage public. »

De même, dans ses conclusions au sujet de l'affaire « *Sous-Secrétaire d'Etat aux P.T.T. contre Compagnie du Gaz de Beauvais* » ³, Monsieur le Commissaire du Gouvernement LATOURNERIE déclarait, s'agissant de la rupture d'un câble conducteur d'énergie électrique qui, par sa chute sur une ligne téléphonique avait pro-

(2) Cons. d'Etat 22 mai 1908, S. 1908.3.122.

(3) Cons. d'Et. 25 janvier 1929, S. 1929.3.81, avec les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Latournerie et la note de M. Bonnard.

voqué l'incendie d'un hôtel des Postes : « Le dommage a été causé non par un fait d'exploitation dont les tribunaux judiciaires auraient seuls qualité pour apprécier les conséquences, mais par la construction ou le fonctionnement d'un ouvrage public consistant dans le réseau de distribution d'énergie électrique ».

De même pour le Conseil d'Etat, par exemple, la saillie anormale des rails d'un tramway sur la voie publique constitue une insuffisance d'entretien de l'entre-voie, ressortissant au Conseil de Préfecture et non une faute d'exploitation ⁴. La Cour de Cassation admet aussi cette solution ⁵, mais seulement depuis une époque assez récente ⁶.

Les Tribunaux judiciaires définissent, en effet, la faute d'exploitation de façon beaucoup plus large que ne le fait le Conseil d'Etat ; c'est ainsi que le criterium adopté par le Tribunal de Commerce de Morlaix ⁷ peut paraître singulièrement restreindre la compétence administrative : il s'agissait d'une action intentée contre l'*Union Electrique du Finistère*, par un commerçant en matériel radiophonique qui se plaignait de perturbations provenant du réseau d'éclairage public de la ville de Landivisiau.

Le Tribunal s'est déclaré compétent, contrairement aux conclusions du défendeur, en alléguant que la production des parasites n'est pas inhérente au travail public, qu'elle lui est même nuisible ⁸.

(4) Cons. d'Et. 28 mars 1936, *La Providence* et sieur Valley, C^{ie} des chemins de fer du Doubs.

(5) Cass. Civ. 14 mai 1923, S. 1925.1.157.

(6) Cass. Req. 15 juillet 1903, S. 1905.1.97, D. 1904.1.112.

(7) Trib. de Com. de Morlaix, 1^{er} avril 1932, Rev. Conc. 1934, p. 155 et la note, Gaz. Pal. 1933.1.322.

(8) Le Tribunal considère, en effet, que la Société de distribution peut, à son gré, produire elle-même le courant électrique, soit le recevoir et le transformer, qu'elle a d'ailleurs été autorisée administrativement à cet effet, mais n'a nullement la tâche ou le travail de produire directement ou indirectement des parasites qui peuvent troubler autrui, qu'elle ne peut prétendre avoir été autorisée pour exécuter un pareil travail,

On ne voit pas très bien les dommages, hormis certains dommages permanents, qui soient susceptibles d'échapper à une exclusion aussi générale de la compétence administrative.

Le Tribunal des Conflits considère la faute d'exploitation d'une façon plus restrictive ; lorsqu'il a eu à se prononcer sur la question, il s'est attaché à déterminer la part qu'avait eu l'ouvrage public et sa constitution interne ou son état d'entretien, dans la naissance de l'accident : Ainsi dans une affaire « *Caillol contre Compagnie Générale Française des Tramways* » ⁹, il a décidé que l'autorité judiciaire est seule compétente pour connaître d'une action ayant pour objet de faire condamner une compagnie de tramways à une indemnité, à raison des blessures qu'un particulier a reçues par l'effet d'une décharge électrique occasionnée au moment où il montait dans une voiture de la compagnie, alors que l'accident est attribué, soit à un défaut de nettoyage superficiel des rails (interposition d'une petite quantité de paille ou de terre) qui fait obstacle au fonctionnement régulier du matériel roulant de la compagnie, soit à une disposition défectueuse de la voiture : ces faits, pour le Tribunal des Conflits, ne se rattachent ni à l'exécution, ni à l'entretien d'un travail public, mais, s'agissant d'un fait de négligence dans l'utilisation de l'ouvrage public ou d'un vice du matériel non immobilier, constituent une faute d'exploitation ¹⁰.

qu'elle ne peut même pas soutenir sérieusement que l'émission d'ondes parasites est inhérente à son travail, est le résultat d'une exploitation normale de son usine et une résultante inéluctable de son fonctionnement, puisqu'il est reconnu que ces ondes défectueuses et qui constituent d'ailleurs une perte de force pour l'usine peuvent être captées ou absorbées par des appareils condensateurs dont elle-même et les sociétés similaires font emploi ; en émettant des ondes parasites, l'*Union Electrique* n'exécute pas un travail public qui la rendrait justifiable d'un Tribunal administratif.

(9) Trib. des Conflits 8 juin 1907, *Caillol c. Comp. Générale Française des Tramways*, S. 1909.3.135, D. 1908.3.107.

(10) Vr par analogie Trib. Conflits 17 mai 1873, D. 1874.3.20, S. 1875.2. 151, Refonte Sirey ; Trib. Conflits 6 janvier 1882, D. 83.3.43.

43. — DOUBLE COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE. — Ainsi, nous avons pu le voir, les compétences respectives des Tribunaux administratifs et judiciaires, imparfaitement arbitrées par le Tribunal des Conflits, empiètent l'une sur l'autre : il n'est pas douteux qu'il existe en fait actuellement sur certaines questions concernant les travaux publics une double compétence administrative et judiciaire ; il en est ainsi lorsqu'une faute personnelle du concessionnaire ou de ses préposés, susceptible d'être appréciée isolément, s'est superposée ou juxtaposée au vice de construction ou au défaut d'entretien de l'ouvrage public ou lorsque la faute qui a causé l'accident présente le caractère d'un délit pénal.

La victime disposera ainsi d'une double action.

Lorsque l'accident est dû à la faute personnelle d'un agent, celui-ci peut être poursuivi devant les tribunaux judiciaires en raison de cette faute.

La victime ne sera pas, d'autre part, privée de la possibilité d'assigner le concessionnaire devant les tribunaux judiciaires, en invoquant soit sa responsabilité de commettant, en vertu de l'article 1384 du Code Civil et en raison de la faute personnelle de son préposé, soit même en alléguant la faute du distributeur lui-même, « susceptible d'être appréciée isolément »¹.

Mais, outre l'action dont dispose la victime contre l'auteur du crime, du délit ou de la contravention qui a été commis, celle-ci peut bénéficier du cumul des responsabilités, conformément à une jurisprudence très ferme², et porter la réclamation dirigée contre le concessionnaire ou contre l'administration, conformément à la loi du 28 Pluviose de l'an VIII, devant le Conseil de Préfecture.

43. — (1) Mathiot *op. cit.* n° 45 et n° 53.

(2) Cons. d'Et. 3 février 1911, Auguet, S. 1911.3.137 et la note de M. Hauriou ; Cons. d'Et. 26 juillet 1918, Lemonnier, S. 1918.19.3.41, les conclusions de M. L. Blum et la note de M. Hauriou.

La question a d'ailleurs été jugée à propos d'un accident provoqué par le courant électrique dans l'affaire « *Babouet* » ³.

Un fil téléphonique posé par des agents de l'Etat était tombé, par suite d'une maladresse imputable à un contremaître, sur un câble où circulait un courant de haute tension : le sieur *Babouet* avait été blessé par le courant qui avait suivi le fil téléphonique et sa femme avait été électrocutée.

La circonstance que le contremaître qui dirigeait les travaux avait été condamné correctionnellement pour homicide par imprudence et, civilement, à des dommages-intérêts envers le sieur *Babouet*, n'a pas été jugée suffisante par le Conseil d'Etat, pour priver la victime d'un recours contre l'Administration en raison du fonctionnement défectueux du service public.

Il n'est pas en effet certain, contrairement à ce qui avait été jugé antérieurement, que la responsabilité de l'Administration ne doit pas cesser en raison d'une faute personnelle de l'agent lorsque, comme l'a dit M. L. BLUM ⁴, le « service a conditionné l'accomplissement de la faute ou la production de ses conséquences dommageables, vis-à-vis d'un individu déterminé ».

Toutefois, il appartient au Conseil de Préfecture, pour déterminer la forme et la quotité de la réparation due, de tenir compte des condamnations qui ont pu être déjà prononcées à raison du même accident, au profit de la victime, par les tribunaux civils, et notamment de limiter, s'il y a lieu, la responsabilité de l'Etat à la garantie de tout ou partie de ces condamnations.

Le Conseil d'Etat a d'ailleurs préféré, ultérieurement au système de la garantie des condamnations prononcées au profit de la victime, le système de la condam-

(3) Cons. d'Et. 16 juillet 1914, *Babouet*, R. P. 882, S. 1920.3.1, D. 1920.3.3.

(4) Conclusions Cons. d'Etat 26 juillet 1918, *Lemonnier*, précité.

nation directe de l'Etat et de sa subrogation, à due concurrence, dans les droits même éventuels de la victime, envers l'agent responsable, en cas de condamnation de ce dernier devant les Tribunaux judiciaires ⁵.

44. — Ce cumul de responsabilité étant admis, on peut se demander si, d'autre part, la victime qui aura dirigé compétemment son action contre le concessionnaire devant les tribunaux judiciaires, en invoquant la responsabilité du concessionnaire en qualité de commettant ou sa faute personnelle susceptible d'être appréciée isolément, a, par exemple, en cas d'insuccès, la possibilité de porter le litige devant le Conseil de Préfecture et si elle peut espérer faire établir la mauvaise exécution ou le défaut d'entretien de l'ouvrage public.

Il semble bien qu'aucun principe ne s'y oppose : la responsabilité qui résulte de la loi de Pluviose est une responsabilité d'un caractère tout particulier, attachée à la notion de Travaux Publics, elle possède un fondement autonome, une étendue et même des origines historiques qui lui sont particulières.

Au surplus, une pareille possibilité ne doit pas surprendre, alors que les Tribunaux judiciaires admettent que le jugement d'une demande basée sur l'article 1382 n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard d'une demande fondée sur l'article 1384. Ils considèrent, en effet, que les demandes sont distinctes parce que ces textes contiennent une cause particulière de responsabilité ; de même, une demande fondée sur la responsabilité contractuelle de l'article 1147 diffère, par sa

(5) Cons. d'Et. 26 juillet 1918, Lemonnier, précité ; Cons. d'Et. 26 décembre 1926, Bodson, S. 1927.3.105 ; Cons. d'Et. 9 novembre 1928, Rapin, S. 1929.3.22.

cause, d'une demande fondée sur l'un ou l'autre des textes précédents ¹.

Au reste, la Cour de Cassation ne paraît pas hostile à une pareille latitude laissée à la victime ².

« Attendu, dit-elle, que si, en vertu de la loi du 28 Pluviose an VIII, l'autorité administrative est seule compétente pour prononcer sur la responsabilité résultant des torts et dommages causés aux particuliers par le fait personnel des entrepreneurs, lorsque ce fait se rattache directement à l'exécution ou à l'inexécution d'un travail public, il en est autrement lorsque le fait allégué présente le caractère d'un crime, d'un délit, ou d'une contravention ».

La phrase paraît signifier, en effet, que dans certains cas les Tribunaux judiciaires peuvent également être compétents.

C'est ce que souligne M. MESTRE qui est partisan de cette double compétence ; selon lui, « cette pluralité d'actions, dans une situation placée aux confins du droit pénal, du droit civil et du droit administratif, n'est pas faite pour nous surprendre. Elle est la conséquence naturelle de la complexité de la matière, et il convient de l'envisager, non certes comme une complication superfétatoire, mais bien, au contraire, comme un moyen utile d'assurer aux justiciables une multiplicité de garanties » ³.

Le Conseil d'Etat a d'ailleurs signalé que l'action introduite devant le Conseil de Préfecture est distincte de l'action civile et « qu'elle dérive, non d'un délit, mais d'un dommage causé par l'exécution des travaux publics » ⁴.

44. — (1) Cass. Req. 16 juillet 1928, D. 1929.1.33 et note Savatier, Gaz. Pal. 1928.2.370 ; Paris 20 avril 1921, D. 1922.2.12, Gaz. Trib. 1921.2.622 ; Voir H. et L. Mazeaud *op. cit.* T. III, p. 136, n° 2093 et p. 144, n° 2102.

(2) Cass. Civ. 27 novembre 1918, S. 1921.1.352 et la note de M. Mestre.

(3) Note sous Cass. Civ. précitée.

(4) Cons. d'Et. 22 mai 1912, D^mo Auge-Chiquet, S. 1916.3.14.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que l'action civile née de l'infraction pénale se prescrira comme cette infraction et pourra se heurter à l'autorité de la chose jugée par la juridiction répressive.

Par contre, l'action née de la loi du 28 Pluviose de l'an VIII et jugée par le Conseil de Préfecture ne se prescrira que par trente ans et l'acquiescement de l'agent devant les tribunaux répressifs ne mettra pas obstacle à une condamnation du concessionnaire devant le Conseil de Préfecture ⁵.

§ IV. — DISTINCTION DE LA COMPÉTENCE SUIVANT LA NATURE ET LA SITUATION DES FILS OU CONDUITES QUI ONT PROVOQUÉ LE DOMMAGE.

45. — Les indications qui ont été données précédemment, relativement à la compétence, ne doivent pas laisser supposer que toutes les opérations de construction, d'aménagement ou d'entretien des fils ou conduites, entreprises par le concessionnaire, constituent des travaux publics et que le résultat d'une telle construction ou d'un tel aménagement se trouve toujours être un ouvrage public.

Nous avons antérieurement donné la définition que l'on peut tenir pour valable, des travaux publics ; il est certain, en effet, que toute espèce de construction édifiée par le concessionnaire ne constitue pas un ouvrage public : Il est possible que les constructions soient destinées à un usage commercial, annexe à la distribution et ne correspondant pas à la définition précitée.

Le plus souvent, la délimitation se fera sans aucune difficulté, mais il pourra n'en être pas toujours ainsi ; Or il est nécessaire notamment de connaître où s'ar-

(5) Voir A. Mestre, note précitée.

rêtent les installations de distribution et en particulier les canalisations de l'ouvrage public qui rejoignent les canalisations des particuliers.

Il apparaît qu'il y a lieu de procéder à une distinction, qui peut d'ailleurs être valable pour les distributions d'eau ou de gaz, entre la conduite ou ligne principale, le branchement particulier et les canalisations établies dans le corps des habitations. Le branchement particulier est la ligne qui relie la conduite principale aux conducteurs de l'immeuble desservi.

46. — I. LA CONDUITE PRINCIPALE. — La conduite principale est établie le plus souvent sur ou sous la voie publique : elle constitue par excellence un ouvrage public ; les règles de compétence que nous avons envisagées précédemment lui sont indiscutablement applicables.

En est-il de mêmes des lignes principales établies hors de la voie publique et traversant des propriétés privées ? Il semble bien que oui si l'on admettait que toutes les dépendances immobilières, affectées à l'exploitation, sont incorporées au domaine public ¹.

Même s'il n'en est pas ainsi, il n'est pas discutable que des travaux publics peuvent être entrepris hors du domaine public ² : un ouvrage public peut se trouver situé sur une propriété privée ³.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence ne paraît pas contester la compétence administrative ⁴, même dans ce dernier cas.

La logique serait d'ailleurs heurtée, si la compétence, à raison des accidents ou dommages provoqués par les

46. — (1) Lettre circulaire du Ministre des Travaux Publics du 31 mars 1923 aux Ingénieurs du contrôle, V. A. Remaury et P. Trolley de Prévaux *op. cit.* p. 37, n° 114.

(2) Cons. d'Et. 6 mars 1866, D. 1867.3.10 ; Cons. d'Et. 10 mars 1869, D. 1870.3.111.

(3) René Capitant : la double notion de Travail Public, *Revue du Droit Public* 1929, p. 507 et S. ; Trib. Conflits 26 mai 1924, S. 1926.3.46.

(4) Cass. 25 avril 1923, S. 1924.1.289 et la note de M. Mestre.

conducteurs, variait suivant la nature des terrains traversée par les lignes ; la discrimination de la compétence pourrait, aux limites des terrains, soulever des difficultés inextricables, sans préjudice de la question de la situation du vice de l'ouvrage, qui peut n'être pas la même que celle où s'est produit le dommage : Question que nous aurons ultérieurement à examiner.

47. — II. LE BRANCHEMENT PARTICULIER. — Le branchement particulier relie la conduite principale à l'immeuble desservi. Comme cela a été dit, par le jeu d'une sorte de règle de l'accessoire, il participe des caractères juridiques de la conduite principale et est également un ouvrage public impliquant la compétence administrative ¹.

C'est d'ailleurs ce qu'estime le Conseil d'Etat ² qui a jugé que les branchements destinés à amener dans un immeuble riverain de la voie publique les eaux d'une conduite principale forment le complément de cette conduite, à laquelle ils sont reliés, et en deviennent l'accessoire.

La pose de ces branchements constitue un travail public dont le caractère n'est pas modifié par le fait que le droit d'entreprendre les travaux de branchement est exclusivement réservé au concessionnaire de la conduite principale, ni par la convention intervenue entre le concessionnaire et les abonnés, d'après laquelle ces derniers supportent la dépense des travaux.

Il appartient en conséquence au Conseil de Préfecture, de connaître d'une demande d'indemnité à raison d'un accident causé par la rupture de ces branchements.

Il ne s'ensuivrait pas, d'ailleurs, selon le Conseil d'Etat, que les abonnés au service des eaux ne pour-

47. — (1) V. Note, Trib. des Conflits 1^{er} juillet 1935, Rev. Conc. 1935, p. 299 ; Vr aussi Rép. prat. Dalloz, V^o Gaz Electricité n^o 155.

(2) Cons. d'Et. 13 décembre 1901, S. 1904.3.117, D. 1903.3.37 ; Vr aussi Cons. d'Et. 9 juin et 7 juillet 1899, D. 1900.3.89.

raient pas être regardés comme propriétaires de ces ouvrages établis pour leur usage exclusif et à leurs frais. ³

Le Conseil de Préfecture de la Seine, par arrêté en date du 2 mars 1928, ⁴ a consacré une solution identique en précisant que ces branchements constituent des ouvrages publics.

48. — La question des limites de cet ouvrage public est extrêmement délicate, surtout en matière de distribution d'eau et de gaz.

Par contre, le problème est le plus souvent résolu en matière de distribution d'énergie électrique.

La distinction est faite par le cahier des charges, entre la partie de la concession qui est comprise dans l'ouvrage public et celle qui est comprise dans l'installation de l'abonné.

L'article 15 des cahiers des charges types du 27 janvier 1928 précise que « les branchements extérieurs ayant pour objet d'amener le courant du réseau à l'intérieur des propriétés desservies jusques et y compris soit la boîte du coupe-circuit principal, soit le poste de transformation, seront installés et entretenus par le concessionnaire, et feront partie intégrante de la distribution ; les branchements intérieurs, les colonnes montantes et toutes dérivations, seront établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires et des abonnés. »

Comme l'a indiqué M. BLÆVOET ¹ la section extérieure du branchement est un ouvrage public, bien qu'une partie en soit établie dans une propriété particulière ; la section intérieure est un ouvrage privé.

(3) Cons. d'Et. 21 janvier 1927, C^{te} Gén. des Eaux, c de Zuylen, D. 1928.3.57 et la note de M. Blævoet, Gaz. Pal. 1928.1.556.

(4) D. 1928.3.60.

48. — (1) Note sous Conseil d'Etat 21 janvier 1927, D. P. 1928.3.57.

La Cour de Cassation a ainsi admis ² que l'article 257 du Code Pénal qui prévoit et punit le fait d'avoir détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, est applicable à un branchement électrique reliant une partie d'immeuble au réseau de distribution d'électricité.

La section qui avait été pratiquée avait, en effet, atteint le branchement extérieur établi entre le potelet supportant la canalisation et le point de pénétration dans l'immeuble alimenté; or, cette partie de branchement, établie au-dessus de la voie publique en vertu d'une concession, fait partie intégrante du réseau de distribution aux termes mêmes de l'article 15 du cahier des charges type; elle participe, dès lors, du même caractère d'utilité publique qui appartient à la canalisation générale d'électricité : elle constitue un ouvrage public.

Cette jurisprudence a été confirmée par un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 11 janvier 1937.

Cet arrêt décide que les travaux exécutés pour la distribution de l'énergie électrique par une compagnie concessionnaire d'une commune ont le caractère de travaux publics, et il en est ainsi d'un branchement particulier : l'action fondée sur le vice de construction ou le défaut d'entretien de cet ouvrage, à la suite de l'électrocution d'un ouvrier provoquée par le contact avec des fils à haute tension, établis sur le toit de l'immeuble à une distance non réglementaire, doit être portée devant la juridiction administrative ³.

(2) Cass. Crim. 18 novembre 1927, D. H. 1928.54, Rev. Conc. 1928, p. 122, S. 1929.1.393 et la note.

(3) S. 1937.1.101.

49. — LES BRANCHEMENTS ET CANALISATIONS INTÉRIEURS. — Les canalisations établies dans le corps des habitations ne constituent, à aucun titre, des ouvrages publics : l'utilité en est purement privée, l'aménagement en est fait dans l'intérêt particulier de l'occupant ou du propriétaire et pour leur commodité personnelle.

La jurisprudence a, depuis longtemps déjà, adopté cette opinion ¹.

Une décision du Tribunal des Conflits du 23 mars 1907 ² a précisé que l'établissement des colonnes montantes à l'intérieur des maisons, livrées gratuitement aux propriétaires des immeubles pour mettre l'eau à la portée des locataires, n'a pas le caractère d'un travail public, alors même que le travail aurait été exécuté par un entrepreneur en vertu d'un traité passé par la Compagnie des eaux et approuvé par l'administration municipale.

Une décision plus récente de la même juridiction ³ s'est appuyée sur ce même motif, absence de tout caractère de travaux publics des canalisations établies à l'intérieur de la maison des particuliers, et également sur l'existence d'un contrat d'abonnement, pour donner compétence aux Tribunaux judiciaires à l'occasion d'une demande dirigée contre une compagnie concessionnaire par un de ses abonnés, tant en raison de la mauvaise qualité du gaz fourni, que du fait de l'entretien défectueux d'une canalisation située à l'intérieur de son habitation.

La jurisprudence de la Cour de Cassation est d'ailleurs comparable ⁴.

49. — (1) Cons. d'Et. 19 mai 1875, Ville d'Oran, R. p. 266 ; Cons. d'Et. 14 novembre 1879, C^{ie} du Gaz d'Arles, R. p. 681, S. 1881.3.14 ; Cons. d'Et. 6 août 1910, Rev. Conc. 1911, p. 24, D. 1918.3.116.

(2) S. 1909.3.94, D. 1908.3.86, R. Gaz. des Trib. 1907, 1^{er} sem.2.408.

(3) Trib. Confl. 1^{er} juillet 1935, Rev. Conc. 1935, p. 299, R. G. des Trib. 1935.2.433.

(4) Cass. Civ. 16 décembre 1878, D. 1879.1.119 ; Cass. Civ. 11 janvier 1890, D. 1891.1.112.

50. — IMPORTANCE DE LA NOTION DE CAUSALITÉ EN MATIÈRE DE COMPÉTENCE. — Nous avons fait état, jusqu'ici, de la situation du conducteur sans apporter une précision dont l'importance, en matière de dommages provoqués par l'électricité, paraît déterminante.

En ce qui concerne la distribution d'eau ou de gaz, les dommages se produiront presque inévitablement au voisinage de la fuite : les affouillements de terrain et les affaissements qui pourront résulter d'un ruissellement souterrain ou de la formation de poches d'eau, les explosions ou intoxications provenant du gaz provoqueront des dommages à une distance relativement réduite des tuyaux, sauf le cas exceptionnel de cheminement de gaz provenant d'une fuite, à l'intérieur par exemple des conduites d'égoût.

Par contre, en matière de distribution d'électricité, la portion de conducteur où se produit le dommage n'est pas forcément celle où est née la cause du dommage : Ainsi en cas de contact fortuit de conducteurs, des dommages peuvent se produire à une distance assez grande, dans l'habitation des abonnés. Il en est de même en cas de vice ou de détérioration d'un transformateur : les installations de l'abonné pourront, dans la mesure où les dispositifs de sécurité ne fonctionneront pas, se trouver alimentés en courant à haute tension ; or, le transformateur pourra être situé sur le domaine public et être partie intégrante de la concession, alors qu'il n'en sera pas ainsi des installations de l'abonné où se seront survenus les dommages.

Les dommages n'atteindront pas forcément le titulaire de la police d'abonnement lui-même, susceptible d'invoquer une responsabilité d'ordre contractuel vis-à-vis du concessionnaire, en raison de la nature du courant livré, non conforme aux prescriptions du cahier des charges ou aux dispositions de la police d'abonnement : un tiers aura pu s'approcher d'un tableau de distri-

bution et subir à son contact une commotion, ou être brûlé par des étincelles ; l'incendie qui se sera déclaré aura pu atteindre, par exemple, le mobilier d'un colocataire de l'abonné ou l'immeuble appartenant à un tiers.

Il ne paraît par douteux que, dans ces cas, le vice de construction ou le défaut d'entretien de l'ouvrage public étant allégué, la compétence appartiendra à la juridiction administrative sans qu'il y ait lieu de retenir que les dommages se seraient produits au niveau de l'installation intérieure.

La situation de cette dernière et son caractère important aussi peu, au point de vue de la compétence, qu'importe le lieu où une pierre, projetée par une explosion à la suite de travaux publics, vient provoquer un accident ¹. Il y a là une question de causalité : la cause du dommage réside dans le travail ou l'ouvrage public.

51. — LE PROBLÈME DE L'OPTION EN MATIÈRE DE COMPÉTENCE. — Mais l'abonné lui-même pourrait-il, outre son action contractuelle, disposer en pareil cas d'une action pour dommages provoqués par les travaux publics de la compétence de la juridiction administrative ?

La question se ramène à celle de savoir si la responsabilité contractuelle peut se cumuler avec une responsabilité extra-contractuelle, ou plus exactement s'il est possible d'opter entre l'une et l'autre de ces responsabilités. Il s'agit là d'un problème qui touche aussi bien la compétence que le fond même de la responsabilité et qui sera examiné ultérieurement.

50. — (1) V. Cons. d'Et. 27 mai 1914, V. de Nantes, R. p. 660 : La victime a été grièvement blessée dans la cour d'une maison particulière et à 53 mètres des chantiers de la ville par une pierre projetée par l'explosion d'une mine au cours de travaux de canalisation d'eau exécutés en régie par la Ville de Nantes.

La jurisprudence ne paraît pas être favorable à un pareil cumul ¹.

Il est vrai que le Conseil d'Etat a reconnu sa propre compétence à l'occasion de dégâts causés à l'immeuble d'un abonné par l'infiltration d'eaux provenant d'une fuite de son branchement particulier et engageant pour partie la responsabilité de la compagnie concessionnaire ² mais il ne semble pas certain qu'une responsabilité contractuelle pouvait être retenue en l'espèce. Les dommages étaient, en effet, provoqués par l'eau du branchement particulier, non encore livrée, et ne paraissaient pas résulter de l'inexécution d'une obligation contractuelle.

La notion de situation du vice de l'ouvrage a, d'autre part, été nécessairement aperçue par le Conseil d'Etat, pour écarter la responsabilité du distributeur qui ne pouvait avoir commis une contravention de grande voirie, alors que les dommages d'électrolyse sur des câbles téléphoniques avaient été provoqués par des installations intérieures d'abonnés, ne faisant pas partie de la concession ³.

§ V. — CONCLUSION SUR LE PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION DES COMPÉTENCES ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE.

52. — L'étude rapide, à laquelle nous nous sommes livrés, des différentes règles ou principes qui régissent le partage des compétences administrative et judiciaire, nous permet de conclure sur la question :

51. — (1) Trib. des Conflits 1^{er} juillet 1935, Rev. Conc. 1935 p. 299, R. Gaz. des Trib. 1935.2.433.

(2) Cons. d'Et. 21 janvier 1927, D. P. 1928.3.57.

(3) Cons. d'Et. 28 novembre 1924, Rev. Conc. 1925 p. 163, D. P. 1925.3.69 et la note.

Les Conseils de Préfecture sont compétents, conformément à la loi du 28 pluviôse an VIII, pour connaître des actions en responsabilité dirigées contre l'Administration ou ses concessionnaires, à raison des accidents et dommages provoqués par les travaux ou ouvrages publics et notamment par le courant électrique des installations de distribution.

Il y a lieu de préciser que cette règle de compétence ne joue pas :

a) lorsque l'action est dirigée contre un responsable éventuel, autre que l'Administration ou qu'un de ses entrepreneurs ou concessionnaires, tel qu'un permissionnaire de voirie ;

b) lorsque peut être invoquée contre le distributeur une responsabilité contractuelle de droit commun ;

c) lorsque le tiers lésé fait état contre un concessionnaire, uniquement d'une faute d'exploitation commise par ce dernier, ou de sa responsabilité en tant que commettant, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, à la suite d'une faute personnelle d'un de ses préposés.

d) lorsque la cause du préjudice réside dans une partie des installations qui ne peut être considérée comme un ouvrage public, ou lorsque le dommage n'a pas été provoqué par un travail public.

Lorsque l'action est soumise à une des causes énumérées d'exclusion de la compétence de la juridiction administrative, elle doit évidemment être portée devant les tribunaux judiciaires.

Ceux-ci se reconnaissent nous l'avons vu, une compétence encore plus étendue, en ce sens que, l'affaire présentant par ailleurs les caractéristiques nécessaires pour être portée devant les tribunaux judiciaires, ils ne s'estiment pas seulement compétents pour juger la faute d'exploitation du concessionnaire, ils se déclarent en outre fondés à connaître des actions en responsabilité basées sur la faute personnelle du concession-

naire, susceptible d'être appréciée isolément, même si elle s'est superposée ou juxtaposée à un défaut d'entretien ou à un vice de construction de l'ouvrage public dans la création du dommage. Cette compétence s'est d'ailleurs surtout affirmée lorsque la faute commise par le concessionnaire ou par un de ses agents présentait le caractère d'une infraction pénale.

53. — Ces règles étant admises, il y a lieu de repousser d'autres distinctions qui avaient été adoptées ou préconisées antérieurement.

On ne saurait, par exemple, distinguer au point de vue de la compétence, les accidents subis par des personnes des dommages causés aux biens.

Cette distinction, un moment admise par le Conseil d'Etat ¹ qui avait décidé que les derniers seuls ressortissaient à la juridiction administrative, a été depuis longtemps abandonnée ² et la juridiction administra-

53. — (1) Cons. d'Et. 16 décembre 1863, Dalloz, R. p. 821 : il nous paraît certain déclarait M. le Commissaire du Gouvernement Robert que la loi du 28 pluviôse de l'an VIII n'a voulu attribuer aux Conseils de Préfecture que la connaissance des dommages causés aux propriétés.

(2) Cons. d'Et. 12 décembre 1873, Lambert, R. p. 959, D. P. 1873 3.53 ; Cons. d'Et. 9 janvier 1874, Aubery, R. p. 21, S. 1874.2.261 ; Voir Hurissel, Compétence administrative ou judiciaire en matière de dommages causés par les travaux publics en droit français, Thèse Paris 1880 ; Comme le faisait justement remarquer M. David, Commissaire du Gouvernement, dans ses conclusions sur l'affaire Aubery (C. E. 9 janvier 1874) « pourquoi la loi de pluviôse aurait-elle excepté de la compétence des Conseils de Préfecture les dommages causés aux personnes ? La raison fondamentale de la compétence administrative n'est-elle pas l'intérêt qu'il y a pour la prompte et bonne exécution des travaux publics, à éviter devant l'autorité judiciaire des procès qui pourraient les entraver et qui auraient cet inconvénient plus grave encore, d'amener cette autorité à apprécier les opérations de l'administration relativement à ces travaux ? Eh bien, cette raison n'existe-t-elle pas pour toutes les conséquences dommageables que peuvent produire les travaux publics, qu'elles s'adressent aux personnes ou aux choses. »

Ces justifications sont peut-être actuellement en partie désuètes, il apparaît cependant, de façon indiscutable, qu'il serait paradoxal de soumettre les dommages matériels ou corporels qui peuvent résulter d'un même accident de travaux publics, à des juridictions différentes.

tive reste compétente, même lorsqu'il s'agit de dommages aux personnes ³.

Notons enfin, s'il est nécessaire de le préciser, que l'article 12 de la Loi du 15 juin 1906 sur les distributions électriques disposant que le juge de paix sera compétent pour régler les indemnités pouvant être dûes à propos de certaines servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, n'a pas eu pour but de modifier d'une façon générale l'ordre des juridictions et il est certain qu'en dehors de l'exception nettement spécifiée par le dit article le Conseil de Préfecture reste compétent dans les termes de la loi du 28 Pluviose an VIII, pour connaître des torts et dommages résultant de l'exécution des travaux publics ⁴.

Il apparaît en définitive, que la répartition du contentieux administratif ou judiciaire, soulève des difficultés assez considérables qui sont surtout dûes, semble-t-il, à l'inexistence d'un texte clair et formel donnant, sans distinction subtile, compétence à l'une ou à l'autre des juridictions.

A défaut de texte, il y a lieu de souhaiter l'unification de la compétence dans le sens désiré par le Conseil d'Etat dont le système est plus simple que celui qui a été élaboré par la Cour de Cassation.

Il serait surtout désirable que la jurisprudence ne bouleversât pas les principes acquis, par des revirements intempestifs qui viendraient multiplier les difficultés. On a déjà insisté sur la gravité de ces errements qui ont pu faire douter de la façon heureuse dont est accomplie la fonction juridictionnelle.

54. — Au cours de l'examen des espèces qui seront

(3) Cons. d'Et. 2 mars 1894, R. p. 170 ; Cons. d'Et. 28 février 1896, R. p. 208 ; Cons d'Et. 30 juillet 1909, R. p. 796.

(4) Cons. de Préf. du Pas-de-Calais, 21 juin 1910, G. des Trib. 14 octobre 1910.

envisagées ultérieurement, il pourra être constaté au surplus que les tribunaux judiciaires tranchent parfois des litiges qui paraissent être de la compétence de la juridiction administrative.

Ce fait provient soit de la méconnaissance des règles de compétence par le demandeur, le défendeur négligeant de soulever l'exception d'incompétence, soit de l'acceptation par le Tribunal du principe qu'il n'appartient pas aux tribunaux judiciaires de soulever d'office leur incompétence lorsqu'ils sont saisis d'une action en responsabilité qui aurait dû être portée devant la juridiction administrative ¹.

Quoi qu'il en soit, cette circonstance de fait, outre le principe de la double compétence administrative et judiciaire dans les cas qui ont été envisagés, explique que les tribunaux administratifs et judiciaires puissent se trouver saisis de litiges d'un caractère à peu près identique.

Cette constatation permettra de comparer le fondement et la portée de la responsabilité du distributeur suivant les solutions admises par les deux juridictions, c'est-à-dire suivant que sont mis en jeu les principes du droit administratif ou les principes du droit civil.

SECTION II

REGLES DE COMPETENCE ADMINISTRATIVE

55. — Il a été implicitement entendu, au cours de l'étude qui précède, que la juridiction administrative compétente était le Conseil de Préfecture, conformé-

54. — (1) Cf. Planiol Ripert et Esmein, *op. cit.* n° 717.

ment d'ailleurs aux termes de la Loi du 28 Pluviose an VIII, mais le Conseil de Préfecture est-il toujours compétent en premier ressort et l'action dirigée contre l'Administration elle-même ne doit-elle pas être portée directement devant le Conseil d'Etat ?

La Loi du 28 Pluviose, bien que mal rédigée, vise dans son esprit aussi bien l'administration que les entrepreneurs ou concessionnaires : La question n'a jamais soulevé de difficultés à ce point de vue.

Nous avons vu, d'autre part, que la juridiction administrative est compétente même en ce qui concerne les actions basées sur une faute d'exploitation de l'ouvrage public, commise par l'administration : or le plus souvent, cette faute d'exploitation constituera une faute de service ; en conséquence, le Conseil d'Etat, juge administratif de droit commun, a été longtemps considéré comme devant connaître, en premier et dernier ressort, les litiges de cette nature qui lui étaient soumis ¹.

Toutefois, en vue d'unifier la compétence du Conseil de Préfecture et d'éviter ces subtiles distinctions qui, comme l'a dit M. MATHIOT, sont « à la portée du juriste spécialisé, mais non pas du plaideur » ², le Conseil d'Etat a admis la compétence du Conseil de Préfecture même au cas de faute d'exploitation d'un ouvrage public dont l'Administration s'était rendue responsable ³.

Le Conseil de Préfecture sera, à plus forte raison, compétent au cas où le dommage est imputé au vice de construction ou au défaut d'entretien de l'ouvrage public de l'Etat : Ainsi, à la suite de l'électrocution

55. — (1) Cons. d'Et. 28 juillet 1911, *La Foncière*, D. 1913.3.125.

(2) Mathiot, *op. cit.* n° 39, p. 63.

(3) Cons. d'Et. 27 novembre 1931, Lemaître, S. 1932.3.41, note R. Bonnard.

d'un cheval, causée par la rupture d'un fil électrique rejoignant deux bâtiments du Fort de Bicêtre, il a été décidé par le Conseil d'Etat ⁴, que le Conseil de Préfecture est seul compétent pour statuer, en premier ressort, sur les demandes d'indemnité pour dommages causés par les travaux publics.

Par contre, le Conseil de Préfecture de Nantes s'est déclaré incompétent au profit du Conseil d'Etat dans une instance où il s'agissait de « parasites » créés par une station du département de la Marine ⁵.

Le Conseil de Préfecture a attribué au fonctionnement d'un service public la cause du dommage : Cette décision va à l'encontre de la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, comme nous l'avons vu, donne au Conseil de Préfecture compétence pour tout dommage imputable à l'Administration se « rattachant au fonctionnement de l'ouvrage public ».

Il y a lieu de noter, d'ailleurs, que l'intérêt de la question a été limité par le décret-loi du 5 mai 1934 qui a prescrit que « *En outre des litiges dont la connaissance leur a été attribuée par les lois en vigueur, les Conseils de Préfecture connaissent en premier ressort et sauf recours au Conseil d'Etat, des actions dirigées contre les départements, les communes et les établissements publics autres que les établissements nationaux, en réparation des dommages imputés à leurs services publics* ». Les difficultés d'attribution qui pouvaient se produire au sujet des actions énumérées sont ainsi résolues.

(4) Cons. d'Et. 4 août 1926, Sieurs Maritz & Co, R. p. 858.

(5) Vr Rev. Conc. 1934, p. 155.

SECTION III

REGLES DE COMPETENCE DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

56. — Lorsque les tribunaux judiciaires sont compétents en vertu des règles déjà étudiées, le tiers lésé peut porter sa réclamation devant la juridiction répressive, conformément à l'article 3 du Code d'Instruction Criminelle, lorsque la faute dommageable présente le caractère d'un crime, d'un délit ou d'une contravention ¹.

Dans le cas contraire, lorsque le fait dommageable ne présente pas le caractère d'une infraction pénale, l'action ne pourra être portée que devant les juridictions de l'ordre civil.

La compétence des tribunaux civils peut, d'ailleurs, se trouver limitée, notamment par la compétence exceptionnelle des juges de Paix et des Tribunaux de Commerce.

La compétence des juges de Paix ne comporte pas, en notre matière, de caractère particulier, si ce n'est en ce qui concerne les actions en réparation du préjudice causé par l'installation d'une ligne d'électricité, conformément à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, mais il s'agit là d'attribution des indemnités qui peuvent être dûes à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage prévues par la loi ².

D'autre part, les juges de paix peuvent également être compétents dans les termes de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

56. — (1) Sur cette question V^r notamment H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, Tome III, n° 2025 et suivants.

(2) Cf. Civ. 25 février 1931, Gaz. Pal. 1931.1.565.

57. — La question s'est posée de savoir dans quelle mesure les Tribunaux de Commerce peuvent être compétents pour juger les actions en responsabilité dirigées contre les distributeurs.

Et tout d'abord les distributeurs sont-ils des commerçants : Leurs opérations constituent-elles des actes de commerce ?

L'article I du Code de Commerce précise que sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle et l'article 632 du même Code répute notamment acte de commerce « toute entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre ou par eau ».

La distribution d'électricité est-elle comprise dans cette définition ?

Il a été indiqué ¹ que les distributeurs spéculent sur la vente du courant électrique en vue d'obtenir un bénéfice provenant de la différence entre le coût des diverses opérations propres à mettre le courant à la disposition des abonnés et le prix auquel elles le vendent : Il s'agit là d'une entreprise de manufacture prévue par l'article 632 du Code de Commerce.

Cette idée apparaît d'autant mieux si l'on songe que le rôle des producteurs et distributeurs d'électricité ne consiste pas à puiser simplement une chose commune existant dans la nature : Lorsqu'ils font appel à l'énergie hydraulique des rivières ou des torrents, les producteurs d'électricité captent cette énergie et la transforment en énergie électrique ; le courant produit est lui-même transformé le plus souvent en courant à haute tension pour le transport à distance, la tension étant ensuite abaissée pour la distribution. Toutes opérations qui correspondent bien à la notion d'industrie

57. — (1) Note sous Trib. Com. de St-Etienne 27 décembre 1888, D. 1891.2.81.

que vise le 2^e alinéa de l'article 632 du Code de Commerce : elle implique la transformation de la matière première qui est ici l'énergie mécanique des chutes d'eau, au moyen d'opérations et de travaux successifs.

Ce caractère se manifeste plus facilement encore, peut-être, s'il s'agit d'énergie électrique fournie par des centrales thermiques : On se rapproche, dans ce cas, des distributions de gaz dont le caractère commercial n'est pas discutable. Par contre la distribution d'électricité se distingue de la distribution d'eau qui ne peut être assimilée à une entreprise de manufacture car elle se borne à prendre l'eau, soit dans une source, soit dans une rivière, et à l'amener chez le consommateur ; il y aurait là une industrie extractive, dont les actes ne sauraient être assimilés à des actes de commerce ².

La question a au surplus perdu de son intérêt, la loi du 1^{er} août 1893 (article 68 de la loi du 24 juillet 1867) précisant que les sociétés en commandite ou anonymes, constituées dans les formes du Code de Commerce ou de la loi de 1867, sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce ³.

La jurisprudence admet d'ailleurs, depuis longtemps, le caractère commercial des distributions d'électricité ⁴.

58. — De la sorte, si l'action en responsabilité dirigée contre le distributeur est d'ordre contractuel, la juridiction commerciale est seule compétente lorsque l'abonnement a un caractère commercial pour l'abonné comme pour le concessionnaire ¹.

Il en sera ainsi pour l'abonné commerçant dont la

(2) V. note précitée D. 1891.2.81.

(3) L'article 2 de la Loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, indique également que, quel que soit leur objet, ces sociétés sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

(4) Lyon 4 juillet 1890, S. 1892.2.75 ; V. A. Remaury, *op. cit.* n° 1007.

58. — (1) R. Prat. Dalloz, V° G. El. n° 234.

police vise l'éclairage des locaux d'exploitation ou la force motrice ².

Par contre si le tiers lésé est un non commerçant, le contrat a un caractère mixte et l'abonné demandeur a le choix entre la juridiction civile et la juridiction commerciale.

Le problème est plus complexe s'il s'agit d'une responsabilité délictuelle : Les règles sont, en principe, les mêmes mais il s'agit de savoir quand un délit ou quasi-délit s'analyse en un acte de commerce, d'une part à l'égard du responsable, d'autre part à l'égard de la victime.

Un délit ou un quasi-délit constitue, à l'égard de son auteur ou de sa victime, un acte de commerce quand il est commis ou subi dans l'exercice d'un acte de commerce.

La victime n'a d'ailleurs pas à rapporter la preuve du caractère commercial de l'acte dans l'exercice duquel le fait dommageable a été commis : la jurisprudence admet, en effet, que constituent des actes de commerce par accessoire, tous les actes accomplis par un commerçant pour les besoins de son commerce (théorie de l'accessoire) et d'autre part, sont présumés accomplis pour les besoins de son commerce, tous les actes d'un commerçant (Présomption de commercialité).

Ces règles sont applicables aussi bien aux délits et quasi délits qu'aux contrats.

La victime pourra, en conséquence, porter sa demande devant le tribunal de Commerce, sous réserve de la preuve du caractère non commercial de son acte qui peut être rapportée par le commerçant présumé responsable. La victime ne pourra cependant opter entre les deux juridictions et porter l'affaire devant le Tribunal Civil que si le responsable ne parvient pas ou ne

(2) Cf. Etienne Carpentier, Thèse citée, p. 250.

cherche pas à rapporter la preuve que la victime, non commerçante, a cependant subi le préjudice au cours de l'exercice d'un acte de commerce.

La victime commerçante, pour porter l'action dirigée contre le débiteur devant le Tribunal Civil, devra prouver qu'elle n'a pas accompli l'acte pour les besoins de son commerce ³.

SECTION IV

COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS SPÉCIALES AUX ENTREPRISES DE DISTRIBUTION ET EN MATIÈRE DE GRANDE VOIRIE

59. — L'article 24 de la Loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie précise que « *lorsque le permissionnaire ou le concessionnaire d'une distribution d'énergie contreviendra aux clauses de la permission de voirie ou du cahier des charges de la concession, ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses en ce qui concerne le service de la navigation ou des chemins de fer ou tramways, la viabilité des voies nationales, départementales ou communales, le libre écoulement des eaux, le fonctionnement des communications télégraphiques ou téléphoniques, procès-verbal sera dressé de la contravention par les agents du service intéressé, dument assermentés.*

Ces contraventions seront poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie, et punies d'une amende... sans préjudice de la réparation du dommage causé. »

Les distributeurs sont également soumis aux dispositions d'ordre général, relatives aux contraventions de grande voirie.

(3) Voir sur la question H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, T. III n° 2021.

Or l'action en réparation exercée à la suite d'une contravention de grande voirie n'est de la compétence judiciaire, conformément au décret du 28 décembre 1926, que si le dommage a été causé à une voie publique; si le dommage a été subi par une dépendance du domaine public, autre qu'une voie publique, telle qu'un cours d'eau navigable, une voie de chemin de fer, une ligne télégraphique ¹ le Conseil de Préfecture demeure compétent ².

Il pourra, en sus de l'amende, prononcer des dommages-intérêts contre le contrevenant, en réparation du préjudice causé par la contravention.

En notre matière, la contravention de grande voirie la plus fréquente est celle qui est dressée contre les distributeurs ou les entrepreneurs de transports électrifés, pour dommages d'électrolyse subis par les câbles télégraphiques et téléphoniques de l'Etat ³.

Nous avons vu plus haut que la décomposition électrolytique des câbles est produite par les phénomènes électro-chimiques qui résultent des courants vagabonds provenant notamment des rails des tramways électrifiés.

Le problème de la compétence a été posé par le Conseil de Préfecture de la Seine ⁴ dans un cas un peu différent.

Lorsqu'une compagnie gazière, propriétaire d'une canalisation perforée par un phénomène d'électrolyse

59. — (1) Cons. d'Etat 6 mai 1932 (2 arrêts), D. 1933.3.57 et la note de M. Waline; Cons. d'Et. 20 octobre 1933, D. 1933.3.64; Les lignes télégraphiques et téléphoniques qui sont indépendantes de la voie publique et auxquelles celle-ci sert simplement de support, ne font pas partie des « ouvrages » visés à l'article 3 du Décret du 28 décembre 1926, mais constituent, dans leur ensemble et avec tous les appareils qu'elles comportent, une des autres dépendances du domaine public prévues à l'article 9.

(2) Loi du 29 floréal an x; Décret du 27 décembre 1851; le Conseil d'Etat est compétent en appel, l. 22 juillet 1888, art. 10, 57 et s.

(3) Vr Cons. d'Et. 5 août 1908, S. 1911.3.15; Cons. d'Et. 25 février 1910, S. 1912.3.110; Cons. d'Et. 16 juillet 1920, Rev. Conc. 1929, p. 163.

(4) Cons. Préf. Seine, 16 mars 1911, J. des C. de Préf. 1911, p. 269; Rev. Gén. Adm. 1912, T. I, p. 86.

qu'elle prétend imputable aux installations d'une compagnie d'électricité, agit contre cette dernière et que celle-ci soutient que le dommage provient de la canalisation dont un particulier est propriétaire, le Conseil de Préfecture, compétent aux termes de l'article 4 de la Loi du 28 Pluviose an VIII, en matière de dommages causés par les travaux publics aux particuliers, ne l'est pas en matière de dommages causés par les particuliers aux travaux publics, sauf si le dommage résulte d'une contravention aux lois et règlements sur la grande voirie.

Il apparaît d'ailleurs du rapprochement des articles 24 et 25 de la Loi du 15 juin 1906, qu'il n'a été apporté aucune dérogation, en ce qui concerne les contraventions commises par les permissionnaires ou concessionnaires d'une distribution d'énergie électrique, aux règlements de police édictés par l'autorité municipale : le juge de simple police, saisi de la poursuite, se déclare à tort incompetent pour en connaître, sous prétexte que ces contraventions devraient être jugées soit comme en matière de grande voirie, soit déferées au Tribunal Correctionnel ⁵.

SECTION V

COMPÉTENCE EN CAS DE LITIGE ENTRE ASSUREUR ET ASSURÉ.

ACTION EN GARANTIE.

ACTION DIRECTE CONTRE L'ASSUREUR.

60. — La lourde responsabilité qui pèse sur les distributeurs a abouti en cette matière, comme en de multiples autres, au développement de l'assurance de

(5) Cass. 3 mai 1917, Rec. Caen 1918-1919, p. 202.

responsabilité, notamment en ce qui concerne les dommages matériels et corporels provoqués par le courant.

L'existence d'une assurance de responsabilité conditionne d'ailleurs, d'une manière générale, la vie normale d'une entreprise dangereuse pour les tiers.

Quelles sont les règles de compétence applicables en cas de litige entre l'assureur et l'assuré ?

Le concessionnaire de distribution est, nous l'avons vu, un commerçant ; le contrat d'assurance de responsabilité professionnelle du distributeur est indiscutablement un contrat conclu pour les besoins du commerce.

Le contrat d'assurance de responsabilité est également un acte de commerce pour l'assureur, à moins que ce dernier ne soit une Société d'assurances mutuelles ¹, l'opération étant dans ce dernier cas un acte mixte ; la Société Mutuelle a le choix entre le Tribunal Civil ou le Tribunal de Commerce, alors que l'assureur ne peut être poursuivi que devant le Tribunal Civil ; dans les autres cas, l'opération étant commerciale pour les deux parties, le Tribunal de Commerce sera seul compétent.

Mais la question qui se pose le plus fréquemment et qui intéresse le plus directement le problème de la responsabilité est celle de connaître dans quelles conditions l'assureur peut être appelé en garantie par le distributeur, dans le procès engagé par le tiers lésé.

Il ne s'agit d'ailleurs pas ici de savoir dans quelle mesure un pareil appel en garantie peut être valable si le contrat d'assurance contient des clauses restrictives, mais bien de préciser si l'appel en garantie de l'assureur est juridiquement possible devant un tribunal déterminé : Lorsque le tribunal est compétent pour connaître de l'action principale dirigée contre l'assureur, il est

60. — (1) Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.* T. III, n° 2688.

également compétent pour statuer sur l'action en garantie ; le Tribunal Civil sera même compétent, en raison de la plénitude de juridiction, pour statuer sur l'action en garantie incidente dirigée contre l'assureur par le distributeur, alors que la victime non commerçante a porté l'action contre ce dernier devant le Tribunal Civil. Par contre ni la juridiction répressive, ni la juridiction administrative ne peuvent valablement être saisies d'une action en garantie dirigée contre l'assureur ; le fondement de l'action en garantie contre l'assureur n'est pas le même que celui de l'action dirigée contre le distributeur et la juridiction répressive ou administrative n'est pas compétente pour en connaître : il ne s'agit plus, en effet, de la réparation d'un dommage causé par une infraction au titre d'une responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle ou causée par un travail ou un ouvrage public, mais bien de l'application ou de l'interprétation d'un contrat qui n'est autre que le contrat d'assurance.

61. — Il ne semble pas douteux que les mêmes principes doivent s'appliquer en cas d'action directe du tiers lésé dirigée contre l'assureur : on sait que l'article 53 de la Loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance, en décidant que l'assureur de responsabilité ne peut payer à un autre que le tiers lésé, tout ou partie de la somme dûe par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé jusqu'à concurrence de la dite somme des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré, est considéré comme faisant bénéficier la victime d'une action directe contre l'assureur ¹.

Les règles de compétence qui ont été indiquées comme

61. — (1) Vr notamment Trib. civ. Seine 30 décembre 1930, R. G. A. T. 1931, p. 340 et la note de M. Maurice Picard.

étant valables pour l'action du tiers lésé contre le distributeur, devant les tribunaux judiciaires, sont également applicables à l'action dirigée par le tiers lésé contre l'assureur de la responsabilité du distributeur.

Ce n'est pas dire, d'ailleurs, que la même juridiction sera compétente dans chaque espèce, pour juger l'action dirigée contre le distributeur et l'action directe contre l'assureur de ce dernier : le Tribunal de Commerce pourra, par exemple, être saisi valablement de l'action contre le distributeur, alors que si l'assureur est une Société d'Assurances Mutuelles, l'action directe ne pourra être portée que devant le Tribunal Civil.

Cependant le Tribunal Civil, saisi compétemment de l'action contre le distributeur, peut également retenir l'action contre l'assureur de ce dernier, en raison à la fois de la connexité et de sa plénitude de juridiction.

Par contre, ni les juridictions répressives ², ni les juridictions administratives ne peuvent connaître de l'action directe dirigée contre l'assureur ; même si l'on admet que cette action ne dérive pas à proprement parler du contrat d'assurance, mais de la loi ³, on doit cependant reconnaître qu'elle est un moyen d'assurer l'exécution de ce contrat, l'assureur n'est pas tenu de verser une indemnité en vertu d'une responsabilité quasi-délictuelle, il n'est obligé qu'en vertu du contrat d'assurance qui le lie au distributeur et dans les conditions prévues par ce contrat ou par la loi du 13 juillet 1930 ; son obligation ne résulte pas d'une faute présumée ou d'une responsabilité pour risque créé, mais bien d'un engagement de garantir le distributeur de sa responsabilité civile. Le droit créé au profit du tiers lésé par la loi, et qui lui permet d'agir directement contre

(2) Vr H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, T. III, n° 2039-2 et les références citées.

(3) Vr notamment la note de M. Maurice Picard sous Alger 21 décembre 1936, R. G. A. T. 1937, p. 85.

l'assureur, ne peut changer la nature de l'engagement de ce dernier. Cette obligation est née d'un contrat d'ordre privé dont ni la juridiction répressive, ni la juridiction administrative n'ont à connaître.

Ce raisonnement ne pourrait être discuté que si l'on admettait précisément que l'action exercée contre l'assureur ne participe pas de la nature de l'action de l'assuré contre l'assureur mais bien de la nature de celle de la victime contre le responsable et si, en quelque sorte, l'obligation du responsable avait comme reflet l'obligation de l'assureur ; or, la loi paraît n'avoir eu d'autre but que d'assortir d'une sûreté, sur l'indemnité d'assurance, la créance de la victime.

Il semble qu'admettre une autre solution, ce serait créer une confusion entre la nature de la créance de la victime, qui n'est pour ainsi dire que la condition de l'action, et l'obligation de l'assureur qui ne peut être que contractuelle.

Cette opinion paraît être consacrée par la jurisprudence qui estime que la prescription de l'action directe n'est autre que celle du contrat d'assurance (article 25 de la Loi du 13 juillet 1930) ⁴.

L'inopposabilité à la victime des exceptions postérieures à la réalisation des dommages, s'expliquerait par la naissance d'un droit personnel, direct, de la victime au jour de la survenance du dommage, détaché en vertu de la loi ⁵, droit ayant sa vie propre mais ne portant pas, par ailleurs, atteinte à la nature de l'obligation contractuelle de l'assureur.

La question est, il faut le reconnaître, extrêmement controversée ⁶.

(4) Paris 22 avril 1936, R. G. A. T. 1936, p. 569 et la note, D. P. 1936. 2. 55 et la note de Henri Lalou ; Alger 21 décembre 1936, R. G. A. T. 1937, p. 85 et la note de M. Maurice Picard.

(5) Ou plus exactement conformément à l'interprétation que la jurisprudence donne de la loi.

(6) Vr notamment M. Maurice Picard, L'Autonomie de l'action directe, R. G. A. T., p. 725 et s.

62. — Le Conseil de Préfecture de la Seine a décidé que l'action directe doit être admise, nécessairement, dans tous les cas où des responsabilités faisant l'objet de contrats d'assurance peuvent être encourues à raison d'accidents. Le Conseil de Préfecture serait seul compétent pour reconnaître l'existence et fixer le montant de la créance née au profit de la victime d'un accident, tant à l'égard de la personne reconnue responsable de l'accident qu'à l'égard de l'assureur de celle-ci, lorsque l'accident est attribué à l'exécution de travaux publics. La connaissance de toute contestation relative à la validité, au sens et à l'étendue des contrats d'assurance susmentionnés demeurerait par ailleurs réservée aux Tribunaux de l'ordre judiciaire ¹.

Cette décision est contestée par MM. MAZEAUD ² qui font remarquer que l'action de la victime contre l'assureur, dont le but est l'exécution du contrat d'assurance, est nécessairement en dehors du contentieux des travaux publics résultant de la loi du 28 pluviôse an VIII.

Ces auteurs signalent que, sans doute, l'assureur n'est tenu que si un dommage a été causé par un travail public, mais qu'il n'y a là que la condition à laquelle est subordonnée son obligation : celle-ci consiste, en effet, à exécuter le contrat d'assurance qui ne fait pas partie du contentieux des travaux publics. M. Maurice PICARD a, il est vrai, fait ressortir le caractère pratique de la solution admise par le Conseil de Préfecture de la Seine ³ puisque le vœu de la loi, selon la Cour de Cassation, est de faire fixer contradictoirement entre l'assuré, l'assureur et la victime d'abord l'existence et le

62. — (1) Cons. Préf. Seine 13 mai 1932, Gaz. Pal. 1932.2.232, R. G. A. T. 1932, p. 807 et la note de M. Maurice Picard ; Cf. Trib. Civ. Mulhouse 26 juillet 1934, R. G. A. T. 1934, p. 1050.

(2) H. et L. Mazeaud, *op. cit.* T. III, n° 2722.2.

(3) Note précitée R. G. A. T. 1932, p. 807.

montant de la créance de réparation et en second lieu les indemnités dues par l'assureur ⁴.

Mais le caractère pratique de la possibilité laissée au tiers lésé ne peut, semble-t-il, à défaut de solution législative, permettre au Conseil de Préfecture de connaître d'une action pour laquelle il serait incompétent.

(4) Cass. Civ. 11 juillet 1932, R. G. A. T. 1932, p. 782.

DEUXIÈME PARTIE

**LA RESPONSABILITÉ EN VERTU
DES RÈGLES
DU DROIT ADMINISTRATIF**

CHAPITRE I

FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ

SECTION I

EXCLUSION DES REGLES DU CODE CIVIL

63. — Il a été rappelé bien des fois depuis LAFERRIÈRE ¹ que les principes du Code Civil sur la responsabilité sont inapplicables à l'Administration.

Les textes du Code Civil ne sont assimilables à ce point de vue, ni quant à la forme, ni quant au fond, à des règles susceptibles de s'imposer à la puissance publique dans le fonctionnement de ses services : Seul l'individu, la personne physique ou morale privée, est visé par les expressions d'homme, de commettant, de préposé.

Les rédacteurs du Code Civil n'ont entendu réglementer, au moins en ce qui concerne la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, que des rapports d'ordre privé ².

Cette exclusion des règles de responsabilité du Code Civil s'affirme davantage encore en matière de responsabilité présumée : On a fait remarquer, en particulier, que les rapports de l'Etat et de ses fonctionnaires, dont

63. — (1) Laferrière, *op. cit.* T. I, p. 677.

(2) V^r Henri Lalou, *op. cit.* n° 1383.

la situation juridique correspond à un statut légal ou réglementaire, n'ont rien d'analogue à ceux qui résultent d'un louage de service ou d'un mandat.

A plus forte raison peut-être, les idées de garde et de présomption de faute, telles qu'elles découlent du Code Civil, paraissent dériver de fondements qui, dans la plupart des cas, ne correspondent pas au rôle que l'organisation administrative de l'Etat joue au sein de la collectivité ³.

L'Etat doit la bonne organisation de ses services ; il doit également maintenir l'égalité des particuliers devant les charges publiques ; on ne saurait exiger rien d'autre.

On ne saurait, en tous cas, présumer que les services ont mal fonctionné ou que l'égalité devant les charges publiques n'a pas été maintenue.

De pareilles règles, qui ne constituent que des principes, ne mettent d'ailleurs pas obstacle à la possibilité d'exiger de certains services un fonctionnement plus parfait et à celle de limiter, dans certains cas, la charge de la preuve que les particuliers, qui se plaignent d'avoir à subir un préjudice du fait du fonctionnement des organes administratifs de l'Etat, ont à rapporter.

SECTION II

THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE TRAVAUX PUBLICS

64. — POSITION DU PROBLÈME. — Voulant justifier la responsabilité de l'Etat, DUGUIT a fait appel à l'idée de solidarité ¹. Il s'agit de cette solidarité qui unit les

(3) Vr Duez, La responsabilité de la puissance publique en dehors du contrat, p. 4 et s. et p. 198.

64. — (1) Duguit, Traité de Droit Constitutionnel, T. III, p. 471.

membres de la collectivité sociale et qui exige, pour que le poids en puisse être plus aisément supporté, la répartition entre tous des charges et dommages résultant de l'activité collective. Si certains subissent des services de l'Etat un préjudice spécial, ils doivent être indemnisés par le patrimoine commun qui est celui de l'Etat.

Nous avons admis que la responsabilité des concessionnaires pouvait être subordonnée aux mêmes principes que celle de l'Administration dont ils font fonctionner les services publics.

Peut-il en être ainsi en ce qui concerne le principe de l'égalité des charges publiques ?

On a fait remarquer que si les principes généraux peuvent commander de mettre à la charge de la collectivité la réparation de préjudices causés à certains de ses membres, ils n'ont pas le même effet à l'encontre d'un particulier : On ne peut plus parler de répartition des charges publiques ².

Il semble cependant que l'on puisse soutenir que le principe est d'assurer l'égalité devant les charges publiques et que, si la répartition sur tous les membres de la collectivité est un moyen d'assurer cette égalité, le contrat de concession en est un autre, ce contrat comportant en effet, au profit du concessionnaire, la contre-partie juridique des obligations qui lui sont imposées en vertu du contrat ou de la loi ³.

Cette idée d'égalité devant les charges publiques, si elle constitue la justification de la réparation, ne nous dispensera pas de rechercher le fondement juridique de la responsabilité, susceptible de servir de cadre aux solutions admises par la juridiction administrative.

La notion de solidarité à elle seule appliquée sans limite, aboutirait par une exigence absolue d'égalité,

(2) Mathiot, *op. cit.* n° 90, p. 155.

(3) Cf. Dans le même sens, Note P. L. § 1, sous Conseil d'Etat 13 mars 1936, Min. de la Guerre c. Soulier, S. 1936.3.49.

à généraliser une sorte d'assurance de tous les dommages provoqués, en totalité ou en partie, par l'activité de la puissance publique.

Le droit positif est encore fort éloigné d'un pareil concept : il conviendra, en conséquence, de rattacher si possible à une théorie de la responsabilité les dommages résultant des travaux publics, avant de chercher à découvrir si celle-ci s'applique plus spécialement à la responsabilité des distributeurs.

L'accord est d'ailleurs loin de régner dans la doctrine en pareille matière.

M. HAURIOU avait déjà signalé depuis longtemps que, lorsque en matière de travaux publics des accidents se produisent au détriment des choses et des personnes, on se trouve en présence d'une application possible de la théorie des fautes ⁴. Cette remarque était faite pour situer une telle responsabilité par rapport à celle de l'Administration, en ce qui concerne les dommages permanents ou inconvénients résultant du voisinage de l'ouvrage public ⁵ et pour lesquels l'Administration doit une indemnité lorsqu'ils présentent les caractères exigés, en dehors de toute faute.

65. — L'éminent auteur a, ultérieurement, précisé qu'il y avait lieu de distinguer « les dommages permanents résultant des travaux publics » et « les accidents aux personnes ou aux choses, subis à l'occasion de l'ouvrage public » ¹.

Dans le premier cas, il s'agit d'un préjudice qui résulte, pour les particuliers, de l'établissement d'ouvrages publics et de la limitation de la jouissance de leurs droits.

(4) Note sous Trib. Conflits, 11 juillet 1891, Lagrave, S. 1893.3.81.

(5) Vr note Appleton, sous Cass. Civ. 8 janvier 1923, D. P. 1923.1.33.

65. — (1) Précis de Droit Administratif et de Droit Public, 12^e édit. 1933, p. 906 et s.

Il en est ainsi lorsque la construction d'une chaussée met en contre-bas un immeuble contigu, lorsqu'un hôtel est rendu inhabitable par le bruit des machines d'une station électrique se trouvant dans le voisinage ².

De même que l'expropriation pour cause d'utilité publique implique le versement d'une juste indemnité, de même, en vertu du principe de l'égalité devant les charges publiques, les dommages permanents doivent être réparés de plein droit, sur la seule justification du préjudice et de la relation de cause à effet : ils constituent, en quelque sorte, sinon une amputation d'un droit, du moins une diminution, une limitation de ce droit et doivent, à ce titre, être pris en considération.

Dans le second cas, il s'agirait d'un préjudice qui résulterait d'une atteinte brutale à l'intégrité physique d'une personne ou d'une chose, d'où résulterait une blessure ou une détérioration ³.

Il en serait ainsi au cas où une maison serait incendiée à la suite d'un contact entre des conducteurs d'énergie électrique et un fil téléphonique que des agents de l'Etat ont laissé tomber ⁴. Il en serait de même lorsque un fil téléphonique de résistance insuffisante se brise et électrocute une personne après avoir touché un conducteur d'énergie électrique ⁵ ou lorsque une explosion de gaz s'est produite à la suite de la survenance d'une fuite dans une conduite en mauvais état et a endommagé un immeuble ⁶.

Cette distinction a été également admise par M. R. BONNARD ⁷.

(2) Cons. d'Et. 13 juillet 1926, Sté de Gaz et d'Electricité de Nice, R. p. 742.

(3) Hauriou, *op.cit.* 906 ; Appleton, *op. cit.* p. 421 ; Mathiot, *op. cit.*, p. 31.

(4) Cons. d'Et. 14 janvier 1910, Tramways Electriques d'Angers et C^{ies} d'Ass. l'Urbaine et le Soleil, R. p. 31, S. 1912.3.86.

(5) Cons. d'Et. 23 juillet 1913, Min. des Trav. Publics, R. p. 892.

(6) Cons. d'Et. 9 juin 1920, C^{ie} Parisienne, R. p. 570.

(7) Note sous Cons. d'Et. 25 janvier 1929, Sous-Secrétaire d'Etat aux P. T. T., S. 1929.3.81 ; Cf. Appleton, note sous Cass. Civ. 8 janvier 1923, D. P. 1923.1.33.

M. MATHIOT ⁸ adopte purement et simplement, l'expression de *dommages* pour la première catégorie de préjudice, l'expression d'*accident* pour la seconde.

L'emploi de ces deux mots ne nous paraît pas correspondre à la terminologie usuelle, le sens du mot dommage ne pouvant être plus ou moins arbitrairement limité.

Au surplus, les deux expressions ne doivent pas être mises en parallèle : Accident implique une idée d'événement, dommage une idée de résultat d'événement.

C'est pourquoi il nous paraît préférable de parler tantôt de « *dommages permanents* », tantôt de « *dommages accidentels* ».

66. — RESPONSABILITÉ VIS-A-VIS DES USAGERS DE L'OUVRAGE PUBLIC. — Nous avons admis que les dommages permanents devaient être réparés sans qu'une faute soit établie à l'encontre de l'administration ou de ses concessionnaires.

En est-il de même en matière de dommages accidentels ?

L'accord règne actuellement d'une manière générale dans la doctrine, lorsque le tiers lésé est un usager de l'ouvrage public :

Comme l'a dit M. APPLETON ¹ « L'idée de faute de service qui n'est invoquée par la jurisprudence qu'à titre exceptionnel, quand le dommage atteint les riverains ou voisins de l'ouvrage public, apparaît au contraire au premier plan lorsqu'il s'agit des usagers de l'ouvrage. Ceux-ci profitent directement des travaux ; ils en jouissent, sans être exposés comme les propriétaires riverains à se voir réclamer, soit par voie de compensation, soit par action directe, une contribution de plus-value.

(8) *Op. cit.*, p. 21.

66. — (1) Note sous Cons. d'Et. 22 mai 1930, Radigois, D. P. 1930.3.49.

Les règles auxquelles ils sont astreints dans l'usage, qu'ils sont obligés de subir dans l'intérêt général, ne peuvent, par elles-mêmes, si gênantes qu'elles soient dans certains cas, être génératrices d'une action en indemnité contre le service qui gère l'ouvrage. Les usagers ne peuvent mettre en jeu la responsabilité de l'Administration que si le service gardien de l'ouvrage a provoqué le dommage par sa faute ».

M. Maurice PICARD a émis une opinion analogue ².

Il convient de préciser que l'usager d'un ouvrage public est celui qui l'utilise au moment même où cet ouvrage public lui cause un préjudice : c'est-à-dire que cette définition correspondra à une catégorie plus ou moins importante de victimes, suivant l'ouvrage public dont il s'agira ; comme le fait remarquer par exemple M. ROUSSEAU ³ on ne voit pas comment on pourrait circuler sur une route sans être un usager de la voie publique. Par contre, en matière de distribution d'électricité, pour laquelle d'ailleurs, comme nous le verrons ultérieurement, la distinction ne joue plus en raison de l'admission de la théorie du risque, la catégorie des usagers paraît se confondre avec celle des abonnés : ces derniers sont titulaires d'un contrat de droit privé dont le contentieux ne ressortit pas à la juridiction administrative.

Peuvent toutefois être considérés comme usagers non abonnés, les personnes utilisant le courant électrique de

(2) La responsabilité de l'Etat dans les accidents d'automobile, R. G. A. T. 1932, p. 469 ; Vr aussi note sous Cons. Préf. de la Seine 10 juillet 1931, R. G. A. T. 1932, p. 335 ; Vr en outre Rousseau, note sous Cons d'Et. 16 mai 1930, S. 1930.3.78 ; Dans cette décision, le Cons. d'Et. n'a reconnu la responsabilité de l'Administration, à la suite de la chute d'un arbre, qu'après avoir constaté le défaut d'entretien caractérisé de la voie publique qui lui était imputable pour n'avoir pas pris les mesures qui s'imposaient, alors qu'un arbre en bordure de cette voie publique, présentait une inclinaison très marquée de nature à faire présager sa chute ; Mathiot, *op. cit.* n° 91, p. 158 ; R. Bonnard, *op. cit.*, p. 491 ; Vr dans le même sens note P. L. sous Conseil d'Etat 13 mars 1936, Ministre de la Guerre c. Soulier, S. 1936.3.49.

(3) Note précitée.

l'abonné ou celles qui détournent à leur profit le courant de la distribution.

La distinction des usagers et des tiers, admise par la doctrine, semble bien effectivement être chère au Conseil d'Etat ⁴.

67. — RESPONSABILITÉ VIS-A-VIS DES TIERS. — Mais si l'accord règne dans la doctrine, en ce qui concerne les dommages subis par les usagers, il n'en est malheureusement pas ainsi à propos des dommages subis par les tiers. Parmi les auteurs qui se sont attachés à résoudre le problème, certains font appel, d'une façon généralisée, à la théorie du risque. Pour d'autres, au contraire, l'application de la théorie du risque par la jurisprudence administrative se limiterait à des cas exceptionnels, la règle étant l'application, aux travaux publics, des principes généraux de la responsabilité de la puissance publique, c'est-à-dire de la responsabilité pour faute de service.

C'est là, du moins, la théorie qui a été défendue par M. MATHIOT.

Selon cet auteur, en effet, lorsqu'il s'agit d'un accident, la jurisprudence n'accorde réparation que si l'on relève, à l'origine de cet accident, une défaillance anormale, une faute assez importante ¹.

Cette faute ne serait « autre chose que la faute du service présentant le caractère spécial d'avoir été commise à l'occasion de travaux publics » ².

Lorsque la jurisprudence recherche si un accident de travaux publics est dû à un défaut d'entretien ou à un vice de construction, elle ne ferait pas autre chose « que relever le fonctionnement défectueux des services

(4) Cf. Conclusion de M. le Commissaire du Gouvernement Rivet, Cons. d'Et. 20 mars 1926, Grimaud, R. D. P. 1926, p. 261.

67. — (1) *Op. cit.*, n° 79, p. 139.

(2) *Op. cit.*, n° 79, p. 140.

publics spéciaux qui concernent la construction, l'entretien, l'exploitation... des ouvrages publics », elle appliquerait simplement « une théorie de la faute de travaux publics, tout à fait analogue à la théorie de la faute de service » ³.

Si les arrêts du Conseil d'Etat évitent l'emploi de l'expression « *faute de service* », c'est parce que la haute juridiction administrative est avant tout soucieuse de rattacher le litige à l'article 4 de la loi de Pluviose an VIII pour donner compétence au Conseil de Préfecture et pour éviter d'avoir à connaître, en premier ressort, des litiges relatifs à une faute de service, même caractérisée, dans l'exécution du travail public ⁴.

M. BONNARD, qui avait pris position pour la théorie du risque ⁵, a déclaré ultérieurement que, pour les dommages accidentels provoqués par les travaux publics, on applique les règles générales en matière de responsabilité de l'Administration ⁶.

Par contre, certains auteurs paraissent irréductiblement attachés à la théorie du risque ; c'est ainsi que l'on a pu dire, récemment encore, que « le fondement de la responsabilité, dans tous les cas, qu'il s'agisse d'un dommage résultant de l'existence de l'ouvrage ou d'un accident, est... toujours l'idée du risque. La collectivité ayant le profit de l'ouvrage doit en supporter les risques, tous les risques » ⁷.

En conséquence, il n'y aurait pas à rechercher si une faute a été ou non commise : « La responsabilité est engagée, dès qu'il y a fait de l'ouvrage... dans l'hypo-

(3) *Op. cit.*, n° 80, p. 142 ; En ce sens, R. Capitant, La double notion de travail public, *Revue du Droit public*, 1929, p. 507 et S. ; Vr aussi note sous Cons. d'Et. 5 mai 1933, Lévy, S. 1934.3.38.

(4) Mathiot, *op. cit.*, n° 87, p. 151.

(5) Note sous Cons. d'Et. 25 janvier 1929, Sous-Secrétaire d'Etat aux P. T. T., S. 1929.3.81.

(6) *Op. cit.*, p. 492.

(7) Note P. L. sous Cons. d'Et. 13 mars 1936, Min. de la Guerre c. Soulier, S. 1936.3.49.

thèse où la cause d'un accident, imputable au fait d'un ouvrage, est demeurée inconnue, la responsabilité de la collectivité est engagée ». Seules la force majeure ou la faute de la victime pourraient faire disparaître cette responsabilité, à l'exclusion de toute autre cause et notamment du fait d'un tiers.

La logique de la théorie du risque voudrait même, dit-on, que l'on éliminât la notion de force majeure comme cause d'exonération de la responsabilité ; ainsi, lorsqu'un fil électrique rompu par la tempête provoque un accident, il y a sans doute force majeure, mais l'accident ne se fût pas produit s'il n'y avait pas eu de fil électrique ; il y aurait eu même dans ce cas, fait de l'ouvrage : la collectivité ayant le profit de l'ouvrage doit en supporter tous les risques.

Un pareil raisonnement peut passer pour la critique du système appliqué sans limitation, il charge l'Administration, ses entrepreneurs et ses concessionnaires du poids énorme d'une assurance de responsabilité de tous les dommages causés, en totalité ou en partie, fautivement ou non, par leur activité ou par leurs ouvrages. Une telle responsabilité ne correspond, à aucun titre, à celle incombant par ailleurs à la puissance publique.

La plupart des auteurs font de la théorie du risque une application plus nuancée ⁸.

La responsabilité de l'Etat reposerait, selon M. JÈZE, dans certains cas, sur l'idée de préjudice spécial. Un tel préjudice est celui qui est subi lorsque la victime du dommage peut prouver soit une faute, soit un enrichissement sans cause, soit une violation du principe de l'égalité des individus devant les charges publiques » ⁹.

Monsieur le Commissaire du Gouvernement LATOUR-

(8) Michoud et Trotabas, La théorie de la personnalité morale, 3^e édit., T. II, p. 226 et S.

(9) Notes de jurisprudence, Revue du Droit Public, 1926, p. 258 et 1932, p. 94.

NERIE avait paru, il est vrai, admettre d'une façon très large la théorie du risque dans ses conclusions lors de l'affaire *Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T. contre Compagnie du Gaz de Beauvais* ¹⁰.

Il déclarait, en effet : « Quand la seule création de l'ouvrage ou le seul fonctionnement d'un service comporte directement pour les tiers des risques anormaux et exceptionnels, soit par l'importance de l'ouvrage ou la nature du service, soit par la mise en œuvre de force naturelle dont l'action, encore énigmatique, échappe, en partie, comme dans l'espèce celle de l'électricité, aux calculs et au contrôle de la science, c'est-à-dire quand on se trouve en matière de travaux publics ou dans l'un des cas d'application de la nouvelle théorie du risque, il serait encore nécessaire, pour que le maître de l'ouvrage pût exciper du cas fortuit, qu'il prouvât n'avoir pu prévoir, non seulement l'accident lui-même ou le dommage, mais encore l'éventualité de cet accident ou de ce dommage. Or la nature de l'ouvrage ou celle de ces forces exigerait cette prévision. Il manque donc, en pareil cas, l'un des éléments du cas fortuit ».

M. BONNARD ¹¹ a pu penser qu'un nouveau progrès de la responsabilité pour risque ou responsabilité objective avait été réalisé, l'arrêt l'étendant aux accidents causés aux choses par un ouvrage public.

Mais les termes mêmes employés par le commissaire du Gouvernement peuvent faire douter de la portée de la généralisation.

Il paraît, en effet, asseoir la responsabilité objective sur l'idée de création d'un risque anormal ou exceptionnel et non sur l'idée d'égalité devant les charges publiques. Or il semble admettre qu'il en est bien ainsi en matière de travaux publics : C'est ne songer qu'aux

(10) Cons. d'Et. 25 janvier 1929, S. 1929.3.81 et la note de M. Bonnard.

(11) Note précitée.

travaux publics au sens actif du terme et non aux ouvrages publics qui ressortissent également, selon la jurisprudence, aux dispositions de la Loi de l'an VIII. On ne voit pas qu'une route, qu'un canal, qu'un bâtiment ¹² puissent présenter pour les tiers, sauf dans des cas assez rares, un risque anormal et exceptionnel.

Fonder la responsabilité pour risque sur un danger anormal et exceptionnel, c'est indiscutablement la limiter aux cas où les ouvrages publics présentent ce caractère. Il en sera ainsi des installations sous tension électrique. On pourrait admettre, *a priori*, il est vrai, que les travaux publics, au sens actif, présentent toujours un danger anormal ; mais il paraît préférable, en l'état actuel, de faire du problème du danger anormal et exceptionnel des activités de l'Administration, une question d'espèces.

63. — DIFFICULTÉ DE DÉTERMINATION DE LA THÉORIE APPLICABLE. — Ainsi l'accord ne paraît régner dans la doctrine, qu'en ce qui concerne la responsabilité vis-à-vis des usagers et, à vrai dire, cet accord est peut-être plus apparent que réel, car si certains auteurs parlent d'une exigence plus grande de la juridiction administrative dans la preuve de la faute alléguée, sans en préciser la nature, d'autres font état d'une notion de faute de service spéciale aux travaux publics ; encore conviendrait-il de s'entendre sur les distinctions à établir entre la faute du service commise au préjudice des tiers, si la responsabilité pour faute est admise dans ce cas, et celle commise au préjudice des usagers.

Il faut bien le reconnaître, les divergences de la doctrine ne sont pas imputables qu'à elle-même : Les décisions du Conseil d'Etat, nombreuses il est vrai sur la

(12) Ou qu'un bénitier : Cf. arrêt célèbre Commune de Monségur, Cons. d'Et. 10 juin 1921, S. 1921.3.49, note Hauriou, R. p. 573, V^r les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Corneille.

question, font tantôt appel à l'idée de faute de service, tantôt à l'idée de vice de construction ou de défaut d'entretien de l'ouvrage public, sans prononcer le mot de faute, tantôt à l'idée de responsabilité présumée, sans prononcer l'expression de risque. De la sorte, il est extrêmement difficile, sinon de suivre la pensée de la haute juridiction administrative, du moins de rattacher ses conceptions relatives à un cas particulier, à un système théorique.

69. — PROPOSITION D'UNE THÉORIE INTERMÉDIAIRE.
— On peut cependant, en faisant état des tendances que révèlent les principales décisions du Conseil d'Etat relatives aux travaux publics, s'efforcer de parvenir à un système à peu près cohérent ¹.

Lorsqu'on envisage le problème de la responsabilité en matière de travaux publics, vis-à-vis des usagers, on ne peut manquer d'être frappé, comme l'ont été la plupart des auteurs, par la recherche de la faute du service chargé de la construction ou de l'entretien de l'ouvrage public, à laquelle se livre le Conseil d'Etat.

Mais, même vis-à-vis des usagers, on ne saurait méconnaître « la relativité » de cette faute ; elle résulte de l'inexécution des obligations de l'Administration, qui découlent des fonctions qu'elle remplit ; l'étendue de ces obligations dépend essentiellement de la nature du service, de sa nécessité et des moyens qui peuvent

69. — (1) Il ne s'agit point ici de donner une opinion personnelle sur ce qui est souhaitable, mais de déterminer ce qui existe ou ce qui paraît exister. Le rôle de la théorie juridique est essentiellement celui de toute théorie scientifique, c'est une construction inductive à base de faits expérimentaux qui ne sont autres, en la matière, que les décisions judiciaires qu'il s'agit d'enserrer, autant que possible, dans les liens d'un raisonnement commun et dont il est nécessaire de donner la justification. La théorie juridique permet seule de prévoir la solution applicable à des espèces que les juridictions n'ont jamais eu à envisager, ou à isoler les décisions qui constituent des aberrations, au sens étymologique du terme. Elle mériterait d'être étudiée en soi, plus encore que cela n'a été fait (*Cf.* Geny, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*).

être mis en œuvre par l'Administration, ses concessionnaires ou ses entrepreneurs pour en assurer l'exécution : elle est limitée par le champ des possibilités, elle ne saurait impliquer une connaissance générale et absolue des imperfections qui peuvent survenir et atteindre l'ouvrage public utilisé. M. Maurice PICARD, notamment, a fait appel à la notion de préjudice spécial pour définir cet état de choses² : « La notion de spécialité du dommage, telle qu'elle avait été dégagée par le Conseil d'Etat au regard des dommages subis par les propriétés voisines de l'ouvrage public, a cessé d'être applicable au regard des dommages subis à la suite d'un accident, par une chose mobilière ou par une personne.

Tous les arrêts du Conseil d'Etat qui ont statué sur des dommages de cette nature, sont muets sur cette spécialité : plus exactement, ils entendent la spécialité d'une autre façon... La spécialité du dommage ce n'est plus son caractère anormal, vis-à-vis des inconvénients inhérents au voisinage, puisqu'il ne s'agit plus ici de riverains ou de voisins mais d'usagers de l'ouvrage public. C'est la faute caractérisée dans la construction, l'entretien ou le fonctionnement de l'ouvrage ».

Ainsi la notion de spécialité attachée à la nature propre du préjudice en matière de dommages permanents, servirait à caractériser au contraire, en matière d'accidents, le rôle, la façon d'agir des services qui ont l'entretien ou la construction de l'ouvrage public dans leurs attributions.

La spécialité ne définit plus alors, à proprement parler, le préjudice subi, mais la faute génératrice du préjudice.

(2) La responsabilité de l'Etat, des départements et des communes dans les accidents d'automobiles, R. G. A. T. 1932, p. 461.

70. — La responsabilité est-elle la même en ce qui concerne les tiers ou voisins lésés par l'ouvrage public ? La responsabilité est-elle à base de faute ou à base de risque ?

Pour répondre à cette question, nous ne pouvons nous empêcher de rapprocher, nous ne parlons pas d'assimilation, la responsabilité en matière de travaux publics de celle qui résulte, pour le propriétaire d'un bâtiment des dispositions de l'article 1386 du Code Civil.

En vertu de cet article « *le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction* ».

L'article 1386 établit une véritable présomption de faute ¹ ou tout au moins de responsabilité contre le propriétaire ², à la condition que la victime ait prouvé le vice de construction ; cette dernière n'est nullement

70. — (1) Contra, Planiol et Ripert, *Traité Élémentaire de Droit Civ.*, T. II, n° 924.

(2) MM. Colin et Capitant (*Cours Élémentaire Droit Civil Français*, T. II, n° 216), parlent de présomption irréfragable mais il faut cependant admettre la possibilité pour le propriétaire de prouver le cas foruit ou de force majeure, par exemple, l'occupation ennemie, cause du défaut d'entretien, mais non le fait qu'il n'aurait personnellement commis aucune faute (Cf. Jossierand, *Cours de Droit Civil Positif français*, 2^e édit., T. II, n° 526) ; MM. H. et L. Mazeaud critiquent (*op. cit.*, T. II, n° 1066), l'idée de faute présumée, en déclarant que, s'il s'agit d'une présomption de faute, on ne voit pas pourquoi le propriétaire ne pourrait échapper à la responsabilité, en démontrant que le vice de construction ou le défaut d'entretien ne lui est pas imputable.

Ils contestent également, avec raison, semble-t-il, la solution en vertu de laquelle l'article 1386 consacrerait une responsabilité pour risque.

Cette dernière conception est en contradiction avec l'Histoire et l'esprit du Code ; elle est en outre inconciliable avec l'obligation imposée à la victime de faire une première démonstration, comme l'ont fait remarquer MM. Colin et Capitant.

MM. H. et L. Mazeaud parlent d'une responsabilité pour faute personnelle et pour autrui : gardien, précédent propriétaire, entrepreneur et architecte responsables du vice (*op. cit.*, T. II, n° 1067), mais sans justifier cette responsabilité pour autrui ; on ne saurait, en effet, se reporter à leur justification de la responsabilité de l'article 1384 § 3, qui se résume à la constatation du fait que le préposé ne serait « pas autre chose que le bras du commettant » (*op. cit.*, T. I, n° 935).

En réalité, il nous apparaît que si la preuve que le propriétaire n'a pas commis de faute n'est pas admise, c'est en vertu d'une idée de substitu-

tenue de démontrer que ce vice provient d'une faute du propriétaire ³.

Comme l'indiquent MM. PLANIOL et RIPERT ⁴, quand le Code civil « déclare que le propriétaire d'un bâtiment responsable de sa chute, s'il y avait vice de construction, il admet une responsabilité indépendante de l'idée de faute. Sans doute ce vice peut tenir à une faute du propriétaire, qui a voulu faire bâtir trop économiquement ou sur un plan défectueux ; mais il peut aussi être imputable uniquement à l'architecte ou à l'entrepreneur, employé à la construction, et la loi ne fait aucune distinction. »

Elle n'en fait pas davantage, que le vice ait été introduit par un précédent propriétaire ou que la charge de l'entretien incombât à un autre qu'au propriétaire.

Par contre, le propriétaire responsable à une action récursoire contre l'auteur du vice ou du défaut d'entretien, par exemple l'entrepreneur ou l'architecte ⁵, ce qui prouve bien que sa responsabilité peut être indépendante de toute faute personnelle.

71. — On ne saurait évidemment songer à faire application de l'article 1386 en matière de dommages causés par les travaux publics. Nous avons vu précédemment que les règles du Code Civil sont exclues de pareille matière ¹. Au surplus les termes mêmes de l'article 1386 sont extrêmement limitatifs, puisqu'il

tion d'autrui résumant l'opinion courante que les tiers « n'ont à connaître que le propriétaire » ; Il en résulte une obligation personnelle de garantie vis-à-vis des tiers, dans les termes de l'article 1386, en contrepartie du droit de propriété et du profit qui en résulte : C'est là, semble-t-il, une idée de substitution, nous ne disons pas de responsabilité, fondée sur le profit et sur le titre ; elle n'implique pas, en ce qui concerne la responsabilité qui peut en découler, l'acceptation de la théorie du risque.

(3) Cass. 19 avril 1887, D. P. 1888.1.27, S. 1887.1.217 ; Paris 9 novembre 1908, D. P. 1910.2.78 ; Cass. 26 juillet 1909, S. et P. 1909.1.466.

(4) *Op. cit.*, T. II, n° 929.

(5) Vr H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, T. II, n° 1062.

71. — (1) Vr supra, n° 63.

parle uniquement de *bâtiment*, expression qui ne saurait évidemment s'étendre à tous les ouvrages publics. Il ne prévoit d'autre part que la *ruine* du bâtiment, c'est-à-dire sa chute, son effondrement partiel ou total, ce qui ne comprend évidemment pas toute espèce d'accidents de travaux publics, lesquels peuvent résulter d'incendie, d'explosion, d'électrocution, d'affouillement de terrains, de chutes d'arbres, de heurts et de chocs divers, comme celui d'un bateau sur une roche invisible dans une rivière navigable ².

Mais il n'en reste pas moins, à notre sens, que c'est à une idée analogue à celle qui sert de base à l'article 1386 qu'il faut faire appel, pour définir la jurisprudence qui concerne la responsabilité vis-à-vis des tiers en matière des travaux publics.

Si on n'admet pas que la jurisprudence administrative reconnaît une présomption de faute parce que les services publics ne sauraient être présumés en faute ³, peut-être estimera-t-on comme le fait la Cour de Cassation à propos de l'article 1384, § I, qu'il existe une présomption de responsabilité, ce qui implique une idée de facilité conférée à la victime dans la charge de la preuve qui lui incombe, sans que le fondement de cette responsabilité réside fatalement dans une faute présumée.

72. — Ainsi s'expliquera que le Conseil d'Etat ait évité le plus souvent d'employer l'expression « faute de service »¹, faute dont il ne se préoccupe pas ; il se bornera à constater que l'accident est dû à « l'inexécution ou à l' » exécution défectueuse » d'un travail public,

(2) Cons. d'Et. 18 décembre 1931, Robin, S. 1932. 3. 41, D. P. 1932. 3. 33.

(3) Cf. Duez : La responsabilité de la puissance publique en dehors du contrat, p. 198.

72. — (1) Vr Mathiot, *op. cit.*, n° 87 ; Cons. d'Et. 12 avril 1930, Sr et Dme Perret, R. p. 479 ; Cons. d'Et. 24 juin 1931, Régie Départementale des voies ferrées, R. p. 684.

« au défaut », à « l'insuffisance d'entretien » ou au « vice » de l'ouvrage public.

Dans la mesure que nous avons indiquée, on pourra dire également que la « responsabilité est indépendante de l'idée de faute » ².

On fera sans doute remarquer, il est vrai, que les partisans de la responsabilité pour faute de service ou « faute de travaux publics » précisent que la recherche du défaut d'entretien ou du vice de construction de l'ouvrage public est exactement identique à celle qui consiste à déterminer si les services publics concernant la construction, l'entretien ou l'exploitation des ouvrages publics ont ou non correctement fonctionné : En réalité, de même que le tiers lésé par la ruine d'un bâtiment qui établit que cette ruine a été provoquée par un défaut d'entretien ou un vice de construction ne prouve pas la faute du propriétaire de ce bâtiment, de même la victime d'un dommage provoqué par un ouvrage public n'établit pas la faute du service chargé de l'exploitation de l'ouvrage public.

Il en sera ainsi tout au moins, si l'on n'admet pas, par un postulat implicite, que laisser subsister un défaut d'entretien ou le vice de construction d'un ouvrage public c'est, quelles que soient les circonstances, commettre une faute de service.

Dans le cas contraire, on sera tenu de reconnaître, par exemple, que le service responsable de la chute d'un arbre n'a pas cependant commis de faute, s'il pouvait normalement ignorer la chute imminente de cet arbre.

On comprendra de la sorte que le concessionnaire puisse être reconnu responsable, sauf son recours contre l'Administration, alors que cette dernière lui a livré

(2) Conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Latournerie, Cons. d'Et. 23 janvier 1929, Sous-Secrétaire d'Etat aux P. T. T. c. Sté du Gaz de Beauvais, S. 1929.3.81 et la note de M. R. Bonnard.

un ouvrage public en mauvais état ou a endommagé, par son fait, l'ouvrage public qui a causé l'accident et dont il assurait l'exploitation ³.

Ainsi s'expliquera, de même, que la personne morale administrative responsable soit celle qui a la charge de l'entretien, même si c'est une autre personne administrative ou un tiers quelconque qui l'assure ⁴, et aussi que la victime puisse s'adresser, soit à l'entrepreneur responsable du vice de construction, soit au concessionnaire ou à l'Administration elle-même quand elle exploite l'ouvrage ⁵, les dispositions du cahier des charges imposant à l'entrepreneur seul la réparation des dommages dûs à l'exécution et à l'entretien de l'ouvrage, n'étant pas opposables aux tiers.

Cette opinion est encore renforcée, semble-t-il, par la responsabilité subsidiaire de l'Etat.

Dans le cas où un concessionnaire de travaux publics est déclaré en faillite, un particulier qui, ayant obtenu contre lui une condamnation pour dommages causés par l'exécution des travaux, n'a touché qu'une partie de la somme qui lui est dûe, peut s'adresser à l'Administration pour obtenir le paiement du solde de sa créance en principal et intérêts ⁶. Le véritable bénéficiaire du service de l'ouvrage public c'est la collectivité publique, représentée par l'Administration ; c'est elle qui, en fin de compte, peut avoir à assurer l'égalité devant les charges publiques ; au surplus c'est à elle que retournent les installations à la fin de la concession ; titulaire de droits, elle est aussi passible de responsabilités.

(3) Cons. d'Et. 8 juillet 1914, Sté Anonyme Gaz et Eaux, R. p. 847 ; Cons. d'Et. 9 juin 1920, C^{ie} Parisienne d'Eclairage, R. p. 570.

(4) Cons. d'Et. 7 août 1909, Préfet de la Creuse, S. 1910.3.81. ; Cons. d'Et. 23 juin 1911, Min. des P. T. T., R. p. 731.

(5) Vr surtout : Cont. d'Et. 18 janvier 1911, V. de Denain, R. p. 44 ; Cons. d'Et. 20 mars 1926, Sr Bernard, R. p. 322 ; Cons. d'Et. 9 juin 1920, C^{ie} Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz c. Ville de Paris, R. p. 570.

(6) Cons. d'Et. 9 février 1900, S. 1902.3.52.

Il est vrai que dans certains cas, l'Administration n'est pas reconnue responsable du défaut d'entretien de l'ouvrage public, alors que les demandes ont été provoquées par des apports de matériaux ou d'objets divers, effectués par des tiers, qui sont venus rendre plus dangereuse l'utilisation de l'ouvrage public. Mais il y a lieu de remarquer que dans la plupart des cas envisagés, les victimes n'étaient autres que des usagers.

73. — Ces solutions admises par la juridiction administrative paraissent logiques : Sans présomption de responsabilité, il faudrait non seulement prouver le vice de l'ouvrage public, mais encore établir que le service eût dû ou pu fonctionner de telle sorte qu'il eût empêché la réalisation du dommage ; il aurait fallu démontrer, en particulier, que la surveillance de l'ouvrage public n'avait pas été suffisante.

On sait que la juridiction administrative distingue les obligations des services publics, vis-à-vis des tiers, suivant les nécessités auxquelles ils correspondent, suivant leur rôle, leurs fonctions, leurs possibilités.

En matière de travaux publics, la présomption de responsabilité en vertu de laquelle on considère que le service public eût dû fonctionner de façon à ce que le préjudice causé par un défaut d'entretien ou un vice de construction ne se produise pas, évite de pareilles discriminations.

Ainsi en ce qui concerne les dommages provoqués par l'électricité, avant l'admission de la théorie du risque, il suffisait à la victime d'établir que la rupture d'un fil qui avait provoqué le dommage, ne provenait pas d'une cause extérieure présentant le caractère d'un cas fortuit ou de force majeure, était bien constitutive d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, pour que le distributeur soit reconnu responsable ;

elle n'avait nullement à prouver que le vice résultait de la faute du distributeur lui-même. Or une pareille faute pouvait ne pas être imputable au distributeur, si l'installation n'avait pas été faite par lui. Il ne pouvait connaître tous les vices de cette installation, même les vices cachés.

74. — FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ. — Mais quel serait le fondement exact de cette responsabilité présumée ?

Il semble qu'il faille écarter l'idée de présomption de faute qui impliquerait la possibilité, pour le service chargé de l'ouvrage, de prouver qu'il n'a commis aucune faute.

La théorie du risque, au moins dans ce qu'elle a de plus absolu, ne paraît pas davantage applicable, que l'on considère le risque comme la contre-partie du profit en vertu de la règle « *ubi emolumentum, ibi onus* », ou comme la contre-partie du danger créé ou comme la réalisation la plus parfaite de l'égalité devant les charges publiques.

En vertu de cette théorie, la seule obligation de la victime est d'établir l'existence du préjudice subi par elle et la relation de cause à effet entre ce préjudice et le fait de l'Administration ou de l'ouvrage.

En réalité, le service qui exploite l'ouvrage est présumé responsable de son imperfection parce qu'il était le maître de cet ouvrage, le titulaire officiel de toute autorité sur cet ouvrage et que les tiers ne peuvent connaître que lui : il est le garant de la qualité, au moins relative, de l'ouvrage ; si une imperfection est établie, lui seul en répondra, parce que lui seul a tous les moyens pour la faire réparer et disparaître. Titulaire de droits au jour du sinistre, il a l'autorité, il doit aussi avoir la responsabilité.

Il faut bien remarquer ici, qu'il n'y a pas une respon-

sabilité pour risque, fondée sur la garde et sur le profit, mais une idée de substitution ou de représentation ¹ fondée sur les mêmes raisons.

Etablir le vice de construction ou le défaut d'entretien, c'est prouver une faute qui n'est pas forcément celle de la personne morale administrative chargée, au moment de l'accident, de l'exploitation de l'ouvrage. Mais celle-ci sera responsable parce qu'ayant la garde et le profit de l'ouvrage, elle est légalement, vis-à-vis de tous tiers, considérée comme tenue « in solidum » avec l'auteur de la faute.

75. — DÉFINITION DU DÉFAUT D'ENTRETIEN OU DU VICE DE CONSTRUCTION. — Quelle est la portée de cette responsabilité ? Quand y-a-t'il défaut d'entretien ou vice de construction ?

La juridiction administrative évoquera avant tout une conception abstraite de l'ouvrage public normalement entretenu : l'ouvrage public tel qu'il devrait être pour remplir correctement sa destination ; cette conception sera corrigée par l'idée d'imperfectibilité humaine : l'ouvrage ne peut être parfait, mais il doit être ce que les particuliers sont en droit d'attendre étant donné les nécessités sociales ou économiques auxquelles il correspond et en tenant compte des obligations d'ordre général et de surveillance dont les services publics peuvent assumer la responsabilité.

Parmi les obligations qui s'imposent au premier chef figureront indiscutablement les prescriptions que l'autorité concédante a fait insérer dans le cahier des charges, celles qui font l'objet d'une réglementation administrative et, d'une façon générale, celles que l'intérêt de la sécurité publique exige ¹.

74. — (1) Ces mots doivent être entendus dans leur sens usuel et non dans leur sens juridique ; Cf. n° 70, note 2.

75. — (1) Cons. d'Et. 13 mai 1907, Dép^t de la Dordogne, R. p. 438.

76. — APPLICATION DE LA THÉORIE DU RISQUE. — Tout en laissant place aux règles que nous venons d'exposer, la jurisprudence administrative s'est laissée séduire par la simplicité au moins apparente et peut-être aussi par la nouveauté de la théorie du risque mais, conformément à ses tendances les plus générales, elle a été surtout attirée vers cette théorie en raison de son résultat pratique qui est la protection très ferme des victimes. Il ne nous apparaît pas, d'ailleurs, que la théorie du risque ait été, au moins présentement, quoi qu'en pensent ses partisans, généralisée à tous les cas d'accidents de travaux publics subis par des tiers non usagers.

Quelle est donc sa portée d'application ?

Nous estimons qu'elle a été limitée aux choses dangereuses.

77. — Comment définir les choses dangereuses ? Il faut entendre par là les choses qui mettent en jeu une force, une énergie susceptible de se libérer plus ou moins brutalement de la direction de l'homme. Qu'il s'agisse de l'énergie utilisée au cours du fonctionnement d'une voiture à moteur mécanique ou d'un outillage de machines, de l'énergie canalisée dans des câbles électriques, de l'énergie contenue dans un explosif, il y a là de puissants facteurs de préjudice lorsque le contrôle humain cesse de remplir ou remplit imparfaitement sa fonction.

C'est ce que laissait entendre M. le Commissaire du Gouvernement LATOURNERIE, lorsqu'il parlait d'ouvrages dont la seule création ou de services dont le seul fonctionnement « comporte directement pour les tiers, des risques normaux et exceptionnels, soit par l'importance de l'ouvrage ou la nature du service, soit par la mise en œuvre de force naturelle » ¹.

77. — (1) Conclusions Cons. d'Et. 25 janvier 1929, Sous-Secrétaire d'Etat des P. T. T. c. Sté du Gaz de Beauvais, S. 1929.3.81.

Quel que soit le critérium adopté pour distinguer les choses dangereuses, des difficultés seront soulevées pour les différencier des choses non dangereuses. C'est là, d'ailleurs, un des griefs qui ont été adressés au système, et c'est peut-être également la raison pour laquelle la Cour de Cassation n'a pas limité d'application de l'article 1384, § 1 du Code Civil aux choses dangereuses.

Il semble cependant que la jurisprudence puisse procéder à la discrimination sans trop de longs tâtonnements et permettre ainsi de préciser les termes d'une distinction qui paraît logique.

78. — Pourquoi limiter l'application de la théorie du risque aux choses dangereuses ?

Tout d'abord la théorie se conçoit mieux lorsque son application est ainsi réduite : Elle a alors, non seulement pour fondement le principe en vertu duquel la responsabilité est la contre-partie du profit, là où est la jouissance d'une chose, là doivent être également les charges qu'elle suscite, mais encore l'opinion qu'une responsabilité doit être encourue par le seul fait de la mise en jeu d'une force éventuellement nocive, sans être sûr de la discipliner en toutes circonstances.

La théorie du risque correspond aussi à la notion d'égalité devant les charges publiques, mais cette notion n'est pas susceptible à elle seule de justifier la limitation de l'application de la présomption aux choses dangereuses.

La théorie du risque a comme conséquence l'existence d'une présomption de responsabilité à l'encontre de l'auteur du dommage : le service ainsi grevé d'une responsabilité présumée ne pourra s'exonérer qu'en établissant le cas fortuit ou de force majeure ¹

78. — (1) *Vr infra*, n° 111 et s.

CHAPITRE II

LES ÉLÉMENTS DE LA RESPONSABILITÉ

79. — Après avoir procédé à un examen rapide du fondement et de l'étendue de la responsabilité en matière de travaux publics, il convient d'envisager l'application qui est faite par la jurisprudence administrative de ces principes aux distributeurs et quels sont les éléments exacts de cette responsabilité :

Par certains de ses caractères, elle va s'avérer comme présentant une certaine originalité dans le contentieux administratif.

Ces caractères découlent de la nature du courant électrique dont l'exploitation nécessite des conditions techniques particulières et qui est susceptible, en raison des dangers présentés et de la diversité des dommages qui peuvent être provoqués, d'imposer au distributeur une responsabilité très particulière.

80. — Nous préciserons tout d'abord qu'il ne suffit pas d'établir une faute à la charge de l'administration ou d'un concessionnaire ou d'invoquer une responsabilité présumée pour obtenir une réparation. Il faut, en effet, rapporter la preuve de l'existence

1° d'un préjudice,

2° d'un lien de cause à effet entre le fait ou la faute et le préjudice subi.

SECTION I

LE PRÉJUDICE

81. — Quels devront être les caractères de ce préjudice pour pouvoir être invoqué devant la juridiction administrative ?

82. — I. LE PRÉJUDICE DOIT ÊTRE DIRECT : C'est-à-dire, le préjudice doit résulter d'une façon immédiate du fait de l'administration, en être une suite inévitable.

Il n'en est pas ainsi par exemple, si la construction d'un ouvrage public avantage les concurrents d'un commerçant au préjudice de ce dernier ou, détournant un trafic, attire une clientèle vers d'autres lieux ¹.

On peut bien dire que, sans la construction de l'ouvrage public, la perte de clientèle ne se serait probablement pas produite, mais on ne peut affirmer que la construction de l'ouvrage public a eu pour résultat direct la perte de clientèle ; le seul résultat immédiat est la modification des conditions de la circulation publique.

Les Compagnies d'Assurances qui ont payé les indemnités de sinistre à leurs assurés, sont-elles recevables à formuler contre l'Etat ou les concessionnaires une demande de remboursement des indemnités payées à raison de la faute de leurs agents ?

Certainement oui, les compagnies d'assurances sont le plus souvent cessionnaires des droits et actions de l'assuré contre toute personne responsable du sinistre, en vertu des conditions générales de leurs polices ² ;

82. — (1) Cons. d'Et. 22 mai 1885, R. p. 549 ; Cons. de Préf. Nancy, 22 octobre 1929, Sem. Jur. 1929, p. 1325.

(2) Cf. Art. 22 de la police-type de 1930 des compagnies françaises d'assurances contre l'incendie.

elles sont d'autre part, conformément à l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930, subrogées à concurrence de l'indemnité payée, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur ³.

La question ne se pose pas, ou ne se pose plus guère, en fait, de savoir si l'assureur peut, de son propre chef et en raison du préjudice qui résulte pour lui de l'obligation d'indemniser, exercer une action contre le responsable ⁴.

L'assureur n'exerce donc pas sa propre action, mais celle de l'assuré, recevable dans les conditions normales.

Il est d'ailleurs à noter que le caractère direct du préjudice qui est le plus souvent traité à propos du préjudice, concerne plus spécialement le lien de causalité.

83. — II. LE PRÉJUDICE DOIT ÊTRE ACTUEL ET CERTAIN. — Un préjudice simplement éventuel, existant simplement à l'état de menace, ne saurait permettre une action en réparation ¹.

Par contre, il n'est pas nécessaire que le dommage soit matériel; un préjudice moral sérieux peut être invoqué par suite de l'atteinte portée à des intérêts susceptibles d'avoir une sanction légale ².

Il n'est pas davantage utile de préciser, s'agissant de dommages autres que les dommages permanents, que ces dommages doivent excéder les inconvénients normaux du voisinage ³. Ils ne peuvent que présenter ce caractère, car ils constituent une atteinte plus ou moins brutale aux biens ou à la personne d'un individu.

(3) Vr Cons. d'Et. 14 janvier 1910, C^{ie} des Tramways électriques d'Angers, S. 1912. 3. 86, R. p. 31.

(4) Cf. Capitant, *Revue trim. de droit civil* 1906, p. 43 et s.

83. — (1) Cons. d'Et. 25 mai 1913, R. p. 755.

(2) Cf. Mathiot, *op. cit.*, n° 100.

(3) Cf. H. Lalou, *op. cit.*, n° 1590 et s.

84. — PARASITES. — Toutefois, il importe d'examiner si certains phénomènes électriques d'influence ou les parasites industriels ne présentent pas le caractère d'inconvénients de voisinage et ne sont pas soumis aux mêmes règles que ces derniers.

Nous avons déjà rappelé la distinction ¹ qui est admise actuellement par une partie importante de la doctrine ² et qui tend à différencier les dommages permanents des dommages accidentels suivant la façon dont les uns et les autres se produisent et se subissent.

Le dommage permanent nous paraît pouvoir être défini comme l'inconvénient anormal résultant de la limitation plus ou moins durable d'un droit de jouissance provoquée par l'exécution ou l'existence d'un ouvrage public.

Le dommage accidentel se définit comme le préjudice résultant d'une atteinte subite, produite par un événement extrinsèque qui a atteint l'intégrité physique d'une chose ou d'une personne.

Le dommage permanent sera ainsi celui consécutif à la trépidation due au passage des trains qui ébranle les constructions voisines ³, au bruit des machines d'une station électrique située à proximité qui rend inhabitable un hôtel voisin ⁴.

Au contraire, « un passant est blessé par une pierre tombée d'un échafaudage ; un piéton met le pied dans la crevasse d'un trottoir, tombe et se brise la jambe ; un attelage parcourant une route tombe dans un précipice faute de parapet » ⁵, il s'agit là de dommages accidentels.

M. MATHIOT voulant préciser la notion de dommage

84. — (1) Vr supra, n° 65.

(2) Vr Hauriou, *op. cit.* p. 906 ; Appleton, *op. cit.*, p. 421 ; Lalou, *op. cit.*, n° 1608 ; Mathiot, *op. cit.*, n° 16 ; Bonnard, *op. cit.*, p. 491.

(3) Appleton, Note sous Cass. Civ. 8 et 24 janvier 1923, D. P. 1923.1.33.

(4) Cons. d'Et. 13 juillet 1926, Sté Gaz et Electricité de Nice, R. p. 742.

(5) Appleton, note citée.

permanent déclare * « Si le dommage permanent est un inconvénient de voisinage, un préjudice tenant à la contiguïté d'un fonds avec l'ouvrage public, il ne saurait, par définition, affecter qu'un immeuble ». Cela ne nous paraît pas aussi évident ; le dommage permanent nous semble surtout résulter de l'atteinte subie par un droit de jouissance qui peut porter aussi bien sur un meuble que sur un immeuble : la gêne qui résulte du bruit d'une station électrique voisine diminue, par exemple, la valeur de certains des éléments corporels ou incorporels d'un fonds de commerce d'hôtel ?

Il est vrai que l'on ne peut soustraire, par définition, un immeuble à un inconvénient de situation, alors qu'un mobilier peut au contraire être déplacé ; mais, par ailleurs, la nature juridique de la chose sur laquelle porte le droit de jouissance, importe peu.

85. — Les parasites constituent-ils des dommages permanents ? On sait que les réceptions d'ondes hertziennes subissent fréquemment des perturbations d'ordre électrique, pouvant être le résultat d'interférences ou de brouillages appelés parasites, qui viennent gêner quelquefois considérablement l'audition ¹.

M. CAZALS DE FABEL a rappelé ² que « toute émission d'étincelles ou toute variation brusque d'intensité de courant crée un champ perturbateur qui vient influencer le poste radiophonique récepteur. La proximité d'une ligne de tramways ou d'une voie ferrée électrifiée et, dans des cas spéciaux, celle d'une ligne H. T. a pour résultat de rendre à peu près impossible pour son pro-

(6) *Op. cit.*, n° 17, cf. Hauriou, *op. cit.*, p. 907.

(7) V. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e édit., T. III, n° 240 et s.

85. — (1) Cf. Définition du III^e Congrès juridique international de Radio-électricité, *Revue juridique internationale de Radio-électricité*, 1930, p. 237.

(2) *Doctrine Rev. Conc.* 1934, p. 151.

priétaire, l'usage d'un poste récepteur radiophonique. »

Ainsi également les moteurs et installations d'une société concessionnaire d'un service public de distribution d'électricité peuvent, par l'émission de parasites, paralyser, en totalité ou en partie, le commerce d'un marchand d'appareils de T.S.F. ³.

Il nous apparaît qu'il s'agit là, entre particuliers, d'inconvénients de voisinage et qu'en ce qui concerne les travaux publics, l'on doit assimiler de tels dommages aux dommages permanents : ils ne nous semblent pas, en effet, se différencier essentiellement des exemples de dommages permanents que nous avons signalés précédemment, sinon qu'il s'agit de la privation de jouissance partielle ou totale soit d'un meuble, poste de T.S.F., soit même d'un fonds de commerce.

Lorsque nous étudierons spécialement la nature de la responsabilité, en ce qui concerne ces dommages, nous verrons que la réparation n'en est pas, en principe accordée de la même façon que s'il s'agissait d'accidents.

86. — Nous pouvons cependant préciser, dès maintenant, un des éléments qui caractérise la responsabilité en ce qui concerne les dommages permanents : le préjudice doit être spécial.

La doctrine a fait de la théorie du préjudice spécial, une notion extrêmement plastique ¹, de telle sorte que tantôt elle sert à caractériser le préjudice proprement dit, comme en matière de dommages permanents, tantôt elle évoque une idée de causalité : la façon dont le préjudice a été provoqué lorsqu'il s'agit de dommages accidentels.

Dans le premier cas, le préjudice spécial est un dom-

(3) Trib. Com. de Morlaix, 1^{er} avril 1932, Gaz. Pal. 1933.1.321.

86. — (1) Cf. G. Jèze, Revue du Droit Public 1924, p. 77, 1926, p. 258.

mage qui excède les inconvénients habituels de voisinage, dans le second le préjudice spécial sera celui qui « dépassera par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'exige la vie en société et le maintien paisible de cette société ² ».

L'utilité de la notion de préjudice spécial, qui est contestée en matière de dommages accidentels ³, n'est pas douteuse en matière de dommages permanents.

Elle doit donc être définie : un dommage provoqué par un travail ou un ouvrage public ne peut donner ouverture à réparation que si le préjudice qu'il fait subir excède les charges habituelles du voisinage. Sinon le tiers lésé n'a droit à aucune réparation.

On ne considérera pas ainsi comme dommages donnant ouverture à réparation : le bruit provoqué par le passage des trains sur un pont métallique ⁴, l'ombre projetée par un viaduc sur une propriété voisine qu'elle prive partiellement de jour et de soleil ⁵.

Lorsque la juridiction administrative a eu l'occasion de se prononcer, elle ne paraît pas l'avoir fait avec une faveur spéciale pour les tiers lésés. Elle a procédé à une recherche de la faute dont il ne semble pas devoir être fait état en matière de dommages permanents : la réparation de ceux-ci étant dûe, en cas de préjudice spécial, en vertu du principe de l'égalité devant les charges publiques ⁶.

Pourtant le Conseil d'Etat affirme que le préjudice, pour donner lieu à réparation, ne doit pas être forcément matériel ; de même il a admis comme pouvant donner lieu à réparation, l'existence de dommages résultant d'émanations, de mauvaises odeurs ⁷, de

(2) Duez, *op. cit.* p. 61.

(3) Mathiot, *op. cit.*, n° 101, p. 176.

(4) Cons. d'Et. 14 août 1870, D. P. 1879.3.69.

(5) Cons. d'Et. 10 mars 1865, D. P. 1879.3.69.

(6) Conseil de Préfecture de Pau, 1^{er} décembre 1933, *Revue Juridique Internationale de Radio-électricité*, 1934, p. 84.

(7) Cons. d'Et. 23 novembre 1906, D. P. 1908.3.32.

l'absence de vent consécutive à la construction d'un remblai de chemin de fer au voisinage d'un moulin à vent ⁸, la privation d'air ou de lumière ⁹.

D'ailleurs un préjudice tout à fait comparable à celui résultant de la réception de parasites a déjà été pris en considération par le Conseil d'Etat. Le pavillon magnétique d'un observatoire servant à l'étude du magnétisme terrestre avait cessé de pouvoir remplir sa destination, par suite de l'établissement dans le voisinage d'une ligne de tramways électriques dont le courant, destiné à la traction, influençait le champ magnétique. Il a été décidé que le préjudice subi par l'observatoire nécessitait une réparation proportionnée aux conséquences directes de l'exécution du travail public ¹⁰.

Il y a lieu de penser que le Conseil d'Etat n'hésitera pas à faire application de la même jurisprudence en matière de parasites, dans la mesure tout au moins où l'émission de ces derniers pourrait être empêchée par des dispositifs simples et peu coûteux.

M. CAZALS DE FABEL ¹¹ rappelle, il est vrai, qu'aucun remède entièrement efficace contre les parasites n'existe dans certains cas, notamment pour les parasites produits par le frottement du trolley sur le fil porteur de courant ou au contact du rail et des roues de tramways.

Le même auteur signale que par ailleurs, « la gêne causée par les concessionnaires de distribution électrique ne doit pas être très grande si la ligne est bien établie. Les parasites ne peuvent alors provenir que d'isolateurs en mauvais état, et un bon entretien des lignes y pourvoiera assez facilement, ou encore du

(8) Cons. d'Et. 3 janvier 1890, Bompont-Nicot.

(9) Cons. d'Et. 19 juillet 1878, R. p. 733.

(10) Cons. d'Et. 10 janvier 1908, Rev. Conc. 1908, p. 219 ; Vr également Cons. Préf. des Alpes Maritimes, 27 février 1904, Rev. Gén. d'Adm. 1904, p. 146.

(11) Doctrine Rev. Conc. 1934, p. 151.

fonctionnement des appareils générateurs d'électricité, auxquels l'adjonction de quelques condensateurs ou bobines de self suffira à interdire toute émission d'ondes parasites » ¹².

On ne voit pas, en conséquence, alors que des dispositifs simples ou un entretien facile auraient pu éviter les dommages, pourquoi le distributeur ne pourrait pas être reconnu éventuellement responsable.

Il est vrai que l'article 8 du décret du 1^{er} décembre 1933 ¹³, rendu en application de l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933, qui a jeté les bases d'une réglementation protectrice des auditeurs, prévoit que des dispenses de dispositifs de protection peuvent être accordées aux services publics exploités en régie ou concédés et même aux permissionnaires.

Mais, en principe, de telles dispenses ne paraissent devoir concerner que la responsabilité pénale.

SECTION II

LE FAIT OU LA FAUTE

87. — Il n'est pas douteux qu'une action en responsabilité dirigée contre l'Administration ou un concessionnaire ne peut se justifier si le demandeur n'est pas en mesure d'établir l'existence du fait ou de la faute qui a provoqué le dommage.

Les principes en vertu desquels le demandeur peut se trouver dispensé de prouver la faute du défendeur ont été envisagés précédemment, il conviendra d'étu-

(12) Cf. Trib. Com. de Morlaix, 1^{er} avril 1932, Gaz. Pal. 1933.1.321.

(13) Complété par les arrêtés des 30 et 31 mars 1934.

dier avec précision au cours de chapitres spéciaux, les caractères du défaut d'entretien ou du vice de construction de l'ouvrage public de distribution, ainsi que les conditions d'application de la théorie du risque aux distributions d'électricité ¹.

SECTION III

LE LIEN DE CAUSE A EFFET ENTRE LE FAIT OU LA FAUTE ET LE PRÉJUDICE SUBI

38. — Il importe de distinguer, dès maintenant, le lien qui unit le fait de l'ouvrage ou du travail public et le dommage, du lien qui existe entre la cause du préjudice et le préjudice lui-même : Il s'agit alors à proprement parler du lien de causalité.

La preuve de ce lien de causalité n'incombe pas dans tous les cas à la victime, par contre il lui appartient toujours de prouver l'existence du lien qui rattache le fait de l'ouvrage et le préjudice : Il ne suffit pas, en effet, de rapporter la preuve de l'existence d'un dommage pour que ce dommage puisse être imputé à un ouvrage public.

Cette question sera d'ailleurs examinée de façon plus précise ultérieurement ¹.

37. — (1) Vr infra, n° 89 et s., 94 et s.

38. — (1) Vr n° 111 et s.

CHAPITRE III

LE DÉFAUT D'ENTRETIEN OU LE VICE DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE PUBLIC DE DISTRIBUTION

89. — Si la juridiction administrative peut relever un défaut d'entretien ou un vice de construction caractérisé de l'ouvrage public, elle ne songera pas à faire appel à la théorie du risque. Au surplus, l'application de cette théorie aux accidents et dommages provoqués par le courant électrique est de date récente, la plupart des espèces dans lesquelles il est fait état d'une faute, d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction sont antérieures aux décisions ayant nettement fait application de la notion de risque.

90. — OBLIGATION DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES. — La charge d'une distribution d'électricité impose des obligations extrêmement sévères : Le distributeur est tenu de se conformer strictement à la loi de 1906, aux dispositions des arrêtés techniques et du cahier des charges, faute de quoi sa responsabilité résultera du vice de construction ou du défaut d'entretien consécutif à la non application des prescriptions qu'ils édictent, lesquelles sont souvent interprétées de façon extensive.

Ainsi l'article 35 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927 prescrit que, sur les parties des voies publiques accessibles aux véhicules, le point le plus bas des conducteurs et fils de toute nature doit être d'au moins six mètres de hauteur, le long de ces voies et à leur traversée. Il s'applique, a-t-il été décidé, à des bandes de terrain assimilables à la voie publique, étant donné qu'elles sont librement accessibles aux véhicules ¹.

D'ailleurs, en admettant même que le dit article ne s'applique pas strictement, l'observation du règlement ne décharge pas le distributeur d'énergie électrique de toute responsabilité et celui-ci demeure responsable dans le cas envisagé des accidents provoqués par la hauteur insuffisante des fils ².

91. — OBLIGATION GÉNÉRALE DE PRUDENCE ET DE DILIGENCE. — Il ne suffit pas au distributeur de s'être conformé aux dispositions réglementaires existantes pour être à l'abri de tout reproche : il doit adopter, d'une manière générale, les dispositifs techniques connus susceptibles de limiter le danger qui résulte du transport d'énergie électrique ; une compagnie de tramways ne peut, par exemple, demander sa mise hors de cause alors qu'elle est en faute pour n'avoir pas muni sa ligne aérienne des appareils protecteurs en usage, lesquels, bien qu'imparfaits, auraient été suffisants pour éviter tout contact avec les fils téléphoniques qui ont provoqué des dommages à une maison particulière ¹.

Le distributeur doit également éviter de faire preuve

90. — (1) Vr note de M. Joseph Delpech sous Trib. Adm. d'Alsace et Lorraine, 8 février 1933, Epoux Rollin c. Soc. Alsacienne et Lorraine d'Electricité, S. 1933.3.129.

(2) Trib. Adm. d'Als. et Lorraine, 8 février 1933, précité, une électrocution avait été provoquée par le contact d'une cheminée de locomobile avec un conducteur électrique ; Vr dans le même sens Cons. d'Et. 13 Déc. 1901, S. 1904.3.117.

91. — (1) Cons. d'Et. 14 janvier 1910, C^{ie} des Tramways Electriques d'Angers c. Comp. d'Ass. l'Urbaine et le Soleil et l'Etat, S. 1912.3.86.

de négligence, aussi bien dans l'entretien que dans la surveillance de ses installations et de leur solidité. L'incendie qui a détruit un immeuble ayant eu sa cause directe dans les phénomènes électriques résultant de l'entrée en contact, avec des conducteurs d'énergie électrique, de fils téléphoniques passant au-dessus de cet immeuble, qui se sont brisés la nuit et qui sont restés toute la nuit pendants le long de la herse qui leur servait de support, c'est à bon droit que le Conseil de Préfecture a condamné l'Etat, propriétaire de l'ouvrage public qui a provoqué l'accident, à rembourser à une compagnie d'assurance l'indemnité que celle-ci a été tenue de payer à raison de l'incendie et dont le montant n'a fait l'objet d'aucune contestation ².

92. — Il arrive fréquemment, d'ailleurs, que des accidents ou des incendies soient provoqués au cours de l'installation de câbles télégraphiques ou téléphoniques, par suite du contact avec les conducteurs de la distribution ; il s'agit alors de déterminer qui de l'Etat ou du distributeur est responsable et éventuellement de partager les responsabilités : On relèvera fréquemment une faute du Service des P.T.T. qui aura imprudemment laissé se produire un contact entre les câbles ¹.

Les dispositions d'un arrêté du Ministre des Travaux Publics qui impose aux concessionnaires de tramways électriques l'obligation d'établir des dispositifs de garde de leurs fils conducteurs d'électricité, portant que, nonobstant l'exécution même rigoureuse des mesures de précaution prescrites, le concessionnaire demeurera responsable, envers l'Etat et les tiers en général, des

(2) Cons. d'Et. 13 novembre 1918, C^{ie} d'Assurances contre l'Incendie *La Providence*, R. p. 987.

92. — (1) Cons. Préf. Seine 20 décembre 1905, J. des C. de Préf., 1909, p. 15.

dommages que pourront causer l'établissement ou l'exploitation de ces installations, ne peuvent cependant décharger l'Etat des conséquences des fautes commises par ses agents ou du défaut de résistance de ses ouvrages.

En conséquence, lorsqu'un particulier a été victime d'un accident causé par la rupture d'un fil téléphonique qui, en tombant, est venu toucher les conducteurs d'énergie électrique appartenant à une compagnie concessionnaire de tramways, l'Etat doit être déclaré seul responsable du dommage causé si la rupture du fil téléphonique n'est pas due à un cas de force majeure et si, au contraire, elle doit être attribuée soit à un mauvais entretien, soit à un défaut de solidité ².

Pour préciser les responsabilités encourues, il faut évidemment déterminer si les ouvrages publics ne présentent pas un vice de construction ou un défaut d'entretien : C'est ainsi que, la rupture d'un fil téléphonique ayant causé un incendie à raison de son électrisation par les conducteurs d'une compagnie de tramways, il y a lieu de vérifier si, au lieu où l'accident s'est produit, la compagnie de tramways avait muni ses installations des appareils de garde réglementaires ³.

Dans l'affaire « *Babouet* » ⁴ c'est encore un fil téléphonique, posé par les agents de l'Etat, qui était tombé par suite d'une maladresse imputable à un contremaître, sur un câble où circulait un courant à haute tension : au contact du fil téléphonique parcouru par le courant

(2) Cons. d'Et. 11 juin 1913, S^r Nicolas et Ministre des Travaux Publics c. C^{ie} Générale Française des Tramways, R. p. 653, La Loi 22 sept. 1913 : les dispositions dont la violation était imputée à la compagnie de Tramways, étaient celles de l'article 5 de l'arrêté du Ministre des Travaux Publics du 29 janvier 1900.

(3) Cons. d'Et. 7 avril 1905, Ministre du Commerce c. C^{ie} des Voitures Marseillaises et C^{ie} Gén. Française de Tramways, R. p. 355.

(4) Cons. d'Et. 16 juillet 1914, Babouet, R. p. 882, S. 1920. 3.1, D. P. 1920. 3.3.

électrique, une personne avait été blessée et une autre avait été électrocutée. L'Etat fut déclaré responsable sans que le fait que le contremaître qui dirigeait les travaux ait pu, en raison de son imprudence, être condamné personnellement par l'autorité judiciaire à des dommages-intérêts envers la victime, ait été susceptible de priver la victime du droit de poursuivre, directement contre l'Etat, la réparation du préjudice.

Le cumul des responsabilités de l'agent et de l'Administration est, en effet, possible ⁵, mais il appartient au Conseil de Préfecture, pour déterminer la forme et la quotité de la réparation dûe, de tenir compte des condamnations déjà prononcées par les tribunaux civils, à raison du même accident, au profit de la victime contre l'auteur responsable de l'accident et notamment de limiter, s'il y a lieu, la responsabilité de l'Etat à la garantie de tout ou partie de ces condamnations. Dans des décisions postérieures, le Conseil d'Etat a d'ailleurs préféré condamner directement l'Administration et la subroger dans les droits de la victime contre l'agent responsable ⁶.

Ainsi la responsabilité pour faute, qui est la responsabilité élémentaire en quelque sorte, a été parfois reconnue contre les distributeurs d'électricité ou contre l'Administration des P.T.T. qui, par certains points, leur est assimilable.

La seule caractéristique de cette responsabilité, c'est d'être fort lourde, en ce sens que de nombreuses obligations qui visent la sécurité publique, viennent s'efforcer de limiter les dangers de l'exploitation.

(5) Cf. conclusions Léon Blum, Cons. d'Et. 26 juillet 1918, Lemonnier S. 1918-1919.3.41.

(6) Cons d'Et. 26 juillet 1918, précité; Cons d'Et. 26 décembre 1926, S. 1927.3.105 et note Hauriou.

93. — Cette sévérité dans le contrôle de la faute du distributeur fait présager un renforcement de la responsabilité.

Quelle que soit la façon dont la faute sera définie, on ne saurait, en effet, charger les distributeurs des accidents ou dommages dont la cause est inconnue ; à moins toutefois d'accepter de reconnaître, comme on a tenté de le faire en Belgique, que le fait lui-même de causer un préjudice à autrui constitue une faute¹.

Mais, comme on l'a fait remarquer, ce qui est interdit ce n'est pas de porter préjudice à autrui, c'est de causer un dommage par imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, la question des présomptions de responsabilités étant réservée².

Il existe également une autre définition extensive de la faute, à laquelle il sera fait allusion au cours du chapitre suivant³.

93. — (1) Cf. notamment notes de M. le Procureur Général près la Cour de Cassation de Belgique Paul Leclerc, Cass. Belgique, 23 juin 1932, Pasir. Belge 1932. 1. 200.

(2) Vr H. Mazeaud, Une interprétation belge de l'art. 1382 à propos des accidents d'automobile, D. H. 1928, Chr. p. 21.

(3) Vr infra, n° 96.

CHAPITRE IV

LA THÉORIE DU RISQUE ET LES DISTRIBUTIONS D'ÉLECTRICITÉ

94. — La seule possibilité d'élargissement de la responsabilité, en droit administratif, paraît être l'acceptation de la théorie du risque.

SECTION I

FONDEMENT DE LA THÉORIE EN CE QUI CONCERNE LES DISTRIBUTEURS

95. — Le distributeur dont les installations permettent de transporter un courant mortel le plus souvent pour l'homme ou susceptible de provoquer des dommages matériels plus ou moins importants, crée indiscutablement par son activité, un danger pour la collectivité : une ligne à travers champs, c'est l'éventuelle possibilité de ruptures de câbles, sous l'influence ou en dehors de l'influence de causes extérieures, avec les conséquences dommageables qui peuvent en découler .

96. — LA RESPONSABILITÉ PRÉSUMÉE EST-ELLE EN RÉALITÉ UNE RESPONSABILITÉ POUR FAUTE ? — Cer-

tains auteurs estiment que ce que l'on appelle la « *responsabilité pour risque créé par les choses dangereuses* » est à base de faute : c'est une faute que de créer un danger ou tout au moins de le créer sans avoir empêché, par tous les moyens, qu'aucun préjudice puisse être causé à autrui ¹.

C'est admettre une définition très différente de la notion habituelle de la faute, susceptible d'être évitée par une très grande diligence : il n'est pas douteux que les nécessités de la vie moderne imposent certaines fonctions à une partie des individus ; comme l'a signalé DUGUIT, il y a solidarité par division du travail et il semble difficile de soutenir que les individus qui se livrent à certaines activités nécessaires, sont par cela même en faute : la distribution d'énergie est indispensable à la vie moderne ; il ne paraîtrait pas très logique de dire que le distributeur est en faute alors qu'il exploite un service public.

On ne peut pas davantage nuancer la prohibition en déclarant qu'il doit s'assurer, avant de faire fonctionner son exploitation, qu'elle ne pourra jamais causer de préjudice à autrui et qu'il est en faute s'il ne peut avoir cette certitude : à une pareille exigence correspond une impossibilité matérielle absolue ; ce serait véritablement qualifier, par hypothèse, le fait de l'homme de fautif, pour ensuite déclarer que la faute ne peut qu'entraîner la responsabilité.

Il semble donc qu'il faille asseoir, au moins au point de vue du droit administratif, la responsabilité sur l'idée de création de danger, sans chercher à justifier la notion de risque par celle de la faute.

96. — (1) Cf. note de M. Ripert, D. P. 1927.1.97, « le gardien qui ne fait pas la preuve que la cause du dommage est extérieure à la chose (cas fortuit, force majeure, fait d'un tiers), ne peut détruire la présomption que l'article 1384 fait peser sur lui, parce que, si la chose présentait des dangers, il ne devait pas s'en servir ou était obligé de prendre des précautions suffisantes pour qu'elle ne nuisit point aux tiers ».

97. — DOIT-ON PARLER D'UNE PRÉSUMPTION DE FAUTE BASÉE SUR UNE IDÉE DE PROBABILITÉ. — En raison des multiples obligations du distributeur, qui résultent de la nécessité de protéger les tiers, on admettrait comme probable que le distributeur a inexécuté une de ses obligations lorsqu'un préjudice a été causé à autrui : dans l'ignorance de la cause des dommages, le distributeur serait considéré comme ayant très probablement commis une faute génératrice des dommages.

Cette solution, assez satisfaisante au point de vue logique puisqu'elle ne fait que systématiser une présomption qui n'est point tant éloignée des présomptions graves, précises et concordantes de l'article 1353 du Code Civil, est critiquable au point de vue juridique en ce qu'elle ne définit pas les solutions admises par la jurisprudence.

La présomption de faute implique la possibilité, pour le responsable, d'établir qu'il n'a pas commis de faute et non pas seulement de prouver que le dommage est dû à une cause étrangère. On peut parler de caractère irréfragable d'une présomption, mais alors il faudrait rechercher une justification supplémentaire de ce caractère.

98. — JUSTIFICATION DE L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU RISQUE AUX DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE. — Quelle sera donc la justification de l'application de la théorie du risque aux distributeurs d'énergie ?

Il est certain que les services publics de distribution, créés par la collectivité et à son profit, sont une source de dangers pour chacun des membres de cette collectivité.

On sait que la plupart des auteurs s'accordent à reconnaître que la réparation des dommages causés par les travaux publics est fondée sur un principe d'égalité devant les charges publiques : il n'est pas équitable,

en effet, que certains subissent seuls une charge disproportionnée, émanant d'une activité publique dirigée dans l'intérêt de tous.

Mais on peut se demander pourquoi, seule, la victime d'une chose dangereuse serait indemnisée, en établissant uniquement une relation de cause à effet entre le fait de la chose et le préjudice, alors que la victime d'une chose non dangereuse aurait à prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction de l'ouvrage public, la mauvaise exécution du travail public.

Pour concrétiser le problème, on peut se poser par exemple la question de savoir quelle est la différence qui existe entre la victime de la chute d'un arbre, que l'on peut admettre comme une chose non dangereuse, et la victime de la chute d'un fil de ligne électrique, alors que nous supposerons, par hypothèse, le préjudice identique.

Comment expliquer cette différence de responsabilité suivant l'importance du danger créé ?

En réalité, le distributeur est responsable de la sorte parce que, si son activité, comme toute activité de l'Administration, s'inscrit, si l'on peut dire, à l'actif de la collectivité, le danger créé s'inscrit au passif, il constitue une menace.

A un danger permanent correspond une responsabilité généralisée.

En établissant l'ouvrage public dangereux, l'Administration a créé de façon plus probable le préjudice. Elle n'est pas coupable, à défaut de faute prouvée contre elle, puisque la fonction remplie correspond à une nécessité sociale ; elle est cependant responsable, parce qu'ayant accru d'une façon exceptionnelle les probabilités d'accidents, il paraît logique de laisser à la charge de la collectivité toutes les conséquences d'un fait dont, par ailleurs, celle-ci bénéficie. C'est, du moins, le principe qui est admis par la juridiction ad-

ministrative et qui ne paraît pas moins équitable que celui qui consiste à réparer le préjudice que l'Administration a commis par sa faute, dans les cas où aucun danger spécial n'a été créé ¹.

Ainsi les tribunaux administratifs se sont trouvés attirés vers une solution somme toute assez séduisante et dont la mise en application ne présentait pas l'inconvénient de se heurter à des textes dont il aurait été peut-être difficile de suivre les idées directrices, quelle que soit la souplesse de leur rédaction.

SECTION II

APPLICATION DE LA THÉORIE DU RISQUE AUX DISTRIBUTEURS

99. — Les tribunaux administratifs paraissent avoir senti, depuis un certain temps, la nécessité d'indemniser les tiers lésés par le courant électrique, d'une façon très large ¹.

Mais le Conseil d'Etat a surtout marqué sa décision de faire application de la théorie dans l'affaire « *Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes contre Société du Gaz de Beauvais* » ². L'espèce était la suivante : la rupture d'un câble conducteur d'énergie électrique appartenant à la société du gaz de Beauvais et la chute de ce câble sur une ligne téléphonique avait provoqué

98. — (1) Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, T. II, n° 353.

99. — (1) Cons. Préf. Gironde, 23 janvier 1923, Rec. Bordeaux, 1923.2.37.

(2) Cons. d'Et. 25 janvier 1929, *Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T. c. Sté du Gaz de Beauvais*, S. 1929.3.81, avec les conclusions de M. Latournerie, Commissaire du Gouvernement et la note de M. R. Bonnard, D. P. 1929.3.35.

l'incendie d'un hôtel des Postes ; l'expertise n'avait pu révéler aucun fait susceptible d'expliquer la rupture du câble ; ni défaut d'entretien, ni vice de construction n'avait été établi, ni davantage, d'ailleurs, un cas de force majeure.

Il s'agissait donc d'un accident dont la cause pouvait être considérée comme rigoureusement inconnue.

Le Commissaire du Gouvernement LATOURNERIE, assimilant le cas fortuit à la cause inconnue, avait affirmé que seule la preuve du cas de force majeure, force extérieure imprévisible et irrésistible, pouvait exonérer le distributeur, ce qui n'était pas le cas.

Et le Conseil d'Etat a décidé que la Compagnie concessionnaire d'un réseau électrique est, même en l'absence de toute faute relevée à sa charge, responsable des dommages résultant de l'existence même ou du fonctionnement des ouvrages publics dont elle est concessionnaire.

M. R. BONNARD commentant cette décision déclarait : « Après avoir constaté qu'aucune faute n'a pu être relevée à la charge de la société du gaz quant à l'installation et à l'entretien de ses câbles », le Conseil d'Etat « ajoute que malgré cette absence de faute, une responsabilité peut être mise à la charge de la société parce que, par ailleurs, il existe un rapport de causalité certain entre la rupture du câble et l'incendie des installations téléphoniques. Ainsi le principe de la responsabilité pour risque créé ou responsabilité objective, est nettement posé et affirmé.

C'est donc un nouveau progrès de la responsabilité objective qui est ainsi réalisé. Notre arrêt l'étend à une nouvelle matière : aux accidents causés aux choses par un ouvrage public ».

Nous avons déjà contesté la réalité de cette généralisation de la responsabilité objective à tous les ouvrages publics.

100. — Des décisions postérieures du Conseil d'Etat en matière de distribution d'électricité, paraissent avoir voulu marquer qu'il ne s'agissait que d'une responsabilité exceptionnelle.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a décidé ¹ que le distributeur « est responsable, même en l'absence de toute faute relevée à sa charge soit dans l'installation, soit dans l'entretien de ses lignes, en raison de l'existence des ouvrages dont il est concessionnaire, *et des dangers qu'ils représentent, des dommages qu'ils ont causés* ».

Un autre arrêt ² reproduit la même formule ; le distributeur est responsable, alors qu'aucun cas de force majeure n'a été établi, « même en l'absence de faute, des dommages que peuvent causer ses ouvrages, en raison tant de leur existence que des dangers qu'ils présentent. »

N'est-ce pas marquer là, la volonté de fonder la responsabilité pour risque sur la création de danger et, partant, de limiter une telle responsabilité aux choses dangereuses ?

101. — Plus récemment encore, le Conseil d'Etat a caractérisé, en cas d'incendie, la responsabilité d'un distributeur, de la même façon : Il décide ¹ « Même en l'absence de toute faute relevée à sa charge soit dans l'installation, soit dans l'entretien de son réseau, la société requérante, en raison de l'*existence des ouvrages dont elle est concessionnaire et des dangers qu'ils présentent*, est responsable des dommages qu'ils ont causés *nonobstant la circonstance que ces dommages proviendraient d'un incendie*. Il lui appartient, pour échapper à cette

100. — (1) Cons. d'Et. 12 janvier 1934, Société des Forces Motrices du Haut-Rhin, S. 1934.3.81.

(2) Cons. d'Et. 17 mai 1934, Société Sud-Lumière, S. 1934.3.81.

101. — (1) Cons. d'Et. 3 mars 1937, Sté Pyrénéenne d'Energie Electrique.

responsabilité, de faire, si elle s'y croit fondée et ainsi que l'arrêté lui en a réservé la possibilité, la preuve d'un cas de force majeure, qu'ainsi c'est à bon droit que le Conseil de Préfecture a, sous réserve, retenu sa responsabilité. »

Cet arrêt contient quelque chose d'autre que les précédents, susceptible de retenir l'attention. On sait que la loi du 7 novembre 1922 a introduit dans l'article 1384 du Code Civil, un deuxième alinéa ainsi conçu : « *Toutefois, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, ne sera responsable vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie, que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable* ».

Ainsi a été apportée une exception à la responsabilité présumée des choses que l'on a sous sa garde, présomption établie par l'interprétation que les tribunaux ont donnée de l'article 1384 du Code Civil, 1^{er} alinéa, depuis la fin du siècle dernier.

On pouvait se demander si la juridiction administrative ferait ou non état de ce texte : mais nous avons déjà indiqué que cette dernière ne tient pas compte des articles 1382 et suivants du Code Civil. On pouvait donc prévoir que la juridiction administrative ne ferait pas application de la loi du 7 novembre 1922 qui n'a eu pour but que de modifier l'article 1384 du Code Civil ou plus exactement de limiter l'envahissement de la responsabilité du fait des choses et d'en éviter l'application en un domaine, celui du recours des voisins en cas d'incendie, où la responsabilité eût pu devenir d'une particulière gravité.

C'est bien ce qui a été décidé par le Conseil d'Etat ; l'incendie qui avait endommagé l'église de la commune de Cintegabelle s'était, en effet, propagé à partir d'un transformateur électrique établi par le conces-

sionnaire et adossé au mur de l'église : Sans viser spécialement la loi du 7 novembre 1922, mais manifestant implicitement sa volonté de l'écarter de la responsabilité administrative, le Conseil d'Etat a décidé que la Société distributrice était responsable, « nonobstant la circonstance que les dommages proviendraient d'incendie » .

102. — On peut se demander jusqu'à quelle limite les risques des installations incombent-ils aux distributeurs. Ce problème revient à rechercher quelles sont les installations dont la garde et la surveillance et partant la responsabilité, incombent au distributeur ou au contraire à des tiers, par exemple aux abonnés.

Il s'agit de savoir qui a la charge de la construction ou de l'entretien des conduites.

Nous avons eu déjà l'occasion d'envisager ce problème à propos des règles de compétence ¹. MM. H. et L. MAZEAUD font remarquer, au sujet de la garde des branchements particuliers d'eau, de gaz et d'électricité ², que le Conseil d'Etat ³, malgré la résistance des juridictions inférieures ⁴, fait peser la responsabilité sur l'abonné : il admet en effet que sont valables des clauses « d'ordre réglementaire ou contractuel », déclarant l'abonné propriétaire du branchement particulier.

Le branchement devant être entretenu par le distributeur qui a seul qualité pour le toucher, l'obligation de surveillance incomberait au distributeur comme à l'abonné.

Mais nous avons vu qu'en matière de distribution d'électricité, la difficulté est résolue par le cahier des

102. — (1) *Vr supra* n° 47 et s.

(2) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1187.

(3) Cons. d'Et. 21 janvier 1927, D. 1928.3.57 et note Blaevoet, Gaz. Pal. 1928.1.556, en sous note ; Cons. d'Et. 8 janvier 1930, Gaz. Pal. 1930.1.492.

(4) Cons. Préf. de la Seine 2 mars 1928, Gaz. Pal. 1928.1.552 et concl. Commissaire du Gouvernement Badaud-Lacroze, D.P. 1928.3.60.

charges : L'article 15 du cahier des charges-type du 17 janvier 1928, prévoit que « les branchements extérieurs ayant pour objet d'amener le courant du réseau à l'intérieur des propriétés desservies, *jusques et y compris soit la boîte du coupe-circuit principal, soit le poste de transformation*, seront installés et entretenus par le concessionnaire et feront partie intégrante de la distribution..... les branchements intérieurs, les colonnes montantes, et toutes les dérivations seront établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires et des abonnés. »

Si par contre, l'installation a été effectuée par les soins du concessionnaire, comme peut le permettre une clause facultative du cahier des charges, le distributeur pourra être évidemment responsable d'un vice de construction mais il ne s'agit plus ici d'une responsabilité à raison d'un ouvrage public, c'est donc une responsabilité dont nous n'avons pas à nous occuper ici ; il s'agira, au surplus, d'une responsabilité contractuelle de droit commun.

Mais il importe de préciser, comme nous l'avons déjà fait à propos de la compétence, que la partie d'installation à prendre en considération, aussi bien au point de vue de la compétence qu'au point de vue de la responsabilité, est celle où s'est produit la détérioration initiale et non celle dont le contact a provoqué l'accident : Ainsi, lorsqu'un transformateur de la distribution est détérioré et qu'un courant à haute tension vient provoquer des dommages chez les abonnés, bien qu'il s'agisse de dommages provoqués au niveau des installations intérieures, le distributeur ne saurait invoquer l'obligation de surveillance qui pèse sur l'abonné ou, s'il le fait, il suffira au tiers lésé, pour que la responsabilité du distributeur puisse être engagée, d'établir que le dommage a été provoqué par un courant dont l'abonné ne pouvait avoir la garde, étant

donné que le courant à haute tension ne parvienne pas normalement aux installations intérieures, à moins de cas spéciaux exclus de cette hypothèse.

L'inverse se produira-t-il lorsque les détériorations proviendront d'installations intérieures ?

L'article 19 du cahier des charges-type prévoit que le courant n'est livré aux abonnés que s'ils se conforment, pour leur installation intérieure, aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire avec l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle, en vue d'empêcher les troubles dans l'exploitation, notamment les défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs.

Mais en cas d'inexécution de ses obligations par l'abonné, des perturbations pourront se produire dans la distribution.

Le distributeur sera-t-il responsable ? Il semble bien que non, au moins à s'en tenir aux dispositions de l'article 19 du cahier des charges type qui précise « qu'en aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison des défauts des installations *qui ne seront pas de son fait* » et dans la mesure évidemment où la protection de la ligne pourra être jugée suffisante.

Lorsque le courant passe d'une distribution à une autre distribution ou d'une concession de transport d'énergie à haute tension à une distribution, les règles seront évidemment analogues.

La responsabilité incombe au distributeur dont les installations seront reconnues défectueuses.

C'est ce qui a été jugé par le Conseil d'Etat dans l'affaire « *Ministre de la Guerre contre Soulier* »⁵ : il s'agissait de la transmission du courant d'une concession à une autre concession, au moyen d'un fil apparten-

(5) Cons. d'Et. 13 mars 1936, S. 1936.3.49 et la note, Rev. Conc. 1937, p. 85 et la note.

nant à l'Etat et dont l'existence avait été oubliée par ce dernier : l'Etat fut reconnu responsable de l'accident dû à la chute du fil lui appartenant et ayant le caractère d'un ouvrage public, en l'absence de la preuve d'un cas de force majeure ou d'une faute de la victime, le Conseil d'Etat précisant d'ailleurs que l'Administration avait la faculté de se retourner, si elle se croyait fondée à le faire, contre les concessionnaires.

Notons enfin que le Conseil d'Etat a admis qu'un Conseil de Préfecture a pu, à bon droit, adoptant les conclusions du rapport unanime des experts, décider que deux sociétés de transport productrices de courant électrique, étaient responsables des détériorations causées par des phénomènes d'électrolyse aux canalisations d'une compagnie de gaz et répartir cette responsabilité entre les dites sociétés ⁶.

(6) Cons. d'Et. 27 avril 1921, Rev. Conc. 1924, p. 85.

CHAPITRE V

RÈGLES SPÉCIALES DE RESPONSABILITÉ

103. — A côté des règles de responsabilité qui viennent d'être examinées, il existe des cas spéciaux qui méritent, nous semble-t-il, une étude particulière : il s'agit de la responsabilité des distributeurs en matière de dommages permanents provoqués par l'électricité et aussi des cas où ces mêmes distributeurs encourent une responsabilité à l'occasion de contraventions de grande voirie.

SECTION I

DOMMAGES PERMANENTS PROVOQUÉS PAR L'ÉLECTRICITÉ

104. — FONDAMENT DE CETTE RESPONSABILITÉ. — En matière de dommages permanents, la notion de charge publique prédomine. Ces dommages sont la conséquence, vis-à-vis des tiers, de la façon d'être de l'ouvrage public qui doit, par définition, bénéficier à la collectivité. Ils doivent être réparés, en vertu du principe de l'égalité devant les charges publiques, sans que la notion de danger créé ou de faute ait un rôle quel-

conque à jouer : l'existence d'un ouvrage public exproprié, en quelque sorte, le tiers lésé de la jouissance de quelques-uns de ses droits et il est dû indemnisation de ce seul fait.

105. — APPLICATION DE CETTE RESPONSABILITÉ AUX DOMMAGES PERMANENTS PROVOQUÉS PAR LE COURANT. — Nous estimons, comme il a été dit précédemment¹, que les ondes parasites doivent être assimilées à des dommages permanents ; il en est ainsi, tout au moins, dans la mesure où les dommages inhérents au travail public présentent une certaine constance ou une certaine régularité : passage de tramways, générateurs d'électricité, etc... Dans le cas contraire, la juridiction administrative ne considérerait pas d'ailleurs le préjudice comme spécial.

La réparation nous paraît devoir être obtenue sans aucune justification de faute à la charge de l'Administration.

Il faut cependant avouer qu'il n'existe peu ou pas de jurisprudence sur la question : Une décision du Conseil de Préfecture de Pau a cependant cru devoir constater qu'un distributeur n'avait commis aucune faute, pour l'exonérer de toute responsabilité ².

Par contre, une décision plus ancienne du Conseil d'Etat paraissait, en matière de perturbations magnétiques, avoir admis une responsabilité présumée. Il est possible que la haute juridiction administrative maintienne cette jurisprudence compréhensive ³.

105. — (1) *Vr supra* n° 84 et s.

(2) Conseil de Préfecture de Pau 1^{er} décembre 1933, *Revue Juridique Internationale de Radioélectricité*, 1934, p. 84.

(3) Cons. d'Et. 10 janvier 1908, *Rev. Conc.* 1908, p. 219.

SECTION II

DOMMAGES CAUSÉS AUX LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES DE L'ÉTAT.

CONTRAVENTIONS DE GRANDE VOIRIE

106. — Nous avons déjà rappelé la possibilité pour le courant de produire des dommages de nature électrolytique. Les dommages de cette sorte sont assez fréquemment subis par les câbles télégraphiques et téléphoniques de l'Etat ; les érosions constatées sont dûes aux courants dits « vagabonds » provenant des rails des compagnies de tramways électriques et, plus exceptionnellement, des conducteurs de distribution ou de transport d'énergie.

D'autre part, des contacts dommageables pour les lignes de l'Etat se produisent parfois entre ces lignes et les conducteurs des compagnies de tramways ou ceux des services de transport d'énergie ou de distribution.

L'article 2 du décret-loi du 27 décembre 1851 réprime les atteintes de la nature de celles que nous venons d'indiquer et précise que la poursuite doit être faite comme en matière de contravention de grande voirie.

La loi du 15 juin 1906 détermine d'ailleurs la responsabilité des distributeurs et transporteurs d'énergie : l'article 23 punit toute contravention aux arrêtés d'autorisation concernant les entrepreneurs dont les ouvrages sont situés à moins de 10 mètres des lignes télégraphiques et téléphoniques.

Les installations des distributeurs doivent satisfaire aux conditions des arrêtés techniques et être exploitées

et entretenues de manière à n'apporter, par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques et téléphoniques pré-existantes (art. 4, loi du 15 juin 1906).

L'article 24 réprime les contraventions aux clauses de la permission de voirie ou du cahier des charges de la concession ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses en ce qui concerne divers services ou ouvrages publics et notamment le fonctionnement des communications télégraphiques ou téléphoniques.

Les poursuites sont également exercées comme en matière de contravention de grande voirie. Le Conseil de Préfecture peut, outre l'amende, prononcer une condamnation à des dommages-intérêts en réparation du préjudice.

L'Administration a, d'ailleurs, la possibilité de prendre aux frais du contrevenant, frais dont elle fera l'avance, toutes mesures utiles pour faire cesser les dommages résultant de la contravention ¹.

107. — Or LAFERRIÈRE a depuis longtemps signalé que l'« amende prévue pour les contraventions de grande voirie, se rapproche beaucoup plus des amendes civiles ou fiscales que des amendes pénales... la loi du 29 Floréal an X... se préoccupe seulement d'assurer la cessation et la réparation des dommages causés au domaine public : là est le but essentiel de la répression, l'amende n'est qu'un accessoire très secondaire.¹ »

M. ROUSSELIER, Commissaire du Gouvernement a d'ailleurs, dans des conclusions récentes ², rappelé de façon claire et précise les caractères de la responsabilité du contrevenant. « Nous sommes en matière de grande

106. — (1) L. 29 Floréal an X, art. 3.

107. — (1) *Op. cit.*, 2^e édit., t. II, p. 630 et s.

(2) Cons. d'Et. 6 mai 1932 (2 espèces), D.P. 1933.3.57 et la note Waline.

voirie, sur un terrain tout à fait particulier, que M. LA-FERRIÈRE caractérisait de la façon suivante : « Il n'est pas nécessaire que le contrevenant ait été l'auteur volontaire et libre de l'atteinte portée au domaine public, il suffit qu'il en ait été matériellement l'auteur, soit par lui-même, soit par les personnes, les animaux ou les choses dont il répond ; il suit de là, que sans refuser tout caractère absolu à la force majeure, on doit restreindre ses effets au cas où elle est assez énergique, assez invincible pour supprimer, non seulement le fait volontaire, mais encore le fait matériel du contrevenant ». Et ces principes formulés voilà bien des années, n'ont pas cessé d'être suivis par votre jurisprudence qui recherche dans chaque cas particulier, si le propriétaire de la chose peut être considéré comme étranger à l'enchaînement de circonstances qui a amené la détérioration de l'ouvrage public. Il en reste responsable toutes les fois qu'il n'est pas établi qu'il a pris toutes les précautions utiles afin de prévenir les conséquences dommageables que peut entraîner l'usage de la chose. Responsabilité, comme vous le voyez, particulièrement large puisque, contrairement aux règles ordinaires du fardeau de la preuve, ce n'est pas à l'Administration qu'il incombe de prouver la faute du contrevenant, c'est à ce dernier qu'il échet d'établir que, dans les circonstances de l'affaire, il avait pris toutes les précautions indispensables pour éviter le dommage ».

L'action dirigée contre le responsable correspond d'ailleurs à la fois à une action publique et à une action civile : comme on l'a déjà fait remarquer, dans la mesure où la condamnation correspond à l'action civile et où elle a un caractère indemnitaire, elle peut frapper une personne morale et la personnalité des peines ne joue pas ³.

(3) Laferrière, *op. cit.* p. 642 ; Mestre, *les Personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*, Paris 1899, p. 300 et s. ; Waline, note précitée.

Il est curieux de remarquer que le Conseil d'Etat ne base pas la responsabilité du commettant dont le préposé a commis une contravention de grande voirie, sur l'article 1384, bien que cette responsabilité résulte d'un principe analogue.

Cette inapplication des principes du Code Civil s'explique moins facilement que lorsqu'il s'agit de la responsabilité de l'Administration ou de ses concessionnaires.

Il en est ainsi même si l'action est éteinte par une loi d'amnistie et si le Conseil d'Etat ne se trouve en présence que de questions de responsabilité purement civiles.

108. — Quoi qu'il en soit, la jurisprudence administrative a fait une application constante des règles précédentes, en matière de dommages provoqués par le courant électrique sur les installations télégraphiques et téléphoniques.

Ainsi, un concessionnaire de tramways électriques dont le service fonctionne contrairement aux dispositions de l'arrêté dit « d'autorisation de circulation de courant »¹, délivré en exécution de la loi du 25 juin 1895², commet la contravention prévue par le décret-loi du 27 décembre 1851 et, par suite, il doit être condamné à l'amende, aux frais du procès-verbal et à la réparation du dommage causé aux lignes télégraphiques de l'Etat³.

Le concessionnaire des tramways invoquerait vainement une convention par lui passée avec l'Administration des P.T.T. et par laquelle celle-ci, moyennant une indemnité fixée à forfait, serait chargée d'exécuter les travaux nécessaires pour mettre les lignes télégraphiques et téléphoniques à l'abri des pertes de charge provenant du fonctionnement de l'exploitation des tramways électriques.

108. — (1) La plupart des actes d'autorisation admettent qu'une voie doit être considérée comme insuffisamment conductrice, lorsque la perte de charge kilométrique de la voie dépasse un volt.

(2) Actuellement remplacée par la loi du 15 juin 1906.

(3) Cons. d'Et. 5 août 1908, D. 1910.3.49, S. 1911.3.15.

Il n'appartient pas, en effet, au juge saisi de la poursuite en contravention, de s'abstenir de la réprimer et de ne pas condamner le concessionnaire de tramways à la réparation du dommage en faisant état d'une convention particulière passée par le concessionnaire avec l'Administration des P.T.T. ⁴.

Une telle convention, si elle est susceptible d'atténuer dans une certaine mesure la responsabilité de la compagnie, alors qu'en fait l'Administration n'aurait pas pris les mesures de précaution voulues ⁵ et en admettant qu'il y ait, de la part de l'Administration, un véritable engagement, n'aurait pas pour résultat d'empêcher la Compagnie d'être condamnée à réparer l'intégralité du dommage causé par la contravention ⁶.

Le juge de la contravention n'a pas, en effet, à rechercher si les installations sont ou non conformes aux prescriptions des règlements techniques et si l'Administration a pris toutes les précautions susceptibles d'éviter les conséquences dommageables des phénomènes d'électrolyse ⁷.

109. — Il n'est pas moins vrai, cependant, qu'une Compagnie concessionnaire ne saurait être responsable de dommages causés par un courant, alors qu'il ne serait pas établi qu'il proviendrait de ses installations.

Ainsi, une compagnie de tramways électriques ne peut être condamnée comme ayant commis une contravention de grande voirie, à raison de troubles dans le service télégraphique de l'Etat, s'il ne résulte pas des énonciations du procès-verbal dressé contre elle que le

(4) Cons. d'Et. 5 août 1908 précité.

(5) La convention prévoit le plus souvent le doublement des fils télégraphiques et téléphoniques, c'est-à-dire l'établissement d'un fil de retour.

(6) Cons. d'Et. 26 octobre 1921, R. p. 880, Rev. Conc. 1924, p. 29.

(7) Cons. d'Et. 16 juillet 1920, Rev. Conc. 1929, p. 163 ; Cons. d'Et. 10 décembre 1924, R. p. 1003, Rev. Conc. 1925, p. 112 ; Cons. d'Et. 19 juin 1930, R. p. 630.

service des tramways électriques fonctionnait contrairement aux dispositions de l'arrêté d'autorisation de circulation du courant, délivré en exécution de la loi du 25 juin 1895 alors en vigueur, qui prévoyait que la perte de charge kilométrique ne devait pas être supérieure à un volt ¹.

D'autre part, lorsqu'il est établi que les courants vagabonds qui ont causé des détériorations électrolytiques à un câble téléphonique, provenaient d'installations intérieures d'abonnés ne faisant pas partie de la concession, que d'autre part la Compagnie a pris toutes les mesures nécessaires pour faire cesser la cause des dommages, qu'elle a déféré à toutes les injonctions du service de contrôle, qu'il n'est pas allégué que son exploitation ait fonctionné dans des conditions non réglementaires et qu'ainsi aucune négligence ne peut lui être reprochée, aucune contravention de voirie n'a été commise par la compagnie qui peut être renvoyée des fins de la poursuite exercée contre elle ².

Le Conseil d'Etat n'a pas admis la responsabilité du concessionnaire vis-à-vis de l'Etat pour faute imputable aux abonnés.

En effet, dans le cas où l'abonné a fait procéder à ses installations par un tiers étranger à la concession, cet abonné demeure seul responsable des accidents qui seraient occasionnés par une installation défectueuse et notamment des détériorations par électrolyse causées à un câble téléphonique ³ et le concessionnaire doit être relaxé des fins de la poursuite.

De même, lorsque le procès-verbal n'a pas établi que des érosions électrolytiques résultaient du courant

109. — (1) Cons. d'Et. 25 février 1910, R. p. 165, La Loi, 29 avril 1910, Mon. Jud. Lyon, 30 mai 1910, D. P. 1912.3.14, S. 1912.3.110.

(2) Cons. d'Et. 28 novembre 1924, Rev. Conc. 1925, p. 163, D.P. 1925.3.69 et la note.

(3) Cons. d'Et. 3 décembre 1924, R. p. 961, Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.*, n° 712 bis, p. 148.

de la concession, c'est à bon droit que le Conseil de Préfecture a pu décider que les contraventions à l'article 2 du décret du 27 décembre 1861 et à l'article 24 de la loi du 15 juin 1906 ne pouvaient être mises à la charge de la Compagnie des Tramways ⁴.

110. — La juridiction administrative, lorsqu'elle prononce une contravention ne laisse d'ailleurs pas le contrevenant sans recours, elle prend au contraire le plus grand soin de préciser qu'il peut intenter une action contre le tiers dont le fait a pu rendre inévitable la condamnation.

Ainsi, le Conseil de Préfecture de la Seine a statué sur un procès verbal de contravention de grande voirie dressé contre la Compagnie Générale des Eaux, à raison de dégradations causées au talus d'une voie ferrée, par suite de la rupture d'une conduite destinée à amener les eaux d'une conduite principale de la Compagnie à l'immeuble d'un abonné.

Cet ouvrage, quoique construit aux frais de l'abonné, constituait un ouvrage entrepris par la Compagnie des Eaux, en vue du service dont elle était concessionnaire.

En conséquence, la Compagnie a été déclarée responsable, sous la réserve que, si elle estimait que l'abonné était à son égard responsable, par application de l'article 10 du règlement sur les abonnements qui précise que l'abonné est seul responsable des dommages causés à des tiers par son branchement, il lui appartenait d'intenter telle action qu'elle croirait fondée ¹.

Cette liberté d'exercer un recours est laissée au concessionnaire, même vis-à-vis de l'Administration.

(4) Cons. d'Et. 19 juin 1930, Sous-Secrétaire d'Etat des Postes. c. C¹^e des Tramways de Cherbourg, R. p. 630.

110. — (1) Cons. d'Et. 14 février 1923, C¹^e Gle des Eaux, R. p. 148.

Il n'appartient pas, en effet, au juge saisi de la poursuite en contravention, de s'abstenir de la réprimer et de ne pas condamner le concessionnaire de tramways à la réparation du dommage, en faisant état d'une convention particulière passée avec l'Administration des P.T.T., en vue de mettre à la charge de cette dernière, moyennant indemnité, les travaux nécessaires pour mettre les lignes télégraphiques et téléphoniques à l'abri des dommages d'électrolyse.

Mais le Conseil d'Etat rappelle au contrevenant la possibilité qu'il peut envisager d'intenter contre l'Etat tel recours qu'il jugera à propos, s'il estime qu'en raison de la convention intervenue ² ou des fautes de l'administration ³, il doit être rendu indemne des réparations pécuniaires auxquelles il a été condamné.

Ce recours, comme le signale M. RICARD ⁴ est de la compétence du Conseil de Préfecture et non de celle du Conseil d'Etat, lorsque la convention se rattache à l'exécution de travaux publics. La Cour de Cassation a de même eu l'occasion de décider que lorsque l'Etat s'est, par convention, engagé envers une compagnie de tramways électriques à exécuter tous les travaux dont celle-ci est tenue pour remédier aux perturbations que l'installation d'un tramway a causées aux postes et lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistants, les juges du fond peuvent, par une interprétation souveraine de la convention, mettre à la charge de l'Etat les dépenses afférentes non seulement aux fils d'une ligne télégraphique d'intérêt privé, lesquels appartiennent à l'Etat, mais encore aux appareils installés chez le concessionnaire de cette ligne et appartenant à ce dernier.

(2) Cons. d'Et. 5 août 1908, D. 1910.3.49, S. 1911.3.15 ; Cons. d'Et. 26 octobre 1921, R. p. 880, Rev. Conc. 1924, p. 29.

(3) Cons. d'Et. 16 juillet 1920, Rev. Conc. 1929, p. 163 ; Cons. d'Et. 10 décembre 1924, R. p. 1003, Rev. Conc. 1925, p. 112 ; Cons. d'Et. 19 juin 1930, R. p. 630.

(4) *Op. cit.* t. II, p. 1472.

Et le concessionnaire peut invoquer la convention passée entre l'Etat et la Compagnie de Tramways pour obtenir une condamnation directe contre l'Etat.

Une telle convention ne porte pas atteinte aux lois spéciales qui exonèrent l'Etat de toute responsabilité du fait des interruptions accidentelles des communications sur les lignes d'intérêt privé ⁵.

(5) Cass. 9 nov. 1904, S. & P. 1909.1.379, D. 1907.1.431.

CHAPITRE VI

LE LIEN DE CAUSALITÉ

111. — Il a été signalé par MM. H. et L. MAZEAUD que « chaque fois que la loi édicte, en faveur de la victime, une présomption de responsabilité, cette présomption vise le lien de cause à effet : le demandeur n'a pas à prouver que le dommage dont il se plaint a été causé par le défendeur » ¹.

Mais les auteurs ont eu le soin de préciser la distinction qui existe « entre les deux sortes de liens de causalité qu'on peut rencontrer », entre le lien de causalité qui constitue une condition d'application du texte spécial » dont se targue le défendeur ², il devra être démontré que le préjudice a été causé par un bâtiment, par un animal, par une chose inanimée, et « le lien de causalité véritable, condition générale de la responsabilité civile : celui qui unit au dommage le défendeur lui-même ».

Il est, en effet, indispensable de distinguer le rapport existant entre le fait de la personne ou de la chose et le dommage et le rapport de causalité proprement dit : le mot de cause implique tantôt une idée de participation à la réalisation du dommage, tantôt une indication de l'origine de l'enchaînement des faits qui a provoqué ce dommage ; lors de la chute d'un arbre sur une automobile, la chute de l'arbre est, dit-on, la cause

111. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, p. 336, n° 1437.

(2) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, p. 334 et 335.

du dommage, mais la foudre qui a provoqué la chute de l'arbre est également, en l'espèce, la cause du dommage ; la chute de la foudre peut avoir une cause ou plusieurs causes que nous ignorerons le plus souvent ; ainsi, à mesure que l'on cherche l'origine des faits, on s'aperçoit des « ramifications » multiples de la cause qui s'estompent, d'ailleurs, progressivement.

La relation de cause à effet la plus simple est, en matière d'accidents, celle qui relie le fait de la chose d'où résulte de façon immédiate le dommage au dommage lui-même.

La preuve du fait de cette chose, en matière de travaux publics, incombe au demandeur qui peut s'en tenir à cette preuve et à celle du dommage, s'il s'agit d'une responsabilité présumée.

Il doit en outre, évidemment, prouver soit la faute du service, soit le vice de construction ou le défaut d'entretien de l'ouvrage public, dans le cas contraire.

Par contre, il appartient au défendeur de prouver la cause *médiante* susceptible de l'exonérer, c'est-à-dire le cas fortuit ou de force majeure.

Il semble bien d'ailleurs que cette obligation existera en fait, sinon en droit, même en cas de responsabilité non présumée.

Le défendeur aura d'ailleurs également intérêt à démontrer que la cause *immédiate* des dommages n'est pas le fait dont il est responsable et que ce fait n'est pas intervenu dans la réalisation du dommage.

Ainsi le défendeur s'efforcera toujours de prouver que la cause immédiate ou médiate du préjudice résulte d'un cas fortuit ou de force majeure, du fait d'un tiers, d'une faute de la victime, en un mot, qu'elle est une cause étrangère qui ne lui est pas imputable.

SECTION I

CAUSES D'EXONÉRATION TOTALE OU PARTIELLE.

DÉFINITION DU CAS FORTUIT ET DE FORCE MAJEURE.

112. — L'étude des causes d'exonération de responsabilité suppose l'examen d'une double question :

1^o Peut-on et doit-on admettre qu'il existe des causes susceptibles d'exonérer l'auteur du fait dommageable, de toute responsabilité, alors que l'on suppose, bien entendu, que le préjudice a été établi et que la relation entre le fait du prétendu responsable et le dommage a été démontrée ?

2^o Convient-il de différencier les causes d'exonération ou, plus exactement, comment faut-il définir le cas fortuit ou le cas de force majeure ? L'un et l'autre cas ont-ils la même efficacité exonératoire ?

113. — EXISTENCE DES CAUSES D'EXONÉRATION. — La première question se rattache très directement aux règles de l'étendue de la responsabilité.

Il n'a pas paru douteux pendant très longtemps que lorsqu'un événement avait été provoqué notamment par une force de la nature, aucune responsabilité ne pouvait être encourue.

On disait qu'il y avait cas fortuit ou de force majeure. Ces expressions définissaient l'événement extrinsèque et imprévisible qui, par cela même, exonérait de toute responsabilité.

Mais l'évolution des idées qui tendait à assurer une protection généralisée des victimes d'accidents est

venue peu à peu restreindre les causes d'exonération. Il ne s'agit pas seulement de la substitution de la responsabilité présumée à la responsabilité pour faute, qui a mis à la charge de celui sur qui pèse la présomption, les dommages de cause inconnue : c'est ainsi que la loi du 9 avril 1898 a permis d'étendre la responsabilité de l'employeur au cas où, bien que l'accident ait été provoqué par une force de la nature, les conditions du travail ont contribué à mettre la dite force majeure en mouvement ou en ont aggravé les effets.

Les partisans les plus intransigeants de la théorie du risque ne pensent pas s'arrêter en si bon chemin, et l'on peut lire dans une note assez récente, l'expression de cette opinion, très clairement exprimée ¹ : « L'exonération de la responsabilité, lorsqu'il y a force majeure ou faute de la victime, repose sur l'idée que ces circonstances excluent le fait de l'ouvrage. Il n'y a plus réellement fait de l'ouvrage, mais fait de la nature ou fait de la victime : aucune responsabilité ne saurait donc être encourue par la collectivité qui a la garde de l'ouvrage. A la vérité, nous admettrions volontiers pour notre part, que même la force majeure n'exonère pas la collectivité de sa responsabilité, dès lors que le dommage a supposé l'existence de l'ouvrage. Un fil électrique rompu par la tempête provoque un accident : il y a sans doute force majeure, mais l'accident ne se serait pas produit s'il n'y avait pas eu de fil électrique ; il y a donc, ainsi, à notre sens, fait de l'ouvrage. Et la collectivité ayant le profit de l'ouvrage doit en supporter tous les risques, même ceux-là. La logique de la théorie du risque voudrait que l'on éliminât même la notion de force majeure comme cause d'exonération de la responsabilité ».

113. — (1) Note P. L. Cons. d'Et. 13 mars 1936, S. 1936.3.49.

C'est, on le voit, faire reposer la responsabilité sur une notion de causalité extrêmement ténue.

Rares les auteurs qui réclament une extension aussi excessive de la responsabilité.

Il semble, en effet, qu'avant de rayer définitivement la notion de force majeure des principes utilisables, il convient de réfléchir à l'accroissement des charges de la responsabilité, déjà extrêmement lourdes, qui en résulterait.

Au surplus, les critiques, le plus souvent fondées, qui ont été adressées à la théorie du risque qui aboutit à confondre sous les mêmes responsabilités, une activité prudente et soigneuse avec une gestion désordonnée et irréfléchie, apparaissent avec toute leur portée si l'on enlève au présumé responsable la possibilité de découvrir toute cause d'exonération.

La plupart des auteurs se contentent, en conséquence, de souligner avec faveur la jurisprudence qui interprète de façon restrictive les faits constitutifs de force majeure.

114. — DÉFINITION DU CAS FORTUIT ET DE FORCE MAJEURE. — Nous sommes donc conduits à étudier la deuxième question que nous avons envisagée. Convient-il de différencier le cas fortuit du cas de force majeure ? Comment faut-il les définir respectivement ?

M. HAURIOU opposait le cas de force majeure, force à laquelle il ne sera jamais possible de résister, au cas fortuit, événement qui n'est inévitable que par suite de la précarité relative des moyens dont on dispose au moment où la responsabilité a été encourue ¹.

C'est à une autre distinction ² que fait appel M. BON-

114. — (1) Note sous Cons. d'Et. 10 mai 1912, Ambrosini, S. 1912.3. 161.

(2) Note sous Cons. d'Et. 25 janvier 1929, Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T. Sté du Gaz de Beauvais, S. 1929.3.81.

NARD : Pour lui, l'élément essentiel du *cas fortuit* consiste en ce que l'accident qui a déterminé le dommage, résulte d'une cause inconnue. Ce caractère entraînerait à son tour l'imprévisibilité qui serait un des éléments du cas fortuit et aboutirait à rendre impossible de prévenir et d'empêcher l'accident.

La notion de *force majeure* serait non plus à base d'imprévisibilité, mais à base d'irrésistibilité, l'événement pouvait, à la rigueur, être prévu, mais non empêché.

Le même auteur fait application de la distinction en démontrant que dans la responsabilité pour risque, le cas fortuit, à la différence du cas de force majeure, ne peut pas être une cause d'exonération.

S'il y a responsabilité pour faute présumée, la cause étant inconnue, il ne sera pas possible à l'auteur du dommage de se dégager de cette présomption.

Au cas de responsabilité pour risque la solution sera la même pour une raison différente : la responsabilité est fondée sur un rapport de causalité existant entre le dommage et le fait qui l'a provoqué.

Il faut donc, pour s'exonérer, démontrer la cause extérieure ; cela ne sera pas possible s'il y a cause inconnue, c'est-à-dire, selon M. BONNARD, cas fortuit.

Ce dernier fait remarquer que l'arrêt « *Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T. contre Société du Gaz de Beauvais* », est le premier arrêt qui formule cette distinction, les arrêts antérieurs semblant avoir suivi les errements civilistes, au sujet de la confusion des deux cas.

Il est vrai que le Commissaire du Gouvernement LATOURNERIE, avait défini la force majeure comme une force imprévisible et irrésistible, extérieure à la chose, qu'elle provienne du fait des hommes ou d'un accident de la nature et le cas fortuit comme un événement ayant le même caractère, mais dont la cause, indéterminée, se rattacherait à l'objet dommageable, à sa cons-

titution, à sa nature même : Il semblait ainsi penser plutôt à l'idée de vice ignoré et imprévu de la chose, qu'à celle de cause inconnue.

Quoi qu'il en soit, à supposer que le Conseil d'Etat ait admis la distinction dans l'espèce envisagée, il n'est pas démontré qu'il persiste dans une distinction dont l'intérêt n'est pas évident, étant donné qu'il n'est pas discuté que, dans la théorie du risque, les accidents de cause inconnue incombent au service qui a la charge des ouvrages qui ont provoqué le dommage.

Il semble donc que, quelle que soit la définition respective du cas fortuit ou de la force majeure, il n'y ait exonération que lorsque le fait dommageable a été provoqué par un événement qu'il n'a pas été possible de prévoir ou d'empêcher.

Ce sont là les notions auxquelles est parvenue également la jurisprudence civile.

Il convient d'examiner l'application de ces principes qui a été faite par la jurisprudence administrative, en matière de dommages provoqués par les installations électriques.

SECTION II

LE CAS FORTUIT ET DE FORCE MAJEURE

115. — En matière de responsabilité des distributeurs, les ruptures de fils conducteurs, génératrices de dommages, sont fréquemment provoquées par les forces de la nature : tempêtes, foudre ou par les chutes d'arbres ou de branches qui peuvent être consécutives au déploiement des dites forces.

La jurisprudence des tribunaux administratifs, comme

celle des tribunaux judiciaires, exige du défendeur qu'il établisse à la fois l'événement dont il entend se prévaloir à titre de force majeure et la preuve que cet événement présentait bien le caractère de la force majeure invoquée, c'est-à-dire l'irrésistibilité et l'imprévisibilité : en matière d'installations électriques, s'il s'agit de chutes de foudre, il sera nécessaire de prouver non seulement cette chute, mais encore la présence des dispositifs de protection imposés par les règlements techniques ou par la prudence, tels que parafoudres, mises à la terre, etc...

S'il s'agit de tempête, il faudra non seulement démontrer la violence du vent, mais encore que cette violence était telle que les installations ne pouvaient être normalement conçues pour résister : Il sera nécessaire de faire appel, en conséquence, à la fois à des notions d'ordre technique et à des constatations portant sur la vitesse du vent émanant, par exemple, d'offices météorologiques.

116. — C'est pour n'avoir pas rapporté des preuves suffisantes du cas de force majeure invoqué, que les défendeurs succombent fréquemment.

Ceci s'est notamment produit devant le Conseil d'Etat, à l'occasion d'une rupture de fil, suivie d'électrocution ¹.

La haute juridiction administrative a même décidé que si la rupture des fils a été provoquée par la chute sur les conducteurs électriques, au cours d'un violent orage, d'un arbre planté dans une propriété riveraine de la route, cette circonstance qui peut donner lieu à un recours de la société contre le propriétaire de l'arbre, n'est pas de nature à faire écarter la responsabilité au

116. — (1) Cons. d'Et. 17 mai 1934, Sté des Forces Motrices du Haut-Rhin, S. 1934.3.81.

regard de la victime : même en l'absence de toute faute relevée à sa charge soit dans l'installation, soit dans l'entretien de ses lignes, la société, en raison de l'existence des ouvrages dont elle est concessionnaire et des dangers qu'ils présentent, est responsable des dommages qu'ils ont causés.

Elle ne peut être exonérée de cette responsabilité en invoquant le caractère de force majeure de l'orage qui s'est produit, alors qu'elle ne fait pas la preuve de la force majeure alléguée.

Il semble qu'il y ait là une conception singulièrement étroite du cas fortuit ou de force majeure : la cause d'exonération n'eût pas dû résulter, en l'espèce, de l'orage qui pouvait être ou non établi, mais de la chute de l'arbre quelle qu'en soit la cause ; c'est là un événement véritablement irrésistible : d'une part il n'est pas possible de construire les lignes, hormis les lignes à haute tension, en dehors du rayon de chute des arbres qui les bordent et, d'autre part, le distributeur ne saurait avoir la surveillance d'arbres dont il n'est pas propriétaire.

SECTION III

LE FAIT D'UN TIERS

117. — Les considérations qui précèdent nous conduisent à examiner si la faute ou le fait d'un tiers est ou non susceptible de constituer un cas fortuit et une cause d'exonération.

Sous réserve de la jurisprudence la plus récente qui paraît faire application des causes d'exonération de façon très restrictive, le Conseil d'Etat admet que le

fait d'un tiers constitue une cause d'exonération ; encore faut-il que ce fait présente les caractères du cas fortuit ou de force majeure que nous avons énumérés.

Le Conseil d'Etat estime, par contre, que l'arrêté ministériel qui, en autorisant l'exploitation d'une concession de tramways électriques, impose au concessionnaire la responsabilité des dommages que pourrait causer l'établissement ou l'exploitation des installations électriques des tramways, même au cas où le concessionnaire aurait pris les précautions nécessaires pour éviter tout contact entre les conducteurs d'énergie et les autres fils électriques, n'a pas pour objet de décharger l'Etat des fautes commises par ses propres agents ¹.

L'Etat est encore responsable de l'incendie occasionné par l'imprudence commise par les agents de l'Administration des Postes qui avant de poser un fil téléphonique au-dessus d'un conducteur d'énergie électrique qu'ils savaient démunis d'appareils protecteurs, n'ont pris aucune précaution pour éviter la chute de ce fil et n'ont même pas prévenu la Compagnie de Tramways du travail qu'ils allaient entreprendre.

Il s'agit là d'un cas typique du fait d'un tiers, celui de la compagnie de Tramways dont les fils n'étaient pas munis de dispositifs de garde, qui pouvait à la fois être prévu et empêché.

La juridiction administrative estimera enfin, le plus souvent, que le fait d'un entrepreneur ou d'un autre service qui disposait antérieurement de l'ouvrage, n'est pas susceptible d'exonérer le service public qui a la charge de l'ouvrage, au moment où s'est produit le dommage.

Nous avons déjà exposé que cette présomption de responsabilité nous paraissait être fondée sur une idée de représentation ou de substitution.

117. — (1) Cons. d'Et. 7 avril 1905, S. 1907.3.44 ; Cons. d'Et. 11 juin 1913, R. p. 653, La Loi, 22 septembre 1913.

118. -- A cette notion de fait d'un tiers se rattache la question de la responsabilité délictuelle ou contractuelle d'un tiers vis-à-vis du responsable de l'ouvrage public : ce n'est pas seulement un architecte ou un entrepreneur qui peut être responsable contractuellement, en vertu des règles dont la juridiction administrative fait application en pareil cas, c'est encore, parfois, un abonné ; comme le fait justement remarquer M. BLÆVOET, un abonné peut avoir à supporter en dernière analyse un recours du concessionnaire responsable, à concurrence de l'indemnité à laquelle celui-ci a été condamné, si le règlement ou le contrat d'abonnement mettent à la charge de l'abonné les dommages causés par le branchement particulier ¹.

Mais il y a là application des règles de responsabilité contractuelle et non pas cause d'exonération.

Les risques du recours à exercer contre l'abonné incombent au responsable de l'ouvrage public et non au tiers lésé.

Nous avons d'ailleurs déjà cité des exemples de ces recours à propos des contraventions de grande voirie ².

SECTION IV

LA FAUTE DE LA VICTIME

119. — La victime ne peut évidemment exercer un recours si la survenance de l'événement est entièrement imputable à sa propre faute.

En matière de responsabilité pour faute, alors que la

118. — (1) Cons. d'Et. 21 janvier 1927, D.P. 1928.3.57 et la note Blaevoet.

(2) Voir *supra* n° 110.

charge de prouver la faute incombe au demandeur, celui-ci parviendra difficilement à rapporter la preuve de la faute du défendeur si le dommage a été provoqué par la sienne propre.

En cas de faute commune, la démonstration de la faute de la victime présentera cependant l'intérêt de permettre un partage de responsabilités.

Mais la démonstration de la faute de la victime présente surtout de l'intérêt lorsque la responsabilité est présumée : cette démonstration demeure une des seules armes défensives du défendeur ; il ne manque pas de l'utiliser.

En matière de dommages provoqués par l'électricité, la victime aura par exemple volontairement touché les fils conducteurs ou n'aura pas pris les précautions les plus élémentaires que la prudence lui dictait.

Les Tribunaux judiciaires ont eu l'occasion assez fréquente de connaître des affaires où imprudences et fautes graves de la victime avaient pu être alléguées et démontrées ; nous aurons à examiner dans quelle mesure il a été tenu compte de ces fautes.

La jurisprudence administrative a souvent, en pareilles circonstances, admis un partage des responsabilités : cette question du partage des responsabilités qui présente un intérêt particulier, sera examinée spécialement.

SECTION V

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

120. — Le Conseil d'Etat, comme on l'a signalé, ne s'attache pas de façon étroite à l'idée de cause du préjudice ¹.

120. — (1) Note Blaevoet sous Cons. d'Et. 21 janvier 1927, D. P. 1928.3.57.

Il admet fort bien le partage des responsabilités entre les différents auteurs du préjudice, parmi lesquels la victime peut être éventuellement comptée.

Il se réserve, comme les tribunaux judiciaires et en dépit des critiques que cette liberté d'appréciation a pu rencontrer, la possibilité de partager, dans la proportion qu'il juge convenable, le montant des responsabilités : il n'accepte pas, en conséquence, la solution préconisée par les partisans de la notion abstraite de causalité, en vertu de laquelle la responsabilité ne pourrait être partagée que par parts viriles : il consent à reconnaître plusieurs causes possibles dont il apprécie les effets respectifs. Il aboutit à une conception de « causalité relative ».

Ainsi, à la suite de l'électrocution de chevaux provoquée par la rupture de fils sous tension, le Conseil d'Etat a estimé que l'accident était imputable, dans une certaine mesure, à la négligence du tiers lésé qui aurait pu empêcher son attelage de s'engager sur la nappe des fils électriques traînant à terre : un quart des dommages a été de la sorte laissé à sa charge ².

Dans une espèce analogue « ayant eu en partie pour cause, l'imprudence de la victime », la réparation est fixée par le Conseil d'Etat à une indemnité forfaitaire réduite ³.

Dans une affaire où avait été exercée par l'Etat l'action de l'article 7 de la Loi du 9 avril 1898, le Conseil d'Etat a réparti de la même façon la responsabilité de l'Etat employeur et d'un tiers responsable, la Compagnie concessionnaire de tramways : un ouvrier avait été électrocuté par le contact d'un fil téléphonique avec l'un des tendeurs du fil conducteur de l'énergie électrique utilisée par le tramway.

(2) Cons. d'Et. 12 janvier 1934, Sté des Forces Motrices du Haut-Rhin, S. 1934.3.81.

(3) Cons. d'Et. 17 mai 1934, Sté Sud-Lumière, S. 1934.3.81.

L'Administration des Postes avait eu le tort de ne pas veiller à ce que son ouvrier fût muni de gants de caoutchouc réglementaires, dont la prudence recommandait d'ailleurs l'emploi pour un travail exécuté dans le voisinage du tramway.

Le concessionnaire étant, d'autre part, responsable à raison de ses ouvrages, la responsabilité fut partagée par moitié entre l'Etat et le concessionnaire ⁴.

Un partage de responsabilité a été encore admis à la suite d'un incendie provoqué par le contact de fils télégraphiques et d'un conducteur d'électricité appartenant à une compagnie de tramways ⁵.

Le Conseil d'Etat a déclaré, de même, l'Administration responsable à concurrence d'un quart des dommages, dans une espèce où un particulier avait été victime d'un accident causé par la rupture d'un fil téléphonique qui, en tombant, était venu toucher les conducteurs d'énergie électrique appartenant à une compagnie de tramways : cette chute constituait la faute de l'Administration et, d'autre part, les fils du concessionnaire de tramways, responsable pour le surplus, n'étaient pas munis d'isolateurs à l'endroit où s'était produit le contact ⁶.

Un concessionnaire peut être responsable par suite de la hauteur insuffisante de ses fils au-dessus d'un terrain assimilable à la voie publique.

Toutefois, en cas d'accident, une part du dommage peut être laissée à la charge de la victime si celle-ci habitant l'immeuble desservi par la conduite électrique, en connaissait la hauteur et la présence, a commis la faute d'approcher une locomobile dont le tuyau est

(4) Cons. d'Et. 22 mai 1908. S. 1909.3.122.

(5) Cons. d'Et. 14 janvier 1910, C^{ie} des Tramways électriques d'Angers c. C^{ie} d'Assurances l'*Urbaine* et le *Soleil*, R. p. 31, S. 1912.3.86.

(6) Cons. d'Et. 23 juillet 1913, Min. des Travaux Publics, des Postes et Télégraphes, R. p. 892.

venu en contact avec le fil et a ainsi provoqué l'électrocution ⁷.

Ces quelques exemples permettent de constater que la responsabilité, théoriquement très sévère, des distributeurs de courant ou de l'Administration, peut être pratiquement atténuée, lorsque la victime a fait preuve d'imprudence ou qu'une faute quelconque a pu être constatée à sa charge.

(7) Trib. Administratif d'Alsace et de Lorraine, 8 février 1933, S. 1933.3.81.

TROISIÈME PARTIE

**LA RESPONSABILITÉ
EN VERTU
DES RÈGLES DU DROIT PRIVÉ**

121. — LE FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ. —

En matière d'accidents et de dommages provoqués par le courant électrique, la responsabilité des distributeurs est celle qui est le plus souvent mise en cause, même devant les tribunaux judiciaires.

Une question se pose tout d'abord : les règles de responsabilité des distributeurs, les fondements sur lesquels repose cette responsabilité, ne sont-ils pas les mêmes, qu'il s'agisse d'affaires jugées par les tribunaux administratifs ou par les tribunaux judiciaires ?

S'il n'en est pas ainsi, comment expliquer une pareille différence ?

Nous avons déjà précisé que la juridiction administrative ne se considérait pas comme tenue de motiver ses décisions par les articles 1382 et suivants du Code civil et, qu'en fait, elle applique les principes qui lui paraissent les plus adéquats aux conditions de fonctionnement des services publics.

Par contre, les tribunaux judiciaires sont évidemment obligés de faire application de façon intégrale des principes du Code civil et ne sauraient faire de distinction, à défaut de dispositions spéciales, entre les concessionnaires et les non concessionnaires de services publics.

Ainsi, par suite de l'existence de règles de compétence plus ou moins subtiles ou plus ou moins controversées, la responsabilité des distributeurs pourrait se trouver soumise à un régime de responsabilité complètement distinct.

Il n'en est pas cependant ainsi ; par un phénomène de rapprochement auquel il a été fréquemment fait allusion, les tribunaux administratifs ont compris que

la responsabilité de l'Administration, des entrepreneurs ou des concessionnaires de travaux publics ne pouvait être complètement différente de celle des simples particuliers et que tout en donnant un large assouplissement aux formules du droit privé, il convenait de le considérer comme la norme des rapports sociaux dont la puissance publique devait, dans sa conduite, se rapprocher.

Mais si les modalités d'application sont devenues voisines, le fondement des responsabilités est demeuré complètement autonome.

Il semble que lorsqu'il s'agit d'une activité identique, définie à la fois par le droit privé et par le droit public, chacune des conceptions est parfaitement subjective, sa propre vision des faits se trouve subordonnée à l'angle sous lequel elle les examine : le concessionnaire responsable du défaut d'entretien ou du vice de construction de l'ouvrage public dont il assure l'exploitation, tel qu'il apparaît en droit administratif, est pourtant tout à fait identique à l'exploitant d'une entreprise commerciale ou industrielle, tel que le caractérise le droit privé.

Le fondement de sa responsabilité envisagé au point de vue du droit privé devra être étudié à propos de chaque texte : il est cependant possible d'affirmer dès maintenant qu'il ne peut différer essentiellement des règles ordinaires qui résultent du Code civil.

Mais la nature même de l'exploitation et les caractères propres des dangers qui y sont inhérents, la réglementation administrative spéciale qu'elle implique, suffisent à donner à cette responsabilité une apparence un peu particulière dans l'ensemble du droit privé.

122. — IMPORTANCE PRATIQUE DANS LE DROIT PRIVÉ DES PROBLÈMES ÉTUDIÉS. — Mais quelle est l'import-

tance pratique, dans le droit privé, de la question de la responsabilité en matière de dommages provoqués par le courant électrique ? elle est relativement grande.

Les règles de la compétence administrative qui résultent de la loi du 28 Pluviose an VIII sont débordées de toute part. Les tribunaux judiciaires reconnaissent de la façon la plus large leur propre compétence et même tranchent parfois des litiges pour lesquels ils sont notoirement incompétents : l'attitude des plaideurs n'est pas hostile, dans l'ensemble, à ces usages ; la juridiction civile leur est plus familière, les principes dont elle fait application sont mieux connus des praticiens ; les concessionnaires hésitent parfois, dans la certitude que les tribunaux administratifs ne leur seront pas plus favorables, à soulever une exception d'incompétence.

Enfin les tribunaux judiciaires connaissent, sans aucune contestation possible du contentieux des contrats d'abonnement qui se révèle fertile en actions en responsabilité.

La jurisprudence des tribunaux judiciaires se trouve être de la sorte beaucoup plus abondante que celle des tribunaux administratifs. Elle nous permettra de pénétrer plus avant dans le problème de la responsabilité qui nous préoccupe.

123. — RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE ET RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE. — Il est d'usage, au seuil de toute étude de responsabilité, de distinguer la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle et la responsabilité contractuelle.

Il convient d'autant moins de faillir à cet usage, que chacune de ces responsabilités apparaît en notre matière avec des caractères propres.

L'intérêt de la distinction dans notre droit privé

n'est plus à démontrer¹ : Il ne s'agit pas seulement du régime de la preuve qui est distinct, mais aussi de l'appréciation de la faute et du préjudice susceptible d'être réparé, de la validité des clauses d'exonération ou de limitation de la responsabilité, de la capacité, de la compétence, pour ne rappeler que les différences les plus importantes.

Mais le demandeur a-t-il la possibilité, et c'est là le problème du cumul ou plus exactement de l'option des responsabilités, de se placer sur un des terrains ou sur l'autre à son choix ?

Il n'est pas douteux que pour qu'il y ait responsabilité contractuelle il est nécessaire qu'existe un contrat valable entre le responsable et la victime et que le dommage résulte de l'inexécution d'une obligation contractuelle.

Mais dans quelle mesure le contractant qui subit un préjudice, pourrait-il exercer une action en responsabilité délictuelle contre son co-contractant ? Il y a là une question extrêmement complexe qu'il n'est pas dans l'objet particulier de cette étude de chercher à résoudre².

Qu'il suffise de rappeler ici que, si l'on admet qu'en excluant du contenu du contrat certaines obligations, dans le but d'éviter que le contractant à qui elles eussent été imposées ne soit tenu de les exécuter, la force obligatoire du contrat se trouvera ruinée au moins en partie, s'il est possible d'en imposer le respect par l'intermédiaire d'une action quasi-délictuelle.

C'est, d'autre part, méconnaître la volonté des parties, si elles ont réglementé les conditions de leur respon-

123. — (1) Cf Lalou, *op. cit.* p. 229 et s. et p. 332 ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.* t. I, p. 99 et s.

(2) Cf. Demogue Obligations t. V, n° 1246 ; Lalou, *op. cit.* n° 614 et s. ; Planiol Ripert et P. Esmein, *op. cit.* n° 493 ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.* tome I, n° 173 et s. ; Voir aussi la note de M. Ripert au D. P. 1926.1.5 et la note de M. Josserand, D. P. 1927.1.105.

sabilité respective, ou permettre de tourner les dispositions supplétives ou impératives de la loi, que d'accorder au contractant la possibilité d'exercer une action qui ne serait nullement soumise aux mêmes conditions.

La jurisprudence est, en principe, défavorable au système de l'option qu'elle admet par ailleurs exceptionnellement dans certaines circonstances : c'est ainsi que les clauses contractuelles de non-responsabilité laisseraient subsister une responsabilité délictuelle et aboutiraient, en conséquence, à un simple renversement du fardeau de la preuve.

CHAPITRE I

LE PRÉJUDICE

124. — Le préjudice, cet élément qui est à la base de toute action en responsabilité dont il appartient en principe au demandeur de rapporter la preuve, ne comporte pas, en matière de dommages provoqués par le courant électrique, de caractéristiques juridiques spéciales.

Il convient cependant de rappeler brièvement certaines notions d'ordre général et d'indiquer l'application qui peut en être faite dans certains cas particuliers.

Il n'est pas inutile de faire état, notamment, des distinctions qui sont faites habituellement en ce qui concerne le préjudice en matière de responsabilité contractuelle et extra-contractuelle.

125. — DOMMAGE PRÉVISIBLE. — Le débiteur d'une obligation contractuelle n'est tenu, conformément à l'article 1150 du Code civil, que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

On a fait remarquer que l'on ne saurait faire état de cette limitation de responsabilité en dehors d'un contrat : il ne pourrait, en effet, être question de dommages « prévus ou à prévoir lors du contrat »¹. Les contrac-

125. — (1) Cf. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 896, II^e édit.

tants ont créé leurs propres obligations et prévu l'importance de la responsabilité éventuelle que pourrait entraîner pour eux l'inexécution du contrat : ils ont accepté d'être liés avec la perspective éventuelle d'une certaine responsabilité, prévisible, en cas d'inexécution.

L'inexécution, quand elle n'est pas intentionnelle, ne saurait entraîner une indemnisation plus étendue : c'est ainsi que lorsqu'un locataire a déposé, contrairement aux clauses du bail, des marchandises dans son appartement, si l'immeuble est incendié par suite d'un vice de construction, la responsabilité du propriétaire ne saurait s'étendre qu'à la valeur des meubles qui normalement devaient garnir un appartement devant être bourgeoisement occupé ².

Il semble bien qu'il doive en être de même en ce qui concerne la responsabilité d'un distributeur si son abonné utilise le courant électrique dans des dispositifs délicats et coûteux dont il n'a pas fait connaître l'existence au distributeur, contrairement aux clauses de la police d'abonnement, du cahier des charges ou aux dispositions d'une réglementation administrative particulière ou lorsque la police d'abonnement aura prévu une certaine utilisation de l'énergie électrique, par exemple l'éclairage des locaux et de la petite force motrice.

La responsabilité du distributeur ne saurait s'étendre, conformément aux dispositions de l'article 1150 du Code civil, qu'aux dommages prévisibles qui pouvant avoir été provoqués par le passage du courant dans les installations dont les caractéristiques sont différentes de celles prévues par le contrat d'abonnement.

Par contre, il semble bien que le distributeur puisse prévoir qu'au cas où le courant électrique provoquerait un incendie engageant sa responsabilité contractuelle,

(2) Cass. Req. 20 octobre 1926, S. 1927.1.54.

les dommages peuvent être d'une importance considérable.

C'est ce que la Cour de Cassation admet actuellement en matière de transport de bagages ³, tout au moins en ce qui concerne les objets qui ne sont pas exclus par les tarifs ⁴. « La compagnie a dû prévoir que certains colis, pouvant être normalement enregistrés comme bagages, renfermeraient des objets de valeur plus ou moins considérable ».

Il ne faudra plus parler d'imprévisibilité, mais plus exactement de la faute de l'abonné si celui-ci se livre, au moyen du courant électrique, à des opérations dangereuses sans prendre les précautions nécessaires : le distributeur pourra se rouver, de ce fait, exonéré de sa responsabilité en totalité ou en partie, mais pour une autre raison, l'existence de la faute de la victime.

Il est probable, en revanche, que si l'abonné a pris toutes les précautions désirables et si le distributeur a pu avoir connaissance dans les termes du contrat, du genre d'activité de son abonné, il ne pourra pas faire état des dispositions de l'article 1150 du Code Civil.

Il ne pourra pas davantage s'en prévaloir si sa responsabilité n'est plus contractuelle mais se trouve être délictuelle ou quasi-délictuelle : Il sera tenu de réparer, dans ce cas, le dommage prévisible comme le dommage imprévisible.

126. — DOMMAGE ACTUEL ET CERTAIN. — Qu'il suffise de rappeler ici que le préjudice doit être actuel et certain.

Un préjudice futur ou hypothétique ne peut, en principe, donner lieu à une réparation.

(3) Cass. Req. 11 juin 1928, Gaz. Pal. 1928.2.327.

(4) Cass. Civ. 15 novembre 1927, Gaz. Pal. 1928.1.135 ; Paris 16 juillet 1929, Gaz. Pal. 1929.2.658.

127. — DOMMAGE MATÉRIEL OU MORAL. — Le préjudice doit, pour donner ouverture à réparation, être matériel ou moral, il suffit qu'il s'agisse d'un préjudice sérieux.

La jurisprudence paraît, d'ailleurs, avoir exagéré le nombre des liens d'affection pouvant justifier une action en responsabilité pour préjudice moral.

128. — DOMMAGE DIRECT. — L'article 1151 du Code Civil décide que « dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il est privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention ».

La question se pose également de savoir si cette règle, formulée à propos des obligations contractuelles, est applicable à la responsabilité extra-contractuelle. Remarquons d'ailleurs que le caractère direct ou indirect du préjudice ne vise pas le dommage proprement dit dans sa nature, mais bien le lien de causalité : il s'agit, en effet, de déterminer si le lien qui unit le fait dommageable au dommage lui-même doit être plus ou moins ténu, si le préjudice, pour donner lieu à responsabilité, peut être la suite médiate ou immédiate, occasionnelle ou fatale de ce fait dommageable.

Précisons simplement ici qu'il n'est dû, théoriquement, réparation du préjudice indirect ni en matière de responsabilité contractuelle, ni en matière de responsabilité délictuelle ¹.

Cependant, certains groupements, les syndicats en particulier, peuvent subir un préjudice qui, même indirect, est susceptible d'être pris en considération par les tribunaux.

128. — (1) Cf. Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 869 bis ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, n° 1666 et s.

La loi du 12 mars 1920, qui modifie l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 devenue article 11 du livre III du Code du Travail, précise que les syndicats professionnels « peuvent, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent ».

Ainsi un syndicat d'hôteliers, formé dans une station thermale, a qualité pour demander la réparation du préjudice causé à ses membres, pris collectivement, par l'irrégularité du service de distribution d'électricité.

Mais l'indemnité susceptible de lui être allouée ne doit pas comprendre celle que chacun des membres, pris individuellement, est en droit de réclamer. Le montant de cette indemnité doit donc être fixé en conséquence ².

Il a même été admis qu'une association syndicale, régulièrement constituée et déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, représente l'intérêt collectif de ses membres et peut, à bon droit, réclamer, par voie d'intervention, la réparation du préjudice causé collectivement à ces derniers.

Spécialement, un syndicat de défense des consommateurs d'électricité, ainsi constitué et déclaré, serait recevable, comme représentant l'intérêt collectif des membres de l'association, à réclamer par voie d'intervention à la Compagnie tenue de fournir l'électricité à ces derniers, la réparation du préjudice causé collectivement aux adhérents par l'interruption du courant. Cette action ne se confond pas avec l'action individuelle dont chacun des membres du syndicat conserve le libre exercice, malgré son adhésion au syndicat ³.

Il est vrai d'ailleurs que, dans les exemples précités,

(2) Trib. de Remiremont, 22 janvier 1925 et Nancy 7 juillet 1925, Rev. Conc. 1925, p. 282.

(3) Montpellier, 16 novembre 1932, Gaz. Pal. 1933.1.191 ; Paris, 8 janvier 1936, Rev. Conc. 1936, p. 225.

on peut admettre qu'il existe véritablement un préjudice direct quoique collectif ⁴.

129. — LE PRÉJUDICE NE DOIT-IL PAS PRÉSENTER, EN OUTRE, UN CARACTÈRE PARTICULIER EN MATIÈRE D'INCONVÉNIENTS DE VOISINAGE ? — L'article 544 du Code Civil déclare que « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

Cet article ne formule aucune réserve particulière relativement à la possibilité de porter atteinte aux droits d'autrui dans la « jouissance et la disposition » de ses propres droits.

Mais la jurisprudence ne pouvait manquer de reconnaître, conformément d'ailleurs à la tradition, que tout usage du droit de propriété ne pouvait être tolérable pour les voisins.

Ce n'est pas le lieu de rechercher ici dans quels cas il peut y avoir ouverture à réparation et quel est le fondement de cette responsabilité.

Nous devons simplement préciser, dans la mesure du possible, la nature du préjudice susceptible d'être pris en considération en matière de troubles de voisinage.

La jurisprudence exige que les troubles causés à autrui soient anormaux. Il n'est pas discutable, en effet, que les légers inconvénients qui peuvent être subis du fait de l'exercice par autrui d'un droit de propriété doivent être supportés avec toute la patience désirable ¹ : il existe des inconvénients inhérents à la vie en société,

(4) Sur ces différentes questions d'ordre général, voir notamment H. Lalou, *op. cit.* n° 149 et s. ; Colin et Capitant, Cours élémentaire de Droit civil français, 4^e édit., t. 2, p. 373 ; Planiol, Traité élémentaire de Droit civil, t. II, n° 868 bis ; Ganot, La Réparation du préjudice moral, thèse Paris 1924 ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.* n° 292 à 335 ; V. Cass. Crim. 13 février 1937, S. 1937.1.153.

109. — (1) Cf. Capitant, Des obligations de voisinage, Rev. Crit. 1900, p. 156 et s., 288 et s.

dont chaque individu est tantôt l'auteur, tantôt la victime. A défaut de cette règle, les tribunaux ne manqueraient pas d'être encombrés pour des préjudices plus ou moins chimériques, de réclamations dont les auteurs seraient toujours les mêmes voisins irascibles, se refusant à entendre le moindre bruit, à supporter la moindre diminution de la vue ou de la lumière dont ils jouissaient.

Les ondes parasites qui viennent troubler les auditions radiophoniques peuvent-elles présenter le caractère d'un trouble excédant les inconvénients habituels de voisinage ?

Nous avons eu l'occasion de constater que les tribunaux administratifs paraissent hésiter à l'admettre.

Il n'en est pas de même des tribunaux judiciaires ; ces derniers, en grande majorité, ont reconnu que le fait, pour un auditeur de T.S.F., de ne pouvoir utiliser un appareil radiophonique constituait un inconvénient intolérable. Il est apparu que l'usage de la T.S.F. pouvait être considéré comme étant d'une nécessité, d'une utilité ou tout au moins d'un agrément suffisamment grands pour que la privation en puisse être invoquée comme un véritable préjudice excédant ce que l'on est tenu de supporter de ses voisins ².

Il en est ainsi, *a fortiori*, si le préjudice n'atteint pas une simple distraction, mais la possibilité d'exercer librement une profession. Tel est le cas d'un commerçant en appareils radiophoniques, qu'un médecin voisin empêche, par le fonctionnement de ses appareils de diathermie, de se livrer aux essais de ses postes de T.S.F. et de procéder aux démonstrations indispensables pour retenir la clientèle ³.

(2) Cf. notamment Trib. civ. Pas-de-Calais 30 janvier 1930, D. H. 1930, p. 248 ; Douai 1^{er} décembre 1930, Gaz. Trib. 24 février 1931.

(3) Amiens 21 décembre 1932, Gaz. Pal. 1933.1.321 ; Cass. Civ. 29 mai 1937, S. 1937.1.244.

Il en est de même si le préjudice provient des installations et des moteurs d'un service public de distribution d'électricité ⁴.

130. — MM. Colin et Capitant ont d'ailleurs montré qu'il existe une notion de « relativité » du caractère excessif de l'inconvénient de voisinage ¹ : « la somme d'inconvénients que les voisins doivent supporter varie suivant la situation des immeubles. Tel dommage paraîtra supportable dans un faubourg industriel ou dans une rue commerçante, qui, au contraire, donnera lieu à des dommages-intérêts si la propriété qui le subit se trouve dans un quartier paisible, bourgeoisement habité ».

Il est certain de même qu'un auditeur de T.S.F. ou un commerçant en appareils radiophoniques ne peuvent espérer rencontrer au sein d'un quartier industriel un éther dénué d'ondes parasites.

Ils pourront être tenus de supporter les parasites que le fonctionnement de nombreux appareils électriques rend à peu près inévitables ; mais il n'est cependant pas douteux que, dès que le trouble prendra une certaine importance, ils seront fondés à porter leur réclamation devant les tribunaux.

131. — De même, il ne faut tenir compte de la réceptivité du tiers lésé que si elle n'est pas anormale.

On entend par réceptivité la faculté de souffrir personnellement d'un préjudice de façon plus ou moins grande.

Il est certain que celui qui n'est propriétaire d'aucun appareil radiophonique ne subit aucun préjudice du fait

(4) Trib. Com. de Morlaix 1^{er} avril 1932, Gaz. Pal. 1933.1.321.

130. — (1) Cours élémentaire de Droit civil français, t. I, n° 742 ; cf. Bordeaux 5 mars 1908, D. P. 1908.2.49 et la note Capitant.

de l'émission de parasites. Celui qui, au contraire, en possède un, ne pourra se voir reprocher que, s'il n'en avait point, il ne subirait aucun dommage ; sa réceptivité est normale puisqu'on peut admettre que l'usage de la radiophonie est « entré dans les mœurs ».

Par contre, s'il est propriétaire d'un appareil excessivement sensible aux émissions parasitaires, il sera possible d'affirmer que la réceptivité du tiers lésé est anormale : il ne pourrait obtenir éventuellement réparation, qu'en établissant qu'un appareil ordinaire eût été également troublé.

Ainsi le préjudice qui résulte de l'émission d'ondes parasites est susceptible de donner, à certaines conditions, ouverture à une réparation.

Nous examinerons ultérieurement dans quelles conditions et en vertu de quels principes cette réparation peut être accordée ¹.

132. — Tels sont les caractères que doit, en principe, présenter le préjudice pour pouvoir être pris en considération. En fait, les dommages provoqués par le courant électrique sont le plus souvent matériels et directs et les difficultés qui se produisent ne sont pas soulevées par la nature des dommages qui donnent droit à réparation, mais par la question de la responsabilité.

Responsabilité à base de faute, responsabilité des choses dont on a la garde et, en particulier, des installations et du courant électriques, telles sont les questions que nous allons présentement examiner.

Il convient, à notre sens, d'étudier séparément la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle : la responsabilité contractuelle, au contraire de la responsabilité délictuelle, présuppose l'existence de rapports juridiques entre le responsable et la victime,

131. — (1) *Vr infra* n° 146 et s.

le fondement des responsabilités nous paraît au moins partiellement être distinct.

Enfin, les caractères particuliers des contrats qui sont susceptibles de faire naître une responsabilité en matière d'accidents et de dommages provoqués par le courant électrique militent également en faveur d'une étude séparée de la responsabilité contractuelle, au moins en ce qui concerne le fait dommageable.

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE ET QUASI-DÉLICTUELLE

133. — L'un des problèmes essentiels de la responsabilité a déjà eu l'occasion d'être examiné à propos de l'étude des règles de la responsabilité en matière de travaux publics.

Il s'agit de savoir si la théorie du risque a reçu du droit privé appliqué l'hospitalité que lui a accordée le droit administratif et si le cadre déjà ancien des règles du code civil a pu se plier aux audaces de la théorie nouvelle.

Mais, même au cas où la théorie du risque serait admise, ce qui ne nous paraît pas certain, fût-ce sous l'apparence d'une présomption de responsabilité plus ou moins irréfragable, la responsabilité pour faute ne nous semblerait pas devoir perdre tout intérêt pour cela.

La responsabilité présumée apparaîtra toujours, quoi qu'on en ait pu dire, en quelque sorte, comme subsidiaire : Lorsqu'il est possible de prouver la faute, la responsabilité est à l'abri de toute discussion, aussi les Tribunaux ne se privent-ils pas de mentionner qu'elle a été démontrée, tous les fois qu'il est possible.

Il peut se faire, d'ailleurs, que les conditions de la responsabilité présumée ne soient pas susceptibles d'être réunies. Au surplus, le tiers lésé demeure libre d'invoquer les articles 1382 et 1383 pour obtenir réparation du dommage subi par lui.

La responsabilité pour faute n'est donc pas absorbée

par la responsabilité présumée, comme on le laisse parfois entendre ; il convient donc, en bonne logique, et également pour des raisons historiques de commencer l'étude par celle de la responsabilité pour faute.

SECTION I

LA FAUTE

134. — Les Tribunaux judiciaires ont eu, assez fréquemment, l'occasion de se prononcer sur des fautes, commises dans la distribution ou l'utilisation du courant électrique, qui avaient été génératrices de dommages.

L'emploi du courant électrique nécessite de très grandes précautions en raison des dangers qui sont inhérents à ses effets physiques sur une partie des corps au contact desquels il peut se trouver et des dommages qui peuvent en être la conséquence.

La prudence la plus élémentaire recommande, en conséquence, un soin particulier dans l'établissement des installations, la prévision des dommages qui peuvent résulter d'une construction imparfaite, la surveillance continue de ces installations et la réparation rapide des déficiences qui peuvent avoir été occasionnées.

Ces obligations sont d'ailleurs codifiées, soit par les règles établies par les syndicats d'installateurs ¹, soit par les arrêtés techniques pris en application de l'article 19 de la Loi du 15 juin 1906 ².

134. — (1) Règles de l'Union des Syndicats de l'Electricité pour les installations intérieures.

(2) Voir notamment la circulaire et l'arrêté déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique du 30 avril 1935 qui a remplacé l'arrêté du 30 avril 1927, les articles 1, 2, 3 et 5 de l'arrêté du 15 juin 1932, l'arrêté du 25 septembre 1929, l'arrêté du 20 novembre 1929 et l'arrêté du 30 mai 1932. *J. O.* du 23 mai 1935.

Le distributeur ou l'installateur encourent, en conséquence, une responsabilité en cas de dommages provoqués par leurs ouvrages.

§ I. — INSTALLATIONS INTÉRIEURES.

135. — A l'origine du développement des applications domestiques de l'électricité, les dispositifs techniques de sécurité étaient imparfaitement connus ou mis en œuvre : La précarité des moyens utilisables n'empêchait pas les tribunaux de manifester déjà une certaine sévérité pour les installateurs à qui ils pouvaient reprocher, non pas le défaut d'utilisation de dispositifs nécessaires, mais en quelque sorte, l'emploi de l'énergie électrique elle-même, sans avoir en main les moyens d'en supprimer ou d'en atténuer les dangers.

C'est là l'idée directrice d'un jugement du Tribunal Civil de la Seine, du 18 novembre 1885 ¹ : L'entrepreneur qui installe provisoirement des appareils destinés à l'éclairage électrique est responsable de cette installation quand il est établi qu'un incendie a eu pour cause l'électricité et qu'il résulte des faits de la cause qu'il n'avait pas pris des mesures suffisantes pour éviter un accident ; il s'agissait, en effet, d'installation d'appareils mobiles et l'installateur invoquait que la lampe aurait été déplacée par un tiers. Le Tribunal a estimé qu'on ne saurait admettre que « pour un mode d'éclairage aussi dangereux, encore mal réglé dans ses effets indisciplinés, les lampes ou autres appareils ne soient pas fixés de manière à ne pouvoir être dérangés ».

De même, ultérieurement, la Cour d'Aix a jugé que la responsabilité d'un installateur est engagée si la pro-

135. — (1) Jurispr. Gén. d'Armand Simonin, 3^e P., p. 86.

tection et l'isolement d'épissures des fils électriques sont insuffisants.

Par contre, les personnes qui traitent avec l'installateur ne commettent pas une imprudence en tapissant leur maison, au voisinage des conducteurs, au moyen d'étoffes inflammables ².

136. — Lorsque l'installation intérieure a été effectuée par la société distributrice, comme les clauses du cahier des charges lui permettent parfois de s'en réserver le soin, celle-ci peut être responsable en sa qualité d'installatrice.

Ainsi une société d'électricité est responsable de l'incendie qui a pris naissance dans la partie de l'immeuble où se trouvait l'enchevêtrement des fils de la canalisation électrique, alors que des experts, nommés à l'effet de rechercher la cause du sinistre, ayant procédé par voie d'élimination, ont successivement écarté toutes les autres causes d'incendie et ont conclu que la cause initiale du feu devait être attribuée aux vices de l'installation électrique, ainsi qu'à la mauvaise qualité des fils et autres organes des appareils fournis et employés par la Société d'électricité ¹.

De même, une entreprise d'électricité, en l'espèce le Secteur Municipal de la Ville de Paris, est responsable de l'incendie qui a pris naissance dans l'intérieur de l'armoire contenant le transformateur du tableau de distribution et ses accessoires, alors qu'un expert, nommé à l'effet de rechercher la cause du sinistre, ayant procédé par voie d'élimination, a écarté successivement toutes les autres causes d'incendie et a, par voie indirecte mais nécessairement, démontré que la cause initiale du feu devait être attribuée au défaut d'installa-

(2) Aix 26 mai 1908, J. des Ass. 1908, p. 525, S. Jur. Fr. 1909, n° 453.

136. — (1) Trib. civ. de Bordeaux 9 juillet 1897, J. des Ass. 1898, p. 84, confirmé par C. d'Appel de Bordeaux, 22 février 1899, J. des Ass. 1899, p. 481.

tion du transformateur. La Ville de Paris est dès lors tenue, décide le Tribunal, en vertu du principe posé par l'article 1382 du Code Civil, de réparer le préjudice causé ².

Les deux espèces qui précèdent fournissent un exemple de l'utilisation des présomptions graves, précises et concordantes, conformément à l'article 1353 du Code Civil, pour justifier la condamnation.

En matière d'incendie, alors que les traces ont disparu en totalité ou en partie, les présomptions ressemblent parfois à des hypothèses. Il y a là une question de fait extrêmement délicate, qui repose presque entièrement sur la sagacité des experts et sur leur propension plus ou moins grande à avouer que la cause d'un événement ne peut être techniquement décelée.

Il est à remarquer d'autre part que, pour certaines des espèces signalées, il s'agit plus exactement d'une responsabilité contractuelle, mais les tribunaux ne font pas, le plus souvent, de distinction en raison de l'analogie des règles applicables en pareil cas ³.

137. — Ce n'est pas seulement d'ailleurs les installateurs et les distributeurs qui peuvent être responsables d'installations intérieures ; les propriétaires des installations qui les laissent à la disposition des tiers, peuvent, de ce fait, encourir une responsabilité quasi-délictuelle : C'est ainsi que, lorsqu'un gonfleur électrique a été laissé à la disposition du public et par suite d'un mauvais isolement a entraîné l'électrocution d'un passant, le garagiste, propriétaire du gonfleur, est responsable tant civilement que pénalement de l'électrocution et de ses conséquences.

(2) Trib. Civ. de la Seine, 10 décembre 1900, J. des Ass. 1901, p. 206.

(3) V^r infra n° 196.

Il n'est possible de considérer que comme atténuation à ses fautes, l'imprudence commise par le passant ¹.

Le jugement fait en effet remarquer, en ce qui concerne la responsabilité du garagiste, que les courants électriques à basse tension sont généralement considérés comme inoffensifs, parce que le concours des circonstances pouvant les rendre dangereux est très rarement réalisé, et, dès lors, un isolement rigoureux et constamment surveillé des fils conducteurs de ces courants n'est pas habituellement assuré par leurs usagers. Mais, en l'espèce, s'agissant d'un appareil destiné à être utilisé sur le sol souvent humide d'un garage ou d'une rue, par des ouvriers pouvant eux-mêmes avoir les mains humides au cours de leur travail, la prévision d'un pareil accident devait entrer dans les préoccupations d'un garagiste absolument prudent : En ne veillant pas à un isolement parfait des connexions reliant son appareil gonfleur au courant électrique qui l'actionnait, le propriétaire de cet appareil commet donc une négligence susceptible d'engager sa responsabilité civile et même sa responsabilité pénale (article 319 du Code Pénal).

§ II. — INSTALLATIONS EXTÉRIEURES.

138. — Si la surveillance des installations intérieures incombe, en principe, à l'abonné ¹ celle des installations extérieures appartient au contraire aux distributeurs. La délimitation de ces installations est déterminée par l'article 15 des cahiers des charges-types : En cas de défaut d'entretien ou de vice de construction de ces

137. — (1) Montpellier, 3 février 1931, Rec. Gaz. Trib., 1931, 2^e sem. 2.327.

138. — (1) Cf. Toulouse 19 février 1929, Revue Générale de l'Electricité, 1929, p. 509.

installations, le distributeur sera évidemment responsable.

C'est d'ailleurs ce que laisse entendre l'article 57 du décret du 3 avril 1908 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie : « *Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'une distribution sont entièrement à la charge du permissionnaire ou concessionnaire qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables de son entreprise, tant envers l'Etat, les départements et les communes qu'envers les tiers.* »

Mais cet article, qui prévoit la responsabilité du concessionnaire, n'a pas pour but de préciser la nature de cette responsabilité.

139. — Indiquons qu'une société de distribution d'énergie électrique, propriétaire des fils de la canalisation aérienne, est responsable de l'accident survenu par suite du défaut d'entretien ou du vice d'installation des fils faisant partie de la canalisation extérieure qu'elle était tenue d'installer et d'entretenir : Les fils du branchement particulier avaient été autrefois recouverts d'un enduit isolant, conformément à l'arrêté technique en vigueur, pour éviter le danger que leur contact entraînait ; or, ils ne portaient plus que des vestiges de l'enduit qui les avait recouvert et, d'autre part, ils étaient placés à une hauteur telle qu'ils pouvaient être atteints par un homme marchant sur la toiture ¹.

La société électrique étant tenue d'installer et d'entretenir la *canalisation extérieure*, ne saurait soutenir, a déclaré la Cour de Cassation, que ces mots ne concernaient pas les fils qui ont occasionné l'accident ; si l'on

139. — (1) Cf. article 16, art. 37, art. 47, art. 71 de l'arrêté technique du 30 avril 1935, sur la distance qui doit séparer les conducteurs des maisons d'habitation, ainsi que les fig. 1, 3 et 4 jointes à la circulaire du Ministre des Travaux Publics de la même date.

compare les dispositions de la police et celles du cahier des charges, il faut, en effet, entendre par canalisations extérieures, celles qui ne sont pas dans les locaux de l'abonné ².

Cette définition paraît correspondre à peu près en l'espèce, aux dispositions de l'article 15 des cahiers des charges-types.

De même, une société d'électricité qui a établi une ligne électrique est responsable des accidents dus à la dérivation anormale par le transformateur d'un pôle de la haute tension électrique du réseau sur les circuits d'utilisation et à l'insuffisance d'isolement par rapport au sol, des lignes principales rattachées à l'usine.

Cette responsabilité, en admettant qu'elle ne résulte pas pour la société d'électricité, comme l'a déclaré la Cour de Besançon, à une époque où ce texte était parfois encore invoqué avec timidité, des dispositions de l'article 1384 du Code Civil, à raison de sa qualité de gardienne de la chose louée qui a causé le dommage, résulte sûrement des dispositions de l'article 1382, alors que l'on peut relever dans l'installation d'un transformateur :

1^o L'absence du parafoudre qu'il est d'usage d'établir à l'entrée de la ligne à haute tension dans l'appareil pour le protéger contre l'électricité atmosphérique.

2^o L'emploi à l'entrée des bobines à haute tension de fusibles en fil de maillechort d'un calibre trop fort.

3^o Le défaut d'un moyen de couper le courant à l'entrée du transformateur, alors que l'usine est relativement éloignée ou d'un dispositif de mise à la terre ³.

Constitue de même une faute de la part d'une Société, le fait de n'avoir pas placé, conformément aux règlements, un câble électrique, situé dans le lit d'un fleuve,

(2) Cass. 10 novembre 1924, D. H. 1924, p. 665.

(3) Besançon 8 décembre 1906, R. P. des Ass. 1907, p. 26.

au fond d'une « souille » de deux mètres de profondeur, de telle sorte qu'il a pu être rompu par l'ancre d'un navire à la suite d'un dérapage ⁴.

140. — La jurisprudence belge qui se refuse à admettre la création d'une présomption de responsabilité du chef de l'article 1384, 1^{er} alinéa du Code Civil, se voit obligée de rechercher, dans tous les cas, la faute de la société : Sa conception de la faute est d'ailleurs extrêmement sévère pour le distributeur.

L'opinion des Tribunaux belges a été assez heureusement résumée par une décision du Tribunal Civil de BRUXELLES, du 28 avril 1910 ¹.

Pour le Tribunal, les règles relatives à la responsabilité qui incombe à l'homme par son fait, par sa négligence ou son imprudence, sont définies par les articles 1382 et 1383 du Code Civil et, s'il n'est pas expressément question dans ces articles qui prévoient les cas de responsabilité directe, des dommages qui sont la suite de l'emploi des choses inanimées, c'est parce que l'homme disposant à son gré de celle-ci, on ne conçoit pas qu'elles puissent porter préjudice à autrui en dehors de son fait, de sa négligence ou de son imprudence.

Dès lors, celui qui se plaint du dommage à lui causé par une chose inanimée, ne peut être contraint d'en démontrer le vice originel, il lui suffira d'établir le défaut de soin ou d'attention de l'homme qui en mettant cette chose en œuvre, a manqué de vigilance, d'aptitude ou de prévoyance.

L'article 1384 du Code Civil consacre l'extension à celui qui a la garde d'une chose inanimée, du principe général énoncé par les articles précités ; il n'y déroge ni en ce qui concerne le caractère de la responsabilité,

(4) Cass. Req. 29 octobre 1929, Rev. Conc. 1930, p. 65.

140. — (1) R. Gaz. des Trib. 1910, 2^e sem., 2.344.

ni en ce qui touche le mode de détermination de celle-ci, ni à l'égard des conditions dans lesquelles la preuve doit être faite, les différentes présomptions de responsabilité établies par les articles 1384 et suivants ne peuvent, en effet, être étendues, par voie d'analogie, au gardien d'une chose inanimée.

Lorsqu'aux termes de sa concession, une société de chemins de fer économiques s'engage à installer et entretenir à ses frais et sous sa responsabilité, sur toute l'étendue des fils conducteurs aériens, des dispositifs en vue de prévenir tout accident, dommage ou perturbation pouvant résulter du voisinage de ces conducteurs avec les fils télégraphiques ou téléphoniques de l'État, il appartient à la dite société, de prendre les mesures voulues pour éviter tout danger, et notamment d'adopter un dispositif qui, tout en protégeant les fils en question, soit de nature à écarter toute possibilité de contact avec le câble conducteur.

141. — Mais, dans les espèces que nous avons examinées, il s'agissait d'infractions à une réglementation préétablie qui constituait évidemment en faute celui qui ne s'était pas conformé à la dite réglementation.

En sera-t il de même si le distributeur, il s'agit le plus souvent d'un distributeur, s'est conformé très exactement à la réglementation administrative en vigueur?

Il semble bien qu'il pourra encourir une certaine responsabilité du chef de l'article 1382 si une faute professionnelle peut être établie contre lui pour n'avoir pas pris les précautions que conseillait la prudence.

Il est vrai que, dans ce cas, la victime aura en quelque sorte à délimiter les obligations du concessionnaire, à faire la preuve que celles-ci lui imposaient d'agir d'une façon différente qui lui eût permis d'éviter l'accident ou le dommage ; cette faute est automatiquement rapportée

lorsqu'il est possible d'établir que le distributeur ne s'est pas conformé à la réglementation administrative prévue pour assurer la sécurité publique : l'obligation est déterminée, il suffit de prouver l'infraction à cette obligation. Mais dans le cas contraire, le dommage qui a été provoqué incitera le juge à considérer avec sévérité les précautions adoptées et à les juger insuffisantes.

C'est ainsi que commet une faute, dans les termes de l'article 1382 du Code Civil, la société d'électricité qui installe ses câbles au-dessus d'une toiture en zinc, sans prendre les précautions qui s'imposent ; il importe peu qu'à l'époque où l'installation a été faite, ces câbles aient été posés à la distance réglementaire de 0 m. 90, celle-ci ayant été portée depuis à 2 mètres : Il ne suffit pas à la société de dire qu'elle s'est conformée aux règlements, s'il résulte de l'état des lieux et de la nature des choses qu'un danger plus grand exigeait de plus grandes précautions ¹.

La Cour de Cassation adopte un point de vue identique : En constatant d'une part que l'incendie d'un immeuble a été causé par le courant électrique d'une société de distribution d'énergie électrique dont le fil de haute tension s'est rompu et est entré en contact avec un fil de basse tension et d'autre part, que la dite société n'avait pris aucune mesure pour obvier aux fréquentes ruptures des fils qui avaient déterminé déjà plusieurs commencements d'incendie, les juges du fond reconnaissent, à bon droit, aux faits ainsi constatés souverainement, le caractère d'une faute engageant la responsabilité de l'entreprise et justifiant l'allocation de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé ².

Le Tribunal Civil de Tours a également jugé qu'une

141. — (1) Toulouse 11 juin 1913, *Le Droit*, 30 juillet 1913, *G. des Trib.* 8 novembre 1913, *R. per. des Ass.* 1913, p. 320, *D.* 1914.2.174 et la note de M. Planiol.

(2) *Cass. Req.* 20 novembre 1918, *S.* 1920.1.151, *Gaz. Pal.* 1918 et 1919.1.682.

compagnie d'électricité est responsable de l'incendie causé par la rupture d'un isolateur lorsqu'elle a omis de prendre les précautions de nature à supprimer, en cas de rupture de l'isolateur, toute cause d'accident. Elle alléguerait en vain qu'elle a installé ses appareils conformément aux règlements administratifs, le fait de se conformer à des règlements « plus ou moins bien établis » n'étant pas, par lui-même, exclusif de toute idée de faute ³.

Cette jurisprudence est d'ailleurs générale et ne s'applique pas seulement aux concessionnaires de distribution d'électricité. Il ne suffit pas aux concessionnaires de chemin de fer de prouver qu'ils ont satisfait à toutes les obligations techniques imposées par les règlements ⁴. Pas davantage un établissement incommode ou insalubre ne peut opposer à une action en dommages-intérêts de ses voisins, l'autorisation administrative dont il jouit ou la stricte observation, à laquelle il se conforme, des prescriptions auxquelles elle a été subordonnée ou de la réglementation administrative ⁵.

142. — Par contre il n'est évidemment pas possible d'invoquer des obligations réglementaires si celles-ci n'ont pas le sens ou la portée qui leur est attribuée. C'est ainsi que l'article 34 de l'arrêté du Ministre des Travaux Publics du 21 mars 1911 pris en exécution de la Loi du 15 juin 1906 ¹ qui interdit de faire exécuter aucun travail sur les lignes de la deuxième catégorie sans qu'elles aient été au préalable isolées de tout générateur possible du courant, n'est relatif qu'aux lignes

(3) Trib. Civ. de Tours 9 décembre 1920, R. P. des Ass. 1921, p. 220.

(4) Cass. Req. 10 mai 1870, S. 1870.1.316 ; Cass. Req. 3 janvier 1887, S. 1887.2.274.

(5) Cass. Req. 24 juillet 1907, S. 1909.1.77 ; Cass. Req. 7 décembre 1909, S. 1910.1.8.

142. — (1) Cf. Art. 67 et 91 de l'arrêté du 30 avril 1935.

proprement dites : il ne s'applique pas aux poteaux qui les soutiennent et qui en sont isolés, en tout temps, par un dispositif spécial.

En conséquence, l'action en dommages-intérêts intentée contre une compagnie de tramways par les ayants-droit d'un ouvrier électrocuté en procédant à la remise en état de la peinture des poteaux de la ligne aérienne, en vertu des articles 1382 du Code Civil et 7 de la Loi du 9 avril 1898, ne saurait être fondée sur l'infraction que la Compagnie aurait commise à la dite disposition en n'interrompant pas le courant ².

143. — Mais il ne suffit pas aux distributeurs de s'assurer de la parfaite exécution de leurs travaux et d'établir leurs installations de la façon la plus apte à éviter accidents et dommage ; encore faut-il que les ouvrages soient surveillés de façon régulière et que le distributeur développe ce que l'on pourrait appeler « la plus grande activité réparatrice ». L'abstention peut le constituer en faute si le retard qui survient dans la réparation d'un accident de ligne par exemple, même non imputable au distributeur, provoque des dommages.

Aussi lorsqu'à la suite d'un orage qui a causé la chute d'un poteau supportant des fils électriques, un passant a été électrocuté, la société d'électricité est en faute si elle n'a pas envoyé un agent pour surveiller la ligne, alors que précédemment les mêmes fils avaient été renversés dans les mêmes conditions ¹.

Il en est de même si, après un violent orage, une compagnie d'électricité s'est abstenue de vérifier la ligne et a laissé pendant plus de douze heures, un fil rompu sur le sol de la route : elle est responsable de la

(2) Cass. 28 juin 1920, Gaz. Pal. 1920.2.214, D. 1924.1.93.

143. — (1) Toulouse 9 février 1910, R. P. des Ass. 1910, p. 326, S. 1910.2.275, cf. Cass. Req. 20 novembre 1918 précité.

mort par électrocution d'un passant à la charge duquel aucune imprudence n'était d'ailleurs établie ².

144. — Mais il faut reconnaître que toutes les décisions ne sont pas restées dans des limites aussi sages en ce qui concerne l'appréciation de la faute du distributeur.

Le Tribunal Civil d'ISSOUDUN ¹ après avoir précisé que l'observation des prescriptions réglementaires auxquelles ils sont soumis, ne dispense pas les concessionnaires d'une exploitation électrique de prendre toutes les mesures nécessaires et même simplement utiles, qui sont de nature à diminuer d'une manière compatible avec le fonctionnement normal de l'exploitation, sinon à supprimer entièrement les dangers inhérents à la nature de ces exploitations, faute de quoi, l'exploitant ne saurait être dégagé de toute responsabilité, décide que lorsqu'un cheval a été électrocuté par le fait de la rupture d'un fil électrique, rupture occasionnée par la chute d'un arbre, il y a faute de la part du concessionnaire, alors que d'une part, celui-ci n'a pas muni son branchement d'un dispositif automatique de rupture ainsi qu'il est prescrit par l'arrêté ministériel du 30 avril 1927 et que, d'autre part, ayant l'obligation de surveiller l'élagage des arbres qui bordent la ligne électrique, il semble bien résulter de là qu'il a également la surveillance des dits arbres ².

Sur ce dernier point tout au moins, il paraît y avoir une exagération des obligations du concessionnaire, au moins lorsqu'il s'agit d'arbres plantés dans des propriétés

(2) Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924. 2. 145, Gaz. Pal. 1924. 2. 245.

144. — (1) 21 février 1933, Gaz. Trib. 7 et 8 juin 1933.

(2) L'article 31 de l'arrêté du 30 avril 1935 prévoit que l'élagage des arbres plantés en bordure des voies publiques, soit sur le sol de ces voies, soit sur les propriétés particulières, doit être effectué aussi souvent que la sécurité l'exige ou que le service du contrôle le prescrit.

riveraines de la voie publique sur laquelle se trouve placée la ligne intéressée.

MM. REMAURY et TROLLEY DE PRÉVAUX ³ ont fait remarquer qu'il y a lieu de distinguer l'élagage de l'abatage. L'Entrepreneur ne peut procéder à l'abatage et seule l'administration peut le requérir si les arbres ne sont point à la distance légale de la voie publique, conformément à l'article 5 de la loi du 9 ventôse, an XII.

Au surplus, le propriétaire des arbres en conserve seul la garde, conformément à l'article 1384 du Code Civil ou même à l'article 1386 qui a antérieurement été appliqué à la responsabilité du propriétaire de l'arbre.

L'Entrepreneur pourrait, tout au plus, avoir le droit d'abattre des arbres situés sur un terrain dont le propriétaire a donné une autorisation pour l'établissement ou le maintien des lignes, si ceux-ci apportaient une gêne absolue à la circulation du courant ⁴.

Quoi qu'il en soit, la surveillance des arbres, si elle incombe partiellement au distributeur, n'en appartient pas moins également au propriétaire et il y aura lieu d'examiner dans quelle mesure le distributeur reconnu responsable peut exercer une action récursoire contre le propriétaire de l'arbre ⁵.

La Cour de Cassation a également décidé, d'une manière que l'on peut juger excessivement sévère pour le distributeur, que l'imprudence d'un enfant qui a été grièvement blessé en faisant l'ascension d'un pylône supportant une ligne électrique et la négligence des parents, ne sauraient faire disparaître la responsabilité du concessionnaire du réseau électrique, bien qu'il ait appliqué les prescriptions réglementaires, si ces prescriptions se sont révélées insuffisantes et alors qu'il n'a

(3) *Op. cit.*, n° 397, p. 85.

(4) A. Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.*, n° 415, p. 87.

(5) *Vr infra* n° 229 et s.

pas recouru à des précautions plus efficaces rendant inaccessibles la base des pylônes ⁶.

La réglementation administrative existant actuellement prévoit que les supports des canalisations aériennes de 2^e et 3^e catégorie doivent être munis, à une hauteur d'au moins deux mètres au-dessus du sol, d'un dispositif destiné à empêcher autant que possible le public d'atteindre les conducteurs ; les pylônes à treillis doivent être, en outre, munis d'un dispositif empêchant l'ascension par l'intérieur.

Chaque support doit porter l'indication « Défense absolue de toucher aux fils même tombés à terre », suivie en gros caractères des mots « DANGER DE MORT » ; cette inscription doit figurer sur une plaque dont les caractéristiques générales sont déterminées par le Ministre des Travaux Publics ⁷.

La circulaire du 30 avril 1935 reconnaît « qu'aucun dispositif ne réussira à empêcher d'une manière absolue quelqu'un qui veut escalader le support d'y parvenir » ⁸.

Il semble donc qu'il serait excessif, alors que les prescriptions réglementaires auraient été respectées, de reconnaître la société distributrice responsable d'une prétendue faute, même au cas où l'ascension aurait été accomplie par un enfant ou un être dénué de raison. Non seulement, en effet, le distributeur n'a pas facilité l'action de la victime, mais encore il s'est efforcé de l'empêcher ⁹.

Même si l'on admet que l'« infans » et le fou ne peuvent commettre de faute, il faut reconnaître que la cause du préjudice réside uniquement dans le fait de l'un ou de l'autre.

(6) Cass. Req. 27 décembre 1929, Rev. Conc. 1930, p. 71, R. G. des Trib. 1930, 1^{er} sem. 1.50.

(7) Art. 46, § 2 et 70 § 2 de l'arrêté du 30 avril 1935 précité.

(8) Commentaire de l'article 46, § 2 de l'arrêté précité.

(9) Cf. Planiol, Ripert et Esmein, *op. cit.*, n° 569, in fine ; Douai 30 octobre 1930, Rec. Douai, 1930, 326 (Enfant victime par sa faute d'un accident d'électrocution). Cass. Req. 16 avril 1929, Gaz. Pal. 1929.2.23, D. H. 1929.284 (Enfant victime par sa faute d'un accident d'automobile).

En pareille espèce, la juridiction administrative, qui se fût reconnue compétente à supposer qu'il se fût agi d'un concessionnaire, n'eût pas manqué d'admettre très probablement une responsabilité partagée sinon une irresponsabilité totale ¹⁰.

Remarquons enfin que si la responsabilité contractuelle des distributeurs peut être engagée vis-à-vis des abonnés pour interruption de courant, leur responsabilité délictuelle peut être reconnue envers les syndicats professionnels ou les associations syndicales de consommateurs qui ne sont pas liés avec les distributeurs par un contrat et qui sont fondés à se plaindre d'un préjudice collectif lorsqu'une faute peut être relevée à l'encontre du distributeur ¹¹.

§ III. — DÉFINITION DE LA FAUTE DU DISTRIBUTEUR.

145. — Ainsi par ces quelques exemples la faute du distributeur, puisque c'est le plus souvent de lui qu'il s'agit, apparaît comme pouvant se présenter sous des formes assez diverses.

Comment définir cette faute?

On connaît la célèbre définition de PLANIOL ¹ : « La faute est un manquement à une obligation préexistante », mais comment déterminer cette obligation préexistante lorsqu'aucun texte précis ne vient impérativement en fixer les contours? On parlera alors « d'obligation générale de prudence et de diligence », mais l'étendue et la portée de cette obligation n'est pas définie.

(10) Cf. Cons. d'Et. 10 juin 1921, Commune de Monségur, S. 1921.3.49, Note Hauriou, R. p. 573 (Enfants qui s'étaient suspendus à un bénitier).

(11) Trib. de Remiremont, 22 janvier 1925 et Nancy 7 juillet 1925, Rev. Conc. 1925, p. 282 ; Montpellier 16 novembre 1932, Gaz. Pal. 1933.1.191.

145. — (1) Traité élémentaire de Droit civil, t. II, n° 863, p. 302.

La faute délictuelle se caractérisant par l'intention de causer le dommage, la faute quasi-délictuelle sera-t-elle, comme le pensent MM. H. et L. MAZEAUD, « une erreur de conduite telle qu'elle n'aurait pas été commise par une personne avisée placée dans les mêmes circonstances « externes » que l'auteur du dommage » ²?

Que l'on cherche à définir la nature de l'infraction à une obligation préexistante ou celle de l'acte lui-même, il semble bien que l'on doive arriver au même résultat pratique : Le distributeur est tenu par tous les moyens en son pouvoir d'éviter que le courant électrique, tant qu'il circule dans les installations dont il a la garde, ne provoque des dommages à autrui.

Tout manquement à cette obligation constituera une faute : Si ce n'est pas une faute de causer à autrui un dommage, c'en est une de ne pas avoir cherché suffisamment à l'éviter.

MM. MAZEAUD parlent d'une « personne avisée » : Cette personne sera en l'espèce, celle pourvue de la prudence et des connaissances techniques complètes qui sont nécessaires pour éviter que le courant électrique ne devienne préjudiciable à autrui.

Cette définition est-elle suffisante dans tous les cas où la jurisprudence invoque l'idée de faute?

Il semble que parfois les Tribunaux soient allés plus loin encore, sans même parler de responsabilité présumée. Ils paraissent avoir implicitement admis dans certains cas que l'obligation du distributeur ne consistait pas seulement à agir avec prudence et diligence pour éviter de causer un préjudice à autrui, mais bien à éviter ce préjudice par des moyens dont le juge n'a pas à se préoccuper : la faute ne consiste pas à ne pas exploiter la distribution avec la prudence désirable, elle consiste à l'exploiter sans avoir la certitude, sans avoir les moyens

(2) *Op. cit.*, t. I, n° 439.

d'éviter que le courant électrique ne puisse causer un dommage quelconque.

Ainsi l'idée de « faute » poussée jusqu'à ses plus extrêmes limites prétend se substituer à celle de « présomption de responsabilité ».

Mais elle cadre mal avec la notion de service public qui définit le plus souvent l'activité du distributeur.

§ IV. — RESPONSABILITÉ EN CAS D'ÉMISSION DE PARASITES.

146. — L'existence d'une responsabilité en matière de rapports de voisinage pose également la question de savoir si cette responsabilité est en totalité ou en partie à base de faute.

Il nous paraît nécessaire de rappeler les décisions qui sont intervenues en matière d'émission de parasites, qui constituent à n'en pas douter des troubles de voisinages provoqués par le courant électrique, avant de chercher à définir la position adoptée par la jurisprudence.

Il y a des cas où le trouble de voisinage est manifestement un abus de droit et prend une allure non pas seulement quasi-délictuelle, mais bien délictuelle : c'est lorsqu'il est intentionnel.

Engagé de la sorte sa responsabilité, le propriétaire d'une bobine de Ruhmkorff qui la fait fonctionner avec l'intention de troubler les réceptions radiophoniques de ses voisins ¹.

Mais y a-t-il toujours abus de droit lorsque le trouble de voisinage n'a aucun caractère intentionnel?

M. ISORÉ ne le pense pas ². « On ne peut, dit-il,

146. — (1) Amiens 22 novembre 1932, Gaz. Pal. 1933.1.603.

(2) Isoré, *op. cit.*, p. 60.

prétendre que le commerçant qui attire la clientèle au moyen d'une enseigne lumineuse, que le docteur qui utilise ses installations électriques pour donner des soins à ses malades, que le propriétaire de l'immeuble qui fait fonctionner son moteur pour faire monter l'eau à son réservoir, détournent le droit de propriété qu'ils possèdent sur leur enseigne, appareils médicaux ou moteurs de sa fonction ; ils usent de leur travail normalement ; il ne peut y avoir dans ce cas abus de droit. »

147. — LA JURISPRUDENCE. — L'attitude de la jurisprudence par rapport à ce problème est extrêmement prudente ; elle asseoit la responsabilité le plus souvent sur les articles 1382 et 1383 du Code Civil, sans préciser si elle considère qu'il s'agit ou non d'abus de droit.

La Cour de Lyon a d'ailleurs refusé purement et simplement de prendre en considération la réclamation du voisin d'un commerçant dont la sonnerie électrique émettait des parasites : Pour la Cour il suffit que l'usage de la sonnerie soit demeuré normal et conforme à sa destination. Il n'y a même pas lieu de rechercher si l'adaptation à la sonnerie d'un appareil de prix minime ne serait pas de nature à supprimer les troubles ¹.

En général la jurisprudence s'est montrée plus favorable aux tiers dont les réceptions radiophoniques étaient troublées par des parasites.

La Cour de Douai estime par exemple que commet une faute engageant sa responsabilité, par application des articles 1382 et 1384 du Code Civil, le propriétaire d'un phonographe actionné par un moteur électrique qui rayonne des ondes perturbatrices sur un appareil récepteur de T. S. F. voisin, au point d'en rendre les

147. — (1) Lyon 13 juillet 1932, S. 1932.2.222, Gaz. Pal. 1933.1.599. Cette décision a d'ailleurs été cassée : Vr Cass. civ. 29 mai 1937, S. 1937.1.243.

émissions absolument inaudibles, alors qu'il est constant que ces perturbations disparaîtraient facilement si le moteur électrique actionnant le phonographe était remplacé par un moteur « électriquement silencieux », tel qu'il en existe actuellement.

Sans doute le propriétaire du phonographe peut prétendre à la légitime jouissance de cet appareil et à son usage, conformément à sa destination, de même que le droit de se servir de son moteur ne lui est nullement contesté ; mais les parasites *n'étant pas utiles* au fonctionnement de ce moteur, il n'a pas d'intérêt légitime à les conserver et il lui est simplement reproché *de ne pas les faire disparaître* : Il ne peut d'ailleurs expliquer sa persistance à les conserver par l'impossibilité d'obtenir leur disparition et, dans ces conditions, le contraindre à recourir au moyen reconnu efficace pour supprimer les entraves qu'il apporte au fonctionnement normal d'un poste de T. S. F. ne constitue pas une atteinte au droit de propriété ².

Il en est de même du médecin qui, par le fonctionnement de ses appareils de diathermie, empêche son voisin commerçant en appareils radiophoniques de faire fonctionner ses postes de T. S. F. et de procéder aux démonstrations et aux essais nécessaires pour retenir la clientèle. Il lui cause un préjudice qui excède les limites de ce qui est supportable et de la tolérance que se doivent les voisins et il doit réparation du préjudice dont il est l'auteur.

Il importe peu qu'il ait réalisé le dommage par un usage normal de la chose ³.

(2) Trib. Civ. d'Arras 30 janvier 1930, D. H. 1930, p. 248, Gaz. Pal. 1930.1.609 ; Douai 1^{er} décembre 1930, Rec. Gaz. des Trib. 1930, 1^{er} sem. 2.189, Rec. Douai 1931, p. 25 ; Cf. Tribunal Com. Seine 8 février 1932, Gaz. Pal. 1932.1.511, parasites émis par une enseigne au néon, 14 novembre 1933, S. 1934.2.23.

(3) Cour d'Appel d'Amiens, 21 décembre 1932, Gaz. Pal. 1933.1.321, S. 1933.2.45 et Cass. civ. 29 mai 1937, S. 1937.1.244.

Une Société concessionnaire d'un service public de distribution d'électricité, dont les appareils électriques causent des troubles dans la réception des émissions radiotéléphoniques, est également responsable de la gêne qui peut en résulter pour un voisin ⁴.

La même position a été nettement adoptée par le Tribunal Civil de VERSAILLES ⁵.

Il s'agissait d'auditions radiophoniques troublées par le fonctionnement d'un moteur électrique qui actionnait une pompe destinée à l'élévation de l'eau.

Le Tribunal a estimé que la faute du défendeur consistait, son attention ayant été à maintes reprises appelée sur la gêne subie par son voisin et sur les moyens d'y remédier, à persister à user de son moteur « en ne tenant pas compte des conditions habituelles de la vie de son époque et à imposer ainsi un trouble exceptionnel à ses voisins, sans vouloir réparer le préjudice qu'il cause ».

M. le substitut CAMBOULIVES, dans ses conclusions, avait écarté brièvement l'application de la notion d'abus de droit pour faire appel à l'idée de faute : « Point n'est besoin, déclarait-il, de recourir à la théorie souvent un peu subtile de l'abus de droit sur le terrain de laquelle il plairait sans doute à l'auteur du dommage d'entraîner la victime », pour l'y laisser désarmée du fait des circonstances, faute de pouvoir invoquer l'adage *Malitūs non est indulgendum*.

C'est là à notre avis, une interprétation trop restrictive de la notion d'abus de droit.

148. — LA NOTION D'ABUS DE DROIT. — A bien examiner « l'abus du droit n'est qu'une variété parti-

(4) Trib. Com. de Morlaix 1^{er} avril 1932, Gaz. Pal. 1933.1.321.

(5) Trib. Civ. de Versailles 8 février 1933, Gaz. Pal. 1933.1.599 et les conclusions de M. le Substitut Camboulives.

culière de faute »¹ ; il ne doit pas être considéré comme indépendant de la responsabilité à base de faute, mais comme une catégorie de cette dernière. Dans les exemples que nous venons de citer, il y a bien faute, du fait de l'usage malicieux, maladroit ou négligent d'une chose qui résulte de ce que l'on n'a pas cherché, comme il devait être, à jouir de la chose sans porter, dans la mesure du possible, préjudice à ses voisins, alors qu'on eût pu le faire sans gêne appréciable dans l'exercice de son propre droit.

Cette idée paraît se rapprocher de celle des auteurs qui estiment qu'il existe une obligation légale de voisinage, contraignant à ne pas causer de dommages aux voisins², mais on a beau jeu pour critiquer alors le caractère légal d'une obligation à laquelle le législateur de 1804 n'a probablement pas pensé.

En réalité, si l'on veut faire appel à la conception d'obligation préexistante, il faut, si l'on peut s'exprimer ainsi, en rechercher le fondement dans les nécessités profondes du groupement social. La liberté se trouve de plus en plus réduite par le resserrement grégaire des individus. Les Tribunaux, gardiens de l'ordre public, doivent assurer la libre manifestation de cet instinct, parce qu'il correspond également à des besoins sociaux.

L'individu qui bénéficie de l'organisation de la société doit subir les contraintes qui font apparaître comme relatif son droit de propriété : Il est obligé, sinon à ne pas porter préjudice à autrui dans l'exercice de son droit, ce qui risquerait d'en paralyser l'usage en grande partie³, du moins à ne pas léser autrui lorsqu'il eût pu

148. — (1) H. et L. Mazeaud, t. I, n° 621.

(2) Capitant, Des obligations de voisinage et spécialement de l'obligation qui pèse sur le propriétaire de ne causer aucun dommage au voisin, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1900, p. 236.

(3) Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, p. 785 : « Décidera-t-on que, propriétaire d'une maison isolée, j'ai le droit d'empêcher mes voisins d'élever des constructions sur leurs terrains encore nus, parce que ces constructions, en me privant d'une vue agréable, diminuent la valeur de mon

le faire sans gêne appréciable dans l'exercice de son propre droit.

En faisant application de ce principe, les tribunaux ne créent pas la loi, ils l'appliquent puisqu'elle leur a laissé le soin, dans une très large mesure, de définir ce qu'il faut entendre par le mot faute : La jurisprudence reconnaît, en conséquence, la faute que constitue le fait de ne pas prendre suffisamment garde à ne pas gêner autrui.

A ceci l'on objectera que les tribunaux ont parfois accordé réparation alors qu'il était impossible de relever le moindre défaut de précaution : Ainsi, lorsque la rupture d'un isolateur paraissant conforme à toutes les prescriptions techniques, provoque une émission de parasites. Il est vrai qu'en se plaçant au point de vue technique, M. ISORÉ déclare que les perturbations peuvent toujours être évitées et que si leur suppression n'est pas obtenue, le concessionnaire commet une faute consistant en une négligence. Il considère que si l'entretien des isolateurs en parfait état est une grosse charge financière, il y a cependant faute personnelle du concessionnaire à ne pas prendre ces mesures, même coûteuses, si elles sont pratiquement possibles ⁴.

Il faut cependant reconnaître que dans certains cas, le remède n'est pas encore trouvé ou ne l'est que partiellement : C'est le cas des parasites produits par le frottement du trolley sur le fil parcouru par le courant, par les contacts imparfaits entre les roues de tramways

propre immeuble et, par là, me causent un préjudice ? Non assurément. Si l'on se place au point de vue philosophique, astreindre l'homme à ne pas nuire à autrui, ce serait le condamner à l'inertie et à la mort. Agir, c'est modifier les choses actuelles et, presque fatalement, nuire à quelqu'un ». La Cour de Cassation déclare « l'exercice du droit de propriété devient générateur de responsabilité lorsqu'un trouble en résultant pour autrui, le propriétaire s'oppose à ce qu'il y soit porté remède, alors même qu'il n'en résulterait aucune atteinte à l'usage normal de son propre droit ». Cass. Civ. 29 mai 1937, précité.

(4) Isoré, *op. cit.*, p. 133.

et les rails, par les variations de courant qui se produisent au démarrage des trains ⁵.

Certains Tribunaux ne manqueront pas, sans parler de responsabilité présumée, de justifier la responsabilité du concessionnaire par l'idée que nous avons déjà énoncée : le fait de créer une installation sans être certain que l'on aura les moyens d'éviter qu'elle ne porte préjudice à autrui, constituerait une faute.

Ils estiment que l'exercice du droit de propriété « cesse d'être légitime et prend le caractère d'une faute, dès l'instant où il porte une atteinte grave et sérieuse au droit du voisin ⁶ : « Un industriel qui par l'exploitation de son usine cause aux voisins un préjudice excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage est en faute ⁷. »

Si l'on veut expliquer ces décisions en faisant appel à la notion de faute synonyme d'imprudence, inattention ou négligence, on aboutira infailliblement à une hypertrophie de sa définition. On ne verra plus comment celui qui s'est efforcé par tous les moyens en son pouvoir d'éviter un préjudice à autrui, qui s'est conformé à toutes les prescriptions nécessaires pour éviter un trouble de voisinage, qui s'est installé dans un lieu isolé ⁸, qui parfois remplit un service public, peut être en faute alors qu'il exploite normalement telle ou telle entreprise.

On peut songer, il est vrai, à invoquer la responsabilité présumée de l'article 1384 pour expliquer les solutions de la jurisprudence, mais alors c'est renoncer à justifier l'application de l'article 1382 par les Tribunaux, c'est d'autre part faire intervenir la notion complexe de garde. Or, on ne saisit pas très bien ce qu'une garde

(5) Cazals de Fabel, *Doctrine*, Rev. Conc., 1934, p. 151.

(6) Cass. Req. 3 décembre 1860, S. 1861.1.839.

(7) Cass. Civ. 18 février 1907, S. 1907.1.77, D. 1907.1.385.

(8) Voir infra n° 149.

attentive peut éviter, puisque le dommage existe alors même que toutes les précautions désirables ont été prises.

En réalité, il s'agit de la faute constituée par l'infraction à une obligation que les Tribunaux, interprétant librement l'article 1382 ont « extrait » des nécessités sociales ⁹.

Mais pourquoi parler d'abus de droit, cette dénomination spéciale de la faute s'impose-t-elle en pareil cas? Sans aucun doute, car l'abus de droit implique le prolongement excessif et préjudiciable pour les tiers de l'exercice d'un droit déterminé ¹⁰. En ce sens il n'y a pas une logomachie dans l'emploi de l'expression « usage abusif des droits », comme le déclarait M. PLANIOL ¹¹.

Ainsi que l'a fait remarquer M. JOSSEMAND, un acte peut, en effet, être conforme à un droit défini, à une institution juridique déterminée et contraire au Droit, c'est-à-dire à l'ensemble des règles juridiques.

Cette observation permet d'expliquer les différences qui existent dans les rapports de voisinage, notamment au point de vue de l'appréciation du préjudice, entre la responsabilité pour faute *stricto sensu* et celle qui résulte de l'abus du droit.

149. — CONDITIONS PARTICULIÈRES DE RESPONSABILITÉ. — Pour clore cette discussion, nous devons poser deux dernières questions.

La « pré-occupation » dispense-t-elle de toute responsabilité en matière de troubles de voisinage?

Certainement non, contrairement à ce que pensait

(9) Cf. Lalou, *op. cit.* Fautes contre la légalité n° 789 : « Des actes peuvent, sans être malhonnêtes ou maladroits, être interdits par la loi pour des raisons d'utilité pratique ». Pourquoi les Tribunaux, usant de leur pouvoir d'interprétation de l'article 1382, ne pourraient-ils pas sanctionner des infractions à des obligations correspondant à des nécessités sociales aussi bien qu'à des raisons morales ?

(10) Cf. Lalou, *op. cit.*, n° 942.

(11) *Op. cit.*, t. II, n° 871.

DEMOLOMBE ¹. Lorsqu'une usine s'est installée dans un lieu inhabité, les habitations qui pourraient s'édifier ultérieurement dans le voisinage ne sauraient, du fait de l'installation antérieure de l'usine, se trouver grevées d'une véritable servitude.

Tout au plus certaines décisions admettent-elle une limitation de la responsabilité influant sur l'évaluation des dommages-intérêts.

La responsabilité n'existe-t-elle qu'après une réclamation formulée sans aucun résultat?

C'est ce que paraît admettre M. ISORÉ ² et cela coïncide parfaitement avec la théorie qui veut justifier la responsabilité par l'existence d'une imprudence, d'une inattention, d'une négligence ou d'une mauvaise volonté : A supposer que l'acte par lui-même n'entraîne pas responsabilité, la négligence à réaliser une situation non préjudiciable, après un avertissement, constituera en faute l'auteur du préjudice.

Mais si l'on veut bien admettre que la faute est, en l'espèce, une infraction à l'obligation de ne pas porter à son voisin un préjudice intolérable, on ne verra plus la nécessité d'une mise en demeure : la responsabilité existera de plein droit ; c'est ce que paraissent décider les Tribunaux qui se sont simplement efforcés de relever, comme ils le font toujours, tous les éléments susceptibles de motiver plus fortement leur jugement : Il y a bien négligence à persister à user de son appareil dans des conditions identiques et préjudiciables, alors que l'attention de l'auteur du dommage a été attirée à diverses reprises sur la gêne subie par son voisin et sur les moyens d'y remédier ³ ; il n'y a pas dans ces avertissements une condition indispensable de la responsabilité.

140. — (1) *Op. cit.*, t. XII, n° 659, 659 bis.

(2) *Op. cit.*, p. 70.

(3) Versailles 8 février 1933, *Gaz. Pal.*, 1933.1.599.

150. — RÉGLEMENTATION ADMINISTRATIVE. — Notons enfin que l'article 114 de la Loi des Finances du 31 mai 1933 a prévu l'intervention d'un décret en forme de règlement d'administration publique précisant les obligations auxquelles seront tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques pour éviter que le fonctionnement des dits appareils ne soit susceptible de troubler les réceptions radioélectriques.

L'infraction est assortie d'une amende.

Le décret date du 1^{er} décembre 1933 et est applicable depuis le 1^{er} avril 1934 ¹.

La responsabilité civile ne peut s'en trouver diminuée puisque dans tous les cas réglementés par le décret, se sont superposées aux obligations résultant de la jurisprudence, celles édictées par la réglementation administrative : elle ne disparaîtra pas dans les cas non réglementés, car elle ne saurait être liée à la responsabilité pénale ; les textes pénaux doivent d'ailleurs être interprétés restrictivement ², il n'en saurait être de même des articles 1382 et suivants du Code Civil qui demeurent à la base de la responsabilité quasi-délictuelle.

L'article 8 du Décret du 1^{er} décembre 1933 prévoit, il est vrai, l'attribution de dispenses spéciales aux services publics exploités en régie, concédés ou affermés, mais ces dispenses ne portent pas préjudice à une responsabilité civile éventuelle. La situation est la même que celle que nous avons signalée antérieurement en ce qui concerne les établissements incommodes ou insalubres régulièrement autorisés ³.

159. — (1) Il a été complété par les arrêtés du 30 et du 31 mars 1934.

(2) Grenoble 5 juin 1936, S. 1937.2.34.

(3) Vr supra n° 141.

SECTION II

LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES BATIMENTS ET LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

(Art. 1386).

151. — Le Code Civil a prévu que l'on pouvait être responsable, non pas seulement de ses propres fautes, mais encore, dans certains cas, des choses dont on est propriétaire ou de celles dont on a la garde.

En matière d'accidents et de dommages provoqués par le courant électrique, on pouvait être tenté de faire application de l'article 1386 qui édicte que « *le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction* ».

Les installations électriques, fréquemment génératrices de dommages, pouvaient paraître comprises dans les termes assez larges de l'article 1386.

Cette extension, s'il y a extension, pouvait être considérée comme souhaitable pour les victimes puisque, dispensées de prouver la faute du propriétaire, il leur suffisait d'établir le défaut d'entretien ou le vice de construction de l'ouvrage, que son propriétaire fût ou non l'auteur responsable.

Un examen plus approfondi du texte de l'article 1386 va nous permettre de vérifier dans quelle mesure l'application de l'article 1386 aux dommages que nous étudions pouvait être jugée possible.

L'article 1386 vise le propriétaire du bâtiment, c'est donc en cette qualité qu'il est responsable ; il importe peu qu'il ait ou non la garde du bâtiment : le propriétaire est celui à qui les victimes peuvent toujours s'adresser

pour répondre des dommages qu'elles ont subis dans les termes de l'article 1386 : C'est là une des différences essentielles de l'article 1386 et de l'article 1384, § I, tel qu'il est interprété par la jurisprudence.

Ceci étant admis, dans quels cas le propriétaire doit-il répondre, dans les termes de l'article 1386, des dommages provoqués par les constructions qui lui appartiennent?

L'article 1386 emploie certaines expressions dont il convient de mesurer la portée afin d'examiner s'il peut être fait application de cet article en matière de dommages provoqués par le courant électrique.

152. — LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES CONSTITUENT-ELLES DES BATIMENTS AU SENS DE L'ARTICLE 1386? — L'article 1386 parle du propriétaire « d'un bâtiment ».

Les Tribunaux, avec le souci de protéger les victimes d'accidents de façon plus efficace que ne le permettait l'article 1382, s'efforçaient avant que l'article 1384, 1^{er} alinéa n'ait commencé à être appliqué, à étendre l'article 1386 aux immeubles les plus divers. C'est ainsi que la responsabilité du propriétaire d'un arbre avait pu être considérée comme assimilable dans les termes de l'article 1386 à celle du propriétaire d'un bâtiment ¹.

Si cette solution était exacte, elle ne pouvait manquer de s'appliquer également aux installations électriques tant extérieures qu'intérieures.

153. — En ce qui concerne les premières, M. PLANIOL a depuis longtemps fait remarquer que l'on peut « considérer le réseau de câbles électriques, avec tous ses organes accessoires, comme un immeuble, à l'égal d'un réseau ferré établi sur le sol même.

152. — (1) Paris 20 août 1877, S. 1878.2.48; Grenoble 10 février 1892, S. 1893.2.205.

Son passage à une certaine hauteur au-dessus du sol ne saurait lui enlever son caractère immobilier, puisqu'il ne peut se soutenir en l'air sans supports fixes. Ces réseaux électriques sont réellement des constructions d'un nouveau genre, bâties sur le sol et constituant des immeubles, de même que les « bâtiments » nommés dans l'article 518 du Code Civil.

Un pont ou un aqueduc qui a des dimensions assez grandes pour franchir d'une seule arche une ou plusieurs propriétés privées, comme nos grands viaducs métalliques, est certainement un immeuble ; un réseau de tuyaux également ; pourquoi refuserait-on le même caractère aux câbles transportant de l'électricité au lieu d'eau ou de gaz » ²?

M. SAVATIER a d'ailleurs admis qu'en matière d'accidents et de dommages provoqués par les installations électriques, on pourrait peut-être songer à l'article 1386, « en se souvenant que l'usine électrique et le réseau qui lui est matériellement attaché doivent être considérés comme un vaste immeuble par nature » ³. Mais M. SAVATIER signale immédiatement que l'article 1386 ne parle que de « bâtiments » auxquels il peut être difficile d'assimiler tous les immeubles.

Actuellement les mêmes raisons d'interprétation extensive de l'article 1386 n'existant plus, la doctrine et la jurisprudence dominantes, se refusent à appliquer l'article 1386 à des immeubles autres que des bâtiments. MM. PLANIOL, RIPERT et ESMEIN croient pouvoir définir ces derniers : « Les constructions, quelle qu'en

(2) Note Planiol sous Trib. Civ. de Marmande 6 mars 1913, D. P. 1914. 2.97 ; MM. Colin et Capitant (*op. cit.*, t. I, n° 660) précisent d'ailleurs que l'expression « bâtiment », employée par l'article 518 comprend, non seulement les constructions complètes, mais tous les travaux de maçonnerie ou de fer édifés dans le sol ou sur le sol ; par exemple, une canalisation tubulaire faite pour utiliser la force motrice de l'eau, un barrage, un tunnel, une digue, les tuyaux de conduite du gaz, les fils destinés au transport de l'énergie électrique.

(3) Note Savatier sous Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145.

soit d'ailleurs la destination, faites avec des matériaux quelconques assemblés et reliés artificiellement de façon à procurer une union durable, et à condition qu'elles soient incorporées au sol ou à un immeuble par nature ⁴. »

Pour MM. MAZEAUD il faut entendre par là « tous les assemblages de matériaux destinés par l'homme à réaliser un ouvrage dépassant le sol » ⁵.

Ces définitions paraissent cependant comprendre les installations des distributions d'énergie. Si elles sont plus larges que la définition usuelle qui voit dans les bâtiments des « constructions servant à loger soit hommes, soit bêtes, soit choses » ⁶, elles semblent correspondre aux termes de l'article 1386 et aux solutions de la jurisprudence qui fait application de l'article 1386 à de simples murs ⁷.

Ainsi on pourrait admettre que l'article 1386 est susceptible de viser éventuellement les poteaux, fils, transformateurs et autres installations des distributions.

Cette opinion ne paraît pas être, cependant, partagée par M. MESTRE ⁸.

En réalité, les dommages le plus fréquemment provoqués par les installations extérieures résultent de la chute des fils et non des pylônes proprement dits : Si ces derniers constituent des *bâtiments* au sens de l'article 1386, il n'en est pas forcément de même des fils qu'ils soutiennent. C'est d'ailleurs là ce qui paraît résulter de la doctrine et de la jurisprudence actuelle

(4) Planiol, Ripert et Esmein, *op. cit.*, n° 608 en note (2) « une cave (Req. 28 février 1899, D. P. 1899.1.228, S. 99.1.400), un mur de clôture ou de soutènement, une digue, un monument commémoratif, un pont, un aqueduc, un pylône sont des bâtiments ».

(5) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1039.

(6) Dictionnaire de Littré.

(7) Cass. Civ. 21 juin 1930, Gaz. Trib. 5 août 1930.

(8) Mestre, Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés aux réseaux de distribution d'électricité, *Rev. Crit.* 1925, p. 406.

qui estiment qu'il n'y a plus de bonne raison d'étendre l'application de l'article 1386 ⁹.

154. — En ce qui concerne les installations intérieures, également, elles ne sont pas seulement immeubles par destination, mais bien immeubles par nature.

Il n'est pas douteux, en effet, qu'il faut assimiler aux canalisations d'eau, les seules que connaissent le législateur de 1804 et qui constituent des immeubles par nature, celles de gaz et d'électricité ¹.

Remarquons d'autre part que les arbres dont la chute est à l'origine de nombre d'accidents de réseau, ne sauraient à aucun titre être assimilés aux bâtiments visés par l'article 1386 ².

155. — QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR RUINE D'UN BATIMENT ? — L'article 1386 parle de dommages provoqués par la ruine d'un bâtiment.

Il y a ruine lorsqu'il y a chute de tout ou partie des matériaux qui composent le bâtiment, alors que la solidité de la construction ne serait pas compromise, telle que la chute d'une corniche, d'un motif d'ornementation ¹. La chute d'un fil paraît pouvoir rentrer dans cette définition.

Il importe peu que le dommage ne résulte pas du poids des matériaux qui tombent mais du courant qui les parcourt, l'article 1386 ne précisant pas la façon dont le dommage doit se produire.

Si, par contre, un incendie survient sans qu'il résulte de la chute de corps parcourus par le courant, comme

(9) Cf. Planiol, Ripert et Esmein, *op. cit.*, n° 608 et 617, note 4 ; V. toutefois Trib. Civ. de Dijon 13 décembre 1920, Gaz. Pal. t. Q 1920-1925, V° Resp. civ. n° 715, Rec. Dijon 1921, p. 27.

154. — (1) Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, n° 660.

(2) Paris 19 février 1931, Gaz. Trib. 23 avril 1931 ; A. Mestre, *op. cit.*, p. 395 et la note sous Douai, 4 mai 1925, S. 1925.3.115.

155. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1044.

par exemple de l'amorçage d'un arc électrique, l'article 1386 parlant de ruine n'est pas applicable.

Si l'incendie résultait de l'écroulement ou de la ruine totale ou partielle des installations, nous ne voyons pas de bonne raison d'exclure l'article 1386.

156. — DÉFAUT D'ENTRETIEN ET VICE DE CONSTRUCTION. — La ruine d'un bâtiment doit, pour que la responsabilité de l'article 1386 soit mise en jeu, avoir été provoquée par un défaut d'entretien ou un vice de construction qu'il appartient au demandeur de prouver.

Ainsi, la situation de ce dernier n'est que très légèrement plus favorable que celle qui découle des articles 1382 et 1383 : Il n'a pas à prouver la faute qui n'est pas forcément établie par la preuve du vice de construction qui peut être imputable à un entrepreneur, ou à un architecte, ou à un défaut d'entretien.

Cette nouvelle limitation de la portée d'application de l'article 1386 l'écarte au cas où l'accident et le dommage ne sont pas dus à un défaut d'entretien ou à un vice de construction des installations, mais à un événement extérieur non constitutif de cas fortuit ou de force majeure, comme par exemple le fait d'un tiers que le distributeur aurait pu prévoir ou empêcher¹.

157. — SPHÈRE D'APPLICATION DE L'ARTICLE 1384, § 1, PAR RAPPORT A L'ARTICLE 1386. — Doit-on admettre le cumul des responsabilités des articles 1384 et 1386 dans le cas où les conditions d'application des deux responsabilités coïncident?

Comme le font remarquer MM. H. et L. MAZEAUD la question n'a pas été fréquemment envisagée car la jurisprudence qui étend l'article 1384, § I, aux immeubles est relativement récente : ces auteurs estiment qu'il

156. — (1) Cf. Note Savatier sous Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145.

paraît impossible de faire jouer l'article 1384, § I, dans l'espèce envisagée par l'article 1386, les rédacteurs du Code Civil ayant enserré dans des limites étroites la responsabilité du propriétaire du bâtiment ; selon eux, « décider le contraire, c'est rayer l'article 1386 de notre Code, c'est de propos délibéré, méconnaître un texte formel » ¹.

Nous ne pensons pas que ces arguments puissent faire hésiter les tribunaux à écarter une solution dont ces auteurs reconnaissent le caractère illogique : Alors que le législateur de 1804 avait voulu, conformément à la tradition, faire une situation privilégiée à la victime de la ruine d'un bâtiment, celle-ci, depuis la « découverte » de l'article 1384, § I, se trouverait dans une situation plus défavorable.

Au surplus, ce n'est pas en appliquant l'article 1384, § I, à certaines des situations visées par l'article 1386, que l'on établit un droit contraire à celui qui découle strictement du Code Civil. Il n'en a été ainsi que lorsqu'on a créé la présomption de responsabilité de l'article 1384, § I, dont d'ailleurs on ne conteste plus que rarement le rôle nécessaire.

Alors que cette présomption a été étendue aux immeubles, on ne voit pas, en bonne logique, de raison d'écarter ce texte en cas de ruine d'un bâtiment. Il n'en pourrait être autrement que si cette extension rendait l'article 1386 sans objet ; il n'en est rien si l'on admet que l'article 1384, § I, est une disposition d'ordre général qui concerne le gardien, tenu à ce titre d'une responsabilité très lourde, et l'article 1386, le propriétaire ; il est vrai que le plus souvent, celui-ci joindra à sa qualité celle de gardien et que l'application de l'article 1386 se trouvera en fait restreinte au cas où le propriétaire n'est pas en même temps le gardien :

157. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1025.

ceci n'est pas la violation de l'article 1386, mais bien l'application d'une règle générale découlant de l'article 1384, § I, dont on ne saurait limiter arbitrairement la portée, du moment que l'on en a admis l'existence et dont rien n'indique que l'article 1386 constitue l'exception ².

En définitive, il apparaît que, si la thèse que nous soutenons est exacte, l'application de l'article 1386 se trouvera être fort limitée en matière de dommages provoqués par le courant électrique.

Non seulement, en effet, la victime pourra le plus souvent invoquer les dispositions de l'article 1384, mais encore, lorsqu'elle souhaitera faire état de celles de l'article 1386, elle pourra se trouver gênée par les limites d'application relativement étroites de ce texte.

SECTION III

LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSSES EN MATIÈRE DE DOMMAGES PROVOQUÉS PAR LE COURANT (art. 1384)

158. — La jurisprudence qui a découvert le 1^{er} alinéa de l'article 1384 a été l'objet de maintes critiques qu'il n'est pas dans l'objet de la présente étude d'approuver ou de contester : Aussi bien il paraîtrait assez vain d'apporter des réserves au sujet d'une jurisprudence qui, si elle ne correspond pas à l'esprit du Code Civil de 1804, n'en obéit pas moins à certaines nécessités pratiques.

L'article 1384, § I, n'est si l'on veut, comme l'a dit M. LALOU ¹, qu'« un prétexte trouvé par la jurisprudence

(2) Cf. Ripert, L'application aux immeubles de la responsabilité du fait des choses, Sem. Jur. 1928, p. 633.

158. — (1) *Op. cit.*, n° 1184.

pour édifier un système qui n'a aucune base dans le Code Civil de 1804 », mais son interprétation est le résultat inéluctable des changements d'ordre économique et social survenus depuis sa rédaction.

Les Tribunaux ne pouvaient manquer de s'emparer du texte dont on venait de « découvrir » la portée pour en faire application aux installations électriques.

Quelques difficultés pouvaient théoriquement s'opposer à cette extension, mais la notion de danger, même à la supposer non admise en tant que critérium des choses qui doivent être gardées, devait servir très longtemps de base au raisonnement de la doctrine et de la jurisprudence.

Il apparaîtrait en effet que si la distinction des choses dangereuses et non dangereuses n'a pas été introduite dans la pratique, en raison des difficultés mêmes qui peuvent s'opposer à leur différenciation ou du texte général de l'article 1384, l'idée de protection des victimes des choses dangereuses a cependant joué un grand rôle dans le développement de la nouvelle jurisprudence.

En ce qui concerne la réparation des accidents provoqués par le courant électrique, M. MESTRE a exposé les raisons d'humanité qui militaient en faveur d'une extension de la responsabilité ². Il était indispensable d'éviter notamment aux familles des victimes d'électrocution, les difficultés de preuve que le droit commun de la responsabilité leur eût opposées.

Il convient donc d'étudier les conditions de cette responsabilité présumée, tant en ce qui concerne la nature des choses visées qu'en ce qui concerne l'identité des personnes responsables au titre de l'article 1384, § 1, et le caractère des faits qui sont susceptibles de mettre en jeu la responsabilité présumée.

(2) A. Mestre, Les problèmes juridiques de l'électricité, *Revue politique et parlementaire* 1925, tome 123, p. 213.

§ I. — APPLICATION DE L'ARTICLE 1384, § I,
AUX INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES.

159. — On admet généralement que le texte de l'article 1384, § I, vise les choses inanimées et il faut entendre par le mot chose, les biens corporels, quelle que soit leur nature.

La jurisprudence est actuellement fixée dans le sens de l'application de l'article 1384, § I, aux meubles comme aux immeubles par nature ou par destination.

Les Chambres Réunies en parlant de la responsabilité établie à l'encontre de « celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un dommage à autrui », ont entendu supprimer la distinction qui avait été introduite à ce point de vue ¹.

D'ailleurs, comme l'avait fait remarquer M. JOSSE-RAND, du moment que la responsabilité est attachée à la garde de la chose, non à la chose elle-même, il est indifférent qu'elle soit mobilière ou immobilière ².

La distinction des biens meubles et immeubles, qui repose, en principe, sur la faculté de déplacement n'a, ainsi que l'a signalé M. RIPERT ³, rien à voir avec un problème de responsabilité.

Depuis longtemps les Tribunaux font application de l'article 1384, § I, aux installations électriques et cela ne paraît pas être seulement en vertu de cette idée que l'électricité génératrice des dommages serait une chose mobilière : Il est vrai que les Tribunaux considèrent l'électricité comme une marchandise susceptible de mesurage qui, en raison de sa nature propre, indépendante de la canalisation, est assujettie à des droits de

159. — (1) Ch. Réun. 13 février 1930, S. 1930.1.121 et la note P. Esmein, D. 1930.1.57, rapport Le March'Hadour, Concl. Matter et note Ripert.

(2) Note Josserand, sous Cass. Req. 10 février 1925, D. P.1925.1.97.

(3) Note au D. P. 1922.1.26.

douane, peut être l'objet d'un vol ou d'une vente ⁴. Mais ils ne paraissent pas, en général, avoir fait appel à ces considérations en vue de l'application de l'article 1384, § I ⁵.

Certaines décisions ont même marqué la volonté de considérer les dommages provoqués par le courant comme résultant des installations elles-mêmes. Ainsi, pour le Tribunal Civil d'ALENÇON, la présomption de l'article 1384 étant d'ordre général et les dispositions législatives spéciales n'y dérogeant pas, cette présomption doit recevoir son application, même quand il s'agit de choses immobilières, comme les installations électriques, soumises à la garde et à la surveillance de l'exploitant, en raison du danger qu'elles présentent pour autrui.

Cela semble d'ailleurs logique, si l'on considère le courant qui la parcourt comme une caractéristique de l'installation elle-même, au moment de la survenance des dommages : Il en est de même que de l'énergie contenue dans une voiture en mouvement qui est susceptible de provoquer un accident ; on parle du fait de la voiture et non de celui de l'énergie qui l'animait : Aussi bien les deux éléments sont-ils le plus souvent inséparables au point de vue de la responsabilité. Nous verrons cependant que, dans certains cas, il n'est pas sans intérêt de distinguer la garde du courant et celle des installations.

160. — Pour faire application de l'article 1384, § I, il n'est pas davantage nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature, susceptible de provoquer un

(4) Cf. Trib. corr. Belfort 22 mars 1929, Gaz. Trib. 28 mai 1929 ; Cass. crim. 12 juin 1929, Gaz. Pal. 1929.2.251 ; Trib. civ. Seine 24 juin 1935, Gaz. Trib. 3 et 4 janvier 1936.

(5) Cf. notamment Grenoble 6 novembre 1906, R. P. des Ass. 1907, p. 34, D. P. 1909.2.30 ; Grenoble 4 avril 1911, Rec. Grenoble 1911, p. 133, R. P. des Ass. 1911, p. 766.

dommage : Si la cause de la rupture d'un fil électrique demeure inconnue, l'électrocution qui aura été la conséquence de cette rupture n'en entraînera pas moins la responsabilité du distributeur ¹.

161. — Une question a soulevé de plus longues controverses. C'est celle de savoir si la présomption de responsabilité de l'article 1384, § I, vise également les choses dangereuses et les choses non dangereuses : La discussion a été close également par l'arrêt des Chambres Réunies du 13 février 1930 ¹ qui s'est refusé à toute distinction ; les Chambres considèrent, en effet, que l'article 1384 rattache la responsabilité à « la garde de la chose, non à la chose elle-même ».

Comme l'ont dit MM. H. et L. MAZEAUD, « La loi oblige ceux qui ont un droit de direction sur une chose, à réparer le dommage causé par cette chose : elle fait peser sur eux une obligation de garde. Or on peut avoir un droit de direction sur toutes les choses, dangereuses ou non dangereuses, nécessitant ou non, en fait, une surveillance attentive » ².

Aussi bien la distinction des choses dangereuse ou non dangereuses n'aurait pu exclure du domaine d'application de l'article 1384 les installations électriques que la doctrine et la jurisprudence se sont toujours entendues pour assimiler aux premières : Pour M. PLANIOL « un réseau de câbles électriques... est par lui-même une cause fréquente d'incendies. On a affaire alors à une chose essentiellement dangereuse dont la société qui en est propriétaire conserve nécessairement la surveillance exclusive ; elle en a la garde et on peut, dès lors,

160. — (1) Lyon 10 mai 1914, Mon. Jud., 21 juillet 1914, R. P. des Ass. 1915, p. 473.

161. — (1) D. P. 1930.1.57.

(2) *Op. cit.*, t. II, n° 2109.

lui appliquer la disposition vague, mais par cela même très générale, contenue dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 du Code Civil » ³.

M. MESTRE s'est associé à l'expression de cette opinion ⁴. Il a fait en outre remarquer que « le réseau rentre dans cette catégorie de choses que l'on doit normalement garder et l'accident apporte avec lui la preuve que cette surveillance a été en défaut » ⁵.

Les Tribunaux ont également le plus souvent insisté sur le danger des installations, faisant état notamment du péril qu'elles peuvent faire courir aux usagers des voies publiques ⁶.

Ces remarques sont exactes, mais ne sont pas nécessaires comme en droit administratif pour justifier la responsabilité du distributeur, la jurisprudence ayant renoncé à rattacher une distinction d'ordre juridique au critère du danger.

§ II. — PERSONNES RESPONSABLES.

162. — RAPPEL DE PRINCIPES. — La jurisprudence admet actuellement, de la façon la plus unanime, que la responsabilité incombe non pas forcément au propriétaire comme en vertu de l'article 1386, mais au « gardien », c'est-à-dire à celui qui a le droit de surveiller et de diriger la chose, qu'il soit ou non le propriétaire.

Toutefois, ce dernier se trouve dans une situation un peu spéciale en raison du fait que, sur le propriétaire,

(3) Note sous Toulouse 11 juin 1913, D. P. 1914.2.174.

(4) Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés aux réseaux d'électricité, Rev. critique 1925, p. 406.

(5) A. Mestre, Les problèmes juridiques de l'électricité, Revue politique et parlementaire 1925, t. 123, p. 213 ; Cf. également note Savatier sous Montpellier, 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145.

(6) Montpellier 24 juin 1924, précité ; Trib. Civ. d'Alençon 26 octobre 1931, Rev. Conc. 1932, p. 27.

pèse une « présomption de garde » et que, en cas de doute, il lui appartient d'établir qu'il n'est plus « gardien », qu'il n'a plus aucun droit de direction sur la chose ¹ : C'est ce qui a été déclaré notamment par la Cour de NANCY dont l'arrêt a été confirmé par la Cour de Cassation ².

163. — Mais il paraît indispensable de préciser ce que l'on entend par garde de la chose.

Le gardien, pour certains, est celui qui profite de la chose, il doit en être ainsi lorsqu'on admet la théorie du risque-profit, en vertu de laquelle doit être responsable celui qui jouit de la chose conformément au principe *ubi emolumentum, ibi onus*.

En réalité, outre que la détermination de celui qui profite de la chose soulève des difficultés, elle n'explique pas que l'on puisse être responsable de choses dont on ne tire aucun profit.

L'assimilation du gardien au détenteur empêcherait par contre d'admettre, avec la jurisprudence, que le commettant peut demeurer gardien et responsable de la chose dont la détention a été remise à son préposé.

On a proposé de distinguer la garde matérielle et la garde juridique en soutenant que l'article 1384, § I, ne viserait que cette dernière.

Cette terminologie de garde juridique a pénétré jusque dans le libellé des arrêts de la Cour de Cassation mais la distinction qui est admise par un certain nombre d'auteurs ³ a été réfutée par une argumentation très vigoureuse de M. CAPITANT, en ce qui concerne notam-

162. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, n° 1184.

(2) Cass. 20 janvier 1937, R. G. A. T. 1937, p. 293.

163. — (1) Cf. Amiens 4 janvier 1933, Gaz. Pal. 1933.1.703.

(2) Notamment Josserand, *op. cit.*, t. II, n° 544; Hugueney note au S. 1929.1.297; H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1158 et s; contra Savatier note sous Cass. req. 16 décembre 1929, D. P. 1931.1.49; H. Lallou, *op. cit.*, n° 1227.

ment la conservation de la garde juridique par le propriétaire d'une voiture volée et la responsabilité qui en résulterait pour lui en cas d'accidents ³.

La garde de la chose, aux termes de l'article 1384, § I, impliquerait la possibilité matérielle soit d'assurer effectivement la direction, soit de donner des ordres de façon à ce qu'elle soit convenablement assurée.

Quoi qu'il en soit, le propriétaire conserve la garde de la chose dommageable confiée au préposé agissant dans l'exercice de ses fonctions. On ne saurait par contre prétendre que le commettant est responsable en cette qualité, du préposé lui-même présumé responsable, en vertu de l'article 1384, § I : La responsabilité du commettant ne joue, en effet, qu'en cas de faute prouvée du préposé.

164. — APPLICATIONS DES PRINCIPES, EN CE QUI CONCERNE LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. — Il convient de distinguer les installations extérieures, pour lesquelles ne se produisent presque jamais de difficultés, le distributeur en ayant indiscutablement la garde et les installations intérieures.

165. — INSTALLATIONS EXTÉRIEURES. — En ce qui concerne les installations extérieures les Tribunaux ont eu, assez fréquemment, à faire application de l'article 1384, § I, à l'occasion des accidents matériels ou corporels résultant du fonctionnement de ces installations.

C'est ainsi que la Compagnie électrique qui a la garde et l'entretien de son installation est responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, des dommages causés par cette installation et notamment de l'incendie

(3) D. P. 1936.1.81.

causé par l'amorçage d'un arc électrique résultant de la rupture d'un isolateur ¹.

Il en est de même lorsqu'un fil rompu, gisant à terre, a électrocuté un bœuf et brûlé le conducteur qui voulait le dégager, alors que la Société distributrice ne rapporte pas la preuve soit du cas fortuit, soit de la force majeure, soit de la faute du demandeur en responsabilité ².

La Cour de MONTPELLIER a admis une solution identique ³.

Au cas où une Compagnie de Tramways a dû, sur la réquisition et aux frais de l'État, pour les besoins de l'installation d'une ligne téléphonique, établir un réseau protecteur, cette compagnie est pareillement responsable du chef de l'article 1384, § I, de l'électrocution causée par un fil du réseau protecteur que sa rupture a mis en contact avec les conducteurs aériens des tramways et qui a heurté un passant sur la voie publique ⁴.

Il a été jugé que les propriétaires d'une ligne de courant électrique qui en ont la garde sont, en vertu de l'article 1384, § I, du Code Civil, responsables des accidents dont elle peut être la cause et présumés en faute : Il en est ainsi lorsqu'un passant a été électrocuté sur le bord d'une route en touchant un fil conducteur presque invisible qui se présentait à la hauteur de sa poitrine ⁵.

En cas d'électrocution d'un enfant, survenue pendant que celui-ci faisait la cueillette de feuilles de mûriers sur un arbre, la compagnie d'électricité, quand le rapport de cause à effet existe entre le fait de la chose et le

165. — (1) Trib. Civ. Tours 9 décembre 1920, R. P. des Ass., 1921, p. 220, R. Gaz. des Trib. 1921.2.454.

(2) Lyon 25 avril 1899, Gaz. Pal. 1899.2.149, D. P. 1904.2.258 et la note Josserand.

(3) 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145, Gaz. Pal. 1924.2.245.

(4) Bordeaux 17 juin 1907, Rev. Gen. Admin. 1908.2.55, Le Droit 23 nov. 1907, Rec. Bordeaux 1907.1.356, Sem. Jur. Fr. 1908, n° 1490.

(5) Trib. Civ. de Vire 22 juin 1922, Gaz. Pal. 1922.2.395 ; Vr aussi Toulouse 9 février 1910, Rec. Per. des Ass. 1910, p. 326, S. 1910.2.275.

préjudice souffert, est responsable en vertu de l'article 1384, § I, si on ne relève aucune imprudence de la victime et si les circonstances dans lesquelles l'accident s'est produit ne permettent pas de l'imputer à une cause fortuite ou majeure ⁶.

La Cour de Cassation a de même décidé que l'exécution par un concessionnaire de réseau électrique, des prescriptions réglementaires, ne fait pas disparaître sa responsabilité si ces prescriptions étaient insuffisantes : cette responsabilité est fondée sur l'article 1384, § I, du Code Civil ⁷.

166. — Dans une espèce un peu différente, la Cour de ROUEN a jugé que les lois du 15 juin 1906, article 12 et du 13 juillet 1925, article 298, relatives aux distributions d'énergie électrique, ayant donné au concessionnaire le droit de « couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages », la dite disposition doit, par identité de motifs, être étendue aux arbres eux-mêmes, lorsqu'ils présentent pour la ligne les même dangers.

En conséquence, le concessionnaire se trouverait associé au propriétaire pour la surveillance des arbres voisins de la ligne, au moins dans la mesure où ils sont susceptibles de présenter un danger pour celle-ci. Si le danger se réalise, la responsabilité du dommage n'incomberait pas de plein droit au propriétaire et il y aurait lieu de rechercher qui de ce dernier ou du concessionnaire, en a été la cause par l'inexécution de l'obligation de surveillance ou de garde dont il était tenu.

En l'espèce, la Compagnie ne peut réclamer que le

(6) Trib. Com. de Marseille 11 mai 1920, R. P. des Ass. 1921, p. 173, Gaz. Pal. 1920.2.436.

(7) Cass. Req. 23 décembre 1929, R. G. des Trib. 1930, 1^{er} sem. 1.51, Gaz. Pal. 1930.1.341.

remboursement de la moitié du préjudice résultant de la chute de l'arbre sur la ligne ¹.

L'obligation de surveillance s'étendrait donc non seulement aux installations de la distribution, mais encore aux branches des arbres qui la bordent et même aux arbres eux-mêmes.

Nous avons déjà formulé des réserves sur cette extension de l'obligation de garde du distributeur, obligation qui ne nous paraît reposer que sur l'intérêt public et privé qu'il y a à ce que les lignes ne soient pas endommagées.

La loi ne paraît nullement avoir eu pour but de soustraire le propriétaire de l'arbre aux charges qui lui incombent en vertu du droit commun : Il en est surtout ainsi lorsque les fils se trouvent sur la voie publique et que les arbres sont au contraire situés sur un terrain privé.

La question de garde ne se pose d'ailleurs pas seulement en ce qui concerne les dégâts que peut subir la ligne elle-même, qui sont fréquemment d'une faible importance, mais encore et surtout au sujet des dommages qui peuvent résulter en particulier pour les tiers de la rupture des fils : soit surtensions ou mélanges de phases chez les abonnés, soit préjudices subis par les personnes circulant sur la voie publique.

Cette question sera examinée à propos des causes d'exonération de la responsabilité contractuelle ou délictuelle.

167. — LA QUESTION DE LA GARDE DES BRANCHEMENTS PARTICULIERS. — Cette question n'a pas la même complexité qu'en ce qui concerne les distributions d'eau ou de gaz : Les cahiers des charges-types indiquent,

166. — (1) Rouen 8 juillet 1936, R. G. A. T. 1936, p. 819 ; Cf. Rev. Trim. 1937, p. 120, la note de M. Demogue ; Vr aussi l'article de M. Demogue, Responsabilité pour la chute d'un arbre, Rev. Trim. 1936, p. 357.

en effet, avec une suffisante précision, l'endroit où commence l'installation intérieure dont l'abonné a, en principe, la garde.

La circulaire du 17 janvier 1928 portant l'envoi de nouveaux cahiers des charges-types, commente d'ailleurs de façon explicite l'article 15.

Elle précise que le branchement extérieur n'est pas nécessairement sur la voie publique, il peut s'étendre sur des terrains privés où sont situés les immeubles desservis. Le branchement extérieur est limité soit au coupe-circuit principal, soit au poste de transformation et comprend ce coupe-circuit ou ce poste; suivant les circonstances, il convient d'adopter l'une ou l'autre limite, indique également la circulaire, sans qu'il soit obligatoire lorsqu'il existe un poste de transformation, de comprendre ce poste dans le branchement extérieur : Dans ce dernier cas, le branchement extérieur pourra être limité au coupe-circuit précédant le poste de transformation.

Aux termes de l'article 15, l'installation et l'entretien du branchement incombent au concessionnaire.

En conséquence, la société d'électricité, ayant la garde de tout le matériel qui constitue son réseau, est responsable des dommages causés par l'installation extérieure en vertu de l'article 1384, § I, même si elle soutient qu'elle n'en a pas la garde exclusive, puisque, aux termes de l'article 6 de la police d'abonnement, elle a été obligée de se réserver toutes facilités d'accès dans l'immeuble pour entretenir et réparer librement les fils et appareils de raccordement. En effet, la police établit une distinction entre l'installation intérieure et l'installation extérieure : Aux termes de l'article 5, la société se réserve le droit exclusif d'installer et d'entretenir les canalisations et leurs accessoires, depuis le réseau de distribution jusque et y compris les coupe-circuits qui précèdent l'entrée dans l'immeuble et qu'en vertu de

l'article 11, l'abonné conserve la charge et la responsabilité des accidents qui pourraient être causés par son installation intérieure.

Ainsi sont bien précisés les devoirs et les obligations de chacun et il en résulte que la société distributrice doit être responsable des dommages provoqués par les installations extérieures ¹.

MM. H. et L. MAZEAUD expriment une opinion identique en ce qui concerne les branchements d'eau, de gaz ou d'électricité : « Seule la Compagnie a le droit de toucher au branchement ; elle doit donc seule en être déclarée « gardienne » quand bien même l'abonné en serait devenu propriétaire ². »

168. — INSTALLATIONS INTÉRIEURES. — Ces considérations pourraient laisser supposer que l'abonné qui a en principe la garde des installations intérieures est dans tous les cas, responsable sans partage, des dommages que peuvent provoquer ces installations. En réalité il n'en est rien, l'existence d'un courant qui parcourt les installations extérieures et les installations intérieures, peut mettre en jeu soit la responsabilité de l'abonné en ce qui concerne les dommages provoqués au niveau des installations extérieures, ce sera d'ailleurs, en fait, assez rare, soit celle du distributeur en ce qui concerne les dommages provoqués au niveau des installations intérieures.

L'article 19 des cahiers des charges-types prévoit que le courant ne sera livré aux abonnés que s'ils se conforment, pour leurs installations intérieures, aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire, avec l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle, en vue soit d'empêcher les troubles dans l'exploitation,

167. — (1) Toulouse 11 juin 1913, Le Droit 30 juillet 1913, G. des Trib. 8 novembre 1913, R. P. des Ass. 1913, p. 320, D. 1914.2.174. et a note de M. Planiol.

(2) *Op. cit.*, t. II, n° 1187.

notamment les défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs électriques, soit d'empêcher l'usage illicite du courant, soit d'éviter une déperdition exagérée d'énergie dans les branchements et colonnes montantes avant les compteurs.

Le concessionnaire sera autorisé, à cet effet, à vérifier à toute époque, l'installation intérieure de l'abonné. Il ne résulte pas de cette surveillance possible de la part du concessionnaire, une obligation de garde. Les stipulations du cahier des charges sont, à ce point de vue, insérées en faveur du bon fonctionnement de la distribution et non en faveur de l'abonné.

Le même article 19 ajoute d'ailleurs que « En aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison des défauts des installations qui ne seront pas de son fait. »

Par conséquent, s'il résulte un préjudice quelconque du fait du défaut d'entretien ou du vice de construction de l'installation intérieure, soit pour le distributeur, et c'est là une responsabilité contractuelle que nous n'avons pas à examiner ici, soit pour les tiers, l'abonné sera évidemment responsable.

Il n'en pourrait être autrement que si l'installation intérieure avait été exécutée par le distributeur dont la responsabilité pourrait être engagée en tant qu'installateur.

Le distributeur peut, d'autre part, être responsable vis-à-vis de l'abonné contractuellement, et c'est un point de vue qui sera examiné ultérieurement, soit vis-à-vis des tiers, en vertu de l'article 1384, § I, du fait des dommages d'un courant dont il a seul la garde.

Avant de préciser cette notion, il n'est pas inutile d'examiner les décisions qui ont eu à intervenir en la matière : Certains jugements relatifs à des distributions de gaz retiendront tout d'abord notre attention.

169. — La Cour de LYON a admis qu'un abonné est responsable des dommages résultant d'une explosion de gaz provenant d'une détérioration de la canalisation du gaz qu'il avait prise en charge et dont il avait la garde ; il est tenu notamment en vertu de l'article 1384 du Code Civil.

Si la Compagnie du Gaz a été reconnue responsable pour partie, c'est parce que, de son côté, son Agent est fautif pour n'avoir pas apporté à la recherche de la fuite à laquelle il avait procédé, tout le soin et toute la prudence désirables ¹.

Cette solution a été reconnue exacte par la Cour de Cassation ².

En est-il de même lorsqu'il y a eu interruption de l'abonnement avec enlèvement du compteur, la compagnie laissant subsister les tuyaux qui doivent permettre une éventuelle distribution du gaz dans les appartements antérieurement desservis ?

La jurisprudence considère que la garde du tronçon de tuyau obturé qui subsiste dans l'appartement, ne saurait incomber à l'occupant, qui ne l'utilise pas : C'est ainsi qu'il a été décidé que le locataire qui a subi une intoxication par le gaz d'éclairage, provenant de la fuite d'un tuyau établi dans son appartement et qui a été laissé dans l'intérêt de la société, après interruption de l'abonnement et enlèvement du compteur, ne peut être considéré comme ayant la garde juridique de ce tuyau et du gaz, n'ayant aucun pouvoir de direction, ni sur le gaz, ni sur le tuyau qui n'était d'aucun usage pour lui ³.

Il est évident d'autre part, qu'en cas de fuite, c'est le locataire qui utilise la distribution de gaz et non le

169. — (1) Lyon 12 décembre 1902, Rev. Conc. 1903, p. 383, dans le même sens Lyon 25 avril 1899, Rev. Conc. 1901, p. 510.

(2) Cass. 3 juin 1904, Rev. Conc. 1905, p. 213. D.P. 1907.1.177 et la note Jossierand.

(3) Nîmes 24 décembre 1932, S. 1933.2.138, Gaz. Pal. 1933.1.703 en note.

propriétaire qui doit être considéré comme ayant la garde des installations intérieures ⁴.

En matière de téléphones, et il semblerait plus exact de parler de responsabilité contractuelle, il a été jugé que l'abonné avait la garde de son appareil et de l'installation intérieure : A la suite d'accidents, causés par l'usage du téléphone, l'abonné ne peut exercer avec succès une action en responsabilité contre l'Administration, qu'en établissant que l'accident a été provoqué par un vice inhérent à l'appareil, à l'installation ou à l'envoi du courant ⁵.

Ainsi, on peut dire qu'en principe l'abonné a la garde de l'installation intérieure, conformément d'ailleurs aux clauses ordinaires du cahier des charges et de la police d'abonnement.

170. — LA NOTION DE GARDE. — Il peut se faire toutefois qu'un courant à haute tension, qui normalement ne devait pas parvenir jusqu'aux installations intérieures, traverse celles-ci qui n'étaient pas prévues pour le recevoir et provoque des dommages.

Pour résoudre la difficulté, il y a lieu de faire appel soit à l'idée de garde du courant à haute tension, soit à l'idée de garde des installations au niveau desquelles s'est produit le vice qui a provoqué le passage d'un courant à haute tension dans l'installation intérieure : Ces deux raisons peuvent expliquer la responsabilité du distributeur, lorsqu'il avait effectivement la garde des installations ou du courant d'où résulte le dommage.

La jurisprudence fait sciemment ou inconsciemment, depuis longtemps, application de cette idée : Il a été jugé qu'une société d'électricité qui a la garde d'une installation qui est son œuvre est responsable, en vertu

(4) Lyon 23 juillet 1908, D. 1909.2.215.

(5) Trib. Civ. de la Seine 17 avril 1931, D. H. 1931, p. 360.

de l'article 1384, de l'accident survenu à un abonné qui a été foudroyé par le courant, dans son habitation, au moment où il saisissait de la main une lampe mobile. Il en est ainsi du moins, alors que la mort avait été provoquée par l'afflux dans la canalisation intérieure d'un courant à haute tension, bien que ce courant n'ait du normalement être transmis par le transformateur qu'à l'état de courant secondaire à basse tension ¹.

Il est d'ailleurs inexact, en l'espèce, de baser la responsabilité sur l'article 1384, § I, le dommage résultant manifestement dans ce cas de l'inexécution d'une obligation contractuelle en vertu de laquelle le distributeur aurait dû fournir un courant normal à basse tension.

La distinction de la garde des différentes parties de la distribution ne présente d'ailleurs qu'une relative originalité.

MM. H. et L. MAZEAUD font en effet remarquer que « la même chose a souvent, en même temps, plusieurs gardiens ou, plus exactement, le gardien varie suivant les circonstances de l'accident » ². Ces auteurs citent comme exemple le cas où un garagiste, propriétaire d'une automobile, loue cette voiture sans fournir le chauffeur. Si un accident se produit, il y a lieu de distinguer suivant que ce dernier est dû à un vice de la machine : dans ce cas le garagiste est responsable en tant que gardien des organes de la voiture que le locataire ne connaît pas et n'a pas le droit de modifier ; si au contraire l'accident résulte d'une autre cause, le locataire de la voiture en sera responsable.

De même en cas de location d'une grue ou d'un treuil ³.

170. — (1) Grenoble 6 novembre 1906, R. P. des Ass. 1907, p. 34, D. P. 1909.2.30.

(2) *Op. cit.*, t. II, n° 1179 et s.

(3) Cass. Civ. 23 février 1924, S. 1924.1.246, Cass. Civ. 19 janvier 1927, D. P. 1928.1.17 et la note de M. Savatier.

Par application des mêmes principes, le distributeur a été exonéré à l'occasion de l'électrocution d'un abonné.

L'abonné ayant vu du feu derrière le tableau de distribution était monté sur une raboteuse mécanique afin d'arracher ce tableau et avait été électrocuté. Il fut relevé que l'abonné était propriétaire non seulement de toute l'installation intérieure à partir du transformateur, mais du transformateur lui-même. Ce transformateur ayant été établi à ses frais, par un électricien de son choix, l'abonné en avait la garde et à supposer que l'électrocution provînt du courant à haute tension qui aurait pénétré malgré le transformateur dans l'installation intérieure, l'abonné ne devait pas moins être reconnu seul responsable ⁴.

171. — Il faut donc déterminer quel est le gardien responsable du dommage : A qui incombera la charge de cette preuve ?

Une « présomption de garde » pèse sur le propriétaire de la chose, ce sera donc à lui qu'appartiendra le soin de prouver que le dommage ne résulte pas de l'inexécution des obligations de garde qui lui incombaient personnellement ¹.

Mais le propriétaire de quelle chose ? Celui du courant ou celui de l'installation ?

Nous estimons que c'est au propriétaire de l'installation, soit intérieure, soit extérieure, telle qu'elle aura été délimitée par le cahier des charges, au niveau de laquelle se sera produit le dommage, qu'il appartiendra d'établir que les dispositifs dont il avait la garde étaient conformes à leur destination et que la cause de l'accident ne réside pas dans les dites installations.

(4) Toulouse 19 février 1929, Rev. Gén. de l'Electricité, 30 mars 1929, p. 509. Il s'agit en réalité en l'espèce d'une responsabilité contractuelle.

171. — (1) Planiol, Ripert et Esmein, n° 613, p. 835, note I ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1184.

Lorsque le propriétaire a loué l'immeuble ou la partie d'immeuble où s'effectue la distribution et où les dommages provoqués par le courant sont survenus, la situation est évidemment plus compliquée : Le locataire qui peut être considéré comme gardien des canalisations de gaz ², peut être aussi celui des canalisations d'électricité.

Ainsi un propriétaire qui avait donné en location son immeuble pour plusieurs années à un principal locataire, ayant ainsi transmis à ce tiers la garde juridique de l'immeuble, a été jugé non responsable vis-à-vis de la compagnie de distribution des détériorations subies par les canalisations d'électricité dans l'immeuble ³.

Le locataire devra donc prouver également, cette obligation se confondant d'ailleurs pratiquement avec celle d'établir le fait d'un tiers ⁴, que le dommage ne provient pas de la mauvaise utilisation, du défaut d'entretien des installations dont il a la garde, mais de celles dont la garde incombe au contraire au distributeur.

Mais le propriétaire soumis vis-à-vis des tiers à la « présomption de garde », pour écarter cette présomption, devra établir soit que la garde de l'installation a été transférée à un tiers, soit que le dommage ne résulte pas d'un vice de construction de l'installation électrique dont à ce point de vue il aurait conservé la garde ⁵.

Cette obligation n'existe d'ailleurs pas vis-à-vis du locataire en cas de dommages subis par ce dernier, puisque les rapports du propriétaire et du locataire, en ce qui concerne les vices de la chose louée, sont d'ordre contractuel et sont régis par l'article 1721 du Code Civil ⁶.

(2) Cass. Req. 3 juillet 1934, Gaz. Pal. 1934.2.712, D. H. 1934, p. 143.

(3) Trib. civ. de la Seine 24 juin 1935, G. des Trib. 3 et 4 janvier 1936.

(4) *Infra*, n° 225.

(5) *Cf.* Cass. Civ. 13 février 1924, S. 1924.1.246, Cass. Civ. 19 janvier 1927, D. 1928.1.17.

(6) *Vr infra*, n° 202.

On peut d'ailleurs voir une application de la « présomption de garde » qui pèse sur le propriétaire dans une décision de la Chambre des Requêtes où il est précisé que l'arrêt qui, se référant aux circonstances particulières de la cause, déclare que la conduite d'eau souterraine dont la rupture a gravement endommagé un immeuble voisin, était sous la garde du propriétaire du jardin dans lequel était situé cette conduite d'eau, justifie légalement par cette constatation, la décision par laquelle il déclare le propriétaire du jardin responsable en sa qualité de gardien de la conduite ; il importe peu qu'il résulte des règlements de la Compagnie des Eaux que celle-ci se réserve d'exécuter les travaux de branchement et de réparer les conduites d'eau aux frais des abonnés, dès lors que ces règlements n'interdisent nullement aux abonnés de surveiller les installations. Mais dans ce cas, la Compagnie des Eaux peut être condamnée à garantir le gardien de la condamnation prononcée contre lui ⁷.

En l'espèce, la Cour de Cassation a estimé que la garde incombait à l'abonné, même en ce qui concerne les vices de l'installation qu'il pouvait, sinon empêcher, du moins connaître et surveiller.

La notion de garde des installations de distribution apparaît de la sorte comme assez complexe, en particulier en matière de distribution d'énergie, le vice d'une installation pouvant provoquer des dommages à une très grande distance, par suite de la propagation dans les lignes d'un courant anormal dont l'origine et la cause demeureront fréquemment incertaines.

Il est d'ailleurs à noter qu'en ce qui concerne les dommages se produisant au niveau des installations intérieures, les recours se régleront le plus souvent sur le plan des obligations contractuelles : Nous examine-

(7) Cass. Req. 3 novembre 1932, S. 1933.1.98.

rons ultérieurement les conséquences qui peuvent en découler ⁸.

§ III. — LE FAIT DE LA CHOSE.

172. — L'article 1384, § I, vise le dommage qui est causé « par le fait » des choses que l'on a sous sa garde. Quand et comment y a-t-il fait de la chose?

Suffit-il qu'une chose soit intervenue dans la réalisation du dommage pour que l'on considère qu'il y a « fait de la chose » : il semble bien que non. Mais la discrimination du fait de l'homme, qui est visé par l'article 1382, et du fait de la chose que concerne l'article 1384 est véritablement plus difficile qu'il peut le paraître à première vue.

173. — On peut tout d'abord préciser que si la chose a joué un rôle passif, il n'y a pas *fait* qui impliquerait une idée d'action : L'exemple le plus courant que l'on puisse en donner est celui de l'automobile en mouvement qui heurte une automobile au repos ; il n'y a pas « intervention active » de cette dernière, son propriétaire ne saurait être présumé responsable des dégâts subis par le véhicule qui l'a heurtée ¹.

Doit-on considérer de même qu'il n'y a pas fait de la chose si une installation électrique est demeurée parfaitement « passive » et si les dommages ont été provoqués à la suite du contact d'un individu ou d'une chose avec les conducteurs? La question est évidemment assez délicate : Si l'on attache son attention à l'installation elle-même, on devra être conduit à penser qu'étant demeurée complètement inerte, la présomption de l'ar-

(8) Vr *Infra*, n° 190 et s.

173. — (1) H. Mazeaud, note au S. 1933.1.257.

ticle 1384 ne saurait peser sur le gardien de cette installation. Mais si l'on considère que la chose à garder n'est pas seulement l'installation, mais aussi le courant électrique, on ne pourra admettre, si précisément les dommages ont été provoqués par le courant que ce dernier n'a joué qu'un rôle passif : il est vrai que l'approche d'un corps étranger a été à l'origine du dommage, mais la recherche du fait de la chose, en l'espèce celui de l'installation et du courant, n'implique pas que l'on doive remonter dans la chaîne des faits pour connaître celui qui le premier a été susceptible de provoquer le dommage ; il s'agit simplement de rechercher la nature du rôle actif ou passif des choses qui sont intervenues dans la réalisation du dommage : Or le rôle du courant est, à ce point de vue, un rôle actif ; si l'on frappe brutalement une surface dure et inerte, il pourra en résulter un préjudice, mais cette dureté n'aura joué qu'un rôle passif ² ; si l'on touche un conducteur parcouru par le courant, le courant abandonnera en partie ce conducteur, interviendra donc par son mouvement dont nous n'avons pas à rappeler la rapidité. D'ailleurs le préjudice qui en résultera éventuellement pourra être hors de proportion avec l'énergie développée par le geste qui a provoqué le dommage.

174. — Mais on a opposé le fait de l'homme au fait de la chose, que faut-il entendre par là ?

L'intervention de l'homme ou de la chose dans la réalisation du dommage ne peut suffire à aboutir à une distinction : Selon que l'on s'attache à l'intervention de

(2) Par contre, l'article 1384 a été jugé applicable au cas d'accident provoqué par l'effondrement d'un plancher (Nancy 16 mai 1933, R. P. des Ass. 1933, p. 479). Il a été, en revanche, écarté, au contraire, à l'occasion d'une chute dans un escalier (Trib. Civ. Seine 11 juillet 1933, R. P. 1934, p. 384) ou à la suite d'une glissade sur le bouchon métallique d'une bouteille d'eau minérale placée sur une marche (Paris 6 mars 1936, R. P. des Ass. 1936, p. 433), la chose n'ayant joué aucun rôle actif.

l'homme ou à celle de la chose, on vide soit l'article 1382, soit l'article 1384 de sa substance, car si dans le premier cas, l'activité humaine est à la base de presque tous les dommages, dans le second, il n'est pas de dommage dans la réalisation duquel une chose ne soit intervenue. Comme le dit ironiquement M. RIPERT : « Même si je frappe avec la main, la bague que je porte au doigt peut augmenter la rudesse du coup et entraîner l'application de l'article 1384, § I¹. »

Nous avons déjà indiqué que la jurisprudence n'avait pas cru devoir faire de distinction selon que la chose comportait un vice ou non, était dangereuse ou non.

Elle a également condamné le critère du « fait autonome de la chose » en vertu duquel l'application de l'article 1384, § I, se limiterait aux cas où, au moment où s'est produit le dommage, la chose n'était pas soumise à l'action de l'homme ou si, y étant soumise, le dommage résultait du vice propre de la chose². « La loi, pour l'application de la présomption qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme ; ... il n'est pas nécessaire qu'elle ait un vice inhérent à sa nature et susceptible de causer le dommage, l'article 1384 rattachant la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même...³. »

En réalité, il semble qu'il faille parler de fait de la chose lorsque la chose a sinon « désobéi » à l'homme, du moins lui a été imparfaitement subordonnée, lorsque l'on peut dire que la ligne de conduite tracée par la volonté de l'homme n'a été suivie que de façon plus

174. — (1) Note au D. P. 1930.1.99.

(2) Cass. Civ. 21 janvier 1919, D. P. 1922.1.25.

(3) Ch. Réunies 13 février 1930, S. 1930.1.121 et note P. Esmein, D. 1930.1.57, rapport Le Marc'hadour, concl. Matter, note Ripert ; cf. Maurice Picard « La responsabilité des accidents d'automobiles devant les Chambres réunies de la Cour de Cassation », R. G. A. T. 1930, p. 259 et suivantes.

ou moins infidèle par la chose : En somme, si la chose pouvait être directement dirigée par la pensée, on ne pourrait parler de fait de la chose ; mais il y a toujours un intermédiaire physique qui, le plus souvent, n'est pas seulement celui des membres ; si la chose obéissait parfaitement, c'est-à-dire fidèlement et immédiatement, aux impulsions des membres, il y aurait encore fait de l'homme : Lorsque des outils provoquent un dommage tant qu'ils sont encore dans la main de l'ouvrier, il conviendra de prouver la faute de ce dernier.

Quand il n'a pas pu y avoir, au contraire, obéissance totale et immédiate à la volonté ou au geste de l'homme, il existe une présomption de responsabilité qui est la rançon de l'impuissance de l'homme à dicter sa volonté à la chose.

175. — En ce qui concerne les dommages résultant des installations de distribution, on pourra parler sans conteste de fait de la chose. La chose est, en l'espèce, un réseau dont la vaste étendue ne peut être surveillée assez parfaitement pour que, à chaque instant, le distributeur en puisse connaître la situation en tous les points ; ce réseau est parcouru par un courant électrique dont l'énergie est susceptible d'amplifier de façon énorme la force humaine, de la dépasser dans la production de travaux utiles aussi bien que dans la réalisation des dommages. Ainsi la chose vit, peut-on presque dire, de sa vie propre, avec les qualités ou défauts qui lui sont inhérents.

La rupture d'un fil est, de la sorte, un fait de la chose ¹. Si la rupture qui peut avoir été provoquée par le fait d'un tiers, n'est pas un fait de la chose, le passage du courant dans le corps du piéton qui aura mis le pied

175. — (1) Cf. Grenoble 6 novembre 1906, R. P. des Ass. 1907, p. 34, D. P. 1909.2.30 ; Grenoble 4 avril 1911, Rec. Grenoble 1911, p. 133, R. P. des Ass. 1911, p. 766.

sur le fil constituera, de toute façon, le fait de la chose parce qu'il n'est pas possible pour le distributeur d'arrêter le courant à l'extrémité d'un fil, de la même façon qu'un individu peut arrêter un geste à mi-course, le modifier, le diriger suivant sa volonté.

Pour la même raison, si le fil électrique est touché volontairement et qu'une électrocution s'en suive, il y a encore fait de la chose : Ce n'est pas dire, d'ailleurs, dans ce cas, que la faute de la victime ne pourra venir décharger le distributeur de sa responsabilité présumée.

§ IV. — LA PRÉSUMPTION DE RESPONSABILITÉ.

176. — CARACTÈRES. — Ainsi, aux conditions énumérées, peut être mise en jeu une présomption de responsabilité. La victime qui a prouvé le fait de la chose, en bénéficie à l'encontre du gardien de cette chose ; celui-ci n'a d'autre ressource que de chercher à s'exonérer de la responsabilité présumée qui pèse sur lui.

Comment pourra-t-il le faire? On pourrait penser que le présumé responsable a la possibilité d'établir qu'il n'a commis aucune faute, qu'il a pris toutes les précautions possibles pour éviter le dommage.

En réalité il n'en est rien et la jurisprudence exige la preuve positive d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une faute de la victime, pour décharger le gardien de sa responsabilité : De la sorte, lorsque la cause du fait dommageable est restée inconnue, le gardien n'en demeure pas moins responsable.

C'est là une solution qui a été admise depuis longtemps en matière de dommages provoqués par le courant électrique ¹.

176. — (1) Cf. Grenoble 6 novembre 1906, R. P. des Ass. 1907, p. 34, D. P. 1909.2.30 ; Lyon 10 mai 1914, Mon. Jud. 21 juillet 1914, R. P. des Ass. 1915, p. 473.

Nous examinerons ultérieurement ce qu'il faut entendre, en la matière, par cas fortuit ou de force majeure et par faute de la victime ².

177. — FONDEMENT. — Mais quel est le fondement de la responsabilité de l'article 1384, § I.

On a discuté sur cette question depuis les premières solutions jurisprudentielles et il est probable que la controverse durera longtemps encore. La position adoptée correspond dans une plus large mesure aux tendances de l'esprit qu'au raisonnement abstrait ; les goûts traditionnalistes, inclinant à chercher une solution dans le domaine des fautes présumées, l'influence du solidarisme, de ce que l'on a appelé la socialisation du droit, conduisent à préférer la théorie du risque dont la fortune fut un moment considérable et qui est toujours soutenue avec la même fougue par certains de ses adeptes que le temps n'a pas découragés.

Que l'on parle de faute présumée ou de risque, l'opinion soutenue ne pourra qu'être l'objet de critiques judicieuses : La théorie juridique doit expliquer, c'est-à-dire relier par la trame d'un raisonnement commun, les solutions de la jurisprudence : Or, ni l'une ni l'autre de ces théories ne parvient à saisir, dans leur plus grande généralité, les décisions intervenues.

L'idée de présomption de faute conduit à permettre de prouver qu'aucune faute n'a été commise ; or seule la preuve rapportée du cas fortuit, de la force majeure ou de la faute de la victime, exonère le gardien de sa responsabilité.

L'idée de risque étant fondée sur le principe *ubi emolumentum, ibi onus*, explique mal la responsabilité du gardien qui ne profite pas de la chose, soit qu'elle ne présente aucune utilité pour lui, soit qu'un tiers en

(2) Vr infra, n° 216 et s.

bénéficie sans avoir le droit de direction qui engendrerait sa responsabilité ; fondée sur le danger, elle ne justifie pas que la présomption concerne aussi bien les choses dangereuses que les choses non dangereuses.

On a proposé de parler plus exactement de « faute dans la garde » : Il existerait une obligation légale d'empêcher la chose de causer un dommage et chaque fois qu'il y aurait manquement à cette obligation, il y aurait une faute qui engendrerait naturellement une responsabilité ¹. Pour MM. MAZEAUD, l'obligation consisterait plus exactement à « garder la chose », en entendant par là l'obligation de l'empêcher d'échapper au contrôle de l'homme. Si celui-ci n'a pas eu sur la chose un empire absolu, comme il y était tenu, il commet une faute.

Il faut bien reconnaître que si cette théorie séduisante parvient à expliquer les décisions des Tribunaux, ce n'est qu'en admettant l'existence d'une obligation qui résulte beaucoup plus exactement des solutions jurisprudentielles que du texte même de l'article 1384, § I.

Au surplus, la matière est encore trop vivante pour que l'on puisse espérer l'emprisonner dans une formule.

Il faut bien d'ailleurs admettre la « relativité de la théorie juridique » et reconnaître que ce qu'elle parvient le plus souvent à saisir et à délimiter, ce n'est que l'état actuel d'une question que, par sa plasticité et son souci de s'adapter aux situations nouvelles, la jurisprudence pourra être appelée à bouleverser demain, lorsque le législateur lui-même ne sera pas intervenu.

177. — (1) Cf. Ripert, La règle morale dans les obligations civiles, 2^e édit., n° 124.

SECTION IV

LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922

178. — La loi du 7 novembre 1922 est venue apporter à la présomption de responsabilité de l'article 1384, § 1, une exception ainsi conçue ¹ : « *Toutefois celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, ne sera responsable, vis à vis des tiers, des dommages causés par cet incendie, que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.* »

« *Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires, qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code Civil.* »

Ce texte a été sérieusement critiqué par une partie de la doctrine qui a jugé qu'il limitait d'une façon inexplicable l'article 1384, § 1. En réalité, il faut reconnaître que la situation de fait est un peu spéciale en matière de dommages d'incendie : une fois de plus les théories doivent s'incliner devant des raisons d'ordre pratique. La loi du 7 novembre 1922 se justifie par une double raison : Les victimes des incendies sont presque universellement garanties par une assurance, l'idée de protection de la victime ne s'impose plus. Il est couramment admis que les personnes qui ne s'assurent pas contre l'incendie sont ou négligentes et elles n'ont à s'en prendre qu'à elle-mêmes, ou insolubles et leur risque n'est pas très grand.

178. — (1) Avant la loi du 7 novembre 1922, la jurisprudence avait déjà fait application de l'article 1384, § 1, aux incendies provoqués par le courant électrique : cf. Tours 9 décembre 1920, Incendie causé par la rupture d'un isolateur, un arc électrique s'étant amorcé, R. P. des Ass. 1921, p. 220, R. G. des Trib. 1921.2.454.

D'autre part les dommages d'incendie sont ceux qui couramment peuvent prendre la plus grande extension. Alors que présentement il est courant de n'assurer que des sommes relativement insignifiantes au titre du recours des voisins, en raison de la rareté des recours possibles, il eut été nécessaire de garantir des capitaux considérables au même titre, si la présomption avait été généralisée, avec la perspective d'une ruine complète au cas où les assurances se fussent montrées largement insuffisantes, ce qui eut été toujours possible, à moins de souscription d'une « assurance illimitée » ².

§ I. — CONDITIONS D'APPLICATION
DE LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922

179. — Il suffit de lire le texte de la loi du 7 novembre 1922, pour se rendre compte du caractère limitatif de l'exception qui a été introduite.

180. — La loi vise l'incendie et le rapport du député SCHUMANN à la Chambre précisait qu'elle ne s'appliquait pas à tout autre genre de sinistre « explosion, rupture, chute, éboulement, inondation, etc... ».

Ainsi se trouvent exclus de son domaine d'application, les dégâts limités aux seules installations électriques et résultant de la surintensité du courant électrique, les éclats et brisures qui peuvent avoir été provoqués par l'amorçage d'arcs, sans qu'il y ait eu incendie, les phénomènes d'électrolyse ou d'induction, les parasites, etc. Pour que la loi du 7 novembre 1922 puisse s'appliquer, il faut qu'il y ait eu conflagration, embrasement ou

(2) C'est donc avec raison que le principe de la loi du 7 novembre 1922 a été maintenu en dépit des critiques qu'elle a pu soulever, par les rédacteurs du projet de Code franco-italien des obligations et des contrats (art. 82, § 2).

simple combustion, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que ne sont pris en considération par la loi du 7 novembre 1922, que les brûlures ou la combustion provoquée par des flammes : son domaine s'étend à toutes sortes de dommages dérivant de l'incendie, même à ceux résultant d'explosions qui en sont la conséquence ¹.

181. — La loi parle d'autre part de biens dans lesquels *un incendie a pris naissance* : Ceci explique que la jurisprudence exige pour faire application de la loi du 7 novembre 1922, qu'il y ait eu un véritable incendie ou commencement d'incendie dans l'immeuble ou dans les biens mobiliers de celui dont la responsabilité est invoquée.

M. SCHUMANN avait également précisé ce point à la Chambre « Ne sont pas visés », avait-il déclaré, « les cas où le feu a été communiqué à la propriété voisine par une explosion, par les étincelles et flammèches échappées d'une locomotive ».

Il n'y a pas, en effet, incendie dans le foyer d'une locomotive, ni dans le tuyau d'échappement d'un moteur à explosion : l'article 1384, § I, reprend son rôle.

Le Tribunal Civil de la Seine ¹ a rappelé que la loi du 7 novembre 1922, qui contient une exception, en matière d'incendie, au principe général de l'article 1384, ne peut être appliquée que restrictivement et qu'il est indispensable pour qu'elle puisse être mise en jeu, qu'il s'agisse d'un immeuble ou d'un objet mobilier dans lesquels le feu a pris naissance. Il a décidé, en conséquence, que lorsqu'un incendie a eu pour cause originelle la rupture des fils électriques passant au-dessus de la toiture d'un

180. — (1) Cass. Civ. 23 mars 1926, D. P. 1926.1.130 et la note de M. Jossierand.

181. — (1) Trib. Civ. de la Seine 12 juin 1925, S. 1926.2.37, D. H. 1925, p. 547, Rev. Conc. 1926, p. 194 ; Besson, Le recours des voisins en cas d'incendie et la loi du 7 novembre 1922, Revue Critique 1927, p. 312.

bâtiment, comme il est certain que l'incendie « ne s'est pas allumé dans les fils de lumière mais dans la toiture de l'immeuble incendié », le droit commun met à la charge de la compagnie de distribution d'énergie électrique, une présomption de faute.

182. — Faut-il avec certains arrêts ou certains auteurs ¹, se lancer dans de subtiles distinctions relatives à la cause de l'incendie, lorsque celui-ci a pris indiscutablement naissance chez celui dont on invoque la responsabilité ?

Faut-il déclarer par exemple que, lorsque l'incendie est le résultat d'un autre événement nettement distinct, comme une explosion, un jet de flammèches, la loi du 7 novembre 1922 ne s'applique pas ² ?

Nous ne le pensons pas.

En agissant ainsi on introduit des distinctions qui ne sont ni dans l'esprit, ni dans la lettre de la loi du 7 novembre 1922.

Bien plus, on aboutit à une impasse, car s'il est relativement facile de distinguer les cas où il y a eu ou non incendie dans les biens de celui dont on invoque la responsabilité, il est pratiquement impossible de faire le départ entre les événements qui seraient nettement distincts de l'incendie qu'ils ont provoqué et ceux qui ne le seraient pas. C'est vouloir tout méconnaître de la multiplicité et de la diversité des circonstances qui

182. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, tels que t. II, n° 1361.

(2) Ainsi, il n'y aurait pas à distinguer en ce qui concerne la responsabilité des chemins de fer, suivant que les flammèches sont projetées directement sur les propriétés voisines ou sur les emprises de la voie (Paris 8 janvier 1932, R. P. des Ass. 1932, p. 28, Trib. Civ. de Verdun 11 mars 1936, Mon. du Commerce et de l'Industrie, 11 mars 1936). En réalité, il serait, à notre sens, beaucoup plus juridique et presque aussi facile d'invoquer l'article 1382, la faute étant constituée par le fait de laisser échapper des flammèches ou de ne pas avoir installé des dispositifs empêchant les fragments de combustible de tomber de la grille, ce qui constitue une contravention à l'article 11 du décret du 1^{er} mars 1901 (art. 22 du décret du 14 août 1921).

peuvent provoquer des incendies que croire que l'on pourrait établir un criterium d'une certaine fixité.

Ira-t-on jusqu'à dire que la loi du 7 novembre 1922 est inapplicable toutes les fois que la cause de l'incendie est connue ?

Ce serait une violation manifeste de la loi, mais qui aurait cependant le mérite de la clarté : Dans le cas contraire, on ne voit pas très bien les cas où un incendie « ne soit le résultat d'un autre événement » ³, il n'en est même pas ainsi en cas de combustion spontanée.

Il semble donc difficile d'admettre les décisions qui croient devoir écarter la loi du 7 novembre 1922 lorsque la cause véritable de l'incendie est une explosion.

Tel n'est pas le cas, d'ailleurs, contrairement à ce que paraissent penser MM. H. et L. MAZEAUD, d'un arrêt de la Chambre des requêtes du 14 février 1928 ⁴. Ces auteurs estiment que la jurisprudence serait fixée dans le sens de la non-application de la loi du 7 novembre 1922, aux incendies résultant d'explosion ⁵. Or l'arrêt retient « qu'il n'a pas été allégué qu'un incendie ait pris naissance » chez le propriétaire de l'immeuble où l'explosion s'était produite, l'incendie n'avait donc commencé que *chez le tiers lésé*, il n'y avait pas eu communication de l'incendie ⁶.

MM. H. et L. MAZEAUD font également état de la décision précitée du Tribunal Civil de la Seine ⁷ et déclarent « Là encore la cause véritable du dommage est le court-circuit, non l'incendie ; la loi de 1922 ne peut donc pas jouer ». En réalité la cause de l'incendie importe peu. Il y a inapplication de la loi de 1922, non parce qu'un court-circuit a provoqué l'incendie, mais

(3) Contra H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1361.

(4) S. 1928.1.199, D. P. 1928.1.129, Rapport Célice et note Josserand ; cf. Cass. Civ. 5 mai 1926, S. 1926.1.184.

(5) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1361.

(6) Voir supra n° 181.

(7) Voir supra n° 181.

parce qu'il n'y a pas eu communication d'un incendie des fils de la société distributrice, à la toiture de l'immeuble appartenant au tiers lésé : Le Tribunal signale en effet « qu'il est certain que l'incendie ne s'est pas allumé dans les fils de lumière ».

Nous estimons donc qu'il y aurait lieu de faire application de la loi du 7 novembre 1922, par exemple à l'incendie d'un transformateur ou de supports en bois, qui se serait communiqué à des propriétés voisines, que cet incendie résulte ou non d'un phénomène électrique.

Quoi qu'il en soit, la loi du 7 novembre 1922, comme l'article 1384, qu'elle modifie, est inapplicable en matière contractuelle.

Le législateur a soin de le rappeler, qui parle de la responsabilité encourue « vis à vis des tiers » et qui précise que la disposition édictée est inapplicable aux rapports entre propriétaires et locataires.

§ II. — CONSÉQUENCES DE LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922

183. — Ainsi donc il est nécessaire de prouver la faute du gardien de la chose qui a communiqué l'incendie ou celle des personnes dont il est responsable : Il y a là un simple renvoi à l'article 1382 ou éventuellement aux règles relatives à la responsabilité du fait d'autrui ¹.

Mais sur ce point encore, certaines décisions se sont efforcées de restreindre dans la mesure du possible, la portée de la loi : Selon un arrêt, la victime du dommage causé par un incendie, tenue, pour obtenir des réparations civiles, d'établir que l'incendie commencé par la faute du détenteur de l'immeuble où cet incendie est né,

183. — (1) Voir supra n° 134 et s.

n'est pas également obligée de démontrer que le feu, origine de cet incendie, a sa cause dans la faute du détenteur de l'immeuble.

En conséquence, devrait être considéré comme responsable, le patron qui n'a pas vérifié, après le départ de ses ouvriers, avec tout le soin désirable, si aucune cause ou aucun commencement d'incendie n'existait dans l'atelier où, pendant la nuit, l'incendie a éclaté ².

En réalité, une pareille décision admet implicitement que la responsabilité en cas de communication de l'incendie peut trouver son fondement dans une présomption de faute dans la garde de la chose mise en jeu par la seule communication de l'incendie : C'est précisément ce que la loi du 7 novembre 1922 avait eu pour but d'éviter.

Il sera donc nécessaire, dans le domaine d'application de la loi du 7 novembre 1922, d'exiger la preuve d'une faute et celle de la relation de cause à effet entre cette faute et la survenance de l'incendie.

SECTION V

LES CLAUSES D'IRRESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DÉLICTUELLE ET QUASI-DÉLICTUELLE

184. — Même dans le domaine délictuel, il est certains dommages dont un homme prudent peut prévoir qu'il pourra éventuellement en être l'auteur. Il est des cas où il connaît également les personnes particulièrement menacées, par exemple, en cas de troubles de voisinage.

(2) Poitiers 19 février 1930, S. 1930.2.51, D. 1932.2.76.

Pourra-t-il aller trouver les victimes possibles et leur proposer, en échange de leur acceptation de le décharger de sa responsabilité délictuelle à leur égard, tels ou tels avantages ¹.

Le plus souvent, en fait, les clauses d'irresponsabilité se présentent sous forme d'affiches par lesquelles il est déclaré que le propriétaire d'un établissement ne répond pas des accidents qui peuvent survenir ².

La jurisprudence française frappe de nullité les clauses de non-responsabilité délictuelle ³ : elle considère, en effet, que la responsabilité qui résulte des articles 1382 et suivants du Code Civil est d'ordre public.

Une partie de la doctrine estime au contraire que la liberté des conventions ne fait pas, en principe, obstacle à ces clauses ⁴.

C'est ainsi que MM. MAZEAUD n'admettent comme exception à cette validité que les cas de responsabilité basée sur une faute intentionnelle, ou présumée telle parce que lourde, ou sur une infraction à des textes législatifs particuliers, ou les cas de dommages aux personnes ⁵.

185. — Aux clauses de non-responsabilité, nous paraissent se rattacher, par une parenté étroite, ce que nous pourrions appeler les « clauses d'avertissement » ou les « défenses », même lorsqu'il n'est pas précisé qu'elles sont assorties à titre de sanction par une non-responsabilité : Un avertissement de prudence ou l'invitation à agir de telle ou telle façon, nous paraissent être des circonstances de fait qui peuvent, éventuellement,

183. — (1) Vr H. et L. Mazaud, *op. cit.*, t. III, n° 2567.

(2) Cf. Lalou, *op. cit.*, n° 1275.

(3) Lalou, *op. cit.*, n° 510, Pour les Tribunaux belges, les clauses sont, en principe, valables, Cass. Belge 21 février 1907, Pas. 1907.1.135.

(4) Cf. notamment Ripert, La règle morale dans les obligations, n° 132 ; Josserand, Droit civil, t. II, n° 474.

(5) *Op. cit.*, t. III, n° 2573.

constituer la victime en faute, au cas où elle ne se conformerait pas aux indications qui lui sont données.

A supposer que l'on ne puisse parler d'une acceptation tacite par l'éventuel tiers lésé, d'une obligation déterminée ou non de prudence, celui-ci ne pourrait plus, en effet, faire état de l'ignorance qui était la sienne, de l'attitude qu'il convenait d'adopter.

Or les différents arrêtés techniques qui se sont succédés en ce qui concerne la distribution, et notamment l'arrêté du 30 avril 1935 ¹, prévoient, au moins en ce qui concerne les ouvrages de deuxième et troisième catégorie, que les supports doivent porter l'indication « *Défense absolue de toucher aux fils, même tombés à terre* », suivie en gros caractères de la mention « DANGER DE MORT », cette inscription devant figurer sur une plaque dont les caractéristiques générales sont déterminées par le ministre des travaux publics.

A supposer donc que ce ne soit pas une faute que de toucher les fils tombés à terre, l'inscription constituant un rappel formel d'une notion élémentaire de prudence paraît devoir faire obstacle à une action en responsabilité dirigée contre le distributeur, alors que la victime aurait sciemment et volontairement touché les fils.

C'est ce qui a été décidé par la Cour de Toulouse, avec cette précision toutefois que l'action en dommages-intérêts pourrait être recevable, s'il était prouvé que les plaques étaient rouillées et complètement illisibles ².

Toutefois, par la Cour d'Alger, et cela se conçoit, une Société d'électricité est responsable de l'accident mortel causé par la chute d'un fil conducteur sur un passant, et le fait qu'elle aurait fait placarder sur un certain nombre de poteaux un avis portant défense de toucher aux fils n'est pas de nature à l'exonérer de cette responsabilité ³.

185. — (1) Articles 46 et 70.

(2) Toulouse 22 mai 1913, Gaz. Pal., t. Q, 1912-1920, V^o Responsabilité civile, n^o 918-919, Gaz. Trib. 23 novembre 1913.

(3) Alger 25 octobre 1920, Journ. Trib. Alger, 19 avril 1921.

CHAPITRE III

LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

186. — Nous avons précédemment rappelé ¹ que la faute contractuelle suppose l'existence d'un contrat valable entre l'auteur du dommage et la victime, et l'inexécution d'une obligation contractuelle.

187. — Les ouvrages généraux traitent de ces différentes conditions, mais il convient d'insister sur le dernier point qui est celui qui soulève le plus de difficultés : Quand y a-t-il inexécution d'une obligation contractuelle ?

Les auteurs distinguent, en général, l'inexécution d'obligations essentielles et celle d'obligations accessoires ¹.

La détermination des premières n'offre pas de difficulté, elles peuvent être précisées par l'examen de l'objet essentiel du contrat, il n'en est pas de même des secondes : Tel est le cas de l'obligation accessoire de sécurité de la personne ou des biens et il est parfois difficile de préciser si un contrat déterminé la comporte ou non. Cette étude ne peut être faite avec intérêt qu'à propos de l'examen du contenu des obligations imposées par chaque contrat.

186. — (1) Voir supra n° 123.

187. — (1) Lalou, *op. cit.*, n° 408 et s.

Il importe cependant d'éviter une confusion : Lorsqu'il y a responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité de la personne ou des biens, cette responsabilité ne nous paraît pas découler, dans tous les cas, d'une obligation de sécurité ; il y a fréquemment responsabilité, non pas parce que le contractant était contraint d'assurer la sécurité du co-contractant, mais parce qu'il était tenu de se conformer à telle ou telle autre obligation dont l'inexécution a provoqué le dommage.

MM. H. et L. MAZEAUD parlent dans les deux cas d'obligation de sécurité ², précisant cependant que dans certains cas, il y a « obligation générale de prudence ou de diligence » et dans d'autres, « obligation déterminée » : En réalité, il n'y a obligation de sécurité que dans ce dernier cas, puisqu'alors seulement, le débiteur s'engage à restituer sain et sauf le créancier à l'expiration du contrat, sauf preuve de la cause d'exonération.

188. — A qui incombe la charge de la preuve en matière de responsabilité contractuelle ?

C'est ce qu'il y aura lieu d'examiner avec précision à propos de l'étude du contrat d'abonnement en raison de l'absence de textes particuliers ¹. Rappelons simplement que la preuve de l'*existence* de l'obligation incombe, conformément à l'article 1315, § I, du Code Civil, au créancier de cette obligation, il doit établir également les limites de l'étendue de cette obligation ; cette preuve est facilitée lorsque le contrat les a expressément réglementées ou lorsqu'il existe un texte supplétif.

189. — Il convient de signaler ici, également, une question qui offre parfois certaine difficulté en matière

(2) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. I, n° 151 ; *cf.* également, t. II, n° 1047.

188. — (1) *Vr infra*, n° 194.

de dommages provoqués par le courant électrique ; c'est celle de la mise en demeure exigée par l'article 1146 du Code Civil.

Cet article précise que les dommages-intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire, ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

Il est certain que, conformément à l'article 1145, si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit des dommages-intérêts par le seul fait de la convention.

D'autre part, la mise en demeure n'est exigée que pour constater de façon officielle un retard dans l'exécution et ne peut donc concerner que les dommages qui résultent de ce retard, c'est-à-dire la demande en dommages-intérêts moratoires.

Si l'obligation est continue, le dommage est évidemment définitif, du seul fait d'un arrêt dans l'exécution.

Dans tous les cas, si l'inexécution est définitive ou si l'exécution a été défectueuse, la mise en demeure exigée par l'article 1146 est inapplicable ; comme l'ont signalé MM. H. et L. MAZEAUD : « Si le contrat n'est pas exécuté, le créancier a droit à des dommages-intérêts, du jour du dommage. Il n'y a droit au contraire que du jour de la mise en demeure si, le contrat ayant été exécuté, il ne se plaint que d'un retard dans l'exécution. » Toutefois, au cas d'inexécution ou d'exécution défectueuse, si les dommages-intérêts compensatoires sont dus dès le jour du préjudice, sans aucune mise en demeure, les dommages-intérêts moratoires, c'est-à-dire ceux compensant le préjudice causé par le retard mis par le responsable à réparer, ne pourront être dus qu'à partir d'une mise en demeure ¹.

189. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. III, n° 2277.1, 2277.2.

Nous examinerons la responsabilité contractuelle à propos des principaux contrats qui ont pour base, ou tout au moins pour élément accessoires, la mise en jeu de l'énergie électrique ou celle des installations qui l'utilisent. Le contrat d'abonnement est le plus courant de ces contrats.

SECTION I

LE CONTRAT D'ABONNEMENT

190. — La fourniture d'électricité, comme celle du gaz d'ailleurs, est subordonnée à la passation d'un contrat entre le fournisseur et le consommateur.

M. MESTRE a fait remarquer que cette fourniture peut être effectuée par de simples accords, indépendamment de toute police ¹ : « la police d'abonnement constitue », déclare-t-il, « le contrat-type rédigé en exécution du cahier des charges et en conformité avec lui. Sans doute elle peut comporter des adjonctions, et parfois des modifications à certaines parties de ce document, mais elle se rattache directement à lui et, en cas de doute, doit, si elle s'y est référée expressément, être considérée comme une sorte de prolongement ; si elle ne s'y est pas référée, elle doit être interprétée selon l'esprit qui a présidé à son établissement ».

Même s'il n'y a pas eu de souscription d'une police d'abonnement, certaines clauses du cahier des charges sont applicables : Ce sont les dispositions de police générale ou spéciale qui y figurent dans un but de sécurité ; ces dispositions sont d'ordre public, le sont également

190. — (1) Note Cass. Civ. 20 février 1923, S. 1923.1.193.

les clauses impératives qui ont pour but d'assurer le fonctionnement du service public de distribution.

Ainsi la notion de service public, comme cela a été souligné notamment par M. AULAGNON, pénètre le contrat d'abonnement ².

La police précise simplement les conditions plus particulières du service de l'abonné, au milieu des conditions qui ont été, en quelque sorte, moulées par le cahier des charges et la police-type ³.

Les cahiers des charges-types prévoient d'ailleurs que les contrats pour la fourniture de l'énergie électrique seront établis sous la forme de polices d'abonnement conformes, en ce qui concerne les conditions générales, aux modèles arrêtés. Il ne peut être dérogé aux dispositions contenues dans ces modèles que par une convention spéciale entre le concessionnaire et l'abonné, soumise aux conditions stipulées pour l'abaissement des tarifs ⁴.

Ainsi s'explique la rigidité relative des conditions, de telle sorte que l'on ait pu parler de contrats d'adhésion ⁵.

191. — Mais quelle est la nature exacte du contrat d'abonnement à l'électricité au point de vue du droit privé ?

A vrai dire, le contrat d'abonnement ne rentre parfaitement dans la définition d'aucun des contrats régis par le Code Civil ¹.

On a admis sans grande difficulté que le contrat de fourniture de gaz constituait une vente.

Par contre, on a fait remarquer que l'électricité n'était pas consommée, à proprement parler, puisqu'elle fait retour au distributeur.

(2) De la situation juridique des usagers titulaires de police d'abonnement à l'égard des Compagnies concessionnaires d'un service public, *Rev. trim. de Droit Civil* 1924, p. 5.

(3) A. Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.*, n° 748.

(4) Art. 18.

(5) *Vr supra*, n° 25.

191. — (1) *Rep. Prat. Dalloz*, V° Gaz-Electricité, n° 173.

On soutenait qu'il y avait plus exactement un louage d'industrie et en particulier celui des « entrepreneurs d'ouvrages, par suite de devis ou marchés », indiqué par l'article 1779, 3^o du Code Civil et tel qu'il résulte des articles 1787 et suivants.

En réalité, l'abonné ne contracte pas en vue de la production du courant, le distributeur n'est d'ailleurs souvent qu'un intermédiaire entre le producteur et l'utilisateur du courant, mais en vue de la distribution, de la livraison ².

On peut enfin signaler que, si le courant fait retour à la distribution, il n'y en a pas moins eu « utilisation » et « consommation » d'énergie.

§ I. — ÉTENDUE DES OBLIGATIONS QUI RÉSULTENT DU CONTRAT D'ABONNEMENT

192. — Ainsi, du contrat d'abonnement tel que nous venons d'en rappeler très sommairement les caractères, découlent des obligations dont l'inexécution peut entraîner la responsabilité du distributeur ou de l'abonné.

Ces obligations ne résultent pas seulement, nous l'avons vu, des dispositions de la police d'abonnement, mais aussi de celles du cahier des charges qui ont un caractère réglementaire.

En cas de dommages provoqués par le courant électrique, il faudra se demander si certaines des obligations principales ou accessoires du contrat n'ont pas été violées : Les dommages se produiront d'ailleurs, le plus

(2) Cf. Gosset, *op. cit.*, p. 42; Pour le Tribunal Civil de la Seine 24 juin 1935, G. des Trib. 3 et 4 janvier 1936, la convention par laquelle une Compagnie s'oblige à fournir dans un immeuble l'énergie électrique au compteur, moyennant le paiement par l'abonné des quantités de courant accusées par le compteur est parfaite par le consentement des parties sur les quantités de courant à fournir au compteur et le prix de l'unité.

souvent, dans la demeure de l'abonné qui cherchera à exercer un recours contre le distributeur.

Nous avons dit que le contrat d'abonnement ressemblait à la vente, il n'est pas douteux, cependant, que les articles 1641 et suivants du Code Civil qui concernent la garantie des défauts de la chose vendue, n'envisagent pas des situations analogues à celle de la distribution d'énergie, et ne sauraient être applicables ; ces articles font, en effet, des distinctions entre vices apparents et vices cachés, qui ne paraissent pas présenter d'intérêt en matière de distribution du courant : On ne saurait guère parler que de vice caché, si l'on veut caractériser ainsi la non-conformité du courant distribué avec les clauses du cahier des charges ou de la police d'abonnement.

Il semble donc préférable de faire uniquement application, en la matière, des principes généraux de la responsabilité contractuelle, en admettant, sinon le caractère de contrat innommé du contrat d'abonnement, du moins celui d'un contrat qui, par certains côtés, présente des analogies avec la vente, mais se trouve, par certains autres, et par la force des choses, être franchement dérogatoire à ses principes.

Pour cette raison, notamment, se trouvera exclu l'article 1646 qui précise que si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente : Ainsi cette limitation ne paraît pas applicable par exemple, au cas où, par suite d'un accident de réseau ignoré du distributeur, un courant à haute tension est parvenu jusqu'aux installations intérieures de l'abonné ; il est vrai d'ailleurs que la Chambre des Requêtes a pu interpréter si largement la limitation de responsabilité contenue dans l'article 1646, qu'elle a admis que le vendeur d'une automobile pouvait être tenu à rembourser à l'acheteur, à titre de « *frais occasionnés par la*

vente », les dommages-intérêts auxquels ce dernier avait été condamné envers un tiers à la suite d'un accident dû au vice de la machine, ignoré de l'acheteur et du vendeur ¹.

Il ne nous paraît pas davantage nécessaire que l'action soit exercée « *dans un bref délai* », conformément à l'article 1648, mais simplement conformément au droit commun.

Quelles sont donc les obligations pouvant concerner les dommages provoqués par le courant, qui sont imposées au distributeur et comment sont elles sanctionnées?

Le cahier des charges ou la police d'abonnement prévoient notamment la tension du courant distribué aux abonnés et la tolérance maximum des variations de la tension, en plus ou en moins, pour l'éclairage ou pour d'autres usages ², ainsi que la fréquence du courant distribué lorsqu'il s'agit d'un courant alternatif et la tolérance maximum des variations en plus ou en moins de la valeur normale de cette fréquence ³.

La police prévoit aussi les conditions d'horaire, l'installation des appareils de contrôle ou de sécurité, elle contient des clauses relatives aux interruptions accidentelles, aux arrêts pour entretien et même à la responsabilité du concessionnaire ⁴.

En contre-partie des obligations du distributeur, l'abonné ne contracte pas seulement l'obligation de payer le prix de la fourniture : l'article 19 du cahier des charges type prévoit que le courant n'est livré aux abonnés que s'ils se conforment pour leurs installations

192. — (1) Cass. Req. 21 octobre 1925, D. 1926.1.9, note de M. Josserand, S. 1925.1.198.

(2) La tolérance admise pour l'éclairage ne dépasse pas habituellement 5 % en plus ou en moins.

(3) Vr art. 9 des Cahiers des charges types ; la fréquence habituelle est de 25 à 50 périodes par seconde, la tolérance admise en général ne dépasse pas 5 %.

(4) Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.*, n° 905 et 915.

intérieures, aux mesures qui leur sont imposées par le concessionnaire, avec l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle. La police comporte au surplus, presque toujours, une clause par laquelle l'abonné s'interdit de modifier son installation sans le consentement écrit du concessionnaire. L'abonné concède, en outre, au concessionnaire, le droit de visiter à tout moment les installations et de pénétrer aussi dans son domicile en dehors des heures légales. Il s'interdit d'utiliser le courant pour un usage autre que celui prévu dans la police.

L'article 19 des cahiers des charges-types stipule qu'« en aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison des défauts des installations qui ne seront pas de son fait ».

Par contre, comme le fait remarquer M. GOSSET ⁵, si, en application d'une disposition facultative du cahier des charges, l'abonné avait confié l'installation ou même l'entretien des canalisations intérieures au distributeur, il n'est pas contestable que ce dernier pourrait encourir une responsabilité de ce fait.

§ II. — CARACTÈRES DE LA RESPONSABILITÉ

193. — Supposons donc qu'un dommage se produise au niveau des installations intérieures ; le cas est fréquent ; il s'agit, le plus souvent, de dommages se limitant à la destruction de lampes, à la mise hors de service de postes de T.S.F., plus rarement de commencements d'incendie ou d'incendies véritables.

M. GOSSET admet que « suivant la règle du droit commun, la responsabilité des accidents doit incomber

(5) *Op. cit.*, p. 168.

à celui qui avait la garde de l'installation, cause directe du dommage (Art. 1384 du Code Civil, § I) ¹.

En réalité, nous estimons que lorsque l'abonné subit un dommage du fait du courant qui lui est distribué, il ne peut et ne doit invoquer qu'une responsabilité d'ordre contractuel : Si le contrat d'abonnement ne comporte aucune « obligation de sécurité » au sens où nous entendons ce mot, il oblige cependant, nous l'avons vu, le distributeur à fournir un courant électrique présentant les caractères prévus.

§ III. — RÈGLES DE PREUVE.

194. — PRINCIPES GÉNÉRAUX. — Il appartient au contractant qui subit un préjudice du fait de l'inexécution d'un contrat, de rapporter la preuve de l'existence de l'obligation contractuelle dont il se targue et celle de l'importance du préjudice dont il se plaint ; là ne se borne pas son obligation : il ne peut réclamer une indemnité pour un préjudice quelconque mais la question de la preuve à rapporter par le créancier de l'obligation, outre celle du préjudice, est extrêmement controversée.

Pour les uns, et MM. H. et L. MAZEAUD ont exprimé cette opinion ¹, l'inexécution est présumée et le débiteur doit prouver qu'il a exécuté son obligation contractuelle ou à défaut, il doit établir la cause étrangère qui a fait obstacle à l'exécution.

L'article 1315, § II, du Code Civil poserait non seulement une « présomption d'inexécution », mais encore une « présomption d'absence de cause étrangère » ².

193. — (1) *Op. cit.*, p. 168.

194. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. I, n° 694 ; cf. Meigne, *op. cit.*, p. 99 ; Brun, *op. cit.*, n° 48.

(2) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1433.

Le créancier de l'obligation serait simplement tenu de prouver la relation de cause à effet existant entre le préjudice et l'inexécution de l'obligation ainsi présumée ³.

Pour d'autres, et notamment pour M. JOSSERAND, il n'existerait pas de présomption d'inexécution ⁴.

Ce dernier déclarait dans une note relative à une décision de la Cour de Cassation du 3 juin 1904, qui avait reconnu la responsabilité partielle d'un abonné au gaz, à la suite d'une explosion qui s'était produite dans un immeuble ⁵ : « Il est bien vrai qu'au cas d'inexécution d'une obligation contractuelle, le Code Civil dans l'article 1147 proclame la responsabilité du débiteur, « s'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause

(3) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. I, n° 694. Toutefois, M. Henri Mazeaud (Essai de Classification des Obligations, Rev. trim. de Droit Civil 1936, p. 28 et s.) déclare abandonner l'opinion antérieurement soutenue dans l'ouvrage précité : Il fait remarquer que « l'art. 1315 § 2 est un texte général. Il fait partie de ces règles gouvernant toutes les obligations contractuelles et extra-contractuelles que les rédacteurs ont inscrites au titre des contrats, mais où ils ont tracé la théorie générale de l'obligation. Les travaux préparatoires sont là pour le démontrer. Alors, ou la présomption est générale et le débiteur (l'auteur du dommage) doit prouver l'absence de faute que l'obligation de prudence et diligence soit contractuelle ou extra-contractuelle, ou cette présomption n'existe pas, et c'est le créancier (la victime) qui doit prouver la faute. Or la preuve de la faute est exigée sans discussion possible en matière extra-contractuelle, on est donc bien contraint de nier la réalité de la présomption d'inexécution dans tous les domaines ».

A supposer que l'on admette que l'art. 1315 a effectivement une portée générale, l'argumentation ne nous paraîtrait pas pour cela entièrement convaincante. L'art. 1315 ne paraît pas avoir en vue l'obligation extra-contractuelle à laquelle tout manquement constitue une faute — ce n'est là qu'une définition de la faute —, mais bien l'obligation d'indemniser née de cette faute, l'obligation envisagée n'est pas celle dont peut résulter la faute, mais celle qui naît de la faute.

Conformément à l'article 1315, celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver : C'est dire qu'il doit rapporter la preuve de l'existence de cette obligation et, en matière extra-contractuelle, dans les termes des articles 1382 et suivants du Code Civil, prouver la faute.

Le défendeur devra, au contraire, éventuellement prouver qu'il a indemnisé.

En matière contractuelle, par contre, la responsabilité résulte bien de l'inexécution d'une obligation, cette obligation une fois prouvée, l'inexécution est présumée dans les termes de l'article 1315, mais seulement dans les conditions envisagées.

(4) Josserand, *op. cit.*, t. II, n° 613 ; cf. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, n° 193.

(5) Note au D. P., 1907.1.177.

« étrangère », mettant, ainsi, semble-t-il tous les cas douteux à sa charge. ¹ Mais encore faut-il, pour l'application de ce texte, que le créancier ait préalablement fait la preuve de l'inexécution du contrat. Or cette preuve, il ne la faisait pas, dans l'espèce. Rien dans le rapport des experts ne permettait de supposer que l'abonné avait violé la loi du contrat et rien n'autorisait donc la Compagnie à arguer d'une prétendue inexécution des engagements assumés par sa contre-partie.

En d'autres termes, ce n'était pas seulement la cause de l'explosion qui demeurait incertaine, c'était l'inexécution même de la police qui restait problématique ; dans ces conditions, il n'y avait rien à tirer, contre l'abonné, de l'article 1147 du Code Civil et de sa qualité de débiteur : la responsabilité contractuelle ne pouvait entrer en jeu, et c'est ce que décide effectivement le tribunal...

Négligeant tout à fait le point de vue délictuel, et se plaçant uniquement sur le terrain contractuel, la Cour Suprême approuve la décision de la Cour de Lyon, dans la mesure où s'y trouve affirmée la responsabilité contractuelle de l'abonné qui avait la garde de la canalisation « comme locataire de la Compagnie du Gaz ».

C'était là précisément, à notre avis, le point faible de la décision, puisque, en bonne logique, l'explosion anonyme ne pouvait suffire à constituer l'abonné en état d'inexécution du contrat. »

En réalité, chacune de ces théories nous paraît présenter une part de vérité mais aucune d'elles ne semble donner à l'article 1315 sa véritable portée.

En vertu de l'article 1315, c'est toujours à celui qui allègue un fait contraire à une situation acquise, à procéder à la démonstration de ce fait ².

Il semble donc que le débiteur de l'obligation ait à

(6) Cf. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, n° 101.

prouver l'exécution de cette obligation, mais que ce soit au créancier à prouver l'imperfection de l'exécution. L'exécution prouvée, la situation acquise est devenue celle du débiteur qui doit être présumé avoir exécuté normalement : Ainsi s'expliquera que l'acheteur soit tenu de prouver le vice de la chose vendue, que le locataire soit tenu d'établir le vice de construction ou le défaut d'entretien de l'immeuble, pour obtenir réparation de ses dommages personnels, le propriétaire n'ayant au besoin à rapporter que la preuve élémentaire de la fourniture de l'appartement loué.

Si l'immeuble a été sinistré, le locataire qui restitue au propriétaire l'immeuble ou l'appartement qui lui a été confié, est présumé le rendre tel qu'il lui avait été remis⁷, mais le propriétaire n'a, lui, aucune peine à établir que l'exécution est imparfaite, parce que la restitution du bâtiment n'est que partielle ou, si l'on veut, parce que l'obligation de conserver la chose confiée intacte au locataire est imparfaitement exécutée.

Bien entendu le propriétaire contre lequel a été établi le vice de construction, le locataire contre lequel aura été prouvée la restitution imparfaite, pourront éventuellement se libérer en faisant la preuve de la cause étrangère susceptible de les exonérer.

S'il s'agit d'un débiteur tenu d'une « obligation générale de prudence et de diligence », par exemple du médecin chargé de donner des soins à un malade, en cas de demande en dommages-intérêts dirigée contre le médecin, celui-ci devra simplement établir l'existence et la réalité des soins donnés par lui, c'est-à-dire l'exécution des éléments essentiels de son obligation, il appartiendra

(7) Il est vrai qu'en vertu de l'article 1731 du Code Civil, s'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire, mais cette présomption n'existe que pour les réparations locatives, telles qu'elles sont définies par l'art. 1754, *cf.* Cass. Civ. 28 janvier 1936, S. 1936.1.125.

au demandeur de prouver, non seulement l'étendue de l'obligation du médecin, mais encore la négligence ou l'imprudence, autrement dit, encore une fois, la preuve de l'imperfection de l'exécution ⁸.

Ainsi sont en quelque sorte échangées les preuves, par un chassé-croisé assez curieux et si l'on n'arrive pas toujours à en saisir toute la complexité, c'est parce que certaines de ces preuves résultent avec évidence d'un examen même sommaire des faits et circonstances de la cause.

195. — PORTÉE PRATIQUE DES PRINCIPES EN MATIÈRE DE PREUVE. — En fait, ces questions de preuve en matière de responsabilité contractuelle, n'ont que très rarement préoccupé la jurisprudence ; leur intérêt est surtout théorique : D'une part, en effet, la portée de la discussion se limite aux cas où le Code Civil n'a pas spécialement réglementé la charge de la preuve, à propos d'un contrat déterminé et où il faut faire application des principes généraux. D'autre part, enfin, en pratique, la recherche de la cause des dommages est le plus souvent confiée à des experts dont les conclusions permettent fréquemment au juge de baser les responsabilités sur des présomptions graves, précises et concordantes.

La recherche des différentes preuves exigées est donc faite, dans ce cas, au bénéfice des deux parties et ce n'est que lorsque certaines d'entre elles ne peuvent être rapportées que les règles que nous venons d'examiner sont susceptibles de jouer le rôle qui leur incombe.

(8) De même en vertu de la loi du 18 juillet 1889, art. 4, le colon partiaire répond de l'incendie, des dégradations et des pertes arrivées pendant la durée du bail, à moins qu'il ne prouve qu'il a veillé à la garde et à la conservation de la chose en bon père de famille. Le témoignage d'habitudes d'ordre et de tempérance pourra suffire à le dégager de sa responsabilité, car tenu simplement d'une obligation générale de prudence et de diligence, il lui suffit, en principe, de prouver que le caractère général de son attitude est bien celui d'un bon père de famille.

196. — APPLICATION DES PRINCIPES AU CONTRAT D'ABONNEMENT. --- Quelle sera donc la situation en matière de contrat d'abonnement, lorsque l'abonné se plaindra d'un dommage provoqué par le courant électrique ?

L'abonné devra établir l'existence du contrat qu'il invoque contre le distributeur. Celui-ci prouvera, s'il est possible, qu'il a, conformément au contrat, distribué le courant à l'abonné.

Ce dernier devra donc faire la preuve que l'exécution était imparfaite, c'est-à-dire que le courant distribué n'était pas conforme aux dispositions du cahier des charges ou de la police d'abonnement ¹. A supposer cette preuve rapportée, il appartiendra au distributeur de démontrer que l'inexécution de son obligation provient d'une cause étrangère qui ne lui est pas imputable.

Ces règles se rapprochent d'ailleurs sensiblement en définitive, de celles que nous avons rappelées à propos de l'article 1384, § I ². Il n'est donc pas étonnant que la jurisprudence fasse fréquemment appel à cet article, conformément à une tendance qui a déjà été notée, au lieu et place des règles de la responsabilité contractuelle qui, il faut le reconnaître, ont été parfois moins bien dégagées de l'obscurité qui les recouvre.

Ainsi, les sociétés d'électricité ont été fréquemment jugées responsables de l'électrocution d'un abonné par un courant à haute tension qui n'eut pas dû, normalement, parvenir jusqu'aux installations intérieures ³.

Nous avons vu qu'à supposer la victime non liée par un contrat d'abonnement avec le distributeur, on pourrait considérer que, la victime ayant établi « le fait »

196. — (1) Trib. Com. de Vannes 13 mars 1931, Rev. Conc. 1931, p. 59.

(2) Vr supra n° 159 et s. ; en ce qui concerne la relation de cause à effet avec le préjudice, voir infra n° 216.

(3) Cf. Grenoble 6 novembre 1906, R. P. des Ass. 1907, p. 34, D. P. 1909.2.30.

d'un courant à haute tension ou celui d'une installation dont le distributeur avait la garde, ce dernier est présumé responsable, conformément à l'article 1384, § I.

Sa situation se trouvera à peu près la même si la victime, liée à lui par un contrat d'abonnement, peut établir la mauvaise exécution de l'obligation, c'est-à-dire la fourniture d'un courant différent de celui dont la distribution était prévue par le cahier des charges ou la police d'abonnement : il sera également tenu, pour être exonéré de sa responsabilité, de prouver l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

Il est vrai, par contre, que les clauses de non-responsabilité qui pourront être contenues dans la police, seront alors susceptibles de jouer un rôle qu'elles n'eussent pas rempli en matière de responsabilité délictuelle ⁴.

§ IV. — APPLICATION JURISPRUDENTIELLE DES RÈGLES DE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE.

197. — Notons tout d'abord, ce qui paraît évident, que le distributeur ne saurait être responsable de l'inexécution d'obligations qui ne lui incombent pas en vertu du contrat d'abonnement ; c'est ainsi que le fait, par une commune, de fournir le courant électrique aux habitants ne prouve pas que celle-ci se soit engagée à entretenir en bon état les canalisations qui existent à l'intérieur des maisons ; c'est là une obligation qui incombe aux propriétaires ou aux habitants.

Ne constitue pas une faute à la charge de la commune, le fait de n'avoir pas mis dans chaque maison un interrupteur permettant d'isoler l'immeuble.

La Cour de Toulouse a décidé que, en conséquence, la commune n'est pas en faute et ne peut se voir attribuer

(4) Voir supra n° 184 et infra n° 208 et s.

la responsabilité d'un incendie résultant d'un court-circuit, sous prétexte qu'elle n'aurait pas mis dans chaque maison, un interrupteur capable d'isoler l'immeuble ¹.

Il y a lieu de remarquer, que le droit de contrôle de l'installation intérieure que le cahier des charges confère au distributeur et que celui-ci se réserve par la police d'abonnement, ne constitue pas une obligation pour lui.

C'est ce qui a été jugé de façon très pertinente par la Cour de Toulouse dans une décision plus récente ², qui précise que l'examen des textes de la police d'abonnement et du cahier des charges démontre avec clarté que ces clauses de surveillance, n'ont pas été stipulées en vue de la sécurité des abonnés et n'ont d'autre objet que de sauvegarder l'intérêt du concessionnaire et du service public qu'il assure ; la Société de distribution ne peut d'ailleurs refuser le courant que pour empêcher les abus dans l'exploitation ou l'usage illicite du courant ou pour éviter une déperdition exagérée d'énergie.

198. — De ces actions en responsabilités, fondées à tort ou à raison sur une exécution imparfaite de l'obligation du distributeur, il est intéressant de rapprocher celles qui sont fondées sur une inexécution de son obligation, c'est-à-dire l'arrêt dans la distribution.

En pareil cas, le distributeur doit-il être mis en demeure avant que l'on puisse songer à lui adresser une demande en dommages-intérêts ?

On sait que l'article 1146 prévoit que « *Les dommages-intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire*

197. — (1) Toulouse 24 février 1913, la Loi 29 avril 1913, G. Trib. Midi 13 avril 1913, Mon. Jud. Lyon 15 juillet 1913, Sem. Jur. Fr. 1913, n° 5497, R. P. des Ass. 1913, p. 318.

(2) 19 Février 1929, Rev. Gén. de l'El. 1929, p. 509.

ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer ».

Mais on admet, en général, que cette mise en demeure n'est exigible qu'en ce qui concerne les dommages-intérêts qui résultent du retard proprement dit, les dommages-intérêts moratoires.

Ainsi, non seulement elle ne vise ni les cas où le débiteur ne pouvait s'exécuter que pendant un certain temps, mais encore elle ne saurait concerner ceux où le créancier se plaint d'une exécution défectueuse, sa demande n'étant pas basée sur un retard.

L'abonné qui subit un dommage du fait des interruptions dans la distribution du courant n'a pas à mettre le distributeur en demeure ; l'obligation étant continue, la mise en demeure ne permettrait pas au distributeur de s'exécuter, l'inexécution de l'obligation étant consommée ¹.

Il en est de même si la distribution est irrégulière : Il s'agit d'une exécution défectueuse du contrat et non d'un retard ².

L'article 1145 précise, au surplus, que si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit des dommages-intérêts, par le seul fait de la contravention.

Ainsi le distributeur pourra encourir une responsabilité sans aucune mise en demeure.

La responsabilité des Sociétés de distribution en raison des interruptions de courant a d'ailleurs été affirmée à diverses reprises : il a été décidé qu'une société d'électricité qui exerce dans une ville un monopole de fait, doit à ses abonnés un courant régulier et continu, soit pour l'éclairage, soit pour la force motrice.

En conséquence, doit être condamnée à des dommages-

198. — (1) Trib. Com. de la Seine, 28 avril 1931, Gaz. Pal. 1931.2.75.
(2) Cf. Civ. 3 décembre 1930, Gaz. Pal. 1931.1.78 ; Vr en matière de distribution de gaz, C. de Paris 7 janvier 1924, Rev. Conc. 1924, p. 33 ; Contra Gosset, *op. cit.*, p. 155.

intérêts envers ses abonnés, la société de distribution d'énergie électrique qui a assuré son service dans les conditions les plus irrégulières et les plus défectueuses, avec de grandes différences de voltages et de brusques arrêts, plusieurs fois répétés ³.

Il en est de même lorsqu'aux termes de son cahier des charges et de ses polices d'abonnement une société est tenue de mettre à la disposition des abonnés, de façon permanente ou tout au moins pendant la durée de l'éclairage public, une certaine quantité d'énergie électrique ; l'abonné est en droit d'exiger des prestations régulières et continues ⁴.

La Chambre des Requêtes a d'ailleurs jugé qu'un arrêt commet à bon droit des experts pour apprécier le préjudice causé à un abonné par l'interruption du courant électrique, encore que le contrat d'abonnement contienne renonciation du dit abonné à toute indemnité en cas de cessation provisoire du courant pour cause de sécheresse prolongée, s'il résulte des circonstances de la cause que la société avec laquelle l'abonnement avait été contracté, avait fourni pendant la période où elle avait supprimé le courant à l'abonné demandeur en dommages-intérêts, l'énergie électrique à plusieurs abonnés dont le contrat était postérieur en date et que la suppression du courant avait été motivée par une raison d'intérêt commercial et non par une nécessité d'ordre technique ⁵.

Il est certain, comme le fait remarquer M. L'HUIL-
LIER, que l'interruption du service, même due à la force majeure, donne toujours à l'abonné le droit de refuser le paiement ou de réclamer le remboursement de la valeur de l'énergie non fournie quand cette énergie est vendue à forfait ou suivant un tarif binôme, compor-

(3) Trib. Com. Bourg. 25 février 1921, Gaz. Pal. TQ. 1920-1925, V° Conc. n° 11, Mon. Jud. Lyon 25 avril 1921.

(4) Rennes 27 avril 1929, Rec. de Rennes, fascicule 3.1929.

(5) Cass. Req. 29 juin 1932, S. 1932.1.335.

tant un terme fixe forfaitaire : Dans ce cas, il est nécessaire de faire subir à ce terme fixe, une réduction proportionnelle à la durée de l'interruption ⁶.

Les syndicats intéressés qui subissent un préjudice du fait de l'irrégularité de la distribution aux abonnés, peuvent former une action en responsabilité contre la société distributrice, mais le syndicat n'étant pas lié à la société par un contrat, elle ne présente pas le caractère d'une action en responsabilité contractuelle, mais bien celui d'une action en responsabilité délictuelle ⁷.

199. — Le créancier de l'obligation qui, nous l'avons vu, doit prouver l'imperfection de l'exécution de cette obligation, doit encore établir le lien de cause à effet qui existe entre le préjudice et l'imperfection de l'exécution ¹.

En présence des termes d'une police d'abonnement qui interdit la compensation entre les sommes réclamées à titre d'indemnité pour réparer le préjudice causé par une mauvaise fourniture et les sommes dues pour consommation, un abonné n'est pas fondé, sous prétexte que des survoltages auraient provoqué la rupture de plusieurs lampes, à refuser le paiement ; l'abonné ne pouvait davantage faire triompher judiciairement ses prétentions, ses affirmations n'étant pas suffisantes pour démontrer que ses lampes avaient été mises hors d'usage dans des conditions telles que le distributeur puisse en être tenu pour responsable. Un voltmètre existant à la mairie, l'abonné avait en effet la possibilité de faire constater le survoltage qu'il affirmait et la coïncidence de ce survoltage avec l'éclatement prétendu de ses lampes ².

(6) L'Huillier, *op. cit.*, p. 102.

(7) *Vr supra* n° 128.

199. — (1) Ce lien se distingue du lien de causalité *stricto sensu*, voir *infra* n° 216 et s.

(2) Trib. de Com. de Vannes 13 mars 1931, *Rev. des Conc.* 1931, p. 59.

De même une compagnie d'éclairage par le gaz n'est gas responsable du décès d'un de ses abonnés, résultant d'une intoxication par l'oxyde de carbone, la seule faute pouvant être relevée contre elle étant d'avoir livré du gaz de houille mélangé avec du gaz à l'eau, alors que la preuve n'est pas faite d'une relation de cause à effet entre la fourniture du mélange et l'accident ³.

200. — La responsabilité de l'abonné peut par contre être engagée parfois envers le distributeur et si nous n'avons pas eu l'occasion d'en parler, c'est qu'en fait, elle est rarement mise en cause.

Il n'est pas douteux cependant que, notamment en cas de troubles dans la distribution provoqués par le fait de l'abonné, la responsabilité contractuelle de ce dernier puisse être retenue ; il en sera ainsi tout particulièrement si, en contravention avec les clauses du cahier des charges ¹ ou de la police d'abonnement, l'installation intérieure recèle des défauts d'isolement ou si les dommages résultent de la marche ou de l'arrêt brusque des moteurs électriques ou d'une déperdition exagérée d'énergie.

Les polices d'abonnement comportent fréquemment une clause ainsi conçue : « *L'abonné devra garantir le matériel appartenant à la compagnie contre tous les risques d'incendie quelle qu'en soit l'origine et contracter à cet effet les assurances nécessaires* », et l'on précise parfois : « *à une compagnie notoirement solvable* ». Dans d'autres cas la clause contient une restriction : « *sauf dans le cas où l'incendie proviendrait de la faute de la Société* ».

L'abonné doit donc faire insérer dans sa police d'assurance contre l'incendie, une clause d'assurance pour compte, en ce qui concerne le matériel appartenant à la société d'électricité.

(3) Lyon 22 mars 1924, D. H. 1924, p. 401.

200. — (1) Article 19 des cahier des charges-types.

Quelle sera la sanction de l'inexécution de cette obligation ?

Suivant les cas, l'abonné est soit locataire, soit dépositaire du matériel appartenant à la société d'électricité : compteurs, transformateurs ; il est donc responsable de plein droit, en cas de dommages atteignant les dits objets, soit conformément à l'article 1733 du Code Civil ², soit conformément aux articles 1302, 1927 et suivants du Code Civil : Il est tenu d'une obligation de restitution, mais par les clauses précitées, son obligation devient une obligation d'assurer qui va se trouver plus grave encore pour lui.

En effet, tenu simplement d'une obligation de restitution, il pouvait s'exonérer en prouvant que les dommages résultaient d'un cas fortuit ou de force majeure.

L'obligation d'assurer permet bien à l'abonné d'établir que l'assurance n'a pu être souscrite par suite d'une cause qui ne lui est pas imputable, elle ne lui permet plus de faire état de la cause du dommage : Si l'obligation avait été exécutée l'assureur eut, dans tous les cas, indemnisé le distributeur. L'obligation d'assurer n'était pas surbordonnée à la cause éventuelle du dommage, sauf dans la dernière clause citée et dans les limites prévues par cette clause ³.

Ainsi donc l'abonné pourra être tenu, dans ce cas, de verser au distributeur une indemnité représentative des dommages d'incendie subis par le matériel que ce dernier lui avait confié, alors même que les dommages résulteraient d'un cas fortuit ou de force majeure.

Il s'agit là, d'ailleurs, d'obligations accessoires au contrat d'abonnement, matériellement incorporées à la police, il est vrai, mais dont les caractères juridiques sont nettement distincts de ceux du contrat de distribution *stricto sensu*.

(2) Trib. Civ. de la Seine, 23 janvier 1907, J. des Ass. 1907, p. 520.

(3) Pau 20 mai 1930, R. P. des Ass. 1930, p. 450 et la note.

SECTION II

CONTRATS DIVERS

201. — Mais le contrat d'abonnement n'est pas le seul qui soit susceptible d'être à la base d'une responsabilité contractuelle, en cas de dommages provoqués par le courant électrique.

202. — BAIL. — La responsabilité du locataire comme celle du propriétaire est soumise aux règles habituelles lorsqu'il s'agit de dommages provoqués par le courant électrique et notamment par un court-circuit.

Le locataire est présumé responsable en vertu de l'article 1732 du Code Civil et, s'il y a eu incendie, en vertu des articles 1733 et 1734.

Le court-circuit ne constitue pas un cas fortuit ¹.

Le vice de l'installation électrique effectuée par les soins du propriétaire pourrait toutefois, non seulement exonérer le locataire de sa responsabilité, s'il était prouvé par lui, mais encore lui permettre un recours contre le propriétaire, conformément à l'article 1721, pour les dommages personnels qu'il aurait pu subir, dans la mesure, cependant, où le vice ne serait pas apparent ².

Des règles identiques sont applicables à la location de meubles, alors même qu'il s'agirait d'accessoires de la distribution comme nous l'avons noté précédemment ³ : Le locataire de meubles n'est exonéré de sa responsabilité que s'il prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

202. — (1) Voir infra n° 218 et s.

(2) Cf. Cass. Req. 11 juillet 1900, D. P. 1900.1.507.

(3) Voir supra n° 200.

En conséquence, si notamment le locataire d'un compteur et d'une colonne montante appartenant à une compagnie de distribution d'air comprimé, ne peut, en cas d'incendie, faire cette preuve, la compagnie est fondée à lui réclamer la valeur de cet objet ⁴.

203. — CONTRAT D'ENTREPRISE. — Signalons pour mémoire que les entrepreneurs d'installations d'électricité peuvent encourir une responsabilité en cas de dommages provoqués par le courant.

Cette responsabilité, qui existe au moins jusqu'à la réception des travaux, peut-elle exister après la réception ?

Bien que les articles 1792 et 2270 parlent de façon vague, soit d'édifices, soit de gros ouvrages, certaines décisions permettent de considérer que la responsabilité décennale est applicable aux installations électriques ¹.

Est-ce à dire, à supposer cette thèse inexacte, que l'entrepreneur qui a réalisé une installation intérieure serait complètement irresponsable à dater de la réception des travaux ?

En principe il en est bien ainsi ; cependant il convient de tenir compte de la tendance de la jurisprudence à faire parfois application de l'article 1382 en dehors du domaine strictement déterminé par l'article 1792 ² ou des règles de la responsabilité du vendeur dans des cas différents de celui du contrat de vente *stricto sensu* ³ en ce qui concerne les vices cachés.

204. — VENTE. — La responsabilité du vendeur de dispositifs ou d'installations électriques peut être engagée

(4) Trib. Civ. de la Seine 23 janvier 1907, J. des Ass. 1907, p. 520.

203. — (1) Cf. Aix 4 juin 1924, S. 1924.2.112.

(2) Cf. H. Lalou, *op. cit.*, n° 479.

(3) Cf. Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. II, n° 1902 ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1062.

conformément aux articles 1641 et suivants du Code Civil.

Le vendeur n'est pas tenu, en vertu de l'article 1642, des vices apparents, mais il est reponsable, sauf clause contraire, des vices cachés en vertu de l'article 1643.

Le vendeur qui connaissait les vices de la chose est tenu par l'article 1645, « *outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.* »

Mais la véritable difficulté porte sur la question de savoir à quoi est obligé le vendeur qui ignorait les vices de la chose : L'article 1646 précise qu'il ne doit que la restitution du prix et le remboursement à l'acquéreur, des frais occasionnés par la vente, mais la Cour de Cassation a pu, en quelque sorte, réduire à néant la portée du texte, en décidant que, par frais, il fallait éventuellement entendre tous les dommages causés par le vice de la chose vendue et le vendeur a pu être appelé à garantir l'acheteur des condamnations prononcées contre lui en pareil cas ¹.

Cette responsabilité peut d'ailleurs être atténuée ou supprimée par une stipulation de non-garantie ².

205. — CONTRAT DE TRANSPORT. — De même, des accidents d'ordre électrique peuvent se produire au cours de l'exécution d'un contrat de transport.

C'est ainsi que les voyageurs peuvent être électrocutés par les courants qui sont utilisés pour la traction.

On admet généralement que le contrat de transport comporte une obligation de sécurité au profit du voyageur.

Si les règles de preuve que nous avons admises sont exactes, le transporteur sera tenu de prouver qu'il a

204. — (1) Cass. Req. 21 octobre 1925, D. P. 1926.1.9 et la note critique de M. Jossierand, *cf.* Seine, 23 mai 1932, Gaz. Pal. 1932.2.346, Paris 30 juin 1932, Gaz. Pal. 1932.2.623.

(2) *Cf.* Lalou, *op. cit.*, n° 534.

transporté le voyageur à destination. Celui-ci, blessé au cours du transport, devra établir le préjudice éprouvé et le rapport existant entre ce préjudice et l'imperfection de l'exécution du contrat, en démontrant, suivant une théorie, qu'il a été blessé par le fait du transport ou suivant une autre théorie plus favorable à la victime, qu'il a été blessé pendant le temps du transport ¹.

Il appartiendra alors au transporteur de rapporter la preuve de l'existence d'une cause d'exonération.

Ainsi une Compagnie de Tramways Électriques est responsable de l'accident résultant pour le voyageur qu'elle transporte, d'une brûlure occasionnée par une longue étincelle électrique ou par des gouttelettes de métal en fusion tombant du disjoncteur de la motrice à la suite d'un court-circuit ².

206. — CONTRAT DE TRAVAIL. — Le contrat de travail peut également être invoqué à l'occasion des accidents nombreux d'électrocution.

Mais le problème est presque uniquement placé en fait sur le plan de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes.

SECTION III

FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE DU DISTRIBUTEUR

207. — Quel est le fondement de la responsabilité contractuelle dans le domaine qui fait l'objet de la présente étude ?

205. — (1) Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. I, n° 155.

(2) Aix 30 octobre 1929, R. G. des Trib. 1930, 1^{er} Sem. 2.141.

Ce fondement est le même que celui de la responsabilité contractuelle en général : Conformément à l'étymologie du mot obligation, le contractant est lié ; l'inexécution de l'obligation entraîne sa responsabilité, c'est-à-dire la condamnation à exécuter en équivalent : Cette inexécution constitue ce que l'on a l'habitude d'appeler une faute contractuelle ; le terme est exact, si l'on admet que le mot faute ne caractérise plus forcément une imprudence, une inattention, une négligence ou une inobservation des règlements, mais simplement l'inexécution ou l'exécution imparfaite d'un contrat ¹.

Et même si l'on ne veut pas admettre de responsabilité civile sans fondement moral, on doit reconnaître que si l'on est tenu de réparer le préjudice causé par sa faute, *stricto sensu*, on doit aussi réparer celui causé par l'inexécution de son engagement, la sécurité des rapports sociaux impliquant la fidélité absolue à la parole donnée.

SECTION IV

LES CLAUSES DE NON-RESPONSABILITÉ

208. — GÉNÉRALITÉS. — On a fait remarquer qu'en matière contractuelle, les parties doivent être libres de limiter les conséquences de l'inexécution de leur obligation, puisque cette obligation a été créée par elles. C'est ce que LABBÉ avait clairement démontré ¹ : « Un contractant promet de réaliser au profit de l'autre la prestation d'un service convenu ; le droit commun ne l'obligeait à rien de semblable ; il est sorti, au profit de

207. — (1) Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, n° 669.2.

208. — (1) Note au S. 1885.4.25.

l'autre contractant, du cercle de la liberté naturelle ; il doit uniquement ce qu'il a promis et, assurément, la mesure de diligence fixée par l'article 1382 ne saurait s'appliquer à un acte que le droit commun ne prescrivait pas. »

Les clauses de non-responsabilité contractuelle sont donc valables dans la mesure où elles n'ont pas pour but d'exonérer le débiteur de sa responsabilité pour une faute intentionnelle ou même lourde, en vertu du principe « *culpa lata dolo æquiparatur* », soit même pour une faute légère ayant causé des dommages aux personnes.

Dans le cas contraire, les clauses nulles ou les parties de clauses nulles sont sans effet dans la mesure où elles excèdent l'exonération permise ². Le contrat demeure, d'ailleurs, valable, en dépit de l'existence d'une clause nulle.

Si elles sont valables, les clauses de non-responsabilité ont simplement pour effet, selon la plupart des décisions, un renversement de la charge de la preuve. C'est-à-dire que le débiteur de l'obligation n'est plus seulement responsable par le seul fait qu'il n'a pas exécuté son obligation. Le créancier de l'obligation doit, pour obtenir réparation, prouver une imprudence, une inattention, une négligence ou une inobservation des règlements déterminés, c'est-à-dire une faute *stricto sensu* ; ces clauses n'ont évidemment d'effet qu'entre les parties contractantes.

En ce qui concerne toutefois les clauses de responsabilité atténuée ou abrégée, la jurisprudence accepte de leur faire produire effet, même si une faute légère est démontrée. Si par contre, une faute lourde ou dolosive a été commise, la clause ne produit plus aucun effet ³.

Les Tribunaux se réservent d'ailleurs la possibilité

(2) Lalou, *op. cit.*, n° 545 ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. III, n° 2561.

(3) Civ. 8 décembre 1926, Gaz. Pal. 1927.1.227 ; Civ. 25 février 1931, Gaz. Pal. 1931.1.694.

d'examiner si la réduction de l'indemnité n'est pas telle qu'elle corresponde à une suppression de la responsabilité : S'il en était ainsi, la clause serait assimilée à une clause de non-responsabilité et sa portée serait limitée de la même façon.

209. — En ce qui concerne la preuve de l'existence de la clause, celle-ci constituant une exception doit être prouvée par le débiteur, ainsi que son acceptation par le créancier. Celui-ci doit établir alors le préjudice, la faute du débiteur et la relation de cause à effet entre cette faute et le préjudice.

210. — Remarquons, d'autre part, que les clauses de non-responsabilité ou de responsabilité atténuée ou abrégée se distinguent des clauses limitatives des obligations et des clauses pénales.

Les clauses limitatives des obligations sont assez fréquentes : Il est possible, dans une convention, d'étendre mais aussi de réduire l'importance des obligations non essentielles du contrat auxquelles on peut être tenu ; en cas de dommage, l'irresponsabilité sera la conséquence du défaut d'obligation alors que s'il s'agit d'une clause de non-responsabilité, l'obligation existe bien mais la sanction de l'inexécution de cette obligation disparaît.

Ainsi ne constituent pas des clauses de non-responsabilité, mais des clauses limitatives des obligations, les dispositions de la police d'abonnement par lesquelles le distributeur précise qu'il ne doit fournir le courant qu'à certaines heures, qu'il peut interrompre la distribution pour l'entretien du réseau à périodes fixes ou moyennant préavis ¹.

Les clauses de non-responsabilité ou de responsabilité atténuée se distinguent également des clauses pénales dont la validité est reconnue par l'article 1152 du Code Civil.

¹ **210.** — (1) Cf. Gosset, *op. cit.*, p. 143.

Ces clauses concernent non plus la responsabilité, mais l'évaluation du dommage. En fait, elles se rapprochent parfois très sensiblement des clauses limitatives de responsabilité et elles ne doivent pas permettre de tourner les règles que nous avons indiquées précédemment.

On peut considérer comme des clauses pénales les clauses qui fixent à tant par heure d'interruption, l'indemnité due par la société de distribution en cas d'arrêt du courant dont elle est responsable ².

Ces clauses se distinguent enfin les unes et les autres des conventions de garantie par lesquelles une personne se décharge de la responsabilité qu'elle peut encourir vis-à-vis de tiers, sur son co-contractant.

Ces conventions ont pour effet de transférer la responsabilité d'une partie à l'autre et se rapprochent à ce point de vue de l'assurance.

La victime ne peut évidemment se voir opposer une clause de garantie qui pour elle est *res inter alios acta*.

211. — CLAUSES DES POLICES D'ABONNEMENT. — Il nous a paru utile de rappeler ces distinctions fondamentales, car les polices d'abonnement comportent diverses clauses par lesquelles les distributeurs s'efforcent, dans la mesure du possible, de limiter ou de préciser l'étendue de leur responsabilité en cas d'interruption du courant, en cas d'insuffisance de voltage, de défectuosité des installations, d'incendies ou d'accidents occasionnés par les installations des abonnés ¹.

On peut relever dans les polices d'abonnement de différents réseaux français de distribution, des clauses ainsi conçues :

« *L'abonné sera seul responsable de l'usage qui sera*

(2) Cf. Gosset, *op. cit.*, p. 143.

211. — (1) A. Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.*, n° 967.

fait chez lui du courant électrique et des conséquences du passage de ce courant dans ses installations qu'il devra maintenir à ses frais en parfait état d'entretien.

Il garantit la Compagnie contre tous recours de la part de ses assureurs en cas d'incendie ou d'accident résultant du courant électrique. »

A la clause de non-responsabilité se combine, en l'espèce, une clause de garantie.

La clause est parfois libellée de façon différente :
« *L'abonné conserve l'obligation de veiller au parfait entretien de ses installations, il prend à sa charge, au besoin comme assureur, et sans recours contre la Société, la responsabilité des accidents ou des incendies qui pourraient être causés à l'intérieur des locaux dont il est propriétaire ou locataire, par l'usage du courant électrique, quelle que soit la cause de ces accidents ou incendies et même s'ils proviennent des installations intérieures effectuées par les soins de la Société. »*

Ou bien : « *L'abonné est seul responsable de l'usage qui sera fait chez lui du courant électrique et des conséquences du passage de ce courant dans toutes les parties de son installation qu'il s'engage à maintenir à ses frais, en parfait état d'entretien. »*

A cette clause est parfois ajoutée la clause suivante :
« *Il garantit la Compagnie contre tout recours de la part de ses assureurs, en cas d'incendie ou d'accident résultant du courant électrique, sauf le cas de faute lourde ou inobservation des règlements techniques par la Compagnie. »*

La plupart des polices comportent également des clauses de non-responsabilité pour les cas d'interruption du courant :

« *Dans le cas où un accident obligerait la Société à interrompre momentanément la fourniture de l'électricité, elle ne sera tenue à aucune indemnité.*

L'interruption ne pourra être supérieure à six jours, sans toutefois que, dans une même année, le nombre de jours

pendant lesquels il y a eu privation de lumière puisse être supérieure à huit, même si l'interruption a été provoquée par un cas de force majeure.

Les abonnés auront droit, pour tout jour d'arrêt supplémentaire, à une réduction proportionnelle ; c'est-à-dire que le montant du forfait annuel ou, dans le cas d'abonnement au compteur, le minimum annuel garanti sera réduit de 1/365 par jour d'arrêt supplémentaire. » Ou bien : « L'énergie électrique livrée par la Compagnie provenant de ses usines hydro-électriques ou de toutes autres sources, étant transportée par des lignes aériennes à haute tension, il est reconnu et accepté que la fourniture est soumise à tous les accidents qui peuvent se produire sur les transports de force à haute tension et à grande distance normalement entretenus.

En cas d'interruption momentanée du courant provenant d'accidents, de troubles atmosphériques dont la violence pourrait faire craindre pour la sécurité du personnel ou des installations, et en général de tous cas de force majeure, la Compagnie ne sera tenue à aucune responsabilité envers l'abonné.

En dehors des cas signalés ci-dessus, l'abonné ne pourra, en cas d'interruption provenant du fait de la Compagnie, réclamer des dommages-intérêts supérieurs à la valeur de l'énergie non fournie, valeur déterminée par la moyenne de consommation de la huitaine ayant précédé l'interruption. »

Soit encore : « En cas d'interruption du courant par force majeure, le concessionnaire ne pourra être tenu à aucune indemnité. Seules les interruptions imputables à une faute du concessionnaire donneront droit à l'abonné de demander une indemnité correspondant au préjudice subi². »

(2) En Belgique, les règlements généraux des distributions élaborés en vertu de la loi belge du 10 février 1927 comportent des clauses analogues ; on peut citer par exemple les suivantes : « Le distributeur décline

212. — JURISPRUDENCE. — Quelle est l'attitude de la jurisprudence en présence de pareilles clauses?

Tout d'abord, elles ne s'appliquent qu'aux dommages résultant d'une infraction à une obligation contractuelle.

C'est ce qu'a admis la Cour de Toulouse ¹. La Société d'Électricité avait cru pouvoir échapper à la présomption de responsabilité qui résultait contre elle de l'article 1384, § I, en invoquant l'article 18 de la police d'abonnement du tiers lésé, ² qui indiquait que l'abonné garantissait la Société contre tout recours, en cas d'incendie ou d'accident résultant du courant électrique, et elle soutenait que cette clause de non-responsabilité avait tout au moins pour effet de renverser en sa faveur la charge de la preuve.

Mais il résultait du texte de la police d'abonnement que l'article 18 ne concernait que les installations intérieures et, en conséquence, il devait être étranger à une instance consécutive à un incendie provoqué par les installations extérieures.

La même Cour a eu l'occasion d'affirmer que s'agissant d'une installation intérieure, l'article de la police d'abonnement précisant que la société de distribution

formellement la responsabilité de tous accidents ou dommages pouvant survenir à raison de l'existence ou de l'usage des installations électriques chez l'abonné.

En conséquence, l'abonné s'interdit tout recours contre le distributeur du chef de semblables accidents ou dommages. En outre, dans le cas où des tiers appartenant ou non au personnel de l'abonné exerceraient un recours contre le distributeur en vertu des articles 1382 et suivants et des articles 1713 et suivants du Code Civil, à raison d'accidents ou dommages causés par le fait des installations électriques situées dans la propriété de l'abonné, celui-ci s'engage à garantir complètement le distributeur contre toutes suites préjudiciables de semblables recours.

Le distributeur n'assume aucune responsabilité pour ce qui concerne la régularité de la fourniture du courant.

En conséquence, le consommateur ne pourra lui réclamer aucune indemnité de quelque nature qu'elle soit, dans le cas où, par suite de circonstances quelconques, la fourniture du courant subirait une interruption ».

212. — (1) 11 juin 1913, *Le Droit*, 30 juillet 1913, *G. des Trib.* 8 novembre 1913, *R. P. des Ass.* 1913, p. 320, *D. P.* 1914. 2. 174.

(2) La Faculté de Médecine de Toulouse.

n'est pas responsable, à moins de faute lourde de sa part, des accidents pouvant survenir à l'intérieur de l'immeuble de l'abonné, est applicable tout au moins tant qu'aucune faute n'a été démontrée à l'encontre de la société ³.

Par contre la Cour de Paris a proclamé que la clause par laquelle une compagnie des eaux limitait la durée de sa responsabilité à un an, en ce qui concerne les travaux exécutés par ses soins, ne saurait viser les vices de construction qui seraient de nature à rendre les travaux de canalisation impropres à l'usage auquel ils sont destinés ⁴.

Quoi qu'il en soit, et sous réserve de cette exception concernant plus encore la responsabilité de l'entrepreneur que celle du distributeur, on peut affirmer que la jurisprudence fait état des clauses de non-responsabilité en matière de dommages matériels, tout au moins en renversant la charge de la preuve.

Les mêmes clauses sont également valables en matière de bail, notamment en cas de renonciation du bailleur à tout recours contre le locataire ⁵.

213. — Il semble qu'il doive en être de même en ce qui concerne le préjudice subi par l'abonné en cas d'interruption du courant.

Certaines décisions paraissent, il est vrai, interpréter de façon très restrictive la portée des clauses de renonciation.

La Chambre des Requêtes estime ainsi qu'une compagnie d'éclairage électrique ne peut invoquer la clause du contrat d'abonnement qui l'affranchit de toute responsabilité envers un abonné pour le cas où une force

(3) Toulouse 9 février 1929, R. Gén. de l'Electricité 30 mars 1929, p. 509 et la note de M. Remaury.

(4) Paris 3 avril 1903, Rev. Conc. 1903, p. 352, R. Gaz. des Trib. 1903, 1^{re} Sem. 2.453.

(5) Lalou, *op. cit.*, n° 557.

majeure ou des travaux publics l'obligeraient à interrompre momentanément la fourniture du courant lorsque cette interruption a été déterminée par un coup de pioche donné dans un câble électrique par un ouvrier employé par des entrepreneurs de travaux publics : Ces travaux étaient, en effet, depuis longtemps, prévus et il incombait à la Compagnie de prendre toutes mesures utiles ¹.

Une société peut également être responsable d'interruptions dans la fourniture du courant résultant d'une panne accidentelle, alors que l'interruption s'est prolongée d'une façon anormale du fait de l'incurie du personnel, celui-ci n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour éviter les conséquences préjudiciables d'un tel arrêt du courant.

Les clauses d'exonération des fautes figurant dans les conventions des parties sont de droit étroit précise la Cour d'AIX, leur champ d'application ne doit pas être étendu et il est de doctrine et de jurisprudence que les clauses de cette nature sont exclusives de la faute lourde établie à la charge de la partie qui entend s'en prévaloir ².

La Cour de Cassation a d'autre part considéré le distributeur comme responsable bien que le contrat d'abonnement contienne une renonciation de l'abonné à toute indemnité en cas d'arrêt provisoire du courant pour cause de sécheresse prolongée, car la suppression du courant avait été motivée par une raison d'intérêt commercial et non par une nécessité d'ordre technique ³.

Ainsi la Cour de Cassation croit devoir relever l'existence d'une faute en raison du fait qu'il existait une

213. — (1) Cass. Req. 24 avril 1901, P. Fr. 1902.1.45, Rev. Conc. 1902, p. 361, D. P. 1903.1.347, S. 1901.1.344.

(2) Aix 7 janvier 1932, Rev. Conc. 1932, p. 138 ; Cf. Trib. de Paix de Bordeaux 5 novembre 1907, D. P. 1908.5.20 ; Trib. Com. Seine 28 avril 1931, Gaz. Pal. 12 juin 1931 ; Trib. Com. Lille 25 juillet 1911, Rec. Jur. Nord 1911, p. 366, Sem. Jur. Fr. 1912, n° 1077.

(3) Cass. Req. 29 juin 1932, S. 1932.1.335.

clause de non-responsabilité dans la police pour condamner la société de distribution.

Elle a d'ailleurs affirmé ultérieurement que lorsqu'il est stipulé dans un contrat d'abonnement à l'électricité que l'interruption du courant par suite d'un accident ne donnera lieu à aucun recours contre la compagnie concessionnaire de la distribution, cette clause, si elle n'a pas pour effet d'affranchir la compagnie de toute responsabilité en cas de faute démontrée, a du moins pour résultat d'obliger l'abonné à prouver cette faute ⁴.

214. — Mais quel est le sort réservé aux clauses limitatives de responsabilité ou aux clauses pénales?

Il a été jugé, il est vrai, que la clause par laquelle un concessionnaire limite sa responsabilité à la réduction proportionnelle du montant de l'abonnement peut être considérée comme une évaluation forfaitaire des dommages-intérêts auxquels les abonnés pourraient avoir droit pour toute interruption du courant quelle qu'en soit la cause.

Qu'ainsi interprétée, cette clause permettrait à la Société d'interrompre le service des abonnés quand il lui serait plus avantageux de renoncer momentanément à en toucher le prix, en profitant ainsi d'une condition purement protestative de sa part.

La clause invoquée par le concessionnaire ne serait applicable qu'au cas où l'abonné ne rapporterait pas la preuve de la faute de la Société concessionnaire ¹.

Il semble cependant plus exact de dire, comme cela a été jugé, que la stipulation interdisant à l'abonné de réclamer au cas d'interruption de force motrice provenant du fait de la Compagnie, des dommages-intérêts

(4) Cass. Civ. 18 janvier 1933, Gaz. Trib. 22 mars 1933 ; cf. Cass. Civ. 13 avril 1937, S. 1937.1.180.

214. — (1) Amiens 17 novembre 1917, B.S.F.H. 1919, p. 48, Rev. Conc. 1919, p. 144 ; cf. Lille, 25 juillet 1911, Rev. Gén. Electricité 3 juillet 1920.

supérieurs à la valeur de la force motrice non fournie est licite et conforme aux articles 1152 et 1226 du Code Civil.

Cette stipulation ne permet pas, en effet, de se soustraire aux conséquences d'une faute lourde équivalente au dol, mais sous cette seule restriction, les parties contractantes sont maîtresses de régler comme elles l'entendent les conséquences de l'inexécution de leurs engagements.

Dans ces conditions, la Compagnie concessionnaire est bien fondée à restreindre sa responsabilité dans les limites de la police ².

Une question délicate qui se pose est celle de savoir si les syndicats de professionnels ou les associations syndicales de consommateurs dont les membres ont subi un préjudice collectif du fait d'interruptions de courant peuvent se voir opposer les clauses des polices d'abonnement.

Cela semble logique, même si l'on considère que le syndicat n'exerce pas une action contractuelle.

La demande de réparation du préjudice collectif est, en effet, basée sur l'inexécution d'obligations contractuelles et est soumise, en conséquence, aux clauses d'atténuation de la responsabilité qui y sont contenues.

Quoi qu'il en soit, les Tribunaux ont assez fréquemment condamné les distributeurs à des dommages-intérêts au profit d'associations syndicales, en faisant, il est vrai, état de fautes lourdes ³.

215. — Il apparaît en définitive que les clauses de non-responsabilité bien que leur rôle se trouve limité

(2) Lyon 19 janvier 1920, Rev. Gén. Electricité 3 juillet 1920, note Bougault; cf. Douai, 25 juillet 1911, Rev. Conc. 1913, p. 407; Caen 15 juillet 1927, Rev. Conc. 1928, p. 76, Gaz. Pal. 1927.2.718; Cass. Civ. 13 avril 1937, S. 1937.1.180.

(3) Montpellier 16 novembre 1932, Gaz. Pal. 1933.1.191, Paris 8 janvier 1936, Rev. Conc. 1936, p. 225.

par la jurisprudence, sont susceptibles d'alléger dans une très large mesure la responsabilité des distributeurs, en déchargeant ces derniers du fardeau de la preuve.

Ce fardeau est, en effet, extrêmement lourd puisque, en raison de l'étendue de son réseau, le distributeur est difficilement en mesure de connaître les causes des troubles qui peuvent survenir dans la distribution, causes qui fréquemment ne lui sont pas imputables.

CHAPITRE IV

LE LIEN DE CAUSALITÉ

216. — Il est indiscutablement nécessaire qu'il existe, à la base de toute responsabilité, qu'elle soit contractuelle ou délictuelle, un lien de causalité entre le fait ou la faute du défendeur et le préjudice.

La responsabilité ne saurait s'expliquer sans ce rapport entre le fait dommageable et le dommage lui-même.

Comme l'ont fait remarquer MM. H. et L. MAZEAUD ¹, « le demandeur doit certainement prouver l'existence du lien de causalité qui constitue une condition d'application du texte spécial dont il se targue ». Il devra en effet démontrer que le dommage a été causé par un enfant, par un préposé, par un animal, par un bâtiment, par l'inexécution d'une obligation contractuelle, etc...

Mais il appartiendra au défendeur, en matière de responsabilité présumée, de prouver l'existence d'une cause étrangère qui ne lui est pas imputable, car la présomption de responsabilité s'accompagne d'une présomption de causalité qui en est le corollaire : Et il s'agit alors de la détermination de ce qu'il est convenu d'appeler le lien de causalité *stricto sensu*.

En matière de responsabilité pour faute, si théoriquement la preuve du lien de causalité incombe à la vic-

216. — (1) *Op. cit.*, t. II, n° 1433.

time, il faut prouver que le préjudice est le résultat de la faute, en fait le défendeur s'efforcera d'établir que les actes auxquels on prête le caractère de faute ou bien ne constituent pas la faute que l'on prétend ou sont le résultat d'une cause qui ne lui est pas imputable.

Ainsi donc, qu'il existe ou non une présomption de causalité, il sera essentiel pour l'auteur du fait dommageable, d'établir l'existence d'une cause étrangère.

Cette nécessité se trouvera être particulièrement pressante pour le distributeur d'électricité dont la responsabilité est le plus souvent présumée.

Il ne pourra se dégager de cette responsabilité qu'en établissant que le dommage résulte en réalité d'un cas fortuit ou de force majeure, de la faute d'un tiers et même de celle de la victime.

217. — Pour ce faire, il ne devra pas seulement prouver l'existence d'un événement étranger quelconque qui ne lui serait pas imputable, mais encore démontrer que cet événement est la véritable cause du dommage.

Il n'établit pas cette relation de cause à effet entre l'événement dont il prétend tirer son exonération et le préjudice, s'il se contente de simples allégations : Ainsi lorsque par suite de la chute d'un poteau supportant des fils électriques, un passant a été électrocuté, la société d'électricité n'établit pas la preuve du cas fortuit en alléguant qu'un orage en est la cause, du moment qu'elle ne démontre pas d'une manière suffisamment probante la relation existant entre cet orage et la chute du poteau. En effet, en dehors de cette hypothèse, il est possible d'admettre que d'autres causes l'ont produite ¹.

217. — (1) Toulouse 9 février 1910, R. P. des Ass. 1910, p. 326, S 1910.2.275 ; cf. Trib. Civ. de la Seine, 12 juin 1925, S. 1926.2.37.

SECTION I

LE CAS FORTUIT OU DE FORCE MAJEURE

218. — La question a été assez fréquemment discutée, de l'unité ou de la dualité du cas fortuit et de force majeure.

Il n'est pas le lieu de revenir ici sur une discussion dont l'intérêt n'apparaît pas avec évidence ; il y a fréquemment là, en effet, une querelle de mots, si l'on admet comme c'est le plus souvent le cas, que le défendeur ne répond pas des dommages qui ont été provoqués par un événement qui ne lui est pas imputable et qu'il n'a pu ni prévoir ni empêcher.

Il importe peu qu'à cette définition corresponde l'expression de cas de force majeure seule ou celles réunies du cas fortuit ou de force majeure, le cas fortuit désignant dans la première terminologie soit l'événement intrinsèque, le vice intérieur dont la cause est inconnue, l'extériorité caractérisant au contraire la force majeure ¹, soit l'impossibilité relative d'exécution par rapport à l'impossibilité absolue ², soit la cause inconnue ³.

La jurisprudence judiciaire ne distingue pas, d'ailleurs, le cas fortuit et le cas de force majeure.

219. — Le problème de l'étendue pratique des causes d'exonération est le plus important, non seulement parce qu'il est nécessaire de connaître de façon concrète les événements qui sont susceptibles de constituer des causes d'exonération, mais encore parce que dans la

218. — (1) Josserand, *op. cit.*, t. II, n° 451 et s.

(2) Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, n° 81.

(3) Cf. Conclusions Latournerie, Cons. d'Et. 25 janvier 1929, S. 1929. 3.81 et la note de M. Bonnard.

délimitation de ces causes, il y a un moyen d'étendre ou de réduire le poids de la responsabilité, en réglant avec plus ou moins de sévérité l'importance et l'effet des causes d'exonération.

Il semble bien, comme nous l'avons indiqué, que le cas fortuit ou de force majeure puisse se définir par trois caractères : la non-imputabilité, l'irrésistibilité et l'imprévisibilité.

Lorsqu'un événement comporte ce triple caractère, il apparaît nettement que le dommage s'est produit en dehors de la sphère d'influence du défendeur, que sa diligence, quelle qu'elle ait pu être, n'était pas capable d'empêcher l'événement dommageable de survenir.

On peut dire, alors, que le défendeur établit qu'il n'y a aucun lien de cause à effet entre son fait ou le fait des personnes ou des choses dont il répond et le dommage.

Mais c'est une question assez délicate que de déterminer les circonstances où la jurisprudence estime qu'il y a cas fortuit ou de force majeure ou, en d'autres termes, de savoir dans quelles conditions elle fait application du critérium indiqué.

Il est donc utile de rechercher, en matière de dommages provoqués par le courant, les cas limites dans lesquels les tribunaux ne croient pas pouvoir retrouver l'un des caractères de la force majeure que nous avons énumérés.

§ I. — LE CAS FORTUIT OU DE FORCE MAJEURE EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE.

220. — NON-IMPUTABILITÉ. — Le caractère de la non-imputabilité n'offre pas de difficultés pratiques ; il est bien évident que si l'événement invoqué par le défendeur résulte de sa faute, il ne saurait obtenir son exonération.

221. — IRRÉSISTIBILITÉ. — Le caractère de l'irrésistibilité de certains événements a pu, par contre, donner lieu à certaines difficultés.

Ainsi une Compagnie de Tramways électriques ne peut invoquer comme un cas de force majeure, ni comme un *fait du prince* l'exonérant de toute responsabilité à raison de la mort d'un cheval qui a été foudroyé en touchant du pied « un plot » de la voie, le fait que l'accident étant arrivé par temps de neige et le service de voirie ayant fait répandre du sel sur la voie, il s'est produit des dérivations anormales de courant qui ne peuvent être imputées à la Compagnie ¹.

De même un défaut de câble ne saurait constituer un cas de force majeure ².

De la même façon, et cette question est indirectement très importante en matière de distribution d'électricité, le propriétaire d'un arbre, pour se dégager de la responsabilité qui pèse sur lui, doit prouver que le dommage provoqué par la chute de l'arbre a été causé par un cas fortuit ou de force majeure ; il ne lui suffit pas d'établir que le vent soufflait avec une grande violence. On ne doit pas considérer comme échappant à la vigilance humaine, la violence du vent, à moins qu'elle ne soit transformée en rafales exceptionnelles, presque équivalentes à un cyclone, et il faut que la tempête soit la cause directe et exclusive de la chute de l'arbre ³.

Ainsi la notion d'irrésistibilité n'apparaîtra que lorsqu'aura été mise en jeu une force dépassant nettement les moyens humains d'en empêcher les conséquences.

221. — (1) Trib. Com. Seine 14 décembre 1907, D. P. 1908.5.37 ; La Loi 26 mars 1908.

(2) Cf. Trib. Com. Seine, 28 avril 1931, Gaz. Pal. 28 avril 1931.2.75.

(3) Trib. Civ. d'Angers 6 mai 1932, Rev. Conc. 1933, p. 62.

222. — IMPRÉVISIBILITÉ. — La définition des caractères de l'imprévisibilité, si elle se distingue véritablement de l'irrésistibilité, contrairement à ce que soutient M. BONNECASE ¹ est plus encore susceptible de poser un délicat problème ; il semble cependant que l'on puisse caractériser le degré d'imprévisibilité qui est nécessaire pour qu'il puisse y avoir cas de force majeure.

C'est ainsi qu'une compagnie de tramways électriques est responsable de l'accident résultant pour le voyageur qu'elle transporte, d'une brûlure occasionnée par une longue étincelle électrique provenant du disjoncteur de la motrice, faits provoqués par un court-circuit à la suite d'un coup de foudre : En pareil cas, il ne saurait y avoir de force majeure, alors qu'il appartenait à la compagnie de prendre les précautions nécessaires et de pourvoir le disjoncteur d'un appareil de protection, même en l'absence de règlements administratifs prescrivant cette mesure. Ces règlements, en effet, n'ont pour but que d'indiquer un minimum de précautions à prendre, d'une façon générale, mais ils ne sauraient prévoir tous les cas particuliers et surtout constituer une mesure susceptible de se retourner contre le public qu'ils ont entendu protéger ².

De même la société distributrice est responsable des accidents occasionnés par des fils tombés à terre, à la suite d'une violente tempête, car si en temps normal, la compagnie d'électricité n'a pas l'obligation de visiter les lignes d'une façon constante et intensive, cette mesure de prudence s'impose au cours d'une perturbation atmosphérique si violente qu'elle est invoquée comme un cas de force majeure ³.

Il semble que certains jugements aient manifesté

222. — (1) *Or. civ.*, t. III, n° 275 et s.

(2) Trib. Com. de Cannes 10 janvier 1927 et Aix 30 octobre 1929, R. G. des Trib. 1930, 1^{er} sem. 2.141.

(3) Rennes 22 mars 1932, R. P. des Ass. 1933, p. 596, Rec. Rennes, 1932, p. 438.

d'ailleurs, vis-à-vis du distributeur, des exigences excessives : Si celui-ci s'est efforcé par une activité normale, de réparer les dégâts dus à l'orage, il devrait être exonéré.

Il n'en est évidemment pas ainsi d'une Société de Distribution qui, à la suite d'un violent orage, s'est abstenue de vérifier la ligne et a laissé pendant plus de douze heures, un fil rompu sur le sol de la route : elle est responsable de la mort par électrocution d'un passant à la charge duquel aucune imprudence n'est d'ailleurs établie ⁴.

Le caractère d'imprévisibilité nécessite donc qu'il n'y ait pas eu de raison spéciale de penser qu'un événement se produirait ou dépasserait ce que l'on pouvait normalement attendre.

Dans les entreprises de distribution d'électricité, les coups de foudre ne sont pas des événements imprévisibles, c'est pourquoi d'ailleurs leurs installations comportent des dispositifs parafoudres et des mises à la terre.

La protection qui doit être plus efficace dans les zones particulièrement foudroyées ne peut d'ailleurs être conçue précisément qu'en prévision des dommages qui peuvent normalement atteindre les installations, sans aller jusqu'à faire entrer dans les calculs, des événements d'une rareté exceptionnelle ⁵. La foudre sera un cas de force majeure lorsque les dispositifs de protection normalement installés et entretenus se seront montrés inefficaces.

Une Compagnie de Transport d'énergie électrique ne peut, par exemple, être déclarée responsable de la mort occasionnée à un tiers par la rupture d'un des fils conducteurs, si cette rupture a eu lieu à la suite d'un ouragan.

(4) Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145, Gaz. Pal. 1924.2.245.

(5) Cf. Gosset, *op. cit.*, p. 135.

Un tel événement comporte indiscutablement le double caractère d'imprévisibilité et d'irrésistibilité ⁶.

§ II. — LE CAS FORTUIT OU DE FORCE MAJEURE
EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE.

223. — La question de la nature des causes d'exonération qui peuvent être invoquées s'est fréquemment posée lors de l'arrêt du courant, provoqué en contravention avec les conditions de la police d'abonnement ou du cahier des charges.

M. MESTRE déclare : l'abonné « a droit à une indemnité, sauf le cas de force majeure : sécheresse excessive ou inondation. Mais pourrait-on dire, même dans le cas de sécheresse extrême, la compagnie qui doit le courant n'aurait-elle pas pu en obtenir, et par suite en livrer, si elle avait aménagé des usines thermiques de secours? Les Tribunaux n'ont jamais été jusqu'à admettre cette solution extrême, et, par un adoucissement à la théorie civile si rigoureuse de la force majeure, ils ont considéré, notamment au moment de la sécheresse de 1921, que les compagnies de distribution étaient de ce fait déliées de l'obligation de fournir du courant régulier ¹ ».

La sécheresse ne suffit cependant pas à constituer un cas de force majeure si le cahier des charges prévoit une installation thermique de secours qui doit fonctionner de façon convenable ².

Par contre si le distributeur n'était tenu de produire que de l'énergie hydraulique ou si le cahier des charges est muet sur ce point, le distributeur ne saurait être

(6) Toulouse 4 mars 1912, Gaz. des Trib. du Midi 11 août 1912, S. Jur. Fr. 1913, n° 1137, R. P. des Ass. 1912, p. 763.

223. — (1) Mestre, Les problèmes juridiques de l'Electricité, Revue Politique et Parlementaire 1925, t. 123, p. 213.

(2) Cass. 22 janvier 1923, Rev. Conc. 1923, p. 148; cf. Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.*, n° 968 et s.

responsable en cas d'insuffisance de l'énergie hydraulique, par suite de la sécheresse ³.

Il ne serait pas davantage responsable si l'arrêt du courant avait été provoqué par une inondation ⁴.

Par contre, ne peuvent être considérés comme cas de force majeure dispensant une société d'électricité de remplir son obligation de fournir le courant, des circonstances ayant rendu plus difficile l'exécution de cette obligation.

Il en est ainsi spécialement des événements de pluie et d'orage qui sont prévus et auxquels il peut être obvié par une installation plus solide des poteaux et des fils ⁵.

224. — La grève constitue-t-elle un cas fortuit ou de force majeure lorsqu'elle empêche le débiteur d'exécuter son obligation? Certainement oui, si d'abord la soudaineté de la grève peut la faire considérer comme imprévisible et si sa généralisation à l'ensemble des ouvriers de la profession la rend irrésistible.

Présente le caractère d'un cas de force majeure, la grève des ouvriers électriciens qui a amené l'interruption du service d'éclairage de la société distributrice et contre laquelle la Comédie Française avait formé une demande en dommages-intérêts : La grève avait, en effet, été une manifestation des ouvriers électriciens qui paraissaient avoir voulu prouver la puissance de leur organisation syndicale, sans conflit préalable ¹.

La jurisprudence fait de la sorte application de ces

(3) Lyon 30 novembre 1922, B.U. 1923, p. 64.

(4) Caen 7 juillet 1911, Rec. Caen 1911, p. 249, S. Jur. Fr. 1912, n° 4051.

(5) Caen 15 juillet 1927, Rev. Conc. 1928, p. 77.

228. — (1) Trib. Civ. de la Seine 6 août 1908, Rec. Gaz. des Trib. 1908, 2^e sem. 2.233, D. P. 1908.5.52.

principes aux concessionnaires en décidant que la grève ne constitue un cas de force majeure que lorsqu'elle est impossible à prévoir et à conjurer ².

SECTION II

LE FAIT D'UN TIERS

225. — Le fait d'un tiers constitue également une cause d'exonération.

Mais les caractères de ce fait, tels qu'ils doivent exister pour exonérer le défendeur, sont assez discutés. La question se pose notamment de savoir si le fait d'un tiers doit être assimilable à un cas fortuit ou de force majeure.

Il faut tout d'abord remarquer que le fait d'un tiers ne doit, pour constituer une cause d'exonération, être susceptible d'engager la responsabilité du tiers que si ce fait n'est pas la seule cause du dommage.

Il en est ainsi dans le cas où le fait du tiers et la faute du défendeur ont concouru à la réalisation du dommage: alors il ne pourrait y avoir exonération totale ou partielle que si le fait du tiers constituait une faute ¹.

Le tiers dont il s'agit ne doit pas évidemment être une personne dont le défendeur est responsable : Un pareil état de fait, s'il peut justifier un recours contre l'auteur du dommage, n'est pas susceptible de constituer une cause d'exonération. Il en est ainsi par exemple si le renversement d'un pylône, cause du dommage, est dû au fait d'un agent de la société concessionnaire ².

(2) Aix '31 octobre 1907, Rev.' Conc. 1909, p. 65 ; Comp. Cass. Civ. 31 octobre 1905, D. P. 1907.1.38, Cons. d'Et. 29 janvier 1909, D. P. 1910.3.89, Cons. d'Et. 26 novembre 1924, R., p. 936.

225. — (1) Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1632.

(2) Cf. Cass. 24 avril 1901, S. 1901.1.344.

§ I. — RESPONSABILITÉS NON PRÉSUMÉES.

226. — Quelles sont donc les conséquences produites par le fait d'un tiers en dehors du domaine des responsabilités présumées? Il a déjà été précisé qu'en matière de dommages provoqués par les installations électriques, une présomption de responsabilité soit contractuelle, soit quasi-délictuelle pouvait le plus souvent être invoquée, la question n'offre donc, en l'espèce, qu'un intérêt relatif.

Qu'il soit permis de rappeler seulement que si le dommage a pour seule cause le fait du tiers, l'exonération du défendeur sera complète.

Si au contraire le défendeur et le tiers sont les co-auteurs fautifs du dommage, le fait du tiers ne constituera pas une cause d'exonération, le défendeur sera responsable en totalité et sans qu'il y ait même besoin de faire état de l'article 55 du Code Pénal, car chacune des fautes a causé le dommage en son entier, mais il y aura un recours pour moitié, selon certains ¹, pour une partie à déterminer suivant la gravité respective des fautes selon la jurisprudence ².

§ II. — RESPONSABILITÉS PRÉSUMÉES.

227. — La détermination des conséquences résultant du fait d'un tiers donne lieu à de plus graves difficultés lorsque, soit la responsabilité du défendeur, soit celle du tiers, soit l'une et l'autre sont présumées.

Il est nécessaire d'envisager successivement ces différents cas.

226. — (1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, 2^e, 1640.

(2) Cass. Civ. 14 février 1898, P. Fr. 1899.1.369; Cass. Req. 26 novembre 1924, D.H. 1924, 715, Cass. Req. 5 juillet 1926, D.H. 1926.401.

228. — LA RESPONSABILITÉ DU DÉFENDEUR EST SEULE PRÉSUMÉE. — Tout d'abord le tiers lésé s'adresse au distributeur dont la responsabilité est présumée en tant que gardien de l'installation ou par suite de l'existence d'une obligation contractuelle. Ce dernier fait état de la faute d'un tiers qui serait la cause du dommage.

Pour être exonéré dans ce cas, le défendeur devra établir que le fait du tiers est la cause unique du dommage, faute de quoi il serait tenu pour le tout envers la victime, sauf son recours contre le tiers également responsable.

Il semble bien qu'il faille admettre, la question de l'action récursoire étant réservée, que le fait du tiers est une cause étrangère non imputable au défendeur, seulement lorsqu'il présente les caractères du cas de force majeure : imprévisibilité et irrésistibilité ¹, mais qu'il convient de laisser au juge du fait la plus grande liberté pour apprécier ces caractères.

Ainsi, une société d'électricité a pu être déclarée responsable en vertu de l'article 1384, § I, de l'accident mortel survenu à un passant qui mettant le pied sur un câble électrique rompu a été électrocuté et ce, bien qu'elle ait soutenu que le câble avait été rompu par des pierres jetées par des tiers, si cet acte avait pu être soit prévenu, soit réparé avant l'accident ².

De même un concessionnaire ne peut invoquer pour échapper à la responsabilité qui lui incombe en raison de l'électrocution d'un passant, le fait que le fléchissement d'un fil est dû à l'acte de malveillance d'un tiers, alors que si l'enquête de gendarmerie avait établi que la chute du fil électrique avait été occasionnée par la

228. — (1) Dans ce sens notamment L. Mazeaud, notes D.P. 1927.1.121 et D.P. 1931.1.49, *cf.* Cass. Req. 30 juin 1931, Gaz. Pal. 1931.2.530.

(2) Grenoble 4 avril 1911, Rec. Grenoble 1911, p. 133, R. P. des Ass. 1911, p. 766.

rupture à coups de cailloux de deux isolateurs, cette situation existait depuis cinq jours au moins ³.

Mais souvent le fait d'un tiers présentera les caractères d'un cas de force majeure et dans ce cas le distributeur ne saurait être responsable ⁴.

Il en sera ainsi, en particulier, s'il s'agit d'interruptions dans la distribution résultant du fait d'un tiers.

Tel est le cas lorsque le renversement d'un pylône a été provoqué par la malveillance ou par la maladresse d'un tiers ⁵. L'abonné doit s'adresser à l'auteur du fait dommageable pour obtenir réparation.

Il en est de même lorsque la cause des pannes de courant est, soit le choc d'un attelage contre le poteau, soit le tir d'une bombarde près de la ligne au cours d'une fête ⁶.

Par contre le distributeur n'est pas exonéré de sa responsabilité lorsque l'interruption a été provoquée par un coup de pioche donné dans un câble électrique par un ouvrier employé à des travaux publics, en l'espèce la construction du chemin de fer Métropolitain, alors que ces travaux étaient depuis longtemps prévus et qu'il incombait à la compagnie de prendre toutes mesures utiles ⁷. Il n'y a pas, en l'espèce, cause d'exonération au sens des articles 1147 et 1148 du Code Civil.

Dans tous les cas précédents, si le défendeur est condamné, un recours lui sera ouvert contre le tiers et pour la totalité des sommes versées à la victime dans la mesure tout au moins où le défendeur n'aura pas commis personnellement une faute et n'aura pas été

(3) Trib. Civ. de Vire 22 juin 1922, Gaz. Pal. 1922.2.395; cf. Dijon 2 décembre 1936, Argus des Assurances 27 décembre 1936, p. 1946.

(4) Le Havre 11 mars 1927, Gaz. Pal. 1927.2.230.

(5) Cass. 30 mars 1897, D. 1897.1.433; cf. Gosset, *op. cit.*, p. 135.

(6) Trib. de Paix de Nogent-le-Rotrou 2 mars 1932, Rev. Conc. 1932, p. 147.

(7) Cass. Req. 24 avril 1901, P. Fr. 1902.1.45, Rev. Conc. 1902, p. 361, D. P. 1903.1.347, S. 1901.1.344.

par exemple, responsable d'une négligence dans la réparation des dommages, sans laquelle il ne s'en fût pas produit de nouveaux.

Pourquoi ce recours total? Parce que la présomption de responsabilité ne joue qu'en faveur de la victime du dommage, les règles ordinaires de la responsabilité subsistant vis-à-vis de toutes autres personnes ⁸.

229. — LA RESPONSABILITÉ DU TIERS EST SEULE PRÉSUMÉE. — Mais il peut se faire que la responsabilité du tiers soit au contraire seule présumée et qu'en revanche une faute ait été établie à l'encontre du distributeur.

Non seulement la victime obtiendra une réparation intégrale du défendeur dont elle démontre la faute, mais encore le distributeur ne pourra exercer aucun recours contre le tiers s'il n'établit pas sa faute. La présomption de responsabilité ne joue qu'en faveur de la victime.

Cette question est particulièrement importante en matière de dommages provoqués par chute des arbres aux installations électriques et dont les tiers peuvent être victimes.

On sait que les propriétaires d'arbres ont été très souvent considérés comme responsables, en vertu de l'article 1384, § I, et, antérieurement, en vertu de l'article 1386 ¹, des dommages causés par la chute de ces arbres en particulier sur les lignes électriques ².

Il y a lieu, d'ailleurs, de repousser la distinction pro-

(8) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1655 ; cf. Paris 14 mars 1932 R.G.A.T. 1932, p. 842.

229. — (1) Trib. Grenoble 28 mars 1918, B.S.F.H. septembre 1922, n° 417 ; l'art. 1386 est invoqué cumulativement avec l'art. 1384, les arbres étant pourris.

(2) Paris 19 décembre 1921, Gaz. Trib. 5 janvier 1922 ; Angers 6 mai 1932, Rev. Conc. 1933, p. 62 ; Rouen 8 juillet 1936, R.G.A.T. 1936, p. 819 ; cf. Trib. Civ. du Havre, 24 mai 1930, Gaz. Trib. 26 août 1930 et surtout Douai 4 mai 1925, S. 1925.2.113 et la note de M. Mestre.

posée par M. DEMOGUE ³ qui estime que la présomption de l'article 1384 ne s'applique qu'à l'arbre gardé et il considère qu'il n'en est ainsi que pour l'arbre de parc, de jardin ou d'avenue, planté et émondé par la main de l'homme.

M. Achille MESTRE critique, avec raison semble-t-il, cette distinction et en tout cas, la considère comme inapplicable vis-à-vis des distributeurs ⁴. Ces derniers, lorsque la loi de 1906 a été observée et lorsque l'installation ne constitue pas, par suite de l'inobservation de cette loi, une simple voie de fait empêchant la compagnie de se prévaloir de tout droit vis-à-vis des propriétaires voisins, peuvent invoquer l'article 1384 à l'encontre de ceux-ci.

Comme le remarque M. MESTRE, propriétaire et distributeur se trouvent dans une relation de voisinage parfaitement régulière. Le propriétaire est officiellement informé qu'une ligne traverse sa propriété ou il ne peut ignorer que sa propriété est longée par une voie publique, il doit « garder » les arbres pour éviter tous dommages à la voie ou à ses usagers.

Le propriétaire cherchera, il est vrai, à établir que la chute de l'arbre résulte d'un cas de force majeure, a été provoquée, par exemple, par une tempête : il n'y pourra parvenir s'il est démontré que le bois de l'arbre abattu était pourri et que les arbres situés dans le voisinage sont demeurés intacts ⁵.

M. MESTRE ne paraît pas nettement prendre parti sur la question de savoir si le distributeur dont la faute a été démontrée peut exercer une action récursoire contre le propriétaire de l'arbre. Il déclare simplement que la responsabilité du « gardien » de cet arbre disparaîtrait ou

(3) *Traité des Obligations*, T. V. p. 318 et 371 ; Voir aussi *Responsabilité pour la chute d'un arbre*, *Rev. Trim.* 1936, p. 345.

(4) A. Mestre, *op. cit.*, *Revue Critique* 1925, p. 407 et s.

(5) Mestre, *op. cit.*, *Revue Critique* 1925, p. 412 et s.

serait atténuée dans toutes les hypothèses où la présomption de faute qui pèse sur lui serait contredite ou neutralisée par une faute ou une négligence de la Compagnie ou par un cas de force majeure⁶.

Si d'autre part, le distributeur n'a pas exercé normalement son droit d'ébranchage, et c'est là une question de fait, la responsabilité du propriétaire se trouvera atténuée par la faute de la Compagnie⁷.

Mais M. MESTRE se place uniquement au point de vue des dommages subis par la ligne et non à celui des dommages subis par un tiers.

Lorsqu'un cheval attelé est électrocuté par le fait de la rupture d'un fil électrique, rupture occasionnée par la chute d'un arbre, il y a faute de la part du concessionnaire, alors que celui-ci n'a pas muni son installation d'un dispositif de coupure prévu par le règlement technique⁸.

A supposer que le distributeur ait bien commis la faute qui lui était reprochée et que la relation de cause à effet entre cette faute et le dommage ait été établie, si ce distributeur avait la possibilité d'invoquer la responsabilité du propriétaire de l'arbre en ce qui concerne les dommages subis par sa ligne, la faute reprochée ne constituant pas, à ce point de vue, vis-à-vis du propriétaire de l'arbre, une faute de la victime, il n'avait plus celle de faire état de la même présomption à l'encontre du propriétaire de l'arbre en ce qui concerne les dommages subis par un tiers lésé.

(6) A. Mestre, *op. cit.*, p. 421.

(7) A. Mestre, *op. cit.*, p. 418. M. Mestre fait d'ailleurs remarquer (p. 416) que les permissionnaires de voirie ne bénéficient pas de la disposition de l'art. 10 de la loi de 1906 permettant aux concessionnaires de procéder aux ébranchements qui s'imposent ; mais, dans tous les départements, les préfets ont pris des règlements conformes à un arrêté-type qui leur a été adressé le 10 septembre 1909, prévoyant l'élagage des arbres en bordure des voies publiques, dans les mêmes conditions que pour les concessionnaires.

(8) Trib. Civ. d'Issoudun 21 février 1933, Rev. Conc. 1933, p. 124.

S'il n'est pas possible de prouver la faute du propriétaire de l'arbre, aucun recours ne semble pouvoir être exercé dans le cas envisagé.

230. — LA RESPONSABILITÉ DU DÉFENDEUR ET CELLE DU TIERS SONT L'UNE ET L'AUTRE PRÉSUMÉES. — Que se passera-t-il si la responsabilité du défendeur et celle du tiers sont l'une et l'autre présumées?

Il pourra en être ainsi en matière de dommages provoqués par le courant d'une installation électrique à la suite de la chute d'un arbre : Il est vrai que la chute de l'arbre, lorsque le distributeur n'aura pu la prévoir ni l'empêcher, constituera pour celui-ci, une cause d'exonération, à moins que l'on admette qu'il doit surveiller non seulement les branches des arbres voisins, mais ces arbres eux-mêmes ¹.

Cette thèse nous paraît d'ailleurs critiquable dans la mesure où elle aurait pour résultat de donner à l'arbre un double gardien ².

Le distributeur n'a, en réalité, aucun *droit de direction* sur l'arbre ; tout au plus pourrait-on soutenir qu'il n'en est pas ainsi en ce qui concerne les branches de l'arbre que le distributeur peut couper, cumulativement

230. — (1) Trib. Civ. d'Issoudun 21 février 1933, Rev. Conc. 1933, p. 124, Gaz. des Trib. 1933, 1^{re} Sem. 2.319; Vr Demogue, Responsabilité pour chute d'un arbre, Rev. Trim. 1936, p. 357 : « Il faudrait, toutefois, à notre avis, que le caractère dangereux de l'arbre put être aperçu. En ce cas seulement, la Compagnie a manqué à son devoir de surveillance. Elle n'est pas débitrice d'un résultat, l'absence de chute de l'arbre, mais simplement d'actes qui, sans doute, préviendraient l'accident. A leur défaut, la Compagnie et le propriétaire de l'arbre sont tenus, au moins *in solidum*, envers la victime et le juge répartira le poids de l'indemnité entre les deux responsables » ; Vr aussi Rouen 8 juillet 1936, R.G.A.T. 1936, p. 819, Rev. Trim. 1937, p. 120 : M. Demogue admet que « peut-être faudrait-il exiger dans ces cas que l'état de l'arbre put être reconnu par une surveillance attentive, car la Compagnie ne répond que d'une faute de surveillance et celle-ci doit être prouvée ».

(2) M. Mestre, *op. cit.*, p. 413, fait d'ailleurs remarquer que la loi prévoit seulement le droit d'ébrancher et non celui d'abattre les arbres. Lorsque l'abatage d'un arbre est utile, la Compagnie doit traiter avec le propriétaire, en vue de son acquisition amiable, soit même user de l'expropriation, que l'art. 12 de la loi de 1906 met également à sa disposition.

avec le propriétaire, au cas où leur croissance pourrait gêner l'exploitation ou la sécurité de cette exploitation.

On peut par contre admettre que si le vice de l'arbre est apparent, sa chute ne saurait constituer une cause d'exonération puisqu'elle n'était pas, dans ce cas, imprévisible.

Quoi qu'il en soit, à supposer que le distributeur ait été condamné, pourra-t-il exercer un recours contre le propriétaire de l'arbre, présumé responsable?

Cela ne semble pas douteux. On admet, en effet, en pareil cas, que celui des deux responsables qui a été condamné peut se prévaloir de la présomption de responsabilité qui pèse sur l'autre pour obtenir remboursement de la moitié des dommages ³.

SECTION III

LA FAUTE DE LA VICTIME

231. — Lorsque la faute de la victime a provoqué le **dommage**, le défendeur doit indiscutablement être exonéré.

Il est nécessaire, pour qu'il en soit ainsi, que le fait de la victime soit fautif, car la victime est presque toujours intervenue par sa propre activité dans la réalisation du dommage et cela ne suffit pas pour rendre l'auteur du dommage irresponsable.

Par contre, il n'est pas nécessaire que la faute de la victime ait été imprévisible ou irrésistible : cette dernière ne saurait rendre les tiers responsables des conséquences de ses propres actes fautifs.

(3) Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1661.

Il faudra cependant procéder à un partage de responsabilité si demandeur et défendeur ont commis respectivement une faute.

Doit à ce point de vue être assimilée à une faute, tout au moins lorsqu'elle en présente le caractère, l'acceptation des risques. Il en est ainsi lorsque la victime a commis une erreur de conduite dont un individu avisé ne se fut pas rendu responsable ¹.

La jurisprudence ² et la doctrine ³, dans leur grande majorité décident d'autre part que le gardien de la chose inanimée ou le débiteur d'une obligation sont complètement exonérés lorsqu'ils prouvent que la victime a provoqué le dommage par sa faute.

Enfin, lorsque la responsabilité de la victime et celle du défendeur sont également présumées conformément à l'article 1384, § I, la jurisprudence décide que chacun des gardiens est responsable du dommage subi par l'autre.

232. --- La jurisprudence fait application de ces principes en matière de dommages provoqués par le courant électrique.

Commet de la sorte une faute, l'ouvrier qui, occupé à la pose d'un chéneau sur un toit et connaissant l'existence d'un conducteur électrique appartenant à un concessionnaire, n'a pas pris les précautions nécessaires et a touché involontairement le conducteur qui a causé sa mort, le concessionnaire d'électricité ne saurait en conséquence, être responsable de cette mort ¹.

231. — (1) Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1497.

(2) Cf. Cass. Civ. 17 juillet 1917, D. P. 1917.1.133 ; Cass. Req. 8 décembre 1930, D. H. 1931.36 ; Cass. Req. 5 février 1929, S. 1929.1.247.

(3) Planiol, Ripert et Esmein, *op. cit.*, n° 571 et 601 ; Lalou, *op. cit.*, n° 317.

232. — (1) Trib. Civ. d'Albi, 24 janvier 1908, G. des Trib. du Midi, 7 juin 1908, S. Jur. Fr. 1908, n° 4986, Le Droit 24 juillet 1908 : Il est bien évident qu'il serait par contre responsable s'il n'avait pas observé les

Le distributeur est pareillement exonéré lorsque l'électrocution d'un entrepreneur de travaux est due à un mouvement maladroit qui l'a mis en contact avec des fils à haute tension ².

Assez fréquemment, l'électrocution est provoquée par la victime qui a touché les fils par curiosité ou par bravade, le plus souvent, il est vrai, dans l'ignorance partielle des très dangereux effets du courant électrique. La faute ou l'acceptation volontaire du risque, constitutive de faute, que ces actes constituent, exonéreront le distributeur de sa responsabilité présumée.

Tel est le cas de la victime qui, malgré les recommandations à elle adressées et l'avertissement écrit sur le poteau soutenant la ligne aérienne, a elle-même pris le fil en mains alors qu'il s'en échappait des étincelles électriques ³.

Il en est de même lorsque l'habitant d'un immeuble est monté sur l'appui d'une lucarne et est parvenu à saisir avec son bras droit un fil électrique passant à 45 cm. de la lucarne et qui se trouvait à une distance réglementaire de la toiture ⁴.

Il serait possible de multiplier les citations d'espèces de cette sorte ⁵.

Par contre, la Chambre des Requêtes a décidé que l'imprudence d'un enfant qui a été grièvement blessé en faisant l'ascension d'un pylône supportant une ligne

règlements techniques relatifs à la distance des câbles des habitations applicables lors de la construction ou rendus applicables ultérieurement : actuellement, art. 36, 47 et 71 de l'arrêté technique du 30 avril 1935

(2) Cass. 28 novembre 1927. R. G. des Trib. 1928.1.12.

(3) Toulouse 4 mars 1912, Gaz. des Trib. du Midi 11 août 1912, Sem. Jur. Fr. 1913, n° 1137, R. P. des Ass. 1912, p. 763.

(4) Trib. Civ. du Havre 23 juin 1910. La Loi. 2 février 1911, Rec. Per. des Ass. 1911, p. 766.

(5) Cf. Trib. Cor. de St-Gaudens 18 juin 1925, A. Remaury et P. Trolley de Prévaux, *op. cit.*, n° 510 ; Trib. Civ. d'Alençon 26 août 1931, Rev. Conc. 1932, p. 27, Gaz. Pal. 1931 2.919, R.G.À.T. 1932, p. 107.

électrique et la négligence des parents ne sauraient faire disparaître la responsabilité du réseau électrique, bien qu'il ait appliqué les prescriptions réglementaires, si ces prescriptions se sont révélées insuffisantes et alors qu'il n'a pas recouru à des précautions plus efficaces rendant inaccessible la base des pylônes ⁶.

Il semble qu'en l'occurrence, un partage des responsabilités eût été plus indiqué.

C'est la solution dont il a été fait application, alors qu'un ouvrier avait été électrocuté au cours de travaux qu'il exécutait dans une usine électrique : Une responsabilité partagée peut être légitimement admise entre la victime et la compagnie, s'il résulte des constatations de fait que l'ouvrier ne s'est pas conformé à l'ordre reçu et que, d'autre part, le courant a été imprudemment rétabli avant la fin des travaux sans qu'aucun avertissement ait été donné à l'ouvrier qui pouvait se croire en sécurité ⁷.

En cas de dommages matériels provoqués chez un abonné par le courant électrique, le distributeur pourra évidemment se prévaloir du vice de l'installation intérieure qui constituera également une faute de la victime ⁸ : Il pourra en être ainsi, par exemple, au cas où l'installation intérieure ne serait pas protégée par des disjoncteurs ou fusibles en bon état de fonctionnement.

(6) Cass. Req. 27 décembre 1929, Rev. Conc. 1930, p. 71, R. G. des Trib. 1930, 1^{re} Sem. 1.51.

(7) Cass. 28 octobre 1935, Rev. Conc. 1936, p. 28.

(8) Cf. L'Huillier, *op. cit.*, p. 126.

CHAPITRE V

INDICATIONS SOMMAIRES SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

233. — Il n'entre pas dans l'objet de cette étude de déterminer, même de façon très rapide, les conditions d'application de la législation du travail aux dommages provoqués par le courant électrique.

Qu'il soit permis, cependant, de rappeler que les circonstances de fait dans lesquelles se produisent les accidents sont loin d'être sans effet sur l'indemnisation forfaitaire qui est, en principe, allouée à la victime.

234. — On sait que la loi du 9 avril 1898 couvre tous les accidents « causés non seulement par le fait, mais à l'occasion du travail, pourvu qu'ils se soient produits à l'heure et sur le lieu du travail » ¹.

La jurisprudence interprète cette disposition en décidant que sont, en principe, à la charge du patron, tous les accidents produits dans les termes du dit article, hormis ceux qui résultent d'un cas de force majeure, en entendant par là les événements étrangers à l'exploitation ² et plus spécialement les forces de la nature.

Encore faut-il, pour qu'il y ait exonération, que ces

234. — (1) Article 12.

(2) Circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899.

événements étrangers n'aient pas été aggravés par les conditions du travail ³.

Ainsi la veuve d'un ouvrier agricole, tué par la foudre au moment où il conduisait un extirpateur, peut être admise à faire la preuve que l'extirpateur était en fer sans palonnier, qu'il pleuvait abondamment et que la pluie avait mouillé les animaux, l'homme et l'aiguillon dont il touchait les bœufs, toutes circonstances de nature à aggraver le risque normal résultant du jeu des forces de la nature ⁴.

Il n'est pas douteux que les ouvriers d'une distribution peuvent se trouver dans des conditions telles qu'en cas d'électrocution à la suite de la chute de la foudre, on puisse considérer que les conséquences de cette chute ont été aggravées par l'existence des installations : Il en est ainsi si la victime de la foudre travaillait près de poteaux télégraphiques présentant un danger spécial ⁵.

235. — L'article 20 de la loi du 9 avril 1898 prévoit, d'autre part, que la faute intentionnelle de la victime lui retire tout droit à indemnité et que la réparation forfaitaire qu'elle fixe peut être réduite ou majorée suivant que l'ouvrier ou le patron ont provoqué l'accident par une faute inexcusable.

Cette faute inexcusable est celle dont la gravité est telle qu'elle rend l'accident non pas seulement possible ou probable, mais presque certain ¹.

C'est ainsi qu'il est interdit par les règlements de faire exécuter aucun travail sur une ligne électrique à haute tension, sans que la section ait été, au préalable, isolée de tout générateur de courant. Il y a faute inexcusable du patron, ou de son préposé dont il est respon-

(3) Cass. Civ. 31 juillet 1933, en note au S. 1936.2.186.

(4) Poitiers 16 octobre 1935, S. 1936.2.186.

(5) Trib. Civ. Cahors 2 mars 1910, D. P. 1911.5.23.

235. — (1) Montpellier 9 novembre 1923, Gaz. Pal. 1923.2.738 ; Rennes 22 juillet 1929, Gaz. Pal. 11 octobre 1929.

sable, lorsqu'il fait monter un ouvrier en haut d'un poteau pour réparer ou raccorder une ligne électrique, sans prendre aucune mesure pour assurer l'isolement de cette ligne par rapport au générateur de courant ².

La même solution a été admise alors qu'un ouvrier a été électrocuté par la faute d'un chef d'équipe qui, ayant reçu des instructions formelles pour interrompre le courant sur la ligne confiée spécialement à sa surveillance, avait négligé de prendre les précautions indispensables malgré ces instructions et le rappel qui venait de lui en être fait ³.

Constitue de même une faute inexcusable du patron et d'ailleurs une infraction à l'arrêté technique, l'installation d'un pylône métallique au-dessous d'une ligne à haute tension, sans avoir demandé au préalable l'arrêt du courant ⁴.

Il peut y avoir aussi faute inexcusable de la victime : Tel est par exemple le cas d'un ouvrier employé à la réparation de fils électriques aériens, qui néglige d'utiliser une ceinture de sûreté mise à sa disposition ⁵.

Ce n'est pas le lieu d'insister ici sur ces questions délicates et controversées : Qu'il ait suffi par quelques exemples de montrer qu'elles peuvent plus particulièrement se poser à propos des accidents et dommages provoqués par le courant électrique.

(2) Paris 8 novembre 1910, Gaz. Pal. 1910.2.537.

(3) Toulouse 22 juillet 1929, Gaz. Pal. 11 octobre 1929.

(4) Riom 11 janvier 1934.

(5) Trib. Civ. de Pontoise, La Loi, 9 décembre 1903.

QUATRIÈME PARTIE

ASSURANCE

236. — Les accidents ou dommages provoqués par le courant électrique ne sont le plus souvent couverts qu'accessoirement à des garanties d'ordre plus général. Ils se trouvent parfois, si l'on peut s'exprimer ainsi, à la limite des garanties qui sont concédées. La question de l'étendue de la garantie et des exclusions prend alors une importance particulière.

Les clauses que nous aurons à envisager ne constituent pas, en effet, des déchéances : Elles représentent la libre limitation, directe ou indirecte, par les parties, des risques que l'assureur prend à sa charge ¹ ; elles ne constituent pas des sanctions imposées à l'assuré par les conditions du contrat pour inexécution de ses obligations.

En conséquence, elles n'ont pas besoin d'être écrites, conformément à l'article 9 de la loi du 13 juillet 1930, en caractères très apparents.

Au surplus la charge de la preuve que le sinistre est compris dans la garantie de l'assureur incombe à l'assuré qui doit prouver l'existence de l'obligation.

237. — ASSURANCES DE RISQUES DIRECTS. — Les accidents et dommages provoqués par le courant électrique, bien qu'ils soient assez fréquents, ne provoquent pas, en général, des dommages d'une importance telle qu'ils aient pu donner naissance à des garanties spéciales en matière d'assurance directe.

Les polices d'assurances individuelles qui garantissent les dommages corporels spécifient simplement

236. — (1) Besson, La notion de déchéance en matière d'assurance, R.G.A.T. 1936, p. 249.

dans la majorité des cas, que font partie des accidents corporels assurés, les conséquences physiologiques pouvant résulter de l'électricité.

De même les polices d'assurance contre l'incendie garantissent les dommages résultant de l'incendie, quelle qu'en soit la cause, que cet incendie ait été provoqué ou non par exemple par un court-circuit.

Toutefois, les accidents d'ordre électrique, c'est-à-dire les sinistres produits par l'électricité et n'ayant pas provoqué un commencement d'incendie sont nettement exclus de la garantie. La police-type d'assurance contre l'incendie de 1930 précise cette exclusion dans son article 3, § 3, ainsi conçu : « *La Compagnie ne garantit pas... les dégâts causés aux appareils électriques par leur seul fonctionnement ou par un courant anormal de quelque origine qu'il soit... Sont couverts toutefois les dommages d'incendie garantis par la police et qui seraient la suite des faits et circonstances mentionnés au présent paragraphe.* »

Ces dommages ne rentrent pas, en effet, dans la définition courante du mot incendie, lorsqu'aucune émission de flammes n'a été constatée, et d'autre part, leur fréquence relativement grande, qui est due à la fragilité de certains appareils électriques, à des insuffisances d'isolement, à des erreurs de branchement et même aux irrégularités de certains réseaux de distribution, nécessiterait en cas de garantie, une élévation correspondante des primes. Or il n'est pas indispensable d'assurer des dommages qui sont le plus souvent de très faible importance : destruction de lampes ou d'appareils électriques de faible valeur, détérioration partielle de postes de T. S. F., etc...

238. — Les Compagnies acceptent cependant de garantir, moyennant surprime, les dommages provoqués par le courant électrique, mais cette assurance est

alors presque toujours limitée conformément au tarif syndical des compagnies d'assurances, par une clause insérée aux conditions particulières de la police et ainsi conçue :

« La Compagnie répond des dommages autres que ceux d'incendie, causés par l'électricité, étant entendu que la responsabilité de la Compagnie ne s'étend pas aux avaries et détérioration subies par les appareils électriques et leurs accessoires. »

Par le jeu de cette clause une partie des exclusions déjà indiquées subsiste. Par contre, la garantie s'étend aux dommages subis par les autres objets assurés à la suite, par exemple, de la formation accidentelle d'étincelles ou d'arcs électriques, même non suivis d'incendie ou par la production de phénomènes d'électrolyse.

Les accidents d'ordre électrique peuvent cependant avoir pour conséquence des dommages très importants lorsqu'ils se produisent dans des installations électriques de grande valeur, telles que celles des usines comportant l'usage de moteurs et de transformateurs : Les compagnies d'assurances contre l'incendie acceptent dans ce cas de garantir le risque moyennant surprime et la clause suivante est alors insérée dans la police ¹ :

« La Compagnie garantit les dommages causés aux appareils et machines recevant ou émettant des courants électriques, par des accidents résultant d'un fonctionnement électrique normal ou anormal, suivi ou non d'incendie ; sont exclus de cette garantie les dommages dus à l'usure, au bris des machines ou à un fonctionnement mécanique quelconque. »

Plus spécialement lorsqu'il s'agit d'usines génératrices d'électricité, de sous-stations ou de postes de transformation, et quand la garantie du risque électrique est

238. — (1) Tarif des objets divers et des fabriques et usines de l'Assemblée plénière des Compagnies d'Assurances contre l'Incendie, édition 1930, p. 202.

concedée, la clause est ainsi conçue ² : « *Il est entendu que la garantie de la Compagnie s'étend aux dommages pouvant être causés aux appareils et aux machines émettant et recevant l'énergie électrique, ainsi qu'aux installations électriques de toute nature, du fait de leur fonctionnement, ou résultant de l'action immédiate du courant, tels que courts-circuits, élévation excessive de l'intensité ou de la tension du courant, formation d'arcs, même si ces accidents proviennent de défauts des isolateurs ou d'autres causes inhérentes à l'exploitation. La garantie s'étend également aux dommages causés aux dits appareils et machines par la chute de la foudre ou par des phénomènes d'influence dus à l'électricité atmosphérique.*

De convention expresse entre les parties, la Compagnie jouira, pour tous les dommages prévus ci-dessus, d'une franchise d'avarie de 5 % du capital assuré sur matériel sujet à accidents électriques, sans que cette franchise puisse dépasser la somme de 25.000 francs.

En conséquence, si les dommages n'atteignent pas le montant de la franchise d'avarie ainsi fixée, le Compagnie n'aura rien à rembourser ; si les dommages dépassent ce montant, la Compagnie paiera, sous déduction de la dite franchise d'avarie. »

239. — ASSURANCES DE RESPONSABILITÉS. — Mais l'assurance des accidents d'ordre électrique s'est surtout développée en matière de responsabilité civile.

Les assurés qui ne peuvent se faire indemniser par leur compagnie d'assurance, lorsque le « risque électrique » n'est pas garanti, et c'est le plus souvent le cas, sont souvent tentés d'exercer un recours contre la Société distributrice de courant électrique.

D'ailleurs, à supposer qu'il y ait eu indemnisation de l'assuré, la compagnie d'assurance se trouverait subrogée

(2) Tarif précité, édition 1930, p. 100.

dans ses droits, en vertu de l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930, et au surplus presque toujours également cessionnaire des droits et actions de ce même assuré en vertu des conditions générales de la police ¹.

Assuré et assureur peuvent donc éventuellement exercer un recours contre le distributeur du courant dans les conditions qui ont été examinées au cours de cette étude.

Ajoutons que le distributeur n'est pas seulement soumis à un recours possible de ses abonnés, mais encore à celui de tous tiers qui peuvent avoir subi des dommages matériels ou corporels du fait du courant électrique.

240. — En ce qui concerne les dommages matériels, la garantie des polices responsabilité civile est rarement limitée aux dommages d'incendie et elle s'étend le plus souvent aux dommages d'explosion.

Fréquemment sont également couverts tous les dommages matériels pouvant résulter de la surtension du courant et même, sans distinction, tous les dommages matériels qui peuvent être produits par l'électricité.

Est dans ce cas garantie la responsabilité de la société d'électricité pour tous dommages matériels provenant de la surtension, de la surintensité du courant, de mélanges de phases, d'erreurs de branchement, de phénomènes d'électrolyse et même éventuellement d'induction ¹.

239. — (1) Article 22 des conditions générales de la police-type de 1930 en matière d'assurance incendie.

240. — (1) Les réparations civiles auxquelles les Sociétés distributrices d'électricité peuvent être tenues par suite d'accidents corporels et matériels causés aux tiers ou aux animaux et objets leur appartenant et provenant de l'exercice de la profession, à l'exception des dommages matériels résultant d'incendie, d'explosions ou de phénomènes d'ordre électriques sont garanties en général par les Compagnies d'assurance contre les accidents. Les dommages matériels résultant d'incendie, d'explosions ou de phénomènes électriques sont, au contraire, garantis le plus souvent par les Compagnies d'assurances contre l'incendie.

Les réclamations ne se limitent pas le plus souvent à une demande en réparation des dommages matériels, mais sont, en général, accompagnées de demandes d'indemnité pour privation de jouissance des objets détruits.

Les contrats garantissent presque toujours la privation de jouissance ou la perte de loyers résultant de la destruction totale ou partielle de locaux, plus rarement celles des objets mobiliers.

Si cette garantie n'est pas concédée, la responsabilité de l'assureur ne saurait évidemment s'étendre aux frais de remplacement provisoire des objets détériorés pendant le temps nécessaire à leur remise en état.

Enfin les distributeurs gardent souvent à leur charge les conséquences de la responsabilité qu'ils peuvent encourir vis-à-vis de leurs abonnés du fait de l'interruption du courant.

De la sorte n'incombent à l'assureur incendie, ni les indemnités pour privation de jouissance du courant électrique, ni les dommages matériels pouvant résulter d'un arrêt de courant se produisant par exemple au cours de manipulations ou transformations industrielles, de torréfactions, etc, à moins qu'il n'y ait eu incendie ou explosion dont la responsabilité est couverte de façon générale par le contrat.

Les autres dommages seront par contre fréquemment garantis par les contrats « Accidents » qui couvrent les dommages matériels qui sont les conséquences des opérations industrielles des assurés.

241. — CONVENTIONS SPÉCIALES RELATIVES A L'ASSURANCE ET RENONCIATIONS. — Rappelons qu'entre distributeur et abonné, certaines clauses de la police d'abonnement viennent souvent imposer des conditions spéciales d'assurance.

La police d'abonnement oblige parfois l'abonné à

souscrire une assurance garantissant le matériel de la société distributrice contre tous risques du courant électrique et contre l'incendie.

Or les polices d'assurance ne garantissent en principe, et sauf clause contraire, que les objets appartenant au bénéficiaire de l'assurance désigné dans le contrat ¹ ; il convient donc, en pareil cas, que l'assuré fasse insérer, dans son contrat, en ce qui concerne le matériel qui lui est confié, une clause d'assurance pour le compte de la société de distribution.

Parfois, d'autre part, l'assuré non seulement renonce à tout recours contre le distributeur, clause dont les effets ont été examinés ², mais encore s'oblige à obtenir la renonciation de l'assureur à tout recours contre le distributeur du courant.

Il y a là une clause qui semble devoir engager la responsabilité de l'abonné en cas d'inexécution de son obligation, à moins de faute lourde du distributeur.

Si l'assureur a souscrit cette renonciation, la clause doit produire ses effets même en cas de faute lourde du distributeur : Nous l'avons vu en effet. On admet, en général, que l'assureur n'a pas d'action propre contre l'auteur du dommage pour un préjudice personnellement subi. Il peut donc renoncer à tout recours, ce n'est pas une clause de renonciation dont la validité pourrait être discutée : Il s'agit simplement de l'abandon du bénéfice de la subrogation de l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930 qui n'est pas d'ordre public, conformément à l'article 2 de la même loi ou à la clause de cession des droits et actions des conditions générales de la police.

241. — (1) Les conditions générales de la police-type d'assurances contre l'incendie de 1930, article 1^{er}, prévoient cependant que « l'assurance du mobilier personnel couvre les objets appartenant à l'assuré, à sa famille et à ses domestiques ».

(2) Voir supra n° 208 et s.

Mais il arrive parfois que l'assureur contre l'incendie ait accepté, moyennant surprime, de renoncer à tout recours contre le distributeur du courant, alors que la police d'abonnement ne comportait pas cette obligation.

Il est lié par cette clause et ne peut exercer un recours contre le distributeur, mais il aura en principe la possibilité de l'exercer contre l'assureur de la responsabilité civile du distributeur. La police-type de 1930 comporte, en effet, un article 22, 3^e alinéa, ainsi conçu : « *La Compagnie peut, moyennant surprime, renoncer à l'exercice d'un recours. Toutefois si le tiers responsable est assuré, elle peut, malgré la renonciation, exercer son recours dans la limite où cette assurance de responsabilité produit son effet.* »

En vertu de cette clause, l'assureur de responsabilité civile sera donc exposé à subir le recours dans les conditions prévues.

242. — CONCLUSION. — Cette dernière partie de la présente étude peut lui servir de conclusion : L'accroissement de la responsabilité a pour corollaire le développement de l'assurance ; les obligations multiples des distributeurs, soit légales, soit contractuelles, assorties d'une responsabilité très souvent présumée, rendent inévitables des infractions nombreuses.

La jurisprudence administrative ou judiciaire s'est efforcée et est parvenue à protéger les victimes de façon efficace.

Les distributeurs à leur tour ont dû se défendre en constituant des sociétés d'Assurances Mutuelles, soit le plus souvent en s'adressant à des compagnies anonymes ; ainsi il leur est permis d'uniformiser de façon aussi parfaite que possible, les charges que la nature de leur activité leur impose.

Si enfin nous voulons jeter un dernier regard sur les responsabilités qui ont fait l'objet de la présente étude, qu'il nous suffise de constater que les tribunaux administratifs ou judiciaires ont su résoudre dans le droit commun qui n'avait pas été élaboré pour eux, les problèmes juridiques que la nature spéciale du courant électrique avait pu leur poser.

C'est là un exemple remarquable de la plasticité des formules juridiques lorsqu'elles sont heureusement interprétées.

Vu :

LE DOYEN,
E. ALLIX.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
MAURICE PICARD.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON (J.). — Traité élémentaire du Contentieux Administratif.
- AULAGNON (L.). — De la situation juridique des usagers titulaires de polices d'abonnement à l'égard des compagnies concessionnaires d'un service public, *Rev. Trim. de Droit Civil* 1924, p. 5 et s.
- BÉNAC. — Nature physique de l'électricité considérée au point de vue Droit privé, *Thèse Toulouse* 1913.
- BERTHIER (M.). — La lutte juridique contre les perturbations radio-électriques, *Thèse Lyon* 1935.
- BESSON. — Le recours des voisins en cas d'incendie et la loi du 7 novembre 1922, *Revue Critique* 1927, p. 312.
- BONNARD (R.). — Précis de Droit Administratif, 1935.
- BRUN (A.). — Rapports et domaines des responsabilités contractuelle et délictuelle, *Thèse Lyon* 1931.
- CAPITANT (R.). — La double notion de Travail Public, *Revue du Droit Public* 1929, p. 507 et s.
- CARPENTIER (E.). — L'éclairage et la force motrice dans le Droit privé, *Thèse Paris* 1908.
Dictionnaire juridique de l'industrie électrique.
- CAZALS DE FABEL. — Doctrine, *Revue des Concessions départementales et communales* 1934, p. 151.
- COLIN, CAPITANT et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. — Cours élémentaire de Droit civil français, 1934.
- DEMOGUE. — Responsabilité pour la chute d'un arbre, *Rev. Trim.* 1936, p. 357.

- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, t. XII.
- DUEZ. — La responsabilité de la puissance publique en dehors du contrat.
- DUGUIT (L.). — Traité de Droit constitutionnel.
- GOSSET (J.). — Distributeurs et usagers du Gaz et de l'Electricité, *Thèse Paris* 1935.
- HAURIU (M.). — Précis de Droit administratif et de Droit public, 12^e édition.
- ISORÉ (J.). — La nouvelle réglementation des perturbations radioélectriques, *Thèse Paris* 1935.
- ISSARTE. — Cours de dangers des courants électriques, 7^e édition.
- ISTEL (P.) et LEMONON (E.). — Traité juridique de l'industrie électrique, 1914.
- LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative, 2^e édition.
- LALOU (H.). — La Responsabilité civile.
- LEJAY. — L'utilisation domestique de l'électricité, *Thèse Paris* 1933.
- L'HUILLIER. — Législation des distributions d'énergie électrique, 1935.
- MARANGES (H.). — Les transports d'énergie électrique et la propriété privée, *Thèse Paris* 1929.
- MATHIOT. — Les accidents causés par les travaux publics, *Thèse Paris* 1934.
- MAZEAUD (H. et L.). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, t. II, n^o 2007 et s.
- MEIGNE (M.). — Responsabilité et contrats (Essai d'une délimitation des responsabilités contractuelle et délictuelle), *Thèse Lille* 1924.
- MESTRE (A.). — Les problèmes juridiques de l'électricité, *Revue politique et parlementaire* 1925, t. 123, p. 213 et s. Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés aux réseaux d'électricité, *Rev. Crit.* 1925, p. 406.
- Propriétaires et compagnies de distribution d'énergie électrique, 1925.

PICARD (M.). — La responsabilité des accidents d'automobiles devant les Chambres réunies de la Cour de Cassation, *R.G.A.T.* 1930, p. 259 et s.

La responsabilité de l'Etat, des départements et des communes dans les accidents d'automobiles, *R.G.A.T.*, 1932, p. 461.

L'autonomie de l'action directe, *R.G.A.T.*, 1933, p. 725 et s.

PILON. — Le problème juridique de l'électricité, *Revue trimestrielle de Droit Civil* 1904, p. 5 et s.

PLANIOL et RIPERT. — Traité élémentaire de Droit Civil, t. II, 1932.

PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de Droit Civil, t. 6. Les Obligations par ESMEIN.

REMAURY (A.) et TROLLEY DE PRÉVAUX (R.). — Electricité. Notions de Droit et décisions de jurisprudence, 1927.

RICARD (J.-P.). — Droit et jurisprudence en matière de Postes, Télégraphes, Téléphones.

UZAC (D^r). — Accidents produits par l'électricité sur un réseau de chemins de fer électrifié. Réflexions à propos de 105 observations, *Annales de Médecine légale* 1936.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

I.

Importance et nature des accidents et dommages qui peuvent être provoqués par les courants électriques. Responsabilités qui peuvent en découler 1

1. Transformation des règles juridiques. — 2 à 7. Accidents et dommages provoqués par le courant électrique. — 8. Aggravation des règles de la responsabilité des distributeurs.

II.

Nature juridique de l'électricité. — Intérêt de la question au point de vue des règles de la responsabilité 9

9. Position du problème. — 10. Problème de la nature juridique de l'énergie. — 11, 12. Nature et caractères juridiques de l'électricité. — 13. L'électricité et la responsabilité. — 14. Objet de l'étude.

PREMIÈRE PARTIE

LA COMPÉTENCE

Chapitre Premier. — Intérêt de l'étude préalable des règles de compétence 17

Chapitre II. — Forme et caractère juridique des entreprises de distribution 19

Chapitre III. — Règles de compétence 25

19. Généralités.

Section I. — Distinction de la compétence administrative et judiciaire 26

§ I. — Distinction de la compétence administrative et judiciaire suivant que le distributeur est un concessionnaire ou un permissionnaire 26

§ II. — Détermination de la compétence suivant qu'il existe ou non avant l'accident des rapports juridiques d'ordre contractuel pouvant influencer sur la responsabilité, entre le distributeur et les tiers lésés 29

I. Compétence en matière de contrats d'abonnement	30
23, 24. Principe de la compétence administrative. — 25. Nature du contrat d'abonnement. — 26 à 29. Conséquences pratiques de la nature du contrat d'abonnement. — 30 à 31. Limitation de la compétence judiciaire par l'étendue des obligations contractuelles. 32, 33. Interprétation des clauses du cahier des charges.	
II. Compétence en matière d'accidents du travail..	42
§ III. — Distinction de la compétence administrative et judiciaire suivant la nature des faits générateurs de la responsabilité.....	45
36. Position du problème. — 37. 1° L'exploitation de l'ouvrage public est assurée par une personne morale administrative. — 38. 2° L'exploitation de l'ouvrage public est assurée par un concessionnaire. — 39. Analogies de la jurisprudence administrative et judiciaire. — 40 à 42. Divergences de la jurisprudence administrative et judiciaire. — 43,44. Double compétence administrative et judiciaire.	
§ IV. — Distinction de la compétence suivant la nature et la situation des faits ou conduites qui ont provoqué le dommage.....	62
46. 1° La conduite principale. — 47, 48. 2° Le branchement particulier. — 49. 3° Les branchements et canalisations intérieurs. 50. Importance de la notion de causalité en matière de compétence. — 51. Le problème de l'option en matière de compétence.	
§ V. — Conclusion sur le problème de la discrimination des compétences administrative et judiciaire....	70
Section II. — Règles de compétence administrative..	74
Section III. — Règles de compétence des tribunaux judiciaires	77
Section IV. — Compétence en matière de contraventions spéciales aux entreprises de distribution et en matière de grande voirie.....	81
Section V. — Compétence en cas de litige entre assureur et assuré, Action en garantie, Action directe contre l'assureur.....	83

DEUXIÈME PARTIE

LA RESPONSABILITÉ EN VERTU DES RÈGLES DU DROIT ADMINISTRATIF

<i>Chapitre Premier.</i> — Fondement de la responsabilité....	93
Section I. — Exclusion des règles du Code Civil.....	93

Section II. — Théorie de la responsabilité en matière de travaux publics	94
64,65. Position du problème. — 66. Responsabilité vis-à-vis des usagers de l'ouvrage public. — 67. Responsabilité vis-à-vis des tiers. — 68. Difficulté de détermination de la théorie applicable. — 69 à 73. Proposition d'une théorie intermédiaire. — 74. Fondement de la responsabilité. — 75. Définition du défaut d'entretien ou du vice de construction. — 76 à 78. Application de la théorie du risque.	
<i>Chapitre II.</i> — Les éléments de la responsabilité	117
Section I. — Le préjudice	118
82. 1 ^o Le préjudice doit être direct. — 83. 2 ^o Le préjudice doit être actuel et certain. — 84 à 86. Parasites.	
Section II. — Le fait ou la faute	125
Section III. — Le lien de cause à effet entre le fait ou la faute et le préjudice subi	126
<i>Chapitre III.</i> — Le défaut d'entretien ou le vice de construction de l'ouvrage public de distribution	127
90. Obligation de respecter les prescriptions administratives. 91 à 93. Obligation générale de prudence et de diligence.	
<i>Chapitre IV.</i> — La théorie du risque et les distributions d'électricité	133
Section I. — Fondement de la théorie en ce qui concerne les distributeurs	133
96. La responsabilité présumée est-elle en réalité une responsabilité pour faute ? — 97. Doit-on parler d'une présomption de faute basée sur une idée de probabilité ? — 98. Justification de l'application de la théorie du risque aux distributeurs d'énergie.	
Section II. — Application de la théorie du risque aux distributeurs	137
<i>Chapitre V.</i> — Règles spéciales de responsabilité	145
Section I. — Dommages permanents provoqués par l'électricité	145
104. Fondement de cette responsabilité. — 105. Application de cette responsabilité aux dommages permanents provoqués par le courant.	
Section II. — Dommages causés aux lignes télégraphiques et téléphoniques de l'Etat; contraventions de grande voirie	147
<i>Chapitre VI.</i> — Le lien de causalité	157
Section I. — Causes d'exonération totale ou partielle. Définition du cas fortuit et de force majeure	159
113. Existence des causes d'exonération. — 114. Définition du cas fortuit et de force majeure.	
Section II. — Les cas fortuit et de force majeure	163

Section III. — Le fait d'un tiers.....	165
Section IV. — La faute de la victime.....	167
Section V. — Partage des responsabilités.....	168

TROISIÈME PARTIE

LA RESPONSABILITÉ EN VERTU DES REGLES DU DROIT PRIVÉ

121. Le fondement de la responsabilité. — 122. Importance pratique dans le droit privé des problèmes étudiés. — 123. Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle.

<i>Chapitre Premier.</i> — Le préjudice.....	181
--	-----

125. Dommage prévisible. — 126. Dommage actuel et certain. 127. Dommage matériel ou moral. — 128. Dommage direct. — 129 à 132. Le préjudice ne doit-il pas présenter en outre, un caractère particulier en matière d'inconvénients de voisinage ?

<i>Chapitre II.</i> — La responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle.....	191
---	-----

Section. I — La faute.....	192
----------------------------	-----

§ I. — Installations intérieures.....	193
---------------------------------------	-----

§ II. — Installations extérieures.....	196
--	-----

§ III. — Définition de la faute du distributeur.....	207
--	-----

§ IV. — Responsabilité en cas d'émission de parasites.....	209
--	-----

147. La jurisprudence. — 148. La notion d'abus de droit. — 149. Conditions particulières de responsabilité. — 150. Réglementation administrative.

Section II. — La responsabilité du fait des bâtiments et les installations électriques (art. 1386).....	219
---	-----

152 à 154. Les installations électriques constituent-elles des bâtiments au sens de l'article 1386 ? — 155. Que faut-il entendre par ruine d'un bâtiment ? — 156. Défaut d'entretien et vice de construction. — 157. Sphère d'application de l'article 1384 § I par rapport à l'article 1386.

Section III. — La responsabilité du fait des choses en matière de dommages provoqués par le courant.....	226
--	-----

§ I. — Application de l'article 1384 § I aux installations électriques.....	228
---	-----

§ II. — Personnes responsables.....	231
-------------------------------------	-----

162, 163. Rappel de principes. — 164. Application des principes en ce qui concerne les installations électriques. — 165, 166. Installations extérieures. — 167. La question de la garde des branchements particuliers. — 168, 169. Installations intérieures. — 170, 171. La notion de garde.

§ III. — Le fait de la chose.....	246
§ IV. — La présomption de responsabilité.....	250
176. Caractères. — 177. Fondement.	
Section IV. — La loi du 7 novembre 1922.....	253
§ I. — Conditions d'application de la loi du 7 novembre 1922	254
§ II. — Conséquences de la loi du 7 novembre 1922.	258
Section V. — Les clauses d'irresponsabilité et matière délictuelle et quasi-délictuelle.....	259
<i>Chapitre III.</i> — La responsabilité contractuelle.....	263
Section I. — Le contrat d'abonnement.....	266
§ I. — Etendue des obligations qui résultent du contrat d'abonnement	268
§ II. — Caractères de la responsabilité.....	271
§ III. — Règles de preuve.....	272
194. Principes généraux. — 195. Portée pratique des principes en matière de preuve. — 196. Application des principes au contrat d'abonnement.	
§ IV. — Application jurisprudentielle des règles de responsabilité contractuelle	278
Section II. — Contrats divers.....	285
202. Bail. — 203. Contrat d'entreprise. — 204. Vente. — 205. Contrat de transport. — 206. Contrat de travail.	
Section III. — Fondement de la responsabilité contractuelle du distributeur.....	288
Section IV. — Les clauses de non-responsabilité.....	289
208 à 210. Généralités. — 211. Clauses des polices d'abonnement. 212 à 215. Jurisprudence.	
<i>Chapitre IV.</i> — Le lien de causalité.....	301
Section I. — Le cas fortuit ou de force majeure.....	303
§ I. — Le cas fortuit ou de force majeure en matière de responsabilité délictuelle.....	304
220. Non imputabilité. — 221. Irresistibilité. — 222. Imprévisibilité.	
§ II. — Le cas fortuit ou de force majeure en matière de responsabilité contractuelle.....	308
Section II. — Le fait d'un tiers.....	310
§ I. — Responsabilités non présumées.....	311
§ II. — Responsabilités présumées	311
228. La responsabilité du défendeur est seule présumée. — 229. La responsabilité du tiers est seule présumée. — 230. La responsabilité du défendeur et celle du tiers sont l'une et l'autre présumées.	

Section III. — La faute de la victime	318
<i>Chapitre IV.</i> — Indications sommaires sur l'application de la législation des accidents du travail	323

QUATRIÈME PARTIE

ASSURANCE

237, 238. Assurance de risques directs. — 239, 240. Assurances de responsabilité. — 241. Conventions spéciales relatives à l'assurance et renonciations. — 242 Conclusion.

Bibliographie	339
---------------------	-----

ERRATA

Page 59, 19^{me} ligne, *lire* : doit cesser, *au lieu de* : ne doit pas cesser.

Page 108, 4^{me} ligne, *lire* : déclare le, *au lieu de* : déclare que le.

Page 212, 26^{me} ligne, *lire* : Malitiis, *au lieu de* : Malitus.

Page 261, 28^{me} ligne, *lire* : pour, *au lieu de* : par.



IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE
-:- DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE -:-
. PARIS



